

L'annonce de la candidature du chef de l'Etat à un second mandat présidentiel

Un sphinx en Europe

La révélation du faux secret de M. Mitterrand n'a pas plus surpris à l'étranger qu'en France, et si la presse ouest-allemande n'en souffle pas un mot c'est uniquement en raison de ses délais particulièrement longs de fabrication. Partout ailleurs, en Europe, les commentaires sont dominés par une note d'humour et d'admiration. D'humour devant la longue performance du non-candidat, qui a su si bien attiser les querelles entre les frères ennemis, MM. Chirac et Barre : d'admiration pour l'homme politique qui ne cesse de « rebondir » de mieux en mieux, au gré de sa carrière politique. Socialiste en 1981, celui que le « Financial Times » appelle « le Florentin » ne se pose-t-il pas aujourd'hui en véritable héritier spirituel de de Gaulle ? En unificateur n'hésitant pas à faire don de sa personne à la France pour mieux pourfendre les partis, les factions, les clans et autres bandes ? N'a-t-il pas réussi l'exploit, relevant de nombreux commentateurs étrangers, d'annoncer sa candidature sans jamais prononcer le mot de « socialisme » ?

L'accueil de la candidature Mitterrand n'est pas fait pour surprendre. En sept ans, le chef de l'Etat a su imposer son image hors de l'Hexagone : il a su aussi apparaître, au-delà des irritations qu'il a suscitées ici et là, comme un pilier de cette Europe qui reste à construire.

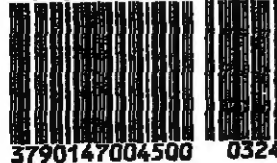
M. Mitterrand lui-même a toujours pris grand soin de cultiver ce rôle de « vieux sage » européen, et il est évident qu'il s'y emploiera encore plus au cours des six semaines à venir. N'a-t-il pas expliqué, mardi soir, son refus de revenir sur les privatisations par la création, à compter du 31 décembre 1992, du grand marché unique ?

L'exaltation de la construction européenne sera indéniablement au centre du discours que M. Mitterrand va tenir sur la politique étrangère. Il aura cependant du mal à résister à la tentation de quelques nuances et arrière-pensées. MM. Chirac et Barre se veulent eux aussi d'ardents européens. C'est sans doute pourquoi le président de la République a laissé entendre que le second thème étranger de sa campagne serait le désarmement. « Est-on pour le paix des armes, a-t-il demandé, c'est-à-dire contre le surarmement et pour le désarmement, s'il est contrôlé, bien entendu ? »

Il n'en avait pas moins reconnu auparavant qu'il ne faut pas chercher dans la situation internationale ces « circonstances exceptionnelles » sans lesquelles celui que le journal flamand « De Standard » appelle « le Sphinx » n'aurait jamais répondu « oui », mardi soir, à la première question...

M. Mitterrand, depuis sept ans, n'a jamais varié dans ses déclarations favorables à la réduction des armements. On peut résumer sa position par l'expression, qu'il a souvent utilisée, d'équilibre au plus bas niveau possible. Ses deux adversaires sont beaucoup plus prudents et parlent souvent de la nécessité de rester « vigilants » face à un Gorbatchev dont on ne connaît ni les véritables intentions ni les chances de durée. Nul doute que le débat, jusqu'alors feutré, va virer à la polémique. Et que les rivaux du chef de l'Etat lui reprocheront de jouer avec la sécurité de l'Europe pour mieux séduire au deuxième tour les voix de l'extrême gauche et celles des écologistes.

M 0147 - 0324 D - 4,50 F



3790147004500 03240

MM. Barre et Chirac contestent à M. Mitterrand le droit de se poser en garant de la « paix civile »

M. Barre s'est indigné, le mercredi 23 mars, que les deux plus hauts personnages de la République puissent se disputer l'Etat. « Qui gardera l'Etat ? » a demandé l'ancien premier ministre, qui, comme M. Chirac, a contesté à M. Mitterrand le droit de se poser en seul garant de la paix civile. Annonçant sa candidature pour un second mandat, mardi, au journal de 20 heures d'Antenne 2, M. François Mitterrand s'était présenté comme le seul capable de

« faire front aux germes de division » qui sont de nature, selon lui, à nuire à la préparation de la France à l'échéance de 1992. M. Chirac lui a reproché son « sectarisme » et n'a vu nulle menace de « guerre civile ».

M. Alain Juppé, ministre délégué au budget et porte-parole du gouvernement et du candidat Chirac, a indiqué que la réunion du conseil des ministres, mercredi, s'était déroulée exactement comme les autres.

Annonçant la nomination comme préfets d'un collaborateur du premier ministre et d'un collaborateur du président de la République, M. Juppé a observé : « Vous voyez que, en la matière, il n'y a ni clan, ni bande, ni faction. » « Nous allons travailler. Nous n'avons, nous, pas de loisir pour aller nous oxygéner en faisant les magasins. Le premier ministre gouverne », a-t-il conclu, en faisant allusion à un propos de M. Mitterrand.



- LIRE**
- La dramatisation forcée, par Daniel Vernhet. Page 9
 - Un sondage SOFRES pour « Le Monde », TF1 et RTL : l'image présidentielle de M. Mitterrand. Page 17
 - Les réactions Pages 12 et 13
 - Vu de Digne, ville-test de la campagne. Page 15

Retrouver une ambition

par ANDRÉ FONTAINE

« JE ne serais pas roi, disait Louis XIV, si j'avais les sentiments des particuliers. » République monarchique, à l'instar de beaucoup de Français, ce qui contribue à expliquer l'absence avec laquelle il s'est coulé dans une Constitution pour laquelle il n'avait pas eu, naguère, de mots assez durs, François Mitterrand n'aurait certainement pas que l'on expliquât par ces « sentiments » la décision, qu'il a enfin décliné en faveur, de se porter candidat à sa propre succession.

Quel que soit, en effet, le plaisir qu'on peut éprouver, lorsqu'on a largement dépassé

l'âge de la retraite, à s'entendre déclarer inamplifiable, la perspective d'entamer un nouveau mandat n'a rien, en soi, de particulièrement excitant.

Outre le caractère « soporifique » — VGE dirait — de nombre des corvées inhérentes à la fonction, la conjoncture économique, et donc sociale, s'annonce chargée malgré la relative embellie actuelle de beaucoup de nuages.

De toute façon rien n'est joué : bien des citoyens, à en juger par les derniers sondages, n'ont pas encore arrêté leur choix.

(Lire la suite page 15.)

Le bilan économique du septennat

L'apprentissage du réel

par Alain Vernholes

Quand François Mitterrand avait été élu président de la République, la France traversait une passe difficile. Un deuxième choc pétrolier de grande ampleur — plus fort que le premier, survenu fin 1973 — avait appauvri le pays et freiné son économie en voie de rétablissement.

A la fin de 1978 et au début de 1979, des événements considérables avaient ébranlé le monde : la fermeture des gisements iraniens, la révolution de Téhéran, puis, en septembre 1980, le début de la guerre entre l'Irak et l'Iran. Dans l'affolement qui s'ensuivit, les cours du pétrole avaient monté en flèche, alourdissant brusquement la facture énergétique de tous les pays industrialisés (1).

A la même époque — en partie pour les mêmes raisons — le monde vivait les derniers mois d'une période heureuse. La croissance économique aux Etats-Unis venait d'atteindre 4,5 % en moyenne entre 1977 et 1979, un

résultat remarquable. L'Amérique allait sombrer dans une noire récession et, un peu plus tard, avec elle l'ensemble des pays industrialisés. Cette crise fut alors ressentie comme un naufrage collectif : le chômage se développa, les faillites furent nombreuses, le désarroi général.

Ces graves difficultés allaient être d'autant plus mal supportées par la France que, à l'époque où M. Mitterrand s'installait à l'Elysée, l'Allemagne, qui, en maintes occasions, avait prêté main-forte (2), cette Allemagne-là faisait brusquement défaut : deux années de récession (1981-1982) allaient réduire à zéro les chances de réussite de la relance socialiste.

(Lire la suite page 14.)

(1) Par rapport au PIB en valeur, la facture pétrolière passa de 2,1 % en 1978 à 2,7 % en 1979, à 3,5 % en 1980. Elle dévora par la suite (chiffres moyens pour l'ensemble des pays de l'OCDE).

(2) La RFA absorbe à elle seule 16,6 % des exportations totales de la France. Elle est de loin son premier client.

Les bombardements irakiens au Kurdistan

L'horreur de la guerre chimique

L'aviation irakienne a bombardé, mardi 22 mars, avec des armes chimiques, six villages du Kurdistan iranien, ce qui indique que Bagdad n'a pas l'intention de renoncer à une pratique qui a suscité une vive émotion dans le monde.

L'Irak était déjà accusé d'avoir bombardé, en représailles, et tué à l'arme chimique des milliers de Kurdes qui avaient aidé les Iraniens. La France (ou, plus exactement, son premier ministre, M. Jacques Chirac) est critiquée par le ministère soviétique des affaires étrangères pour avoir avoué qu'elle cherchait à se constituer un stock minimal de munitions chimiques : ces deux événements récents montrent que la prolifération des armes chimiques dans le monde est une réalité, et que le risque de leur emploi anarchique est de plus en plus répandu. En dépit du traité de Genève de 1925, assez curieusement rédigé au point de tolérer la production des armes chimiques et d'en interdire l'emploi, tout en ouvrant aux pays qui s'en

sont ultérieurement réservé la possibilité le droit de les utiliser en riposte à une agression.

Depuis le conflit mondial de 1914-1918, lorsque des toxiques suffocants (comme le phosgène) ou vésicants (comme l'ypérite) furent utilisés pour la première fois, la guerre chimique relève avec raison de ces grandes terreur de l'humanité, au même titre aujourd'hui que l'apocalypse nucléaire. Personne n'a oublié ces « poils » gazés à Ypres. Mais depuis, malheureusement, les gaz de combat n'ont cessé d'évoluer et, du même coup, leur efficacité de s'accroître : on les décrit comme vingt à cent fois plus toxiques, avec la découverte de produits plus élaborés qui agissent comme des agents incapacitants ou neutralisants sur la transmission de l'influx nerveux des combattants. Depuis, aussi, les armes qui les véhiculent se sont diversifiées, en portée accrue et en rapidité d'intervention.

JACQUES ISNARD.

(Lire la suite page 6.)

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

■ Cinéma : « Cry Freedom », de Richard Attenborough ; « Chouans », de Philippe de Broca. « La Bataille de Midway », de Robert Redford.

■ Deux expositions du photographe Bernard Faucon à Paris.

■ L'inauguration du centre dramatique de Valence en Espagne avec une mise en scène d'Alfredo Arias.

Pages 19 à 21

«Un intellectuel en politique»

CONDORCET

Elisabeth BADINTER

Robert BADINTER



La tension en Arménie

L'attitude ambiguë des autorités soviétiques entretient l'agitation.

PAGE 3

La crise au Panama

L'opposition préfère le suicide économique à la négociation.

PAGE 3

L'ENQUÊTE

L'application du traité sur la non-prolifération nucléaire.

PAGES 28 et 29

Les déboires d'une banque

La Banque de l'entreprise a subi de très lourdes pertes sur le MATIF.

PAGE 38

Airbus et les Américains

Un entretien avec M. Michel Noir.

PAGE 35

La sécurité sociale des Français de l'étranger

M. Jean-Pierre Pierre-Bloch inculpé de complicité de faux en écriture de commerce.

PAGE 40

Le sommaire complet se trouve en page 40

Débats

HORIZON ÉLYSÉE

Rôle de l'État : consensus et divergences

par RAPHAËL HADAS-LEBEL (*)

THÈME majeur des campagnes électorales de 1981 et de 1986, le débat sur le rôle de l'État se fait étonnamment discret en 1988. Signe d'une campagne qui fait plus de place au look qu'au débat d'idées ? Sans doute. Mais il y a une place pour d'autres explications.

En 1981, c'était le triomphe du tout-État, État-panacée apte à la fois à améliorer l'emploi par l'extension du secteur public et à corriger les inégalités par la redistribution sociale. Très vite, pourtant, la contrainte extérieure, et avec elle la place de l'entreprise, seule véritable créatrice de richesses, reprenait le dessus. Dès 1982, M. Fabius pronait « une nouvelle conception de l'État » qui « intervienne mieux et non plus sans cesse d'avantage ». On redécouvrait opportunément que, côté du courant étatiste, l'idéologie socialiste avait toujours comporté un autre courant, d'inspiration libérale. Il n'est pas jusqu'au président de la République qui, lançant en 1984 une réflexion sur l'État, n'ait souhaité qu'un tri fut opéré dans les diverses missions de l'État, entre celles qui relèvent de sa vocation juridique et celles qui ressortissent à ses vocations, économique et sociale.

En 1986, c'est le vent du libéralisme qui soufflait. Tout droit venu de Grande-Bretagne et des États-Unis, rompu avec la tradition gaulliste qui avait pourtant accueilli le champ d'intervention de l'État — « Il n'y a de France que grâce à l'État », disait le général de Gaulle — l'idéologie ambiante était dominée par le rejet d'un État perçu comme asphyxiant, cailloteux dans ses routines, habile à étouffer la capacité d'initiative de la société civile, guetté en permanence par la dérive totalitaire. Suppression des contrôles et déréglementation, privatisations, réduction des impôts, réduction du déficit budgétaire : ces mesures, par ailleurs judicieuses, tendaient aussi à inverser une courbe qui, au-delà de la couleur des gouvernements en place, n'avait cessé de croître depuis un siècle, celle des interventions publiques.

Mais, au même moment, on pouvait constater que la « reaganomics » avait ses limites, que la libéralisation n'avait pas réduit le niveau des prélèvements publics et que la privatisation n'avait pas mis fin à l'influence de la rue de Rivoli. Colbertisme pas mort !

Est-ce pour cela qu'en 1988 les hommes politiques ont cessé de s'opposer sur le thème du « plus d'État » ou du « moins d'État » ? Si le débat se recentre, avec Raymond Barre, sur la critique de « l'État parti » et l'appel à un État impartial, une touchante unanimité se fait jour contre le clientélisme et le système des dépouilles.

Tout se passe comme si, à droite et à gauche, la faillite des dogmes, les défaillances de l'État face à la crise, l'apprentissage des réalités du pouvoir avaient jeté les bases d'une sorte de consensus minimum sur ce que peut être la place de l'État dans les sociétés modernes. On sent bien que la société française, plus évoluée, plus ouverte sur l'extérieur, recherche plus que par le passé l'élargissement des libertés et le développement de la responsabilité, même si elle n'a pas toujours rompu avec sa tentation séculaire de se retourner vers l'État pour résoudre ses problèmes. Parallèlement, l'État-providence trouve, de l'avis général, sa limite financière dans l'excès des prélèvements obligatoires et sa limite technique dans l'inefficacité de qui « étirent mal » pour vouloir « trop embrasser ».

Propositions simples

S'ils voulaient bien transcender leurs clivages idéologiques, les partis en présence pourraient bien trouver une zone d'accord autour de quelques propositions simples :

Premièrement, l'État a tout à gagner à se recentrer en priorité sur quelques fonctions simples, dont certaines ressortissent à ses attributions originelles : assurer la défense du pays, l'ordre public et la sécurité des citoyens, garantir la justice et les libertés, réguler l'ordre économique, faire prévaloir les impératifs de la solidarité collective, favoriser l'innovation dans certains domaines de pointe. Ce retour à l'État « modeste » cher à Crozier ne devrait pas être un simple repliement sur les fonctions traditionnelles de souveraineté ni un retour au laissez-faire du dix-neuvième siècle, dès lors

que, cessant d'être « gérant », l'État de droit peut être un « garant » efficace et que, en agissant moins, il pourrait agir mieux dans les domaines de sa compétence.

Deuxièmement, l'État ainsi recentré doit faire évoluer son mode de relation avec les citoyens, qu'il ne doit plus regarder comme des sujets qu'on régentait mais comme des usagers ou des clients qu'on doit satisfaire. Substituer « l'esprit de service » à « l'esprit de pouvoir », selon une expression récente de Raymond Barre, implique certes une rénovation en profondeur de la gestion des services publics, trop longtemps fondée sur le principe du commandement. Mais la productivité et la qualité du service ne sont-elles pas aussi importantes pour l'administration que pour les entreprises ? A de nombreux égards, les entreprises peuvent même servir d'exemple aux administrations qui, pour autant, ne doivent pas perdre de vue leur finalité de service public.

Troisièmement, parallèlement à l'État, qui a longtemps été en France le principal agent de modernisation et de progrès, il existe désormais d'autres moteurs d'initiative — particuliers, associations, entreprises — qui émanent de la société civile et avec lesquels l'État, par un renouvellement et un approfondissement des mécanismes démocratiques, doit progressivement établir un nouveau système de rapports. C'est d'autant plus nécessaire que le processus de construction européenne et de mondialisation de l'économie rend de plus en plus archaïques certains aspects du débat sur l'État.

(*) Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

De fait un consensus existe dans le pays sur l'idée que l'État peut réduire ses interventions sur la société dès lors qu'il renonce à vouloir, dans tous les domaines, faire le bonheur des citoyens contre eux-mêmes, mais qu'il n'y a pas lieu pour autant, selon la jolie expression de Jean-Marie Domenach, de « jeter l'État avec l'eau du bain ».

La meilleure occasion

Mais si consensus il peut y avoir sur les principes, il n'est au mieux qu'implicite, car les divergences réapparaissent lorsqu'il s'agit de les formuler et de les décliner en mesures concrètes. Faut-il mettre en concurrence les services publics (écoles, universités, hôpitaux, postes) afin de donner le choix aux usagers ? Y a-t-il une place, et laquelle, pour l'État producteur ? Où fixer la frontière entre secteur public et secteur privé dans les domaines de l'école, de la formation, de la communication audiovisuelle ? Quelle part des dépenses sociales doit être décidée par l'État et quelle est celle dont on laisse le libre choix aux autres agents économiques ? Quelles modifications apporter au statut des fonctionnaires ? Quel degré de décentralisation introduire dans le fonctionnement de l'État ?

Autant de questions concrètes, qui appelleraient sans doute des réponses contrastées selon la philosophie politique des candidats en présence, mais auxquelles la « drôle de campagne » actuelle apportera probablement peu de réponses. Et pourtant quelle meilleure occasion, pour débattre de ces sujets essentiels, que ce rendez-vous démocratique que la République, tous les sept ans, donne aux citoyens ?

Au courrier du Monde

L'âge du président

L'argument de l'âge qui est invoqué régulièrement à l'encontre de François Mitterrand ne me semble guère pertinent.

En effet, au cours du dernier demi-siècle, le chancelier le plus jeune que l'Allemagne a connu l'a conduite à la catastrophe : c'est Hitler (désigné à quarante-trois ans) ; le chancelier le plus âgé l'a sortie du gouffre : c'est Konrad Adenauer (investi pour la première fois à soixante-trois ans).

JEAN-FRANÇOIS KESLER
Professeur d'Université,
Paris

PATERNITÉ

Le Boul'Mich, Lop et « Duconnaud »

Dans son « Feuilleton du septennat », Jean-Yves Lhormeau attribue à Ferdinand Lop le projet de prolongation du boulevard Saint-Michel jusqu'à la mer, dans les deux sens.

Ferdinand Lop se prenait au sérieux, écrivait des livres et les vendait dans des cafés de la rive gauche. Il est apparu sur la scène politico-étudiante à l'occasion des élections de 1932, avec un « programme » qu'il était évidemment seul à défendre, mais qu'il a défendu jusqu'à sa mort il y a une dizaine d'années.

YVES MAINGUY
(Vannes, Morbihan).

ROSE

La casquette du père Chevènement !

L'éloge du passé colonial de la France par Jean-Pierre Chevènement (Le Monde du 4 mars) nous a surpris, mais pas étonné !

En effet, nous en avions senti les prémices lors de l'émission « Questions à domicile » où l'ancien ministre de l'éducation nationale montrait à ses hôtes — non sans émotion — son képi d'officier de Section administrative spécialisée (SAS), lorsqu'il participait à la guerre d'Algérie en 1960/1962.

Tout cela d'ailleurs était prévisible, rappelons-nous son interview du 2 mars 1985 à l'AFP : « Comme à l'école, je crois à l'armée de la République : il faut que nos concitoyens redécouvrent ce qu'ils ont en commun, la Res Publica, pour redevenir pleinement des citoyens ».

Au titre de « Jules Ferry en kimono » que lui attribuaient les journalistes au temps de son ministère, on pourra lui accoler maintenant celui de « Tonkinois » ! Le CERES est bien loin !

La rue de Mitterrand sur le tombeau de Jaurès est vraiment fanée !

SERGE BOULOT,
chercheur (Paris).

Excellence... ou Jeanne d'Arc

par PIERRE SUDREAU (*)

EN publiant une analyse fort intéressante sur les vicissitudes de la campagne présidentielle, André Fontaine a souligné dans le Monde du 4 février le décalage qui s'est institué entre les intentions du général de Gaulle et la réalité des faits.

Ses propos, parfaitement illustrés dans son titre « On demande une Excellence », incitent d'abord à revenir sur quelques points d'histoire afin de réfléchir sur le point de savoir s'il ne faut pas aller au-delà des routines électorales actuelles.

— La crise de Cuba a sauvé la réélection présidentielle au suffrage universel. André Fontaine a eu raison de rappeler la grande hostilité non seulement du Parlement, mais de nombreux milieux au projet de réforme, mal étudié, mal présenté.

Passant outre les conseils de ses amis les plus fidèles, tels Alexandre Parodi, vice-président du Conseil d'État, (représentant du Général de Gaulle pour la France en 1944) et l'ambassadeur Léon Noël, président du Conseil constitutionnel (qui a rejoint Londres dès juin 1940), le général a pris des risques considérables, une partie de l'opinion lui étant déjà hostile à cause des événements d'Algérie et des accords d'Évian.

C'est le 22 octobre 1962, six jours avant le scrutin, que commença l'affrontement entre les États-Unis et l'URSS à propos de l'installation des fusées soviétiques à Cuba, crise la plus grave que le monde ait connue depuis 1945. La tension s'intensifia toute la semaine, et les Français allèrent aux urnes dans un climat de conflit mondial et de crainte de guerre nucléaire. Le dénouement de la crise n'ayant été connu en France que le 28 octobre, jour du vote, à 17 heures, il est indubitable que les événements ont déplacé, selon les experts, entre 5 et 10 % des voix en faveur du OUI, les Français répugnant avec raison à créer les conditions du départ du général de Gaulle. Ce dernier avait réclamé un vote favorable d'au moins 50 % des inscrits, et fut malgré tout déçu par les résultats : 47 %. Sans la crise internationale, il serait sûrement resté à Colombey avec son chien.

— Continuité ? Avec ce mode d'élection, le général souhaitait instaurer un mandat solennel de sept ans entre un homme et la nation. Il fallait que les pouvoirs du président soient renforcés par la continuité, au-delà de toutes les consultations électorales.

Or tout le monde a compris, désormais, depuis mars 1986, que les élections législatives

pouvaient remettre en cause les données de l'élection présidentielle et, de ce fait, instaurer un conflit au sein de l'exécutif, au détriment de son efficacité.

— Rassembler ? Le général de Gaulle, seul contre tous en 1940, avait d'emblée trouvé le ton juste : dépasser les divisions traditionnelles face aux épreuves et à l'avenir incertain.

Son discours de Bayeux en 1946, ses efforts politiques avec le Rassemblement du peuple français et la Constitution de 1958 s'inspirèrent de la même volonté : réunir des forces divisées et reconstruire ce qui n'était plus que lambeaux d'un passé défilé, écarter les avanies accumulées depuis un siècle, éviter les excès du parlementarisme, équilibrer les pouvoirs sans entraîner leur blocage.

Cette opiniâtreté dans l'effort fut paradoxalement remise en cause par le procédé de l'élection présidentielle institué inévitablement, au deuxième tour, ce qu'on appelle désormais la bipolarisation, c'est-à-dire la division du pays.

André Fontaine a raison de rappeler que les successeurs du général n'ont été élus qu'à de très courtes majorités, et il en sera certainement de même en 1988. Or l'on ne gouverne pas une moitié de la France contre l'autre. Les Français demeurent d'éternels Gaullistes.

A l'image des compagnons d'Astérix, c'est à se quereller qu'ils semblent prendre plaisir. Tout leur est occasion de désordre et de prétexte à s'affronter.

Ces tendances naturelles ont été malheureusement amplifiées et institutionnalisées par un mode de scrutin à deux tours qui ne pouvait déboucher que sur la bipolarisation.

Raymond Aron notait déjà le 25 mars 1977 (le Figaro) : « La bipolarisation a imposé à la France, toujours pluraliste, une espèce de carcan en la divisant en deux camps. » Il a même qualifié cette situation d'« erreur cardinale de la Ve République ».

On cherche une Excellence ? Et si c'était une Jeanne d'Arc qu'il fallait trouver... c'est-à-dire, au-delà du symbole, tenter de dépasser, dans toute la mesure du possible, les petites médiocrités, les clivages partisans, les frontières intérieures, pour mieux dominer l'accumulation des problèmes économiques et sociaux, leur gravité, et mobiliser le pays face à la concurrence accrue en Europe et dans le monde ?

Cette attitude, pour ne pas dire ce programme, devrait déterminer la tonalité de la campagne présidentielle. Sinon quelle belle occasion perdue de provoquer, avant 1992, un sursaut national !

(*) Ancien ministre.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wolsky.
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.
Correspondant en chef :
Claude Salca.

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 — Tapez LEMONDE, code d'accès ABO
365 jours par an, 24 heures sur 24.

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

1. — BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

II. — SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDPAR 650672 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Le Monde

TELEMATIQUE

Composant 36-15 — Tapez LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71

Téléc. MONDPUB 206 136 F

— C'est sans doute Alexei, disait une voix de femme derrière le mur, pendant que la bonne aidait déjà Astachev à se débarrasser.

— Eh oui, mamenka, c'est moi, répondait-il. Bonjour.

— Bonjour, rapace. Qui as-tu rongé aujourd'hui ?

BERBEROVA ASTACHEV A PARIS

UNE ROMANCIÈRE
QUE L'URSS POURRAIT
ENFIN DÉCOUVRIR.

ACTES
SUD

DIFFUSION PUF

DENIS HAUTIN-GIRAULT,

Save the World

[illegible]

[illegible]

Comité Barre 88

هكذا من الاصل

Proche-Orient

La révolte dans les territoires occupés

Israël tente de contrôler l'« argent de l'OLP »

JERUSALEM
de notre correspondant

Les autorités ont annoncé mardi 23 mars une nouvelle série de sanctions, notamment économiques, visant à mater la révolte des Palestiniens des territoires occupés. Elles s'en sont pris à l'une des institutions de la vie des affaires à Jérusalem-Est, dans la partie arabe de la ville : les changeurs de devises de la rue Saliheddine qui sont également un peu banquiers. Les autorités les accusent de remplir une fonction plus politique en constituant l'un des principaux canaux par lesquels est distribué l'argent de l'OLP en Cisjordanie et à Gaza.

3000 arrestations

Le ministre de la défense, M. Rabin, a expliqué à la Knesset que les changements n'auront plus le droit de voyager à leur guise entre la Jordanie et les territoires. A leur retour d'Amman, les habitants de Cisjordanie, quant à eux, ne peuvent plus franchir les ponts qu'avec 400 dinars jordaniens en poche, au lieu de 2 000. Les opérations de la Banque Amman-Le-Caire — seule banque arabe autorisée dans les territoires — sont soumises à une surveillance particulière, de même que les dons et mouvements de fonds à destination des nombreuses organisations humanitaires travaillant en Cisjordanie et à Gaza.

L'objectif est clair : il s'agit d'empêcher que le soutien financier de l'OLP ne facilite la poursuite des grèves des commerçants et ne serve à encourager la vague de démissions des fonctionnaires palestiniens employés par l'administration israélienne dans les territoires.

Parallèlement, l'armée a cherché à démanteler les cercles de militants nationalistes qui animent la révolte

dans les territoires. Au cours de la seule dernière semaine, quelque 700 personnes ont été arrêtées, portant à 3 000 le nombre de Palestiniens actuellement détenus dans des prisons militaires depuis le début des événements, a indiqué M. Rabin. Il a enfin rappelé que les soldats pouvaient maintenant tirer directement sur tout lanceur de cocktail Molotov et que les colons juifs dans les territoires étaient autorisés à agir de même.

Que cet ensemble de mesures ait commencé ou non à porter ses fruits, le fait est que le nombre des manifestations a diminué. Les actions violentes (jets de pierres et attaques au cocktail Molotov) sont plus isolées et conduites par des petits groupes agissant souvent la nuit. Le nombre de morts parmi les Palestiniens n'en continue pas moins d'augmenter régulièrement.

Dans un petit village du nord de la Cisjordanie, Tubas, une jeune femme de vingt-cinq ans a été tuée de deux balles en pleine tête, dans la nuit de lundi à mardi, lorsqu'une patrouille ouvrit le feu sur des manifestants qui l'attaquaient à coups de pierres et de débris de métal. Cette

mort porte à une centaine le nombre de Palestiniens tués en moins de quatre mois.

Loin de la grisaille et de l'atmosphère pesante qui connaissent les territoires, le premier ministre a regagné Jérusalem mardi, après un voyage de neuf jours aux États-Unis. Au son des orchestres et des chœurs, il a été accueilli et fêté comme un héros par ses partisans, venus très nombreux.

M. Shamir s'est déclaré « tout à fait satisfait » d'un voyage au cours duquel a été réaffirmée « la profonde amitié entre les deux pays en dépit de leurs divergences d'opinion ». Il a estimé qu'il n'y avait « aucune urgence » à soumettre les propositions américaines à un vote au sein du gouvernement d'union nationale puisque les pays arabes n'ont pas encore donné leur réponse.

Rien ne presse, on continue à discuter », a-t-il dit, assurant qu'il n'y avait pas d'ultimatum américain (en dépit du calendrier très précis initialement annoncé par le département d'État), et laissant sans voix ses partenaires adversaires travaillistes.

ALAIN FRACHON.

La mission palestinienne en sursis à l'ONU

New-York (Nations unies) (AFP). — La mission d'observateur de l'OLP auprès des Nations unies vit désormais officiellement en sursis.

Les États-Unis ont donné mardi 23 mars le coup d'envoi d'une âpre bataille judiciaire pour obtenir son éviction du sol américain, mais il leur faudra sans doute attendre des mois, voire plus selon les experts, avant de savoir s'ils obtiendront gain de cause.

Dans cette affaire, qui a entraîné des divergences au sein même du gouvernement américain, Washington ne dispose que du soutien d'Israël. Le reste du monde dépourvu des États-Unis et devait une nouvelle fois en fin de matière déplorer « cette initiative et demander à l'administration Reagan d'y renoncer, en adoptant à la quasi-unanimité une résolution déposée mardi devant l'Assemblée générale de l'ONU, par cinquante-trois pays socialistes et non alignés.

Le gouvernement américain a cependant choisi la voie inverse. Devant le refus de l'observateur de l'OLP, Zehdi Terzi, de mettre volontairement la clé sous la porte le 21 mars, comme l'avait ordonné le Congrès américain en décembre dernier, il a saisi mardi le tribunal fédéral de New-York d'un procès contre M. Terzi et ses cinq principaux collaborateurs.

Il réclame une injonction judiciaire pour fermer la mission de l'OLP et interdire à tout Américain d'accepter de l'argent venant de représentants de l'OLP et de promouvoir les intérêts de l'organisation palestinienne. Le juge désigné pour statuer sur la plainte du gouvernement américain, M. Edmund Palmieri, a immédiatement accordé un premier sursis officiel à M. Terzi en donnant vingt jours à l'avocat de l'OLP, M. Ramsey Clark, ancien ministre de la justice sous le président Johnson, pour préparer sa défense.

Selon les spécialistes juridiques américains, un verdict définitif dans cette affaire pourrait prendre des mois, voire même des années, si l'OLP décide d'utiliser toutes les ressources de la justice américaine en faisant appel au besoin jusqu'à la Cour suprême. Le gouvernement américain avait récemment informé l'ONU qu'il ne prendrait aucune mesure pour fermer la mission de l'OLP tant que l'affaire serait devant les tribunaux.

Asie

Les négociations pour un règlement du conflit afghan

Islamabad accuse Kaboul de vouloir rompre « artificiellement » les pourparlers de Genève

L'URSS est sincère dans sa volonté de retrait d'Afghanistan, mais le régime de Kaboul « prépare le terrain à une rupture artificielle », des pourparlers de Genève, a déclaré, mardi 23 mars, à l'AFP M. Zain Nooraini, ministre d'État pakistanais aux affaires étrangères. M. Nooraini, qui représente le Pakistan à ces conversations indirectes sous les auspices des Nations unies, a ajouté : « Nous devons tous reconnaître qu'un succès des négociations de Genève sera bien accueilli par tout le monde, à l'exception du régime de Kaboul ».

Pour M. Nooraini, les conversations de Washington entre MM. Shultz et Chevardnadze peuvent résoudre le problème de l'arrêt concomitant de l'aide américaine et soviétique à la résistance et à Kaboul. Mais la formation d'un gouvernement de transition à Kaboul est du seul ressort des Afghans. Kaboul ne représentant qu'une « fraction du peuple afghan », M. Nooraini a suggéré que soient mis sur pied des discussions séparées et parallèles à celles qui se poursuivent à Genève, entre toutes

les fractions afghanes, « sans participation de l'URSS, du Pakistan ou d'un quelconque autre pays », et sous la coordination de l'ONU.

D'autre part, l'ancien roi Zahir Shah, réfugié à Rome, a démenti les informations selon lesquelles il aurait rencontré le chef du régime de Kaboul, M. Najibullah, en 1987. L'ex-souverain a répété qu'il était prêt à jouer un rôle dans le processus de paix et s'est déclaré favorable à la réunion d'une « Jirga », large

assemblée qui discuterait de l'avenir du pays, « afin de former une organisation unie qui aurait le soutien de la majorité de notre peuple ».

A Washington, avant l'ouverture de ses conversations avec M. Shultz, le chef de la diplomatie soviétique a souhaité mardi qu'un accord interviene à Genève avant que l'URSS ne commence à retirer ses troupes d'Afghanistan. « C'est l'hypothèse la plus souhaitable », a précisé M. Chevardnadze. — (AFP, Reuters.)

● BIRMANIE : 113 morts dans un incendie. — Un incendie gigantesque a fait 113 morts et 64 blessés et a détruit plus de deux mille maisons, dimanche 20 mars, à Lashio, dans le nord-est de la Birmanie. Plus de sept mille personnes sont sans abri à la suite de ce sinistre, a annoncé l'agence Chine nouvelle, citant l'agence birmane NAB. Le feu a commencé dans une maison et s'est étendu rapidement, ravageant la ville pendant trois heures avant de s'éteindre de lui-même. Une bonne partie des victimes sont mortes brûlées, à l'intérieur des maisons, généralement entourées de

murs de brique et de barrières.

Les dégâts sont estimés à 10 millions de dollars. — (AFP, UPI.)

● BANGLADESH : Deux étudiants tués, cent blessés. — Deux étudiants ont été tués et une centaine d'autres blessés à Dacca au cours d'échauffourées entre forces de l'ordre et étudiants, a annoncé la police, mercredi 23 mars. Ces étudiants protestaient contre la sévérité, qu'ils jugeaient excessive, avec laquelle sont surveillés les examens scolaires. — (Reuters.)

مقداد من الرمال

Les bombardements chimiques au Kurdistan

L'Irak n'a pas démenti les accusations lancées contre lui

Tandis que l'Irak poursuit ses bombardements à l'arme chimique de villages kurdes, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez Cuellar, s'est déclaré mardi « consterné » par l'escalade du conflit et a lancé un nouvel appel « dans les termes les plus énergiques » aux deux belligérants pour mettre fin à tout acte faisant obsta-

Selon Téhéran, les bombardements à l'arme chimique ont visé mardi le Kurdistan irakien, où six villages kurdes dans les régions de Marivan et de Sardacht ont été atteints par des bombes chimiques larguées par l'aviation irakienne. La ville de Sardacht, à 10 kilomètres de la frontière irakienne, avait déjà été victime du même type d'armes

chimiques pour essayer de freiner l'offensive adverse, les autorités de Bagdad avaient laissé entendre qu'elles se réservaient le droit de recourir à n'importe quelle arme pour stopper « l'agression iranienne ».

Après la prise de Halabjeh, le ministre irakien de la défense, M. Adnan Kheirallah, avait de même menacé de recourir « à tous les moyens pour défendre le territoire irakien ». A ce propos, M. Hushyar Zabar, membre du comité central du Parti démocratique du Kurdistan (KDP), a relevé que « le président Saddam Hussein était le premier dirigeant du monde à utiliser des armes chimiques contre ses propres citoyens ».

A Paris, l'Association arabe des droits de l'homme a condamné mardi les « massacres inqualifiables » perpétrés au Kurdistan irakien. « Quelles que soient les motivations », ajoute l'Association, co-présidée par M. Mohamed Harbi, ancien conseiller politique du président Ben Bella, et l'écrivain syrien Bourhane Ghalioun, « les Arabes ne peuvent se taire devant de telles pratiques employées contre une population qui fait partie intégrante du peuple irakien ».

Entre-temps, la « guerre des villes » se poursuit bien qu'à une moindre échelle : mardi seules deux fusées sol-sol ont été échangées entre Bagdad et Téhéran.

L'Iran a répliqué à l'attaque de deux de ses superpétroliers, qui avait fait près de cinquante-quatre morts — le bilan le plus meurtrier d'une attaque de navires dans le Golfe depuis le début de la « guerre des pétroliers » en 1984 — en attaquant un méthanier norvégien le *Havfimt*, et le super-pétrolier grec *Stavros*. Ce dernier n'a subi que des dégâts mineurs. L'attaque du *Havfimt* a fait au moins deux morts et dix blessés parmi les marins.



FANCHE

cle à l'arrêt des hostilités. Le secrétaire général a fait cette déclaration après des consultations entre les membres du Conseil de sécurité de l'ONU sur les derniers développements du conflit, et en particulier sur le recours aux armes chimiques par l'Irak dans le Kurdistan irakien. Un porte-parole de l'ONU a déclaré que M. Pérez Cuellar étudiait la requête de Téhéran d'envoyer sur place une mission d'enquête pour constater « l'ampleur des crimes irakiens ».

chimiques en juin 1987. L'Iran avait alors fait état de plus de 60 morts et de milliers de blessés civils.

L'Irak, si prompt d'habitude à réagir aux communiqués iraniens, n'a pas encore démenti les accusations concernant l'utilisation de l'arme chimique, ce qui constitue presque un aveu. En mars 1984, au moment des offensives iraniennes dans les îles Majnoun, au cours desquelles les Irakiens avaient pour la première fois utilisé des produits

L'horreur...

et en Grande-Bretagne. Tant et si bien que les Irakiens se sont forgé un arsenal d'armes chimiques dont les premiers effets sont apparus sur le terrain, en 1984, face aux Iraniens.

De ce seul point de vue, l'Irak sème à tous vents, à partir des mortiers ou des pièces d'artillerie de son armée de terre et des avions d'assaut de son armée de l'air. Il lui suffit, comme une enquête des Nations unies l'a montré, de faire larguer par ses avions, au-dessus des populations, à moins de 300 mètres d'altitude, ces bombes de 250 livres auxquelles on retire leur charge incendiaire au phosphore pour la remplacer par du « gaz moutarde », que les chimistes préfèrent appeler le sulfure de dichloréthyle. Et, pour cela, un Mirage F-1 français peut faire l'affaire.

La France nuance sa doctrine

Précisément, la France ne dissimule pas son intention de rejoindre le camp des pays apaisés à mener des opérations chimiques. Elle l'a explicité en 1986, lorsque le gouvernement de M. Chirac a présenté à l'approbation du Parlement sa loi de programmation militaire 1987-1991. Elle l'a fait avec suffisamment de discrétion pour que l'Union soviétique, par exemple, n'en prenne réellement conscience qu'aujourd'hui, deux ans après, lorsque le premier ministre, devenu candidat à l'élection présidentielle, réitéra l'intention de la France de constituer un « stock minimum » d'armes chimiques, qualifiées de « dissuasives » face à une agression dans le mode classique.

A l'époque, il y a donc deux ans, personne en France, à l'exception du Parti communiste, n'a révélé le nouvel engagement de la France. Cette orientation

avait une justification stratégique officielle, ne pas être placé devant le dilemme : renoncer à se défendre ou riposter avec les seules armes nucléaires, en cas d'attaque du sol national par une armée fortement équipée en armes chimiques. Mais cette même orientation, approuvée par le Parlement, est demeurée volontairement ambiguë : les munitions chimiques sont des armes comme les autres et leur choix définitif relève du conseil de défense, présidé par le chef de l'Etat, dont les travaux ne sont pas rendus publics.

Dissuasion nucléaire ou dissuasion chimique. La France nuance sa doctrine de défense, en l'absence d'un vrai débat qui susciterait la réflexion de ses citoyens. Si, en effet, la France ne peut pas laisser croire que, face à une agression chimique, elle n'aurait que la possibilité de recourir à une réplique nucléaire, c'est donc qu'elle admet indirectement que la dissuasion nucléaire peut présenter des ratés et des insuffisances, rattrapées ou complées par une dissuasion chimique dans certaines circonstances. A l'heure où la télévision montre, sur ses écrans, l'horreur de la guerre chimique menée par l'Irak contre des populations civiles sans protection, cela serait à l'honneur de la classe politique française, en campagne, de provoquer un tel débat.

JACQUES IGNARD.

Moscou critique des propos de M. Chirac sur les armes chimiques

Moscou. — Le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Guennadi Guerassimov, a critiqué, mardi 23 mars, de récentes déclarations du premier ministre, M. Jacques Chirac, en faveur de l'acquisition d'armes chimiques par les forces armées françaises (Le Monde du 17 mars).

M. Guerassimov a notamment contesté, au cours d'une conférence de presse, la thèse selon laquelle l'acquisition par Paris d'armes chimiques permettrait à la France de graduer sa riposte en cas d'agression, avant de recourir à l'arme nucléaire.

« Cette logique conduit au développement des armes chimiques et non pas à leur interdiction. Elle est fondée sur la théorie selon laquelle il y aurait certains degrés d'escalade dans une guerre future et que, à un certain moment, la France utiliserait des armes chimiques », a ajouté M. Guerassimov. — (AFP.)

CHINE

Le capitalisme plus grande invention de l'homme...

« Certains camarades craignent le capitalisme, car ils en savent très peu de choses. Ces camarades ne réalisent pas que le capitalisme a également beaucoup changé depuis Karl Marx. En fait, le système capitaliste moderne est la plus grande invention dans la civilisation humaine. » Ces propos, qui feraient sa retourner Marx, Engels, Lénine ou Mao Zedong dans leur tombe, ont été prononcés par le président officiel de Pékin à Hongkong, M. Xu Jiatun.

M. Xu, qui son séjour dans cette vitrine du capitalisme triomphant qu'est Hongkong a rendu expert en la matière, a expliqué au journal chinois de la colonie, le *Wen Wei Po*, que cette crainte du capitalisme avait causé de grandes pertes économiques à son pays. Selon lui, les représentants de Pékin à Hongkong — qui doit revenir à la Chine en 1997 — doivent accepter les critiques contre le PC et le socialisme et s'inspirer du capitalisme pour transformer leurs méthodes de gestion.

« Mondes en devenir »

DIAMANTS NOIRS AU PAYS DU MATIN CLAIR

Découvrir la Corée du Nord

PIERRE BOUDOT

13,5 x 20 cm - 208 p. - 90 F

Berger-Levrault

5, rue Auguste Comte - 75006 PARIS

Afrique

SÉNÉGAL

La résistible avancée du désert

SAINT-LOUIS
de notre envoyé spécial

Vieilles maisons coloniales à l'abandon, quasi envahies par les immenses dunes de sable, dans l'ancienne capitale de l'Afrique occidentale française, encore plus qu'ailleurs, on vérifie l'incroyable et constante dégradation des villes de province africaines qu'aucune autorité ne se soucie de conserver dès lors qu'elles ne jouent plus le rôle de « vitrine » du pays au regard de l'étranger. Seul un hôtel, plein de souvenirs de Mermoz et de l'épopée de l'Aéropostale, a conservé belle allure en face du pont Faidherbe dont les cinq cents mètres d'armatures métalliques sont en ruine : la chaleur et le vacarme, la chaleur et le vacarme de la poussière et du sable.

Le sable, le fameux sable qui pénètre partout, fouette le visage et obscurcit le paysage, exactement comme à Nouakchott, la capitale mauritanienne du désert, où le sable qui a franchi le fleuve Sénégal et s'infiltre maintenant dans une région dont les premiers voyageurs européens admiraient la luxuriance et les animaux sauvages. Le soleil des hivers dakarois, tant vanté par les guides, est déjà devenu un mythe. Un jour sur deux, peut-être, l'astre est voilé par de fines particules en suspension. « Ça nous vient de chez les Mauritanien et c'est un cadeau dont nous nous passerons bien », se rassurent les Dakarais. Vraie ! Le vent pousse, certes, une partie du désert saharien vers un Sud que la forêt protège de moins en moins, mais il y a aussi dans l'air de la belle et bonne terre arable qu'aucun couvert végétal ne fixe plus au sol.

Il faut faire le trajet Dakar-Saint-Louis par la route pour mesurer l'ampleur des dégâts. Certaines bandes de la capitale sont déjà ensablées, mais à mesure qu'on remonte vers le Nord, c'est un véritable spectacle de désolation qu'offrent d'immenses étendues plates, naguère cultivées et aujourd'hui dépourvues de la moindre végétation. L'exploitation extensive de l'arachide, l'augmentation de la population urbaine, qui se chauffe et fait sa cuisine avec le charbon de bois fabriqué grâce au pillage des forêts, la désertification des

bergers poussés vers le Sud par la grande misère du Sahel, se sont combinés avec la sécheresse qui a sévi au début des années 80. Le couvert végétal retient l'eau qui s'évapore ensuite et permet la formation des nuages. Cercle vicieux : moins les précipitations sont abondantes, plus vite ce couvert meurt, ou est détruit par les hommes et les animaux ; moins il y a, moins il pleut, quelle que soit l'évolution climatique à court terme.

Les recettes de l'opposition

Le moyen d'améliorer l'environnement rural a été un des débats de la campagne pour les élections générales du 28 février. Une polémique a opposé le gouvernement à M. Wade, le chef de l'opposition aujourd'hui incarner, sur le nombre de forages de puits réalisés ces dernières années. Chacun y va de sa recette pour redresser la situation. Un candidat a proposé l'utilisation de l'énergie solaire pour l'irrigation, un autre voulait qu'on investisse davantage les paysans à la préservation de la nature en encourageant les « plantations d'arbres fruitiers » plutôt que celles d'épaves.

En fait, l'opposition n'a guère été entendue dans les campagnes, notamment dans les grandes régions productrices d'arachide, où les avantages substantiels que le président Diouf a accordés au monde agricole en payant sa production à un prix incitatif, souvent supérieur aux cours mondiaux. Le riz local revient plus cher que celui qui pourrait être importé d'Asie. M. Wade proposait une baisse de 50 % du prix de vente à la ménagère de ce produit de base de l'alimentation sénégalaise. Il ne disait, pas quelles seraient les retombées d'une telle mesure pour les producteurs nationaux.

Une des raisons du bon score du chef de l'opposition à Dakar — où il a obtenu la majorité dans plusieurs bureaux de vote — est le refus du président Diouf de céder à la facilité en annonçant une baisse des produits alimentaires. Situation difficile à supporter pour les citadins dont la plupart voit leurs salaires

bloqués dans le cadre de la politique d'ajustement structurel, mais nécessaire pour sauver l'agriculture locale menacée par l'évolution défavorable du climat et l'archaïsme de ses méthodes.

Le barrage de Diama

Dans le débat sur la politique en faveur des paysans, le chef de l'Etat a au moins une réalisation considérable à présenter : l'aménagement du fleuve qui a donné son nom au pays, grâce au barrage de Diama, construit à 23 kilomètres en amont de Saint-Louis et grâce à celui de Manantali, au Mali, mis en service ce mois-ci.

Il s'agit là d'un bel exemple de coopération africaine. C'est en 1972 que le Sénégal, le Mali et la Mauritanie créèrent l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS), afin d'unir leurs efforts pour le développement coordonné du bassin des eaux nourricières de toute la région. Dans le cadre de cette organisation, deux ouvrages, ayant chacun leurs fonctions propres, furent programmés en vue de l'irrigation de 375 000 hectares dans les trois pays, de la production d'énergie électrique et de la navigation depuis l'embarcadere à Saint-Louis jusqu'au Mali.

Achévé en août 1986 par des entreprises françaises, Diama a coûté 3,6 milliards de francs CFA (72 millions de francs) financés par l'aide internationale, dont la moitié fournie par Paris. Il permet, pendant la période sèche, de contenir la remontée de la mer sur le lit du fleuve. Avant sa mise en service, les traces de sel, dévastateur pour les cultures, étaient visibles jusqu'à 250 kilomètres en amont de Saint-Louis. Il vise aussi, en liaison avec Manantali, à régulariser l'écoulement du fleuve dont l'étiage a baissé dramatiquement en raison des faibles précipitations sur le massif du

Fouta-Djallon, en Guinée, où il prend sa source.

Certains projets ont dû être révisés à la baisse, les bailleurs de fonds internationaux se faisant par exemple plus prudents quant au financement d'un gros canal d'irrigation depuis le Nord jusqu'à Dakar. Les étrangers ont mis en place les sept vannes géantes de Diama dans un paysage pétrifié par la sécheresse. Reste aux Sénégalais à tirer parti de l'ouvrage. Au rythme actuel d'aménagement des zones rurales concernées — 5 000 hectares par an — on mesure le temps qu'il y faudra. Retenir l'eau n'est pas tout : il faut ensuite construire des canaux, initier les quelque deux millions de personnes concernées dans les trois pays riverains aux techniques d'agriculture irriguée, mettre en œuvre une réforme foncière tenant compte des nouvelles conditions d'exploitation. Le problème est d'ordre humain plus encore que financier.

« La politique de reboisement est une des mesures hautes », nous a déclaré le président Diouf. Pour moi la priorité des priorités est la lutte contre la désertification. Dans les milieux dirigeants de Dakar on ne cache pas, cependant, que l'avenir n'est pas tout rose. « Notre problème, dit-on, sera de nourrir dix millions d'habitants d'ici la fin du siècle dans un pays semi-désertique ».

Le temps presse. Déjà, en Casamance, dans le sud du Sénégal, le ciel est obscurci par les nuages de sable « venus de Mauritanie ». Des traînées salines sont maintenant apparentes dans l'ancienne rizière au bord du fleuve Casamance, dont le lit est lui aussi remonté par l'Atlantique en raison du ralentissement du débit des eaux douces.

Le pire n'est pas toujours sûr, mais rien n'est acquis en Afrique, pas même le type de climat que les acteurs responsables du Sénégal avaient appris dans les livres scolaires de la IV^e République.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

TUNISIE

Aide française dans la lutte contre les criquets

TUNIS
de notre correspondant

Le gouvernement français va aider la Tunisie dans sa lutte contre l'invasion acridienne dont le sud-ouest du pays est le théâtre depuis le 15 mars. Le DC-6 du ministère de l'intérieur devait effectuer, les 23 et 24 mars, deux voyages afin de transporter dans les zones sinistrées ou menacées 10 000 litres d'insecticide. En outre, Paris met à la disposition des autorités deux avions d'épandage, loués à une entreprise privée française.

Au cours de ces huit derniers jours, plusieurs dizaines de milliers d'hectares ont été touchés par l'invasion, principalement dans les régions de Gafsa et de Kasserine, dont les cultures souffrent déjà de la séche-

resse. Grâce aux dispositifs terrestres et aériens mis en place par les autorités locales, l'armée et la garde nationale étant mobilisées vingt-quatre heures sur vingt-quatre, les dégâts ont pu être limités.

Mais l'inquiétude demeure grande car, au fur et à mesure que les nuages de criquets pèlerins sont anéantis, d'autres vagues, parties de Mauritanie, continuent d'arriver d'Algérie. C'est sans doute pour cette raison que la Tunisie a pris l'initiative d'organiser, mardi 22 mars, une réunion regroupant des techniciens de tous les pays de la région, de la Mauritanie à la Libye, pour tenter de mieux coordonner leur action dans la lutte contre ce fléau.

M. D.

Coopération énergétique au Maghreb

Un protocole d'accord relatif au transport de gaz naturel algérien vers la Libye par un gazoduc transitoire par le territoire tunisien a été signé, mardi 22 mars, à Tunis, par les responsables du secteur énergétique des trois pays. Les entreprises pétrolières algérienne, tunisienne et libyenne ont créé, par la même occasion, une société tripartite qui aura pour tâche l'étude de ce projet, sa réalisation et son exploitation.

Le coût de la réalisation de ce gazoduc est estimé à 400 millions de dollars. Il prendra naissance à Oued-El-Saïf, en territoire algérien, passera par Feriana, Gafsa, Zarzis et Ras-Jedir, en territoire tunisien, pour arriver à Zouara en territoire libyen. Il aura une longueur de 400 kilomètres et une capacité annuelle de 3,5 milliards de mètres cubes.

Le gaz algérien transporté sera destiné aux industries libyennes de transformation et de fabrication d'aluminium et permettra de faire face, en partie, aux besoins de Sud tunisien. — (Corresp.)

● Concertation algéro-marocaine face au fléau. — Le ministre marocain de l'intérieur, M. Basri, est arrivé le mardi 22 mars à Alger, où il a été accueilli par son homologue, M. Khediri. Cette visite, a-t-on indiqué de source officielle, s'inscrit dans le cadre d'une concertation bilatérale sur la lutte anti-acridienne. Les deux responsables sont convenus de la nécessité pour les pays du Maghreb et leurs voisins de se consulter pour éradiquer le fléau acridien dans la région. — (AFP.)

● LIBERIA : découverte d'un complot. — Les forces de sécurité ont déjoué le samedi dernière une nouvelle tentative d'assassinat contre le président Samuel Doe et ont arrêté douze personnes impliquées dans ce complot, a annoncé, mardi 22 mars, le ministre libérien de l'information, M. Emmanuel Bowler. Parmi les douze suspects figurent l'ancien leader du Parti d'unification du Liberia (PLA), interdit, M. William Gabriel Kpoteh, ainsi que le vice-président de cette formation, M. Harold Ndira. Plusieurs officiers impliqués dans ce complot sont en fuite. — (AFP.)

BIBLIOGRAPHIE

Le cri d'alarme d'Edgard Pisani

« Je suis effrayé par la tâche qui attend les responsables africains, effrayé aussi par le peu de temps dont ils disposent. Jamais peut-être œuvre humaine ne se sera révélée aussi difficile que celle de l'ère aujourd'hui le développement futur de l'Afrique. » Dans un livre qui en appelle aussi à l'Europe, tentée de délaisser l'Afrique par trop décevante, au risque de devoir se contenter bientôt d'un rôle de « péninsule essoufflée ». Edgard Pisani tente, après bien d'autres, de faire un diagnostic et de prescrire des remèdes pour sauver un continent mal parti. A-t-il des chances d'être entendu de ces responsables, auxquels il s'adresse directement à la fin de son livre par une « lettre à un président africain » ?

L'appel à plus de démocratie, l'invitation à « faire confiance à votre peuple » plutôt qu'au parti unique, à l'aide extérieure et aux disciplines du FMI, se situent à un tel niveau de généralité que l'ancien responsable de la coopération avec le tiers-monde au sein de la Commission des Communautés européennes met peut-être moins d'audace — qu'il écrit dans une démarche dictée par son « attachement inquiet ». En tout cas, la générosité du propos n'exclut pas une lucidité

ravagieuse dans certaines pages, telles celles consacrées à l'extension des zones en voie de désertification au rythme de l'équivalent d'un dixième de la France chaque année. Edgard Pisani donne des chiffres jusqu'alors peu connus sur l'étendue des dommages infligés à leur forêt par les Africains « devenus des pillards implacables pour survivre ». En quelques raccourcis saisissants, il fait le point de la situation dans une Afrique subsaharienne où « le fleuve Sénégal, qui charriait 40 milliards de mètres cubes par an il y a moins de cinquante ans, n'en charrie plus que le tiers », où « le Niger est envahi aux trois quarts par le désert », où « les forêts se savanisent, les savanes se sablisent, le Sahel se désertifie ».

Ceux qui se sentiraient insensibles au tiers-mondisme de l'auteur devraient au moins prendre égoïstement en considération son avertissement solennel : au train où vont les choses, ce n'est pas uniquement l'avenir biologique de l'Afrique qui se trouve menacé, mais « avec lui, celui de tout le bassin méditerranéen, dont le climat commence à se dégrader ».

J. G.

• Pour l'Afrique, d'Edgard Pisani, Odile Jacob, 254 p., 120 F.

ETHIOPIE

L'aide humanitaire à nouveau paralysée

GENÈVE
de notre correspondant

Une fois de plus, l'aide humanitaire en faveur des populations civiles du nord de l'Éthiopie est paralysée : les soldats, gouvernementaux ou rebelles, empêchent les convois de passer. Cette situation est d'autant plus alarmante que la malnutrition s'aggrave.

Après l'appel du président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), M. Cornelio Sommaruga, lancé à tous les combattants le 12 novembre 1987 pour que soient désormais ouvertes les « routes de la survie », on a pu constater une certaine amélioration. Durant le mois de décembre au Tigré, en dépit des combats, 12 000 tonnes de secours ont pu être acheminées jusqu'aux civils.

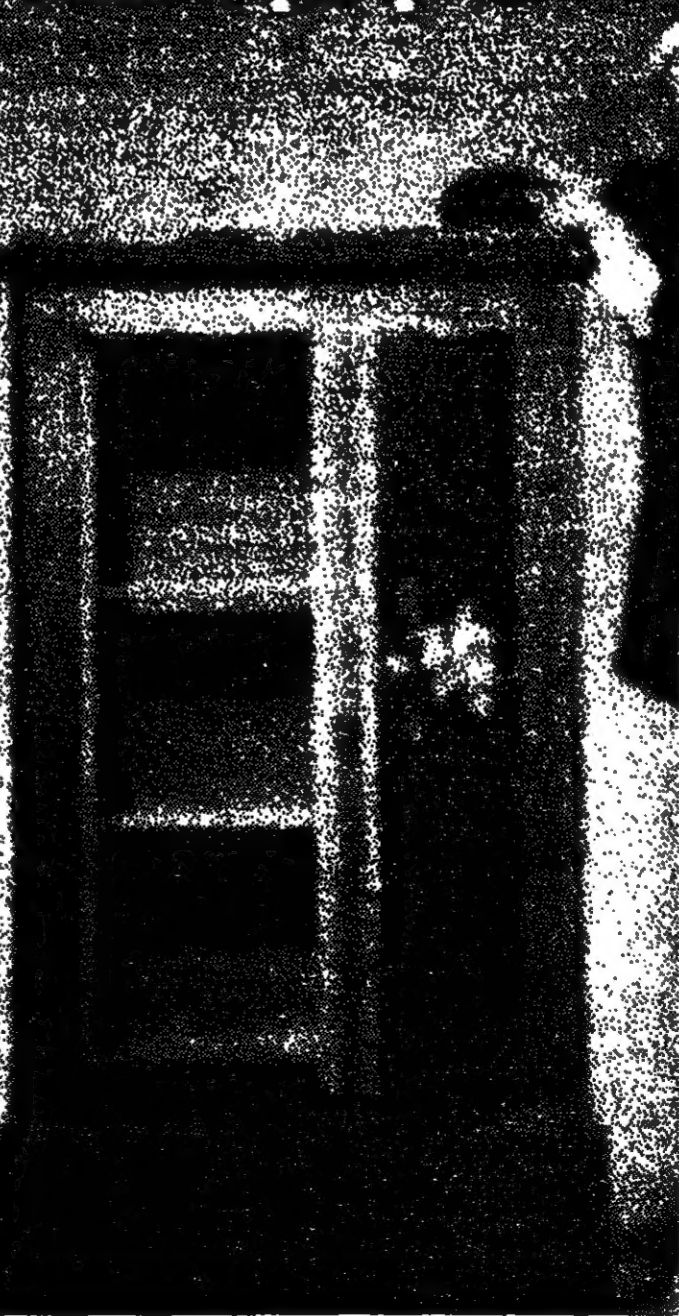
En janvier, ce chiffre est descendu à 6 000 tonnes et, en février, à 2 500 tonnes. Au cours du mois dernier, 541 600 personnes ont pu être ravitaillées. Mais, depuis, les transports sont bloqués. Tragique paradoxe : son action étant arrêtée depuis deux semaines, le CICR a été contraint de suspendre ses distributions au Tigré alors que, dans l'espoir d'éviter un nouveau désastre comparable à celui que l'Éthiopie a connu en 1984-1985, la communauté internationale avait expédié de gigantesques quantités de secours qui demeurent bloqués dans les entrepôts d'Asmara et de Mékélé.

L'axe sud-nord que les convois de secours devaient emprunter est contrôlé par les forces gouvernementales et les rebelles tentent d'enrayer ce contrôle. Le ravitaillement ne peut pas non plus être acheminé par la voie des airs car le problème du transport du kérosène destiné aux avions se pose dans les mêmes termes que celui du transport des secours d'urgence. Quant à la région du Wallo, également menacée par la famine, elle est pratiquement interdite aux secouristes.

ISABELLE VICHNIAC.

● ÉTHIOPIE : un journaliste norvégien tué en Érythrée. — Viggo Gilbert, qui travaillait pour le quotidien *Frederikstad Blad*, a été tué la semaine dernière lors d'une attaque du Front populaire de libération de l'Érythrée (FPL) contre un convoi humanitaire en Érythrée, a-t-on appris, mardi 22 mars, à Oslo. — (AFP.)

SCRL, une vision claire de la solvabilité de vos clients et prospects.



SCRL

Un nouveau client présente des risques d'impayés ? Quelle est la santé financière de vos clients actuels ? SCRL vous permet d'évaluer clairement vos partenaires grâce à deux outils performants (la Core-crédit et le montant d'En-cours conseillé), avant de prendre vos risques en connaissance de cause. SCRL, première banque d'information sur les entreprises françaises, évalue en permanence 850 000 entreprises. L'information est accessible immédiatement par Minitel, téléphone, télex ou terminal ordi-nateur.

SCRL
2, rue de la
Libération
92055 LYON
CEDEX 09

Tél. 72.30.10.00
Telex
SCRL F 110 007
Télécopieur
72.30.74

SCRL: N°1
contre les impayés

Un hebdomadaire catholique interdit pour trois mois

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Le ministre des affaires étrangères, M. Stoffel Botha, a décidé, le mardi 22 mars, d'interdire pour trois mois la publication de l'hebdomadaire de l'Eglise catholique *News Nation*, une décision qui pourra être reconduite à la fin de la deuxième année de l'état d'urgence, le 12 juin prochain. Qualifié de « subversif » par les autorités, cet organe de presse, qui tire à soixante-dix mille exemplaires, avait été créé en janvier 1986. Farouchement anti-apartheid, proche du Front démocratique uni (UDF), *News Nation* était un journal militant surtout lu par la communauté noire. Ses dirigeants avaient tenté de faire déclarer nulles les dispositions prises par le pouvoir en août dernier pour

contrôler plus strictement la presse dite parallèle.

Ayant perdu son procès en première instance, *News Nation* avait, malgré tout, obtenu de la justice une mesure provisoire interdisant aux autorités de prendre toute décision avant le jugement en appel. Lundi la Cour suprême de Pretoria a rejeté cette demande. Le régime n'a donc pas perdu de temps et a fait publier, mardi, dans une édition spéciale de la gazette gouvernementale l'interdiction de parution.

Quatre autres journaux qui, comme *News Nation*, avaient reçu des avertissements sont également menacés à court terme : un mois après le bannissement de dix-huit organisations extraparlimentaires, et alors qu'a lieu actuellement une épreuve de force entre le pouvoir et le clergé, nouvelle cible des autorités.

MICHEL BOLE-RICHARD.

مقدون الاصل

مقدامنا الإلهي

LETTRE OUVERTE AUX ACTIONNAIRES DE TELEMECANIQUE

Madame, Monsieur, Cher Actionnaire de TELEMECANIQUE,

TELEMECANIQUE et FRAMATOME, leaders mondiaux dans leur domaine d'activité, ont bâti ensemble un ambitieux projet d'avenir. Tout en préservant l'identité des deux sociétés, ce projet leur permettra de développer en commun leurs technologies les plus prometteuses. Aujourd'hui nous sommes plus que jamais décidés à concrétiser nos ambitions. Depuis le 24 février dernier, date de notre première Offre Publique d'Achat, notre détermination n'a jamais faibli.

Les conditions de notre nouvelle offre, acceptées par les autorités boursières, répondent à un triple objectif :

- favoriser l'égalité de traitement entre tous les actionnaires ;
- garantir à chaque actionnaire une plus-value substantielle sur la totalité des actions qu'il détient ;
- offrir à chaque actionnaire de TELEMECANIQUE une solution claire qui ne soit soumise à aucun aléa du marché boursier.

C'est pourquoi FRAMATOME s'engage aujourd'hui à acquérir la totalité du capital de TELEMECANIQUE au prix de 4.500 F par action.

Ces nouvelles conditions permettent aux actionnaires d'être assurés que la totalité des titres présentés par eux seront effectivement achetés pour autant que le nombre minimum fixé à 610.000 titres (contre 710.000 précédemment) aura été atteint, ceci augmentant les chances de succès de notre O.P.A.

Si le nombre d'actions de TELEMECANIQUE présentées à l'offre est inférieur à 610.000, FRAMATOME se réserve la possibilité d'acquérir tout ou partie des actions présentées ou de renoncer à l'opération.

- Pour favoriser l'égalité de traitement entre tous les actionnaires de TELEMECANIQUE nous avons opté pour une offre sur 100 % du capital car seule cette solution vous évite tout risque de réduction. FRAMATOME consent ainsi un effort financier supplémentaire de plus de 2 milliards de Francs par rapport à sa précédente offre partielle qui atteignait déjà plus de 4 milliards de Francs.

- Pour garantir à chaque actionnaire une plus-value substantielle, FRAMATOME offre 4.500 F par action soit une plus-value de 54,3 % par rapport à la moyenne des cours des trois derniers mois précédant le lancement de la première O.P.A. (2.917 F par action).

- Pour offrir une solution claire nous avons éliminé tout risque de réduction proportionnelle du nombre de titres achetés. En cas de succès de notre O.P.A., vous connaissez ainsi à l'avance le nombre exact d'actions qui vous seront effectivement achetées. Vous ne subirez donc pas les aléas du marché boursier, après la clôture de l'offre, sur les actions que vous auriez présentées à une O.P.A. partielle et qui n'auraient pas été retenues du fait de la réduction.

SCHNEIDER qui présente une offre concurrente détient à ce jour 25 % du capital. Elle a déjà parcouru la moitié du chemin qui la sépare de la prise de contrôle à 51 % qu'elle vise. Cela signifie pour les détenteurs actuels d'actions et compte tenu du nombre de titres encore en circulation, un risque de réduction significatif.

Nous vous laissons comparer les deux offres en présence :

- en cas de succès de notre O.P.A. la totalité des actions que vous présenterez sera acceptée : l'offre de FRAMATOME permet de façon certaine d'obtenir, pour deux titres détenus et offerts : $4.500 \text{ F} \times 2 = 9.000 \text{ F}$
- par exemple, l'offre de SCHNEIDER permet, en cas de réduction d'un titre sur deux, pour deux titres détenus et offerts :

- d'obtenir si son O.P.A. réussissait 5.500 F pour un seul titre.
- de conserver un titre TELEMECANIQUE qui, après la clôture de l'O.P.A., retrouverait vraisemblablement un cours de 2.200 F si la société est évaluée par le marché au niveau de la moyenne des sociétés cotées.
- l'actionnaire obtiendrait donc pour deux titres détenus : $5.500 \text{ F} + 2.200 \text{ F} = 7.700 \text{ F}$

L'offre de FRAMATOME a reçu le soutien unanime de TELEMECANIQUE, tant de ses instances de Direction que de son Personnel.

Nous comptons sur le vôtre.

Je vous remercie de votre confiance, et je vous prie de croire, Madame, Monsieur, Cher Actionnaire de TELEMECANIQUE, à l'assurance de mes sentiments distingués.

Jean-Claude LENY
Président-Directeur Général

FRAMATOME
LE FUTUR EN TÊTE.



Après l'annonce de la candidature de M. François Mitterrand

Depuis son entrée en campagne le 16 janvier, M. Chirac cherchait l'affrontement droit-gauche. Le voilà servi, un peu tard de son point de vue, mais au-delà et à côté de ses espérances. Car l'intervention, le mardi 22 mars à Antenne 2, du président-candidat débordait les schémas traditionnels de la vie politique française. Ce n'est pas seulement la gauche contre la droite, le « progrès » contre la « réaction », la République sociale dressée face à la République bourgeoise, c'est, dans l'esprit de M. Mitterrand, la République tout court contre les intérêts particuliers, les « partis qui veulent tout », les « clans », les « bandes », « groupes » et « factions ». Par un joli retournement de l'histoire, M. Mitterrand renvoie donc à M. Chirac les amabilités dont il était naguère l'objet lorsque le général de Gaulle tournait contre les « clans », « combinaisons », « clientèles », « foudrues » du « régime des partis ».

Le premier ministre-candidat avait l'air étonné, indécis même, face à l'ampleur de l'offensive, lorsqu'il dut, à Caen, réagir sans plus attendre. M. Chirac ne se sent pas visé, dit-il, car il n'avait pas le sentiment que « la paix civile » fut menacée. Les « clans » et les « factions », estime-t-il, concernent plutôt le Parti socialiste du congrès de Valence en 1981.

Bien qu'il ait dénoncé la « violence », l'« agressivité » et le « sectarisme » du discours, M. Chirac continue à faire le sourd. Il n'entend pas plus, officiellement, M. Mitterrand que M. Barre. Si M. Mitterrand a pu s'engager très avant dans la dénonciation de l'Etat-Chirac, c'est bien parce que M. Barre avait gentiment préparé le terrain. Le chef de l'Etat ne dit rien d'autre, en fait, que ce que disent les barbares qui mènent campagne de plus en plus ouvertement contre « les intrigues, les manœuvres, les pressions » du RPR, « le fric qui ruisselle de partout » et « l'Etat partial ».

Encore lié par un code de bonne conduite majoritaire qui ne tient plus qu'à un fil, M. Barre a été effacé en quelques minutes par le concurrent qu'il croyait être son seul adversaire sérieux. Il est placé entre parenthèses. Il n'existe presque plus dans un débat qu'il a lancé et qui, soudain, ne lui appartient plus. M. Mitterrand a désigné son adversaire du second tour, accompagnant ainsi les sondages qui expriment l'avantage croissant par M. Chirac sur son concurrent de la majorité.

Si l'on s'en tient à l'intervention présidentielle de mardi, le scrutin du 24 avril est déjà réduit à un combat singulier, le président sortant contre le

premier ministre, c'est-à-dire à une grande première dans l'histoire de la V^e République. Le tête-à-tête qui, chaque mercredi, précède le conseil des ministres aurait valu le coup d'œil depuis le 16 mars 1986 s'il avait été permis d'y assister. Celui du mercredi 23 mars s'annonçait croquignolet. A-t-on jamais vu deviser aimablement un « factieux » (M. Chirac, selon M. Mitterrand) et un « farceur » (M. Mitterrand, selon M. Chirac) dans le bureau d'un « président-croquignolet » (M. Mitterrand, selon M. Juppé) ?

Si tôt le conseil des ministres terminé, M. Mitterrand devait aller au Salon de l'étudiant, tel Moïse à la rencontre des enfants de Josué, pour y parler d'éducation, de formation, d'université et de recherche. Au terme d'un déjeuner avec des enseignants, il devait se rendre au Palais de la découverte. M. Chirac, qui a annulé la visite qu'il devait effectuer en Corse, devait s'exprimer ce mercredi soir à TF 1.

Le premier ministre aura en vingt-quatre heures pour méditer quelques thèmes de réflexion semés à la volée par M. Mitterrand. En attendant de faire connaître et de développer les options qu'il proposera aux Français, le chef de l'Etat a en effet livré quelques indications de nature à nourrir le débat de la campagne. Sa conception

des institutions ne surprendra pas. Il imagine, fort d'une expérience récente, un président qui préside et un gouvernement qui gouverne, un chef de l'Etat qui ne se prendrait pas pour le chef du gouvernement, un premier ministre qui ne marcherait pas sur les pieds du président de la République. Pour l'immédiat après-8 mai, il renvoie à la majorité actuelle la charge de la preuve sur la dissolution ou non de l'Assemblée nationale. Etant donné que M. Chirac, comme M. Barre, est hostile à une dyarchie de la légitimité du suffrage, il lui apparaît, par la censure, de renvoyer dans ses foyers le gouvernement de « majorité présidentielle » formé par M. Mitterrand, ce qui conduirait tout droit à une dissolution.

M. Mitterrand a aussi indiqué, au détour d'une ou deux phrases et sans trop de précision, qu'il ne compte pas rester à l'Elysée tout le temps d'un nouveau septennat. Il demande implicitement aux Français cinq années de plus, à charge pour lui de décider du moment où il devra passer la main.

Il serait bien étonnant que M. Chirac ne sautât pas sur pareille occasion de dénoncer ce qu'il considérerait comme une transition prolongée.

JEAN-YVES LHOMEAU.

La déclaration à Antenne 2

« Faire front, pour éviter les germes de division »

« Êtes-vous à nouveau candidat à la présidence de la République ?

Oui.

Vous avez récemment réitéré ?

Je le crois.

On peut savoir quand vous avez pris cette décision ? Certains disent que c'est en juillet 1987, d'autres disent que c'est pendant les fêtes de fin d'année.

Je n'en sais rien moi-même.

En fait, pourquoi briguez-vous un second mandat, monsieur le président, l'allez-vous renouveler la candidature ?

Vous savez, depuis déjà quelques mois j'ai beaucoup écouté les discours des uns et des autres. Et dans tout ce bruit j'ai aperçu un risque pour le pays de retomber dans les querelles et les divisions qui si souvent l'ont mis en danger. Eh bien, je veux que la France soit unie, et elle ne le sera pas si elle est prise en main par des esprits intolérants, par des partis qui veulent tout par des clans ou par des bandes. Elle ne le sera pas plus — et sur le premier point j'insiste — car il faut la paix civile à la France si on veut qu'elle soit prête à affronter le temps qui vient (...).

Je dis que la France ne sera pas unie non plus si des intérêts particuliers, égoïstes par nature, exercent leur domination sur le pays au risque de déchirer le tissu social, d'empêcher la cohésion sociale qui correspond à la cohésion nationale nécessaire. Alors je dis : il faut la paix sociale, il faut la paix civile.

Il faut toujours prendre des précautions. Tout ce que j'ai vu — et je suis sûr que vous le direz — est une extrême attention. Alors les circonstances exceptionnelles, qui ne sont pas d'ordre spécialement international aujourd'hui — bien qu'il aura l'occasion d'en parler d'autres fois, par un concours de circonstances, qu'on appellera, si vous voulez, exceptionnel, que je n'attends pas, que je ne désire pas, oui, il m'est apparu, et pas à moi seul, que j'étais en mesure de faire front pour éviter ces germes de division dont je viens de parler.

Interrogé ensuite sur son âge (soixante et onze ans), M. Mitterrand répond notamment : « Je vais vous faire une confidence : j'aimerais mieux avoir dix ans de moins. Bon, c'est comme cela : après tout c'est vrai, il faut le reconnaître, quatre années de moins que le général de Gaulle quand il s'est représenté en 1965, la différence n'est pas

immense. Et il a été élu ! J'ai noté un jour dans un livre de Jules Romains cette réflexion : « La jeunesse, c'est le temps que l'on a devant soi », et qui est-ce qui peut répondre à cette question ? Ni vous ni moi. »

Paul Amar ayant cité la Bible et « Moïse » passant le relais à Josué, M. Mitterrand déclare : « Dites-moi, vous êtes très promoteur, il avait au moins cent ans, Moïse, à ce moment-là ! Josué, il arrivait de toute façon, je suis assez raisonnable pour en apprécier le moment. »

Je pense à Michel Rocard, dit Paul Amar.

Et ce serait un excellent candidat. Nous en avons parlé encore tous les deux il y a quarante huit heures, reprend le chef de l'Etat, avant de promettre de « réveiller » le débat et de faire connaître au cours de la campagne ses « grandes orientations ». Il indique aussitôt : « Il y a pour la France une politique internationale et donc aussi pour la paix des armées, c'est-à-dire contre le surarmement et pour le désarmement, il est contraire, bien entendu, à la paix des problèmes économiques et des problèmes sociaux et des problèmes culturels et les problèmes de l'environnement. Comment voulez-vous que ce soit, pour ce très bref dialogue, je puisse développer ces thèmes ? Mais, en effet, je parlerai de ces orientations, sur chacun des points que je viens de citer et sur quelques autres, mais ce ne sera pas un programme. Le rôle du président de la République n'est pas — j'ai appris cela moi-même depuis déjà sept ans, j'ai été candidat en 1981 et en 1985 — de se lancer dans des propositions, 110, qui ont été pour 90 d'entre elles appliquées, — mais j'ai un peu confondu, parce que je n'en avais pas l'expérience, le rôle du chef de l'Etat et le rôle du premier ministre. »

Interrogé sur d'éventuelles « réorientations », il précise : « Nationalisations et privatisations : tant de bouleversements en si peu de temps, alors que nous abordons une période, celle qui nous sépare du 31 décembre 1992, qui verra la création d'un marché intérieur unique qu'il faille s'engager dans une bataille sur de nouvelles nationalisations. On le verra bien en cours de route, et il faut en finir aussi avec cette sorte de contagion des privatisations. Ni l'une ni l'autre de ces réformes ne peut être d'actualité (...).

Si on demande aux Français quel aspect de la campagne leur a paru le plus intéressant, les choses, les biens, les marchandises, les capitaux, ou à besoin d'une mobilisation nationale. Il y a un certain nombre de querelles honorables qui doivent être pour l'instant un peu mises de côté. »

Une fonction d'« autorité » et d'« arbitrage »

En ce qui concerne l'évolution de la fonction présidentielle, M. Mitterrand indique : « C'est une fonction à la fois d'autorité et d'arbitrage. D'autorité, parce qu'il est indispensable que la France ait à sa tête un responsable qui soit en mesure d'indiquer les orientations, les grands choix, en matière de politique extérieure, de sécurité, de défense. C'est le président de la République qui est le chef des armées. C'est lui qui, finalement, est le seul habilité à décider de l'emploi de l'arme atomique. Lorsque l'on pense à ces choses, alors il faut regarder bien droit devant soi, en raison des responsabilités écrasantes qui reposent sur un seul homme, et lui permettre de définir une politique qui soit véritablement conforme aux intérêts majeurs du pays, et qu'il n'obéisse pas à des impulsions ou à des changements d'humeur, que ce soit vraiment une capacité reconnue au chef de l'Etat. »

Et puis, il y a une valeur de conseil, une valeur d'arbitrage, c'est dans la Constitution, pour assurer le fonctionnement régulier des institutions, par exemple, des pouvoirs publics, pour assurer l'unité du territoire national, pour faire respecter les grands principes qui animent notre démocratie (...). Ordre, autorité, arbitrage et conseil. Et il faut absolument que le président de la République puisse remplir ces deux fonctions, qu'il ne prenne pas pour le premier ministre, mais que le premier ministre ne se prenne pas pour le président de la République (...). Il faut se tenir aussi bien éloigné du président à tout pouvoir, dans la réalité pas dans les textes, mais à tout pouvoir de fait — que nous avons connu, du président de la IV^e République, qui n'en avait aucun. Il faut un président qui désormais se trouve situé de telle manière qu'il montre la direction, qu'il exerce son autorité quand il le faut, rarement, et qu'il puisse toujours arbitrer les conflits et les diffé-

rends entre les pouvoirs et les Français. »

Interrogé sur les contours de la majorité de l'après-8 mai s'il est réel, M. Mitterrand assure : « C'est un problème qui se pose à tout président de la République. Il est difficile de préjuger les volontés des citoyens (...). Alors, la dernière expression du suffrage universel, c'est que l'ensemble de nos propositions, ma personne et mon comportement ont inspiré confiance. J'ai obtenu de nouveau, je l'ai d'ailleurs gardée, la confiance des Français. Eh bien, je désignerais tout aussitôt, dans les vingt-quatre heures, un premier ministre correspondant à cette majorité présidentielle (...). Je désignerais un premier ministre dans les vingt-quatre heures, chargé de constituer le gouvernement et de me le soumettre. »

Ensuite, quand ce gouvernement sera constitué, il se trouvera face à une Assemblée qui l'acceptera ou qui ne l'acceptera pas. Si le premier ministre ne fait savoir qu'il est empêché de gouverner, eh bien, je dissoudrai ! Si tel n'est pas le cas, on verra bien. En tout cas, il y aura un certain nombre de mesures à prendre pour permettre à notre République de fonctionner. »

M. Mitterrand conclut : « Le message qui consiste à dire aux Français qu'ils doivent se rassembler, il faut qu'il soit bien compris. Qu'il y ait des candidats, des programmes, des projets qui s'opposent, c'est une bonne chose. C'est la démocratie. Rien ne doit interdire cela. Donc, nous sommes dans une période, jusqu'au 5 mai, un peu délicate, un peu difficile, mais preuve de bonne santé de la démocratie. Au-delà de cela, il faut bien être capable de faire en sorte que la France soit unie et de la servir tous ensemble. On ne la servira tous ensemble que si l'on évite les graves périls dont j'ai parlé tout à l'heure : des gens excessifs, sectaires, intolérants, qui veulent tout, tout occuper, l'Etat d'un côté, d'autre part, des intérêts économiques qui ne tendent ni le langage du dialogue ni le langage du partage des responsabilités des profits au sein de l'entreprise. La paix civile, la paix sociale, voilà le projet que je développerai pendant les prochaines semaines (...).

C'est une épreuve, je vous le répète, que je n'ai pas souhaitée pour moi-même — je pense que chacun le comprendra — mais que je crois nécessaire. Reprenant l'expression de tout à l'heure, il faut que quel qu'un fasse front, et je le ferai. »

Une dramatisation forcée

par Daniel Vernet

La campagne qui s'enlève a été brutalement sauvée de l'ennui, non par l'annonce de la candidature de M. François Mitterrand, à laquelle les dirigeants socialistes s'étaient attachés depuis plusieurs semaines à ôter tout effet de surprise, mais par la manière dont le président de la République l'a présentée. Le chef de l'Etat avait-il besoin, pour justifier une décision qui ne manque pas de fondements politiques très compréhensibles, d'invoquer une situation exceptionnelle, voire dramatique ? Une menace sur l'Etat et la démocratie de la part d'au moins un des candidats de la droite ?

Certes le thème est tactiquement bien choisi : M. Raymond Barre, sans plus désigner normalement M. Jacques Chirac que ne l'a fait M. Mitterrand, dénonce depuis quelques jours les risques de mainmise d'un parti sur l'Etat. L'accusation n'est pas nouvelle dans la droite libérale : avant 1974, M. Michel Poniatowski, bras droit de M. Valéry Giscard d'Estaing, stigmatisait « les copains et les coquins » qui se partageaient les prébendes de l'Etat-UDR, le parti gaulliste d'alors.

Même si des proches de l'UDF ont eu quelques réticences dans la distribution des postes qui a suivi les élections législatives de mars 1986, il n'est guère contestable que le RPR et ses amis se sont taillés la part du lion. M. Mitterrand, dont la signature était indispensable à la nomination de certains hauts fonctionnaires, sait bien que, sans sa présence modératrice, le système des dévoués aurait alors fonctionné à plein au profit du parti de M. Chirac. Les socialistes, qui, après avoir été tenus pendant plus de vingt ans éloignés du pouvoir, se sont joyeusement rattrapés quand, en 1981, ils ont contrôlé à la fois l'exécutif et le législatif, ne sont peut-être pas mieux placés pour s'indigner, mais ils ont parfaitement conscience d'apprécier les apports d'un RPR se trouvant dans une situation analogue.

Le propos très dur à l'égard du candidat RPR et de son entourage, énoncé à demi-mot, dépasse toutefois cette simple habileté. M. Mitterrand craint-il qu'un président Chirac n'ouvre les portes du gouvernement aux éléments d'extrême droite que sa réforme du système électoral a fait entrer à l'Assemblée

nationale ? C'est une hypothèse qu'il n'a pas mentionnée mais que les socialistes brandissent régulièrement comme un épouvantail. Ou croit-il sérieusement qu'un libéralisme économique exacerbé conduirait inévitablement à des déséquilibres et des conflits tels que la paix sociale, voire la paix civile, serait menacée ?

Se garder des choix radicaux

La question n'est pas purement académique quand on songe aux secousses sociales que les remèdes thatcheriens ont provoqués en Grande-Bretagne. La crise étudiante de décembre 1986 a heureusement montré, il est vrai, qu'entre la « dame de fer » et le « fonceur de Magonn » il y a la même différence qu'entre l'antéisme et la « virévoite ». Face à ces périls, M. Mitterrand se présente comme le seul capable, y compris dans son camp, de ne pas être forcément très aimable pour la pépinière de dirigeants socialistes, de « faire front », version mitterrandienne du gaullien « moi ou le chaos ».

Volé en tout cas une manière bien abrupte de tirer les Français de l'illusion consensuelle dont les avait bercés la cohabitation, de dissiper le malentendu qui faisait croire à nombre d'entre eux que des solutions bipartites, des « majorités d'idées » chères à M. Edgar Faure, seraient désormais possibles pour des problèmes autrefois objets des plus inépuisables polémiques.

Pour rassembler deux Français sur trois, selon la comptabilité de M. Giscard d'Estaing, ou trois sur cinq, selon celle de M. Bérégovoy, il faut mener une politique teintée de centrisme et se garder des choix radicaux. C'est bien la voie tracée par M. Mitterrand quand, parlant nationalisations et privatisations, il a refusé la pratique du balancier. Pour occuper le plus de terrain possible depuis les franges de la gauche extrême jusqu'au marais, le président-candidat doit reculer loin vers la droite celui qui apparaît aujourd'hui comme son principal rival. En dramatisant les enjeux, M. Mitterrand cherche à échapper au traditionnel clivage gauche-droite dans lequel veut l'enfermer M. Chirac. En forçant le trait, il risque de s'aliéner les modérés avides de concorde et amateurs, par excellence, de pondération.

Deux précédents : le général de Gaulle en 1965

M. Giscard d'Estaing en 1981

M. François Mitterrand est le troisième président sortant de la V^e République à briser un second mandat. Avant lui, le général de Gaulle avait été réélu en 1965, et M. Valéry Giscard d'Estaing, battu en 1981.

Le 4 novembre 1965, un mois et un jour avant le premier tour de scrutin, le 5 décembre, le général de Gaulle met fin par une déclaration radio-télévisée à un suspense savamment entretenu : « Je crois devoir me tenir prêt à poursuivre ma tâche, mesurant de quel effort il s'agit, mais convaincu qu'actuellement c'est le mieux pour la France. »

Jusqu'à la dernière minute, le chef de l'Etat, qui est âgé de soixante-quinze ans, a conservé sa décision secrète. Un silence qui n'empêchait pas 80 % des Français de penser qu'il se représenterait.

Pour la première fois, l'enregistrement a lieu à l'Elysée et non pas dans les studios de l'ORTF. Le général, qui n'a pas fait dactylographier son message pour éviter les fuites, s'est installé devant le micro, peu après 18 heures, avec un texte manuscrit et ratiné. Jusqu'à la diffusion à 20 heures de l'intervention présidentielle, qui durait huit minutes, les soixante techniciens et journalistes présents, ainsi que le directeur de l'ORTF et le ministre de l'Information seront empêchés de quitter l'Elysée.

M. François Mitterrand est alors l'un des premiers à réagir à l'annonce de la candidature du général de Gaulle. « De Gaulle, dit-il, a choisi le meilleur candidat gaulliste : de Gaulle. Puisque je combats le pouvoir personnel, je combats celui qui l'incarne. »

Le 2 mars 1981, cinquante-cinq jours avant le premier tour de scrutin, le 26 avril, c'est également de l'Elysée que M. Valéry Giscard d'Estaing annonce aux Français sa décision de se représenter. Sept ans plus tôt, il avait choisi de s'adresser à eux de sa mairie de Chamalières.

Sa déclaration a été enregistrée peu après 17 heures dans le jardin d'hiver du palais présidentiel.

La teneur de son message ne surprend guère : « J'ai décidé de me présenter à l'élection présidentielle pour un second mandat. Comme président je n'y ai aucun droit particulier et personne ne me doit rien. »

Tout s'efface maintenant devant le seul choix qui compte : celui du meilleur avenir pour la France. Et ce choix-là, vous le tenez entre vos mains. L'enregistrement, rendu public à 19 heures, est diffusé une heure plus tard.

Calendrier

L'ébauche institutionnelle qui suivrait sa réélection à la présidence de la République a été dessinée par M. François Mitterrand à Antenne 2. Il désignerait à dans les vingt-quatre heures un premier ministre correspondant à la « majorité présidentielle » ; une fois le gouvernement constitué, il se trouverait face à une Assemblée qu'il accepterait ou qui ne l'accepterait pas. Si le premier ministre est empêché de gouverner, eh bien, je dissoudrai. »

Le calendrier de ce scénario n'est pas simple. En général, et s'il n'y a pas d'incident, il faut cinq jours au Conseil constitutionnel pour proclamer les résultats. Mais M. Mitterrand ne se succèderait pas forcément dès le 13 mai. Certes en 1981, M. Giscard d'Estaing avait accepté d'avancer la transmission des pouvoirs, qui avait eu lieu le 21 mai, alors que, théoriquement, son mandat ne s'achevait que le 27 mai. Mais lors de la seule situation exactement comparable à celle qui pourrait se produire cette année, le

général de Gaulle avait tenu à ne commencer son second septennat que sept ans, jour pour jour, le début de son premier : c'est-à-dire le 8 janvier 1965. Si cette tradition était respectée, le nouveau mandat de M. Mitterrand ne commencerait que le 21 mai 1988.

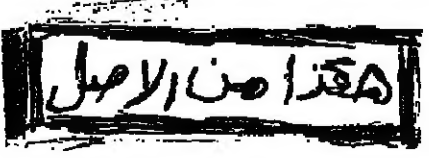
La tradition, encore elle, veut que le gouvernement en place, expédie les affaires courantes jusqu'à la passation des pouvoirs à l'Elysée. Le président réélu ne pourrait donc nommer un nouveau premier ministre que le samedi 21 mai. Le gouvernement serait alors constitué, au mieux, le lundi 23. Il ne pourrait se présenter devant l'Assemblée nationale que le mardi 24. Demanderait-il un vote de confiance ? La formulation de M. Mitterrand est imprécise. Mais si c'est le cas, la majorité actuelle, si l'on en croit du moins les déclarations de ses dirigeants, devrait lui le refuser.

Le président de la République ne pourrait donc dissoudre

l'Assemblée, dans ce cas, que le mercredi 25 mai. La Constitution impose un délai minimum de vingt jours avant les élections législatives ; celles-ci pourraient donc avoir lieu les dimanches 19 et 26 juin. Mais le moindre retard renverrait, au moins le second tour, au mois de juillet, donc pendant les vacances. Difficile.

Dans une autre hypothèse, le gouvernement ne demanderait pas un vote de confiance, puisqu'il n'y a pas constitutionnellement obligé. Il attendrait que la majorité pranne l'initiative d'une motion de censure. Mais alors, s'il y a dissolution, les élections des députés devraient avoir lieu pendant l'été... A moins que le gouvernement ne réussisse à survivre jusqu'à la fin de la session parlementaire, le 30 juin. Ce qui veut dire que dans un premier temps il modérerait ses ardeurs législatives, renvoyant à la session d'automne, qui commence le 2 octobre, l'épreuve de vérité.

Th. B.



هتدا من الاصل

S U R E N C H È R E

L'INTELLIGENCE DE FRAMATOME C'EST DE SAVOIR INVESTIR SUR LE FUTUR



Jusqu'au 05/04/1988

OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT DE 100 % DES ACTIONS TELEMECANIQUE

**Au prix de F 4500 par action
en espèces et net de tout frais**

Les ordres de vente peuvent être révoqués à tout moment jusqu'au 25/03/88. Postérieurement à cette date et jusqu'à l'expiration du délai de validité de la présente offre, les ordres de vente seront irrévocables. Toutefois, si le nombre d'actions TELEMECANIQUE ELECTRIQUE présenté à l'offre est inférieur à 610.000, FRAMATOME se réserve la possibilité d'acquiescer tout ou partie des actions présentées ou de renoncer à son offre.

Cette offre est présentée par
MESSIEURS LAZARD FRERES ET CIE, LA BANQUE NATIONALE DE PARIS,
LA BANQUE DE NEUFLIZE, SCHLUMBERGER, MALLET ET ELECTRO-BANQUE
agissant conjointement pour le compte de FRAMATOME S.A.

FRAMATOME
LE FUTUR EN TÊTE.

notifs-france PUBLI KES CONSTITUTION

Cette surenchère a fait l'objet d'un avis n° 88 - 649 de la Chambre Syndicale des Agents de Change en date du 21 mars 1988.
Le prix de l'offre de cette surenchère et le nombre de titres visés se comparant à l'offre concurrente de SCHNEIDER telle qu'elle a été décrite dans la note d'information visé n° 88 - 51 du 12 février 1988.
La note d'information présentée conjointement par FRAMATOME et TELEMECANIQUE ELECTRIQUE est disponible sans frais aux sièges des deux sociétés.
FRAMATOME Tour Fiat, 1, place de la Coupole 92400 COURBEVOIE - TELEMECANIQUE ELECTRIQUE 33, bis avenue du Maréchal Joffre 92002 NANTERRE CEDEX - Visé COB n° 88-63 en date du 20.02.1988.

Politique

Après l'annonce de la candidature de M. François Mitterrand

Des petites phrases pour une longue attente

Depuis les élections législatives du 16 mars 1986, l'attente de la décision de M. Mitterrand a été rythmée par les analyses, les espoirs, les volontés des dirigeants socialistes et par les petites phrases ambiguës du chef de l'Etat. Voici, du « non » au « oui », quelques déclarations publiques de M. Mitterrand sur ce sujet et les commentaires de M. Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, qui, au fil des semaines, s'est chargé de baliser l'explication de la démarche présidentielle.

Du « non » au « oui »

NON.
— Le 13 octobre 1986, M. Mitterrand déclare, au camp militaire de Caylus (Tarn-et-Garonne) : « Tous les éléments de ma réflexion me portent à dire « non », je n'ai pas l'intention de l'être ». Intervient-il l'un des éléments pour me dire : « non, c'est une erreur » ? Je ne peux pas le supposer. Il nous reste combien de temps pour cela ? En principe dix-sept mois... »
— Le 29 mars 1987 à TF1, il indique : « Je verrai ce qu'il y a de bon et d'utile à faire pour défendre l'idée que je me fais de la République ; mais ce n'est pas du tout mon intention (...). Je n'ai pas l'intention de me présenter ».
PEUT-ÊTRE.
— Le 7 juin 1987 à Solothurn, il dit : « Toutes les raisons subjectives que je pourrais avoir seraient de ne pas me représenter, mais il peut exister quelques raisons objectives que je ne prévois pas... »

La pédagogie de M. Jospin

Interrogé, le mercredi 7 octobre 1987, lors de l'Heure de vérité d'A2, sur l'éventualité d'une nouvelle candidature de M. Mitterrand, M. Jospin souligne qu'il ne s'agit pas d'une « décision solitaire » que le président de la République prendrait « selon sa seule subjectivité ». Selon lui, M. Mitterrand se décide en fonction de ce qu'il juge bon « pour l'avenir du pays » et d'un certain nombre de « valeurs fondamentales », tout en tenant compte du « sentiment des Français ». « Si les Français le souhaitent et, d'une certaine façon, le disent », ajoute M. Jospin, « je pense qu'il sera prêt à se rendre-compte... »
Le 14 décembre à Toulouse — entre-temps, le PS est entré dans le circuit de préparation d'une nouvelle candidature Mitterrand, — M. Jospin remarque : « Plus on avance dans le temps sans qu'il ait dit qu'il ne sera pas candidat, plus on a de chances qu'il le soit... »
Le 10 janvier, invité du Club de la presse d'Europe 1, M. Jospin affirme : « Il y a un délai légal (...). Jusqu'au début avril, personne n'est tenu d'être officiellement candidat (...) Si François Mitterrand, à un moment, décide de ne pas demander au peuple de renouveler son mandat, il le dira suffisamment tôt. S'il pense, au contraire, qu'il peut solliciter un second mandat, sa candidature sera implicite avant de devenir explicite, et, jusqu'au délai légal, cela ne pose pas de problème... »
Le 17 janvier, devant la convention nationale de son parti, M. Jospin renvoie la balle à ceux qui, dans la majorité, pressent M. Mitterrand d'annoncer la couleur : « Le président doit tenir l'Etat aussi longtemps qu'il est possible. Quant à la compétition électorale entre le président et le premier ministre, si elle devait avoir lieu, il serait bon qu'elle soit limitée à la période officielle prévue par nos textes (...). »

Une journée dans la vie d'un président

SAINT-GERMAIN ET NOUREV

M. Mitterrand avait l'œil guillerot lorsqu'à 18 heures il est entré dans la salle des fêtes de l'Elysée où l'attendaient une petite centaine de personnes, afin d'y décorer, dans l'ordre de la légion d'honneur, M. Etienne Manach, ambassadeur de France, M. Eléonore Duprat-Geneau, M. Albert Feraud, sculpteur, M. Ladislav Kijno, peintre, M. Rudolf Nourév et, dans l'ordre national du mérite, M. Jean Pinel, qui fut sous-préfet de Châteauneuf-Chinon, M. Claude Lanzmann, l'auteur de Shoah, et M. Yvonne Jalabert-Garrat.

Le président de la République s'est alors livré à l'un de ses exercices favoris : une vingtaine de minutes consacrées à la description minutieuse de la vie et de l'œuvre de chacun, sans note. Evocation de ce moment où Rudolf Nourév dansa pour la première fois avec Margot Fontaine ; de Shoah, ce film « impitoyable et tendre » grâce auquel « ne sera pas perdu le témoignage pour un peuple et pour une souffrance » ; de la résistance avec M. Duprat-Geneau et M. Jalabert-Garrat.

Dans l'assistance étaient réunis beaucoup de ses amis. Les plus anciens, ceux de la guerre, et — telle M. Chevreton, veuve du patron de l'hôtel du Vieux Morvan à Châteauneuf-Chinon — quelques uns de la Nivère. De plus récents, comme MM. Pierre Mauroy, Pierre Bérégovoy, Michel Delebarre, Jack Lang.

Auparavant, M. Mitterrand était allé, en début d'après-midi, se promener à Saint-Germain-des-Près, avec son compagnon habituel d'escapade, M. Patrice Pelet, ami de toujours. « D'habitude, les gens sont dérangés, ils ne veulent pas déranger. Cette fois, ils ont applaudi. Il y avait des petits attroupements. Les automobilistes, en passant, s'arrêtaient », a raconté M. Pelet.

Figé, impassible. Dans trois minutes il sera 20 heures, et le visage présidentiel est à l'image de tout l'ensemble d'Antenne 2, avenue Montaigne : avec des confidences, pénétré de la gravité de l'instant. Rentré en lui-même, le président ne concède que de brèves phrases aux deux journalistes qui s'apprêtent à interroger le candidat. « Je vais vous demander s'il n'aurait pas été plus sage de passer le relais », l'informe Paul Amar pour meubler le lourd silence. « C'est une question juridique », répond d'un ton neutre François Mitterrand.

LE « OUI » D'UN JEUNE MARIÉ

Les quatre seuls photographes autorisés à pénétrer sur le plateau n'ont pu opérer que quelques secondes et ont été écartés. Jusqu'au dernier éclairage, tout être vivant présent dans le sélect des saïtes est dûment bagué. On montre au président l'emplacement des caméras. Bref geste de dédain et réplique détachée : « Moi, je ne m'occupe plus des machines. » Ce n'est pas lui, comme son prédécesseur qui, à peine entré dans une pièce, demanderait : « Où sont les caméras ? »
Un quart de sourire en regardant sur les écrans de contrôle le charmant visage de la speakerine, un rire franc à la vue de la bande annonce mitrillante et pétaradante des « Dossiers de l'écran » sur la Mafia, une déglutition qui salue machinalement, et déjà voici le générique du Journal. Encore un hochement de

ET HOP !

La consigne était sur le minitel (rose) : « Tous à la Concorde à 20 h 30. Concert de klaxons. » A l'heure dite, près de l'Obélisque, un camion transparent, couvert d'affiches du « 3615 Tonton », abrite des musiciens qui s'accordent. Appareils photo et caméras sont au rendez-vous, mais de tontonmaniques guère. « Ils sont avenue Montaigne, devant Antenne 2 », assure un responsable du secteur organisation du Parti socialiste.

« Et hop ! tout ça à la poubelle : Chirac, Barre, Le Pen, Pasqua ! » Quelques dizaines de personnes descendent l'avenue des Champs-Élysées en tâchant de faire entendre ce mot d'ordre sans réplique. Elles viennent, en effet, du siège de la chaîne où M. Mitterrand vient

d'annoncer sa candidature. Eclairés par les torches des éclairagistes, les manifestants, étudiants porteurs d'affiches « Génération Mitterrand », affirment aussi : « Mitterrand candidat, Mitterrand président ! » et « Mitterrand candidat, ils ont déjà perdu... »

Quelques voitures, d'où sortent des drapeaux rouges, viennent se ranger près de la petite troupe, sous le regard de Dominique Jamet, l'ancien journaliste du Quotidien de Paris, gourou de la secte des gens de droite pour qui « c'est lui ». Vingt ans après, et si on remontait les Champs-Élysées ? Vite fait, car le crachin est là. Quelques minutes plus tard, on se sépare place de l'Etoile. Rendez-vous à la Bastille le 8 mai ?

ÇA Y EST ! LE MRAP FAIT DE LA POLITIQUE

Pour la première fois dans l'histoire de la République, un homme condamné à plusieurs reprises par les tribunaux pour délit de racisme se présente à l'élection présidentielle. Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples a décidé de mettre toutes ses forces dans la bataille contre Le Pen et les idées du Front national.

ÇA VA LUI CÔTER CHER

Le MRAP dispose de ses milliers d'adhérents, de ses 300 comités locaux, de ses 50 fédérations répartis dans toute la France. C'est un capital énorme. Mais il lui manque encore

600 000 F

pour mener à bien la campagne qu'il a engagée : affiches, autocollants, action juridique contre les mensonges racistes, information des élus et de l'opinion publique.

C'est peu au regard des milliards dont dispose le Front national.

C'est indispensable si l'on veut endiguer l'expression de la haine.

A l'occasion du 21 mars, Journée internationale contre le racisme, le MRAP compte sur votre soutien. MRAP, 89, rue Oberkampf, 75543 PARIS CEDEX 11.

Un reçu pour déduction fiscale sera adressé aux donateurs. Chacun recevra le numéro d'avril de Différences avec les réponses des candidats au questionnaire du MRAP.

BILAN D'UNE GENERATION

POUR RECEVOIR INFLUENCES MAGAZINE CHEZ VOUS, ENVOYEZ UN CHEQUE DE 39 F + 13 F POUR FRAIS DE PORT, SOIT 54 F A L'ORDRE D'INFLUENCES, C/O RUE DE THOUROUX 75003 PARIS

قرا من الاموال

Politique

Après l'annonce de la candidature de M. François Mitterrand

Chez les socialistes

« Le président a parlé dru »

LIMOGES
de notre envoyé spécial

Le hasard a fait que M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, accompagné de MM. André Laignel, Jean Poperen et Daniel Vailant, tenait meeting à Limoges, le mardi 22 mars, jour de l'annonce par M. Mitterrand de sa candidature. Une trentaine de personnes : élus, journalistes, équipes de télévision, se sont ainsi enfilées, mardi, sur le coup de 20 heures, dans le bureau du directeur de FR 3 Limoges, pour recevoir le message du président-candidat que M. Jospin écouterait sans un mot, en griffonnant quelques notes, hochant parfois la tête, le plus souvent impassible mais éclatant quelquefois franchement de rire. M. Laignel, pour sa part, a d'emblée posé sur ses lèvres un sourire un peu figé qui ne le quittera plus jusqu'à la fin de l'émission.

Immédiatement après, M. Jospin se dit « heureux » de l'annonce de cette décision « attendue par des millions d'hommes et de femmes dans ce pays ». « Avec les socialistes, continue M. Jospin, nous gardons notre place, nous sommes un courant politique fondamental, le

plus important du pays. [...] Nous voulons contribuer maintenant chaque jour à ce rassemblement sur des objectifs politiques car nous [...] ne vivons pas dans le monde des querelles, des rivalités ; nous voulons construire ; nous pensons que, avec François Mitterrand, nous pouvons le faire. »

Parallèlement, les dirigeants socialistes présents, les commentateurs vont tous dans le même sens. Comme de coutume, ils ont jugé « Tonton » remarquable, ont été frappés par sa pugnacité. MM. Poperen et Jospin observent, en aparté, que le président n'a pas choisi un « profil bas ». Un collaborateur du premier secrétaire remarque : « Il a cogné, au début ». M. Jospin acquiesce gravement : « C'est ce qu'on pense. Sur Chirac, on ne rit pas ».

A candidat « explicite »
PS « implicite »

Les supporters du président-candidat ont été impressionnés par le dévouement en touche du serpent de mer de la dissolution. « Comme ça, c'est réglé », s'exclame, ravi, M. Poperen. M. Laignel et le jeune député PS de la Charente, M. Jérôme Lambert, lancent d'une seule voix : « Il dissoudra. Les gens de la droite sont pris à leur propre piège. Après avoir annoncé qu'ils censureraient le nouveau gouvernement, ils ne pourront pas se dédire aussi vite ».

Dans le gymnase où se tiendra la réunion publique, en attendant les orateurs qui préparent leurs discours en grignolant et en buvant un verre, les radios et les télévisions se lancent dans leurs traditionnels « micro-trottoirs ». Peu d'exubérance — qui, au demeurant, n'est pas dans le tempérament limousin — sauf de la part de quelques jeunes au fond de la salle, mais un contentement paysan, tranquille, comme si, ainsi, les choses étaient enfin dans l'ordre.

Vedette américaine, M. Poperen est le premier à faire applaudir M. Mitterrand. « Ça y est, lance-t-il, nous y sommes. Il n'y a plus qu'à le faire élire ! Nous sommes là pour reformer la parenthèse ouverte il y a

deux ans, et c'est de cela que nous sommes impatients ! ». La foule scande : « Mitterrand ! ».

M. Jospin succède à la tribune à son ancien numéro deux. Le premier secrétaire du PS affirme qu'il a plusieurs raisons d'être « heureux » de se trouver à Limoges ce soir, et que, la première de ces raisons tient... aux bons résultats en basket-ball de la ville (1) ! Puis M. Jospin dresse le portrait d'un François Mitterrand paré de toutes les qualités — et d'abord de celle de « rassembleur » — pour son action passée, présente et à venir. Quant à sa déclaration de candidature, c'était, à l'en croire, un morceau d'anthologie. M. Jospin martèle : « Je veux que la France soit unie, et il le dit ce soir. [...] Et en même temps, vous n'avez pas entendu un président bénisseur, dont la parole aurait été fade. Ses mots étaient forts. [...] Oui, il a parlé fort, il a parlé calme, il a parlé dru, il a parlé au peuple français tel qu'il a besoin qu'on lui parle dans ces semaines décisives. »

Et le PS ? En privé, M. Jospin a inventé une formule : on passe, dit-il, en substance, d'un candidat implicite avec un PS explicite, à un candidat explicite et un PS implicite. Ce qu'il exprime publiquement, en jugeant que le PS jouera un « rôle moteur décisif » dans la campagne, tout en prenant « sa place dans un mouvement plus large ».

M. Jospin, enfin, s'emploiera à dissiper les quelques inquiétudes qui pourraient subsister, après l'entrée en scène de M. Mitterrand, sur l'identité socialiste (ce faisant, en dépit de l'écoulement ambiant, il répond aussi à M. Poperen, qui avait critiqué la démarche « feutrée » que M. Jospin imprimerait au PS) en affirmant qu'il n'y a pas de contradiction entre la volonté de ne pas « affaiblir » son identité et celle de vouloir rassembler largement. C'est, à vrai dire, l'une des principales contradictions que le candidat socialiste devra, pendant la campagne, s'employer à résoudre.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(1) Dans sa jeunesse, M. Jospin a été un basketteur assidu.

Avec Jacques Chirac

Le brutal retour sur terre

CAEN
de notre envoyé spécial

Depuis des semaines, l'état-major de Jacques Chirac ne cachait pas sa fierté de ces « shows » à répétition que son candidat enchaîne, province après province, avec le souffle d'une star en tournée.

Les chiraquiens étaient surtout heureux de pouvoir tenir, presque chaque jour, un chronométrage horaire obsessionnel permettant à Jacques Chirac de déployer sa légendaire énergie sans fatigue, en se menaçant à Marseille, à Metz comme à Caen des plages de repos et de réflexion, toujours les mêmes, à l'heure du dîner, et de se montrer partout, sans frustrer ses sympathisants, tout en regagnant Paris le plus tôt possible dans la soirée.

Mais pour quoi faire ? Avec le temps, ce dispositif si minutieusement paraitrait surréaliste. Surestimé. Sans d'autre objet au fond, faite d'enjeu clairement exprimé, que le culte de sa propre perfection. Jacques Chirac, le sentant, appelait chaque soir de ses vœux la déclaration de candidature de François Mitterrand. Le monté sur le ring de l'homme de l'Élysée pour que le beau décor magnifié sa vedette avec utilité.

C'est chose faite depuis mardi. L'appareillage itinérant des chiraquiens a connu sa première tournée et il a assez bien tenu. Mais le voyage au Havre et à Caen a été une journée graine de sable. Sensible, dès la cérémonie quotidienne du décollage à l'aéroport du Bourget : les « suiveurs » journalistes, anesthésiés par la répétition des départs en tournée, ont appris simultanément l'annulation du voyage en Corse — prévu pour le 24 mars — de Jacques Chirac et la présence du chef de l'Etat au journal d'Antenne 2.

Officiellement, l'annulation du « show » d'Ajaccio était due à la proximité de la candidature de François Mitterrand. Le candidat de Matignon se devait désormais de rester à Paris et de fréquenter d'autres plateaux de télé que le sien, en l'occurrence celui de TF 1, mer-

credi soir. Mais les rumeurs de tension en Corse, de provocation de l'ex-FLNC, étaient réelles.

Le tourné magique butant sur les risques insulaires, elle allait aussi affronter l'attente. Interminable. Pour la première fois depuis son entrée en lice, les mille et un petits gestes de Jacques Chirac ont paru un peu dérisoires à quelques heures du journal d'Antenne 2.

Les sympathisants déjà en guerre

Ce mardi, assurément, marquait le départ en guerre d'un président plus candidat, plus combattif qu'on ne l'imaginait. Jacques Chirac n'avait jamais cru à ses propres déclarations sur l'hostilité socialiste. Comme ses conseillers, il était prêt, et son dispositif avec lui, à se hisser sur la pyramide de la respectabilité présidentielle. Pris à froid, l'état-major chiraquien a mis quelques longues minutes à admettre la réalité de l'adversité.

Et lorsque, vers 21 heures, Jacques Chirac a retrouvé ses « grands témoins » sur la scène du hall des sports, la foule de ses sympathisants était déjà entrée en guerre contre « la candidature socialiste ». Le visage de François Mitterrand, projeté sur les écrans géants, était lué comme rarement. L'heure était à la déclaration d'hostilité. La sage conversation quotidienne devait tourner à la réplique. Jacques Chirac s'y sentait contraint.

« Je n'avais pas le sentiment, explique-t-il, que la France était au

bord de la guerre civile (...). J'ai été ébranlé par la violence, par l'agressivité du candidat socialiste, qui ne s'est certainement pas présenté comme un rassembleur. » Evoquant avec un regret affiché les accusations de « clans », de « factions », qu'il avait bien sûr pris pour lui-même, il a déclaré qu'« à son impression, le seul moment de l'histoire contemporaine où la France a été menacée par des bandes, des clans, c'a été au moment du congrès de Valence du Parti socialiste. Comme je ne tiens pas à ce qu'on en revienne à des situations de cette nature, je ne saurais trop engager les Français à se souvenir et à se méfier ».

Jacques Chirac exprimait toujours son envie de débat démocratique et sur le fond d'un programme. Il cherchait encore, mardi soir, à rester sur l'Olympe d'un « dialogue » positif avec le chef de l'Etat, mais la foule et la surprise d'Antenne 2 le poussaient à quelques phrases de méfiance à ras du sol. « Si M. Mitterrand se voit pas de projet (dans les candidatures de la majorité), c'est probablement parce qu'il est obsédé par le vide du propos qu'il a tenu jusqu'ici pour les grandes options de la France. » Ses auditeurs, à Caen, en demandaient plus. Ils poussaient son champion. Alors Jacques Chirac poursuivait : « Si au lieu de chercher par une certaine agressivité, comme ce soir, à dresser les Français les uns contre les autres, M. Mitterrand était plus attentif (...), alors il s'apercevrait qu'il y a des gens, et notamment d'autres candidats, qui ont de véritables projets. »

Il fallut ensuite de longues minutes pour que s'estompe l'onde de choc provoquée par la déclaration présidentielle. Lentement, avec plus d'effort que d'habitude, Jacques Chirac retourna à la sérénité douillette de ses réponses aux « témoins » de son décor. Dehors, la guerre menaçait. L'« agressivité » devenait le maître-mot, et son Olympe de science-fiction avait peut-être de trop données couleurs.

PHILIPPE BOGGIO.

ATHENES : 950 F* NEW YORK : 2200 F*
AVEC JUMBO CHARTER.

* Prix à partir de, Départ Paris A/R.

Vol sur Air Charter,
filiale d'Air France
et d'Air Inter.

jumbo
CHARTER

SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER.

MINITEL 3615 + JUMBO - PARIS 6° : 46.34.19.79 - PARIS 7° : 47.05.01.95 - LILLE : 20.57.58.62 -
LYON : 78.37.15.89 - MARSEILLE : 91.22.19.19 - MULHOUSE : 89.66.20.02 - NANTES : 40.48.64.18 -
STRASBOURG : 88.32.00.17 - TOULOUSE : 61.62.15.01 ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES.

Politique

Les réactions après l'annonce de la candidature de M. François Mitterrand

Parmi les candidats

M. JUQUIN : et la gauche ?

« Si ma candidature n'existait pas, il faudrait l'inventer. Pas une fois François Mitterrand n'a prononcé le mot « gauche ». Heureusement que je suis là pour porter les couleurs de la gauche. A nous de nous rassembler pour poser les vraies questions. Des millions de gens savent aujourd'hui qu'ils ne peuvent pas compter sur les partis et les hommes politiques traditionnels. Moi, je prends un autre chemin. Je mets le doigt sur les véritables problèmes. Je propose des solutions. Je parle pour tous ceux qui n'ont pas la parole. »

M^{re} LAGUILLER : la même bande

« Mitterrand se présente comme le candidat de la paix sociale alors que sous son septennat, la bourgeoisie et les riches n'ont cessé de faire la guerre de classe aux travailleurs et aux pauvres. (...) Les promesses d'un nouveau gouvernement de couleur présidentielle ou même de nouvelles élections législatives n'ont d'intérêt que pour la faction des politiciens de gauche, en même temps qu'ils offrent une perspective à la classe ouvrière ou aux gens du peuple. Quel que soit son clan, Mit-

terrand fait bien partie de la même bande des représentants de la bourgeoisie, qu'ils se prétendent de gauche ou de droite. Les travailleurs qui doivent mener leur politique pour défendre leurs propres intérêts n'ont aucune raison de se sentir plus représentés ou mieux défendus par lui que par Chirac ou Barre. »

M. LE PEN : en piste

« L'attente de Tonton est terminée. Ce n'est pas une véritable surprise malgré une mise en scène un peu complaisante. La cloche a sonné. Tout le monde est en piste. Les vieux chevaux sont de retour. »

M. WAECHTER : promesses trahies

« A trente-trois jours de l'élection, il est temps que s'engage le débat. Ce débat, nous le porterons sur les promesses trahies : le gel du nucléaire transformé en gel parlementaire, l'oubli du référendum à initiative populaire, la politique de l'environnement réduite à moins d'un milliardième du budget national, les ventes d'armes à l'Irak et à l'Iran, et à Auckland une certaine bombe qui a tué. »

Dans les partis politiques

• **M. BARIANI (Parti radical).** — « Nous avons compris que le « clair obscur » serait la couleur de la campagne officielle, refusant d'assumer le passé et ne prenant aucun engagement précis sur l'avenir. »

• **M. BAYLET (MRG).** — « François Mitterrand est homme de conviction et proposera à la France un choix clair mais sans sectarisme. J'ajoute qu'il faudra après le 8 mai, que les hommes de progrès s'unissent, qu'ils soient aujourd'hui dans la majorité ou dans l'opposition. »

• **M. FRANÇOIS-PONCET (UDF).** — « C'est à un règlement de compte que nous allons assister. La campagne sera dure et il ne faut pas nous faire d'illusions, c'est un septennat qui aura pour objet de faire ce que le premier n'a pas réussi : éradiquer le socialisme en France (...). La première raison de la candidature de M. François Mitterrand est qu'on ne quitte le pouvoir que les pieds devant. L'appétit du pouvoir, cela existe, et, contrairement à d'autres, cet appétit ne diminue pas avec l'âge, au contraire. »

• **M. GAYSSOT (PCF).** — « Je constate qu'il n'a rien dit sur son septennat, sur le bilan. On comprend pourquoi, parce qu'il est mauvais (...). Dans son projet, tout est axé sur la supranationalité (...). François Mitterrand appelle à la paix civile, en d'autres termes, cela signifie : « Serrer-vous la ceinture (...). Des sacrifices avec cet horizon de 1992 pour faire avaliser des sacrifices qui vont à l'encontre des intérêts des travailleurs et de la France. »

• **M. LÉOTARD (PR).** — « C'est la fin d'une vraie comédie et

le début d'une vraie turbulence. Sous le langage du rassemblement, il y a une réalité d'affrontement. (...) Est-ce que j'ai l'air d'une faction ? Est-ce que j'ai l'air d'un clan ? S'en prendre ainsi à 54 % des Français qui ont choisi en 1986 de voter contre Mitterrand et qui ont en même temps respecté sa fonction, c'est une étrange conception de la démocratie. »

• **LE MGP (Mouvement des gaullistes populaires).** — « Le MGP lance un appel aux gaullistes de toutes tendances pour que, face à l'escroquerie d'un Jacques Chirac, habile fossyeur du gaullisme, ou à l'impasse du notiable Raymond Barre, ils rejoignent leur place dans le rassemblement des Français de bonne volonté avec François Mitterrand. »

• **M. MÉHAIGNERIE (CDS).** — « M. François Mitterrand est partisan et animé d'un esprit de revanche en opposition avec l'objectif de paix sociale et de paix civile qu'il affiche. (...) Plus que jamais je suis convaincu qu'il ne peut pas avoir accumulé autant de contradictions et présenter, aujourd'hui, un projet digne de foi. »

• **M. ROCARD (PS).** — « François Mitterrand vient de rendre publique sa décision. Dès cet instant, il est le candidat de tous les socialistes et bien au-delà. C'est par son succès que passe désormais la mise en œuvre des idées auxquelles je suis attaché, pour lesquelles je n'ai cessé de me battre et que je crois nécessaires à l'avenir de la France. »

• **M. STASI (CDS).** — « Tout le monde se dit centriste, et ce ne sera pas facile à François Mitterrand de continuer à tenir ce langage centriste et béatiseur. »

Dans la presse parisienne

« La hache de guerre »

La vivacité du style et du ton utilisés par M. François Mitterrand a frappé la plupart des éditorialistes. Certains d'entre eux n'hésitent pas à charger saur au clair contre le président sortant. « Où se croit-il ? A quel moment de l'histoire ? Dépositaire de quelle fonction sacrée ? », se demande Philippe Tesson dans le *Quotidien de Paris*. Il ne peut se duper lui-même. Donc il traverse la réalité à des fins personnelles. Cela s'appelle un imposteur. »

Estimant que le chef de l'Etat « ment à l'histoire », le directeur du *Quotidien* balise l'avenir : « Y a-t-il encore, dans le pays, des centristes assez torturés, interrogés, pour n'avoir pas compris son jeu et pour adhérer à sa vision de l'unité nationale ? »

Même ton incisif dans le *Figaro*, où M. Alain Peyrefitte se réjouit : « Enfin ! François Mitterrand s'est décidé à annoncer sa candidature, devenue secret de Polichinelle. » Après avoir rendu à la cohabitation ce qui lui revient — M. Mitterrand « s'est hissé sur les épaules de son premier ministre », l'académicien met en garde les Français, qui ont, selon lui, six semaines pour déceler le « danger ». « Six semaines pour (...) comprendre que, s'ils votaient pour François Mitterrand, ils croqueraient la tête du président Vincent Auriol, mais ils réintèreraient le congrès de Valence. »

Pour Claude Vissac, dans *France-Soir*, « François Mitterrand a déterré la hache de guerre. (...) Ceux qui attendaient un candidat pratiquant l'angélisme se sont trompés. M. Mitterrand a employé (...) des termes d'une étonnante dureté. Avec un peu de recul, l'éditorialiste du second quotidien national de Robert Mersant constate que, en fait, « vif, magistral, polémique, François Mitterrand a

donc choisi la dramatisation et une certaine simplification des enjeux ». « Le sort en est jeté. Mitterrand prend le risque suprême pour un président sortant : celui d'être défait, face à l'histoire, par ceux-là mêmes qui, sept ans plus tôt, l'avaient fait roi », affirme Serge July, le directeur de *Libération* trace les contours de ce qui est, selon lui, la stratégie du dernier candidat en lice : « Le rassemblement mitterrandiste ne cache pas sa couleur : c'est un front uni anti-chiracien dans lequel les troupes amies du barriisme sont invitées à prendre place (...). En désignant tout de suite Chirac comme son unique adversaire, poursuit-il, Mitterrand épargne Barre : pour mieux achever de le mettre entre parenthèses. » Si l'étouffement est promis à M. Barre, selon Serge July, la ciguë, c'est pour M. Chirac : « En le chargeant, ainsi, des péchés de l'intolérance et du sectarisme, Mitterrand conforte le premier ministre dans sa position de challenger. Il s'agit, bien évidemment, d'un renfort empoisonné. »

Foin de subtilités tactiques : Claude Cabanes, dans *L'Humanité*, ne voit pas le début d'un événement dans cette candidature attendue, mais « une comédie qui s'achève ». « S'il n'a pas de programme, écrit l'éditorialiste de l'organe central du PCF, c'est que le candidat socialiste a une obsession : la « paix sociale ». La formule est vieille comme la société où nous vivons et familière dans la bouche de tous les patrons de la Terre : elle signifie que les travailleurs acceptent, sans bouger le petit doigt, le sort qui leur est fait. » Aux antipodes de cette vision, Jean-Michel Lamy considère, dans les *Echos*, que « François Mitterrand a presque retrouvé les accents d'un langage classe contre classe ». En fait, estime-t-il, François Mitterrand joue la

division de la droite et entend séparer le bon grain de l'ivraie. Il n'est pas sûr que ce calcul soit couronné de succès. » Quant à Jean Boissonnat, dans la *Tribune de l'Expansion*, il semble placer cette candidature sur le chemin de la fatalité du pouvoir. « Tout homme va toujours au bout de son pouvoir », écrit-il en attribuant cette maxime au chef de l'Etat lui-même, qui « ignore avec quelle majorité il devra gouverner ». O. B.



LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire Paris 7^e Tél. (1) 40.15.70.00.

L'événement
en direct.

88
ÉLYSÉE

Juppé à domicile

JEUDI 24 MARS 20 H 40
SPÉCIAL QUESTIONS A DOMICILE
AVEC ANNE SINCLAIR,
J.M. COLOMBANI, A. TARTA.

Il n'y en a qu'une, c'est la Une.



LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire Paris 7^e Tél. (1) 40.15.70.00.

مقتدا من الامم



Politique

Le bilan économique du septennat

L'apprentissage du réel

(Suite de la première page.)

La fin des années 70 avait vu émerger — en plus du Japon — bon nombre de pays en voie d'industrialisation que les États-Unis et l'Europe avaient aidés à équiper. L'émergence coïncidait avec la révolution électronique qui, depuis, n'a cessé de répandre partout à des prix surprenants bon nombre de ces objets nouveaux — des ordinateurs aux magnétoscopes — qui déséquilibrent en permanence les comptes extérieurs de la France. Des comptes qui, au-delà de la flambée pétrolière, révélaient déjà en 1980 d'inquiétantes faiblesses.

A l'heure des bilans, cette situation doit être présente à l'esprit. Aucun pouvoir n'aurait pu faire l'économie des sacrifices et des efforts qui allaient se révéler nécessaires. Le malheur est que M. Mitterrand et les équipes qui prirent alors la responsabilité de conduire le pays ne l'aient pas vu tout de suite. L'idéologie, la volonté de revanche, un manque de savoir-faire, des dissensions entre politiques et techniciens, militants et sympathisants, expliquent les dérapages initiaux tout autant que le rebondissement de la crise mondiale, trop souvent avancé par les socialistes comme explication totale.

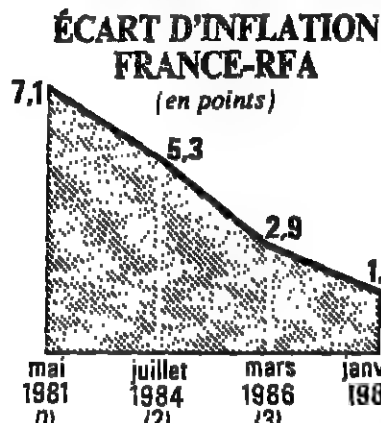
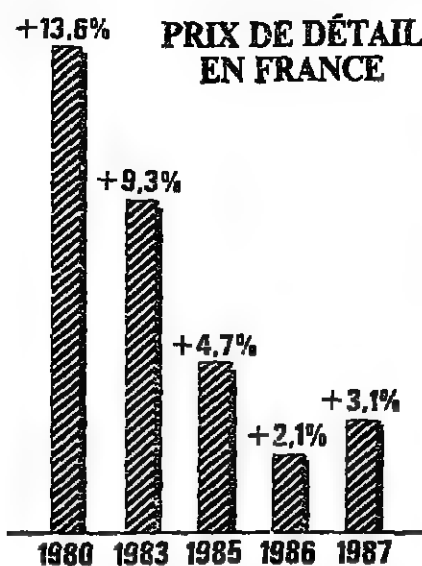
Les chiffres ne disent pas tout

Les deux premières années de la gauche ont été un échec du point de vue de la conduite de la politique économique, celle-ci ayant rapidement débouché sur une crise financière sans amélioration réelle de l'emploi. Il est d'ailleurs surprenant qu'un parti qui se réclamait si fort de la planification n'ait pas imaginé une seule seconde qu'un certain nombre de réformes qui allaient déstabiliser le pays — et l'inquiéter plus que le convaincre — auraient pu être étalées dans le temps, planifiées en quelque sorte.

L'ensemble des décisions qui touchèrent de près ou de loin l'entreprise et sa capacité de produire et qui se révélèrent par la suite tellement essentielles (réduction de la durée du travail, aménagement du temps de travail, durée d'utilisation des équipements, fiscalité...), si elles avaient été mieux pensées, mieux connues et progressivement appliquées, auraient évité à l'ensemble de l'industrie française une partie au moins des lamentables résultats financiers qui furent son lot jusqu'en 1983. Il aura fallu attendre la fin de 1985 pour que soient enfin posées — et bien posées — ces questions essentielles (rapport Taddéi, loi Delebarre).

Mais les chiffres, qui font partie intégrante des bilans, ne disent pas tout. La détérioration de la situation financière des entreprises françaises remonte aux années 70. Les mesures prises par la gauche en 1981-1982 n'ont pas créé le phénomène : elles l'ont sûrement prolongé, vraisemblablement aggravé. Les taux de profit (3), dont les milieux patronaux ont tant parlé, avaient commencé à se détériorer dès le premier choc pétrolier. Ils s'étaient stabilisés par la suite (1976-1979) sans retrouver leur niveau d'antan, pour à nouveau se dégrader de 1980 à 1982. Une véritable amélioration ne s'est produite que par la suite.

Le taux de marge (4), qui rend compte du partage de la valeur ajoutée entre salaires et profits — écho assourdi de l'opposition capital-travail — est un autre critère souvent mis en avant pour démontrer la grande misère des entreprises françaises. Lui aussi s'était détérioré bien avant l'arrivée de la gauche au pouvoir : baisse de 1973 à 1975, remontée ensuite et stabilisation jusqu'en 1979, puis détérioration nette de 1980 à 1982, suivie d'un redressement à partir de 1983. Quant à l'efficacité du capital (5), sur laquelle l'attention a été attirée avec juste raison, parce qu'elle explique quelque peu le problème de la concurrence extérieure, elle s'était déjà détériorée au lendemain du pro-



- (1) Arrivée de la gauche au pouvoir
- (2) Départ de P. Mauroy ; L. Fabius devient premier ministre
- (3) Arrivée de la droite ; J. Chirac succède à L. Fabius.

mier choc pétrolier, s'était stabilisée entre 1976 et 1979, pour de nouveau se dégrader à partir de 1980.

Toutes ces données commencent à être mieux connues, ayant été mises en évidence par de minuscules travaux qui laissent peu de place aux jugements hâtifs (6). Elles montrent à l'évidence que le second choc pétrolier avait durement secoué notre économie. Ni les pouvoirs publics, ni surtout le patronat n'avaient vraiment réagi, engourdis par l'optimisme qu'avait fait naître la reprise de la croissance en 1976 et 1979.

On imagine l'effet que produiront les premières mesures socialistes, prises aux creux de la récession mondiale qui suivit. Autant un pays ayant retrouvé tout son équilibre aurait supporté les vents mauvais et les erreurs de pilotage, autant une économie encore mal remise pouvait difficilement encaisser le choc sans vaciller.

L'échec de grandes espérances

Les chiffres — cette fois-ci interprétés — montrent l'échec des grandes espérances de M. Mitterrand : il n'y eut point d'accélération de la croissance économique, et le chômage continua d'augmenter.

En fait d'activité, la France a fait moins bien que l'ensemble des sept grands pays industrialisés : 1,5 % de croissance moyenne par an entre 1981 et 1987 contre 2,5 %. Au cours du septennat précédent, l'expansion économique avait été presque deux fois plus rapide et supérieure à la moyenne des autres grands pays industrialisés.

La production industrielle — il faut en parler puisqu'il ne se passe plus de semaine sans que soit posé le problème de son déclin en France, aux États-Unis, ou en Europe — n'a progressé que de 5 % entre 1980 et fin 1987. Encore avait-elle complètement stagné entre 1980 et 1986 et

ne s'est-elle remise à augmenter qu'en 1987. C'est bien peu par rapport au Japon (+29 %) aux États-Unis (+20 %) et même à la Grande-Bretagne, qui, après son grand sommeil des années 70, semble s'être réveillée (13,8 %).

Tout cela n'est pas brillant, mais le point le plus noir de ces sept dernières années, celui qui touche le plus directement les Français et le pays dans ses œuvres vives, est la disparition de centaines de milliers d'emplois : près de 560 000. De nombreuses mesures financières par des fonds publics (étages, TUC, stages d'initiation à la vie professionnelle) ont fourni des occupations à des milliers de jeunes et ramené à 332 200 le chiffre officiel des pertes. Mais, entre 1973 et 1980, l'économie française avait créé des emplois au lieu d'en détruire (7).

La faible croissance économique explique ces résultats, qui apparaissent d'autant plus médiocres que, pendant la même période, les États-Unis ont créé 13,4 millions d'emplois, le Japon 3,7 millions, le Canada 1,1 million. Le Royaume-Uni, si critiqué pour l'inefficacité de sa politique, a réussi ces dernières années à effacer complètement les nombreuses disparitions d'emplois enregistrées au début des années 80.

Les chiffres français traduisent aussi les terribles conséquences qu'eut la décision de M. Mitterrand, en 1984, de laisser les secteurs en difficulté supprimer massivement du personnel : de Poissy (Talbot) jusqu'à Crenault-Loire en passant par les charbonnages et la sidérurgie, des dizaines de milliers d'emplois furent effacés au nom d'une productivité, hélas ! nécessaire. Cette année-là, 239 600 postes disparurent. Ce fut la pire hécatombe que le pays ait connue depuis très longtemps dans ce domaine. Elle poussa les communistes, qui seuls ne la croyaient pas inévitable, à quitter le gouvernement.

Finalement, le nombre des chômeurs aura augmenté de 886 700 entre avril 1981 et janvier 1988.

Le septennat qui s'achève aura eu aussi ses chiffres d'or. L'inflation, vieux mal français amplifié par la grave crise sociale de mai 1968, a repris des allures plus civiles, ne se distinguant plus de la moyenne des autres grandes nations.

Ce progrès essentiel n'a pas eu pour seule cause la baisse des prix pétroliers et celle des matières premières, même si les deux ont joué un rôle important. La cause plus fondamentale en est l'étonnante rupture qui s'est produite dans l'évolution des rémunérations à la suite du blocage des salaires décidé en juin 1982 par M. Mauroy contre l'avis des syndicats et sans aucune consultation du Parti socialiste.

La désindexation des salaires sur les prix aura assurément cassé l'un

des mécanismes inflationnistes les plus coriaces parmi tous ceux qui existaient en France. Elle aura aussi été à l'origine des faibles progressions du pouvoir d'achat qui ont suivi, dans un pays particulièrement gâté à cet égard pendant quinze ans.

Une guerre des factions

État des lieux à la fin des années 70 et au tout début des années 80 : constat de ce qui fut échec et de ce qui fut — contre toute attente — réussite. Il resterait à répondre à une question essentielle : la France a-t-elle profondément changé ? Les principaux obstacles qui bloquaient sa modernisation, lui faisaient prendre du retard par rapport aux autres pays étrangers, ont-ils disparu ?

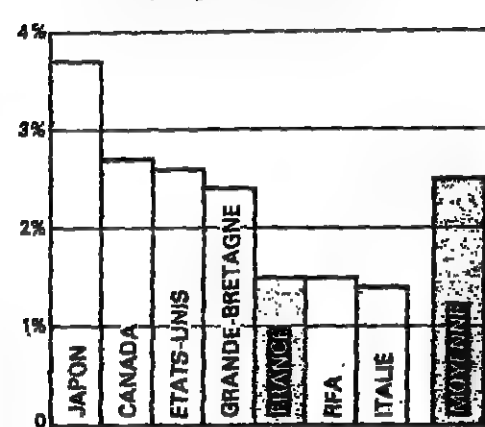
Dans un récent article publié dans ces colonnes (8), Pierre Lepape, évoquant le bicentenaire de la Révolution française, écrivait que nos compatriotes ont découvert la politique en même temps que la guerre des factions. « Cette expérience originelle, disait-il, a imprimé à notre vie publique une marque qui n'est pas encore effacée : nos passions politiques nous portent à transformer nos adversaires en ennemis. » L'histoire économique de ces dernières années en est l'illustration presque parfaite. A l'intérieur des partis : Michel Rocard considéré par les siens comme un homme de droite, parce qu'il tentait en 1979-1980 puis de nouveau en 1981 de mettre en garde contre des programmes irréalistes ou des réformes trop coûteuses. Entre partis, entre syndicats, tout le monde exclut tout le monde, et chacun se sait condamné.

On pourrait penser qu'après tout tel est le jeu de nos démocraties. Il semble bien pourtant qu'en France ces jeux-là aient plus qu'ailleurs été stérilisés. Ce qui explique pourquoi — en dehors même de la nécessité d'une alternance politique — le passage de la gauche au pouvoir était indispensable.

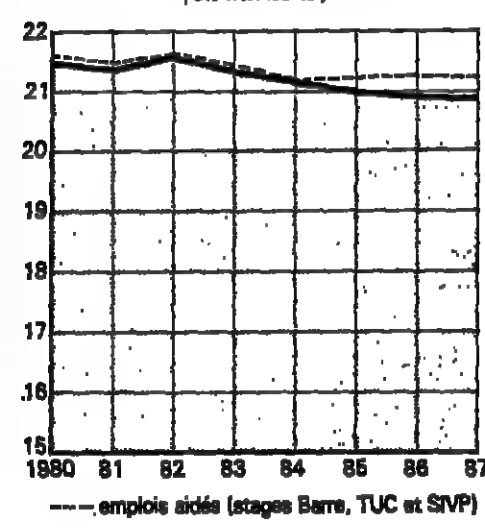
A gauche : la fin de deux mythes

Seuls les socialistes pouvaient en France — par une ironie dont l'histoire est coutumière — accomplir des réformes essentielles et les faire accepter pacifiquement par le pays : désindexation des salaires sur les prix, désengagement de l'État, promotion de la Bourse, reconnaissance du rôle de l'entreprise, ancrage de la France dans la CEE et en particulier dans son système monétaire (SME), acceptation définitive de l'ouverture de ses frontières sur le monde, avec les conséquences que cela implique...

CROISSANCE ÉCONOMIQUE ENTRE 1981 ET 1987 (Moyenne annuelle)



NOMBRE D'EMPLOIS (en millions)



— emplois aidés (stages Barre, TUC et SVP)

2) L'ouverture sur l'étranger n'est plus considérée comme le grand danger qui menace notre indépendance, entame notre autonomie de décision, mais, au contraire, comme le stimulant qui aiguise notre génie inventif, développe nos échanges, comprime nos prix pour le plus grand bien des consommateurs et de leur pouvoir d'achat.

Les multinationales, longtemps considérées comme le mal absolu, parce qu'elles substituaient leur autorité à la volonté de l'État et du pays, sont admises comme un mal nécessaire. Les sociétés nationales — ou nationalisées par la gauche — ne sont pas gérées pour traiter avec elles, depuis Elf jusqu'à Thomson, qui a multiplié les accords avec les grands groupes étrangers ou internationaux.

Du coup, les instances supranationales, depuis la CEE jusqu'à l'OMI, ne sont plus suspectées de trop noirs desseins. L'acceptation du commerce international nous a armés aux grandes organisations monétaires. Nous nous sommes définitivement attachés au SME et à ses disciplines en mars 1983, empruntant en ECU des sommes importantes levées par la CEE. Nous avons refusé de nous défaire des disciplines du SME qui nous imposent pourtant de garder des taux d'intérêt très élevés. Nous jouons le jeu du marché commun agricole qui, à travers les montants compensatoires, enrichit les paysans allemands.

A droite : pas de choix véritables

La droite a-t-elle changé ? Son retour au pouvoir est trop récent pour qu'on puisse en juger. La volonté de revanche était évidente après mars 1986 et le discours officiel sur le libéralisme un peu trop simpliste. Puis les choses se sont tassées. Mais les facilités financières des deux années qui viennent de s'achever (baisse des prix pétroliers, amélioration de l'activité dans le monde, abondantes recettes tirées de la fiscalité et des privatisations) ont été suffisantes pour que beaucoup de choses aient été faites sans choix véritables.

Au chapitre glorieux du rétablissement des finances publiques, la recherche-développement a été sacrifiée — par ignorance — au nouveau mythe du désengagement de l'État. Quelle erreur ! La vision industrielle fait cruellement défaut, alors qu'elle existe au Japon et, d'une certaine façon, aux États-Unis à travers les commandes militaires. Quant aux réformes structurelles (libération des prix, des changes, du crédit, privatisations...), leurs effets heureux — ou malheureux — se diffuseront lentement dans l'économie. Il faudra quelques années pour en mesurer les conséquences.

Une chose est sûre : au sein des grands États — majors des banques et des entreprises, hommes de droite et hommes de gauche cohabitent et dialoguent sans difficulté, seulement gênés par les promotions nominatives dont les anciennes firmes publiques avaient le secret et qu'on retrouve maintenant au sein des nouveaux durs des firmes privatisées. Mais tout cela peut passer et se diluer dans le temps.

Restent les problèmes de demain : un formidable effort de renouvellement et d'amélioration de notre système d'enseignement à tous les degrés ; un effort non moins formidable pour investir, organiser le travail, utiliser plus intensément les équipements dont le pays dispose, mieux répartir les sacrifices entre ceux qui ont tout (l'emploi assuré et les salaires élevés, voire une grande fortune) et ceux qui n'ont qu'incertitudes (emplois précaires et maigres salaires), sans que la compétence soit toujours en cause.

On sait mieux maintenant à droite et à gauche où se trouvent privilèges et blocages. L'accord est tacite. Reste qu'au niveau politique on continue de s'excommunier avec une violence digne du passé. L'écume de ces jeux insignifiants peut, hélas ! gâcher le formidable travail qui s'est fait en profondeur.

ALAIN VERNHOLLES.

(3) Excédent brut d'exploitation rapporté au capital fixe.

(4) Excédent brut d'exploitation rapporté à la valeur ajoutée.

(5) Valeur ajoutée par unité de capital.

(6) Voir les travaux de Gilbert Certe et Daniel Sapiro « Rentabilité et efficacité du capital productif ». Contrôle des bilans de la Banque de France.

(7) Entre fin 1973 et fin 1980 : 207 700. Si l'on prend en compte les stages Barre : 272 200. Ce qui n'aurait pas empêché le chômage d'augmenter (+ 265 000 entre mai 1974 et avril 1981) du fait de l'arrivée massive des jeunes sur le marché du travail.

(8) Le Monde du 28 janvier 1988.



Politique

Après l'annonce de la candidature de M. François Mitterrand

Digne, ville-test de la campagne

« Il a roulé tout le monde dans la farine... »

DIGNE
de notre envoyé spécial

La ville s'éveille sous un ciel d'azur. On entend, dans les rues, des canaris chanter. Devant l'hôtel de ville, des marchands ambulants dressent leurs treteaux. Pas un souffle de vent. Le journaux de mercredi 23 mars s'annoncent radieux.

Le vieux barouleur munit, qui s'affaire auprès d'une fontaine, n'est pas surpris par la question : « Mitterrand ? Je pense qu'il a fait ce qu'il devait faire. Comme de Gaulle en 1965. Je crois qu'il est encore capable. C'est un patriote et il a du mérite. »

« Notre premier « sondé » juge-t-il, comme l'écrit à la « une » *Nice-Matin*, l'un des quatre quotidiens locaux, que le président sortant « s'est montré particulièrement agressif envers ses rivaux ? » « Non, dit-il, pas plus que les autres. »

L'érudit patron de la Maison de la presse en a tellement vu et entendu, depuis la Résistance, qu'il ne prête plus, lui, qu'une attention détachée et sceptique aux choses de la politique : « Comme disait mon grand-père, en politique le meilleur ne vaut rien... J'attends avec une certaine ironie de voir ce qui va sortir des urnes. Je redoute une énorme abstention au second tour. »

La souriante tenancière de la Taverne, boulevard Gassendi, a eu une impression globalement positive sur la prestation de M. Mitterrand : « Il connaît bien son métier et il ne s'est pas fait couper le souffle par les journalistes. Vous pensez, à son âge, on s'habitue... »

« Moi, je n'ai qu'une mauvaise impression, nous dit un avocat, j'ai été mal à l'aise quand il a répondu

par ce petit « oui » à la question de savoir s'il se représentait ou non. Il a dit « oui » comme la mariée effarouchée à qui l'on demande à la mairie : « Acceptez-vous de prendre comme légitime épouse... » Non, vraiment, il était désagréable. Et puis qu'est-ce que vous pensez de cette façon de dire : Je suis candidat pour rassembler les Français, en ajoutant dans la foulée que tous les autres candidats sont des intolérants, des fascistes, etc. Je crois que cela sera mal passé dans l'opinion. »

Le postier, qui s'apprête à partir en tournée au volant de sa 4 L jaune, fait une moue dubitative, mais il rejoint tout de même le camp des avis positifs : « Je l'ai trouvé à l'aise, convaincant. Mais ils sont un peu tous pareils, un peu comme nous : lorsqu'ils sont au pouvoir, ils font ce qu'ils peuvent... »

La bouchère de la rue de l'Hubac n'est pas au courant : « Ah ! Mitterrand se représente ? Je n'ai pas écouté les informations. Je me couche tôt pour me lever tôt. » Sa voisine, la primeuriste, est dans le même cas.

Des derviches tourneurs

Robert, le torréfacteur du quartier piétonnier, se montre, en revanche, intraitable. Et son point de vue ne manque pas d'originalité : « Ah ! il m'a plu ! C'est vraiment le meilleur de tous au niveau du discours de la politique politicienne ! Il a confirmé tout le talent que je lui connaissais. Quel spectacle ! J'ai dit à ma femme : Regarde comme il est bon ! Et vous avez vu, il y avait une ironie extraordinaire dans son regard. Pas de problème, il était vraiment très bon. »

— Alors, vous allez voter pour lui ?

— Oh ! pas si vite ! Moi, Monsieur, j'ai soixante ans, je suis travailleur indépendant, et depuis des années et des années les hommes politiques m'ont fait cocu. Pourquoi serais-je plus sincère qu'eux ? Ce sont tous des derviches tourneurs. J'avais voté pour Giscard en 1974, et comme lui aussi m'a fait cocu, en 1981 j'ai mis dans l'urne, au second tour, deux bulletins : un pour Giscard et un pour Mitterrand. Maintenant, je vote nul parce que je les imite. Il n'y a pas de raison que je me montre plus sincère qu'eux...

— Voulez-vous dire que vous ne votez pas en conscience ?

— Oui, il m'arrive de voter le contraire de ce que je pense parce que j'estime que tous ceux qui veulent nos voix ont dépassé les butoirs de l'honnêteté. C'est comme Rocard, l'autre jour, à « Questions à domicile » : il nous a dit : voilà ce qu'il faut faire, voilà quelles sont mes solutions. Mais pourquoi les socialistes n'ont pas fait ce qu'ils disent aujourd'hui pendant qu'ils avaient tout le pouvoir ? Mitterrand est le meilleur parce qu'il a roulé tout le monde dans la farine...

— Craignez-vous, comme lui, ce qu'on appelle l'Eiat-RPR ?

— A Digne, on sait un peu ce que c'est. Je ne suis pas un « antirinaldisme » (le maire RPR de Digne s'appelle Pierre Rinaldi), mais notre maire a un défaut : il n'écoute personne et il se trompe de priorité. Savez-vous qu'à Digne, où il neige en hiver, nous n'avons même pas un marché couvert ?

Robert le torréfacteur se déclare, en conclusion, « écorché ».

Et qu'en dit ce vieil homme tranquille assis devant le kiosque à musique dont Peynet s'est inspiré,

dit-on, pour illustrer ses célèbres dessins ? C'est un Maghrébin. Il se prénomme Kedideche et vit à Digne depuis trente-six ans. Il sourit en tirant sur sa cigarette : « Je ne vote pas parce que je suis Algérien, mais je peux vous dire qu'à Digne tous les gens ils sont gentils. Y'en a qui se plaignent, y'en a qui se plaignent pas, mais ici c'est un pays impeccable ! »

C'était un « sondage » ultrarapide sans aucune garantie scientifique, à partir d'un échantillonage absolument arbitraire, un matin de printemps à Digne la bienheureuse...

ALAIN ROLLAT.

SCIENCES PO.

- STAGE INTENSIF D'ÉTÉ
- STAGE ANNUEL
- STAGE SEMESTRIEL

DROIT/SCIENCES ECO.

- STAGE 2^{ème} SESSION
- STAGE DE PRÉ-RENTRÉE
- STAGE DE SOUTIEN

documentation sur demande
IPEC
Face à la Sorbonne
Institut Privé d'Enseignement Supérieur
46, bd Saint-Michel, 75006 Paris
Tél. 46.33.61.23 / 43.29.03.71

Retrouver une ambition

(Suite de la première page.)

En laissant la place à plus jeune que lui, alors qu'il est au zénith de sa popularité, le chef de l'Etat ne serait pas seulement resté dans la ligne des propos fort catégoriques par lui tenus en 1981, contre l'idée d'un second septennat. Il aurait superbement réussi sa sortie. Il se serait parangonné au rôle de vieux sage qu'il effectuaient et le jardin secret, peuplé d'arbres, de livres, de parents, d'amis vivants et morts, qu'à la différence de la plupart des hommes politiques, il a su si bien préserver. Il aurait cessé d'être hanté par le spectre du roi Lear et de tous ces leaders qui, de Brejnev à Reagan en passant par Bourguiba, ont tant accusé en notre époque le poids des ans.

Intelligence stratégique et tactique

Ces arguments, qu'il a souvent invoqués, contre une nouvelle candidature, sont trop forts pour qu'il ait pu les écarter sans s'être convaincu qu'il lui restait une, sinon plusieurs, missions à accomplir. Lesquelles ?

D'abord une évidence : en bonne partie par sa faute, parce qu'il n'a pas ou pas voulu désigner le dauphin, dont la gauche aurait pourtant tellement besoin, la droite, s'il ne s'était pas lancé dans l'arène, partait gagnante à tous coups. Or il n'est pas dans son caractère d'abandonner la place sans combat. D'autant plus que, de notoriété publique et malgré la « royale » simplicité de son comportement, il s'estime mieux à même d'exercer la magistrature suprême, du point de vue de l'expérience, du sang-froid, de la culture, de l'intelligence stratégique et tactique, que ceux qui brûlent de lui succéder.

Si encore Raymond Barre parvenait le mieux placé, il pourrait se faire, semble-t-il, une raison, le jugeant bien conservé vis-à-vis de son goût, certes, mais démodé grand talent. Alors que derrière un Jacques Chirac à bien des égards fort sympathique, encore qu'un peu versatile, il voit se dessiner une armée de fidèles aux dents longues, avides d'achever l'édification de cet Etat-RPR qui fait d'ailleurs à peine moins peur aux centristes qu'à l'opposition.

Vient ensuite sa conviction, ancrée de longue date, que la vraie chance de la France a non Europe. Meggie Thatcher étant, comme Churchill, plus attirée par le « grand large » que par le continent, l'Allemagne fédérale paraissant de plus en plus sensible aux charmes de Gorbatchev, il sait que rien, dans ce domaine, ne sera acquis sans une lutte de tous les instants. Là aussi, il se croit mieux placé pour le diriger que des challengers au militantisme européen plus récent et dont la stature internationale n'égale pas, jusqu'à plus ample informé, la sienne.

Mentionnons encore, au passage, qu'il ne déplairait manifestement pas à l'hôte actuel de l'Elysée de l'occuper encore, lorsqu'il s'agira de commémorer l'an prochain, le bicentenaire de la Révolution française. Y a-t-il assez dans cette addition pour passer des 31 % des voix obtenues par le PS aux législatives de 1986, des 37 % des intentions de vote que les sondages accordent grosso modo à François Mitterrand pour le premier tour, aux 50 % + x nécessaires pour l'emporter au second ?

Un président de gauche pour une France de droite ?

De la plupart des cantonnements partiellement ressort l'image d'une France qui est loin d'être majoritairement à gauche. Pourquoi donc dirait-elle un homme qui exprime avec netteté sur des sujets sensibles comme l'immigration, les inégalités, les reports de la justice et du pouvoir, les idées traditionnelles de la gauche ? Qui de surcroît n'aime pas reconnaître que, dans le domaine économique au moins, il a été, par rapport à ses positions de 1981, fortement rectifié le tir ?

Joue bien sûr pour François Mitterrand ce qu'on a appelé la réflexe légitimiste favorable au sortant. Joue aussi la tendance à s'en remettre au père, fréquente chez les Français dans les temps

difficiles, pour paradoxal que soit un tel retour en arrière, vingt ans après un mois de mai qui prétendait avoir définitivement consacré le pouvoir de la jeunesse. Joue enfin le désordre qui règne au sein de la droite du fait de l'existence du Front national et des rivalités intenses à la majorité. On peut faire confiance aux stratégies de la gauche pour les mettre au maximum à profit. Mais ils ne peuvent s'en tenir là.

L'élection présidentielle n'est pas une course de chevaux. Il ne s'agit pas seulement de gagner. Il faut aussi savoir ce que l'on entend faire de son éventuelle victoire. Savoir aussi avec qui l'on veut — et peut — gouverner et pour atteindre quels objectifs, le premier devant nécessairement être de s'assurer que la France conserve pour l'essentiel la maîtrise de son destin.

Ce n'est pas acquis d'avance. Tant de choses, dès à présent, se déroulent par dessus nos têtes ! Faut-il rappeler que le krach de Wall Street a contraint le gouvernement Chirac à renvoyer à des jours meilleurs la poursuite de ces privatisations auxquelles il attachait tant de prix ? Que l'accord Reagan-Gorbatchev sur les fusées intermédiaires a modifié du tout au tout les données de la défense de l'Europe sans que celle-ci ait, en quoi que ce soit, participé à la décision ?

Déjà, en apercevant les bases du « programme de Blois » mis en avant pour les législatives de 1978 par le professeur Barre, le second choc pétrolier avait joué un rôle non négligeable dans la victoire de la gauche. Et comment n'être pas frappé, lorsqu'on lit un best-seller de finance-fiction comme *Le Paradis de 89*, écrit par un connaisseur, Paul Erdman, (1), de constater que l'action met en scène les Etats-Unis, l'Amérique latine, l'URSS, les banques suisses, allemandes, britanniques, japonaises, voire luxembourgeoises, pour ne pas parler d'Abou Nidal et de Carlos, sans que jamais, au grand jamais, apparaisse un Français ?

Savoir moins

Ce que le pays se doit donc de redonner des candidats à la présidence, c'est qu'il lui faut, en termes simples et concrets, comment il comptent s'y prendre pour qu'il subsiste moins et se fasse davantage entendre. Quelle que soit leur tendance à se désintéresser de problèmes planétaires qui les concernent en réalité beaucoup plus qu'ils ne se l'imaginent, il faut que les Français se persuadent que des décisions de nature à affecter leur sacro-saint niveau de vie, et qui ont toujours relevé de la souveraineté nationale, sont, avec l'échec de 1982, en passe de leur échapper : il en va ainsi par exemple de tout ce qui concerne la fiscalité et plus largement le taux des prélèvements obligatoires. A défaut d'harmonisation européenne — et Dieu sait ce qu'elle risque de coûter, — l'épargne fuira nos frontières et la décadence, alors, sera inéluctable. Il n'est que de lire, pour s'en convaincre, le rapport de la commission Boiteux sur les effets du grand marché européen.

Une bonne partie du débat politique traditionnel entre droite et gauche, entre socialisme et libéralisme, a déjà de ce fait perdu son sens. Les candidats ont mieux à faire que de s'ensabler dans les procès des gestions passées ou de se laisser emporter par le démagogie lyrique : ils ont à rendre une ambition à la France, à mobiliser son peuple pour faire, face aux défis qui l'assaillent.

C'est ce que, non sans décevoir jusqu'au fond du cœur beaucoup de ceux qui se seraient fait pour lui, avait eu faire de Gaulle. Et c'est pourquoi chacun aujourd'hui, y compris François Mitterrand, qui a passé sa vie à le combattre, voudrait pouvoir lui ressembler pour pouvoir lui aussi ressembler les Français.

Tout dépend donc maintenant pour le président-candidat de sa capacité à convaincre les uns qu'il a bel et bien « changé », sans donner pour autant aux autres l'impression qu'il les abandonne.

ANDRÉ FONTAINE.

(1) Grasset.

Souvent les parents sont dans la même situation que leurs enfants devant l'orientation



SUPPLEMENT : ENQUETE LYCEES.
Résultats au bac et débouchés des
2 300 lycées français publics et privés.

Parce que les parents se perdent dans les méandres de l'orientation, l'Etudiant sort le Guide des Parents. Une partie magazine est consacrée aux articles de fond (les bourses,

les profs, les bacs...), suivie d'une partie « pas à pas » pour tout savoir de la 6^e à la terminale. De plus, cette année, vous trouverez un supplément « enquête lycées ». Tous les établissements scolaires y sont méticuleusement décortiqués, classés, notés : pourcentages de réussite au bac, options, statuts, internat... tout y passe ! Tout pour bien choisir son lycée et lui donner toutes les chances de réussite.

« En vente en librairie »



LE GUIDE DES PARENTS - POUR UN SANS FAUTE DE LA 6^e AU BAC.

l'Etudiant

هنا من اصل

هكذا من الاميل

16 Le Monde • Jeudi 24 mars 1988 •

EXCLUSIF

LES SURCONSOMMATEURS SONT SUR NRJ

HABITUDES DE CONSOMMATION. DERNIERS RESULTATS IPSOS IDF DECEMBRE 1987.	DEUXIEME RADIO PERIPHERIQUE	NRJ
POSSEDENT UNE VOITURE	966 000	1 004 000
POSSEDENT PLUSIEURS VOITURES	467 000	625 000
ONT ACHETE AU MOINS 6 LIVRES AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS	327 000	385 000
SE DEPLACENT TOUS LES JOURS OU PRESQUE EN VOITURE PARTICULIERE	805 000	957 000
PARTENT EN WEEK END DANS LES CAPITALES ETRANGERES	396 000	434 000
VONT AU MOINS UNE FOIS PAR SEMAINE EN HYPERMARCHÉ	776 000	905 000
VONT AU MOINS UNE FOIS PAR SEMAINE DANS UN MAGASIN POPULAIRE	1 001 000	933 000
VONT AU MOINS UNE FOIS PAR SEMAINE DANS UN GRAND MAGASIN	201 000	203 000
VONT AU MOINS UNE FOIS PAR SEMAINE DANS UNE GRANDE SURFACE SPECIALISEE HI-FI/VIDEO	105 000	200 000
VONT AU MOINS UNE FOIS PAR SEMAINE DANS UNE GRANDE SURFACE SPECIALISEE MEUBLES, BRICOLAGE	87 000	121 000
VONT AU MOINS UNE FOIS PAR SEMAINE DANS UNE BOUTIQUE DE PRET A PORTER	792 000	1 021 000
VONT AU MOINS UNE FOIS PAR SEMAINE AU CINEMA	209 000	350 000
PRATIQUENT LE TENNIS AU MOINS UNE FOIS PAR SEMAINE	127 000	176 000

Bouleversement de vos idées reçues, les sur-
consommateurs sont bien sur NRJ.

Remettez vos chiffres à l'heure.

Comparez : NRJ devance largement la 2ème
radio périphérique.

Tél : 47.20.06.06

Pré et Post Test de Campagne - Média Planning - Pige
Sécodip.



La plus belle radio

Politique

Un sondage de la SOFRES pour « le Monde », TF 1 et RTL François Mitterrand, ou l'image présidentielle

L'image personnelle

• Dans cette liste de qualificatifs, quels sont ceux qui s'appliquent le mieux à François Mitterrand ?

Compétent	40
Respectueux des opinions d'autrui	34
Courageux	27
Respecte ses engagements	13
Moderne	11
Dit franchement ce qu'il pense	10
Sans opinion	21
% (1)	

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

• Dans cette autre liste de qualificatifs, quels sont ceux qui s'appliquent le mieux à François Mitterrand ?

Trop théoricien, trop loin des réalités concrètes	27
Loin des préoccupations des gens	22
Sectaire	11
Manque de sens politique	6
Manque de générosité	4
Agressif	3
Sans opinion	42
% (1)	

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

• Avec laquelle de ces deux opinions êtes-vous le plus d'accord ?

On ne peut pas faire confiance à François Mitterrand car il change trop facilement d'attitude	30
On peut faire confiance à François Mitterrand car il sait s'adapter aux situations	60
Sans opinion	10
% (1)	100

Les motivations de vote

• POUR. — Parmi les éléments suivants, quels sont ceux qui vous pousseraient à voter pour François Mitterrand ?

	ENSEMBLE DES FRANÇAIS	SYMPATHISANTS DE GAUCHE
Il mènera une politique de justice sociale	28	48
Il fera avancer la construction de l'Europe	26	36
C'est un bon président	22	35
Il saura rassembler les Français	17	29
Il fera une nouvelle majorité avec les socialistes et une partie de la droite	16	17
Il laissera le premier ministre gouverner	11	9
Aucun	23	4
Sans opinion	3	2
% (1)		

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

• CONTRE. — Et parmi les éléments suivants quels sont ceux qui vous pousseraient à voter contre François Mitterrand ?

	ENSEMBLE DES FRANÇAIS	SYMPATHISANTS DE GAUCHE
Il est trop âgé pour présider jusqu'en 1995	48	32
Deux fois sept ans c'est trop long	22	14
Il n'a pas de projet à proposer aux Français	20	12
Il n'aura pas de majorité pour gouverner	15	10
Il fera revenir les socialistes au pouvoir	12	5
Il n'a pas les capacités d'un bon président de la République	6	1
Aucun	23	41
Sans opinion	3	2
% (1)		

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

Les images des candidats Chirac et Barre ont fait l'objet d'enquêtes de la SOFRES, pour le Monde, TF 1 et RTL (le Monde des 13 février et 5 mars). A son tour, le candidat Mitterrand est soumis à la même grille d'analyse.

L'enquête de la SOFRES permet, comme pour les deux autres « grands » candidats, de faire l'inventaire des forces et des faiblesses de l'image de François Mitterrand auprès des Français, les premières étant, pour lui, en surnombre par rapport aux secondes. La première force du candidat Mitterrand réside dans le souhait de le voir réélu, qui reste majoritaire (49 % contre 44 %). Ce résultat est moins bon que celui de la mi-janvier (50 % - 41 %), mais meilleur qu'à la mi-février (45 % - 43 %). L'argumentation de Jacques Chirac est connue : seul le candidat de la droite peut gagner, car la droite et l'extrême droite sont majoritaires. Dans ces conditions, M. Mitterrand devrait enregistrer, en termes de souhaits de réélection, un résultat négatif. Il n'en est rien, et le souhait positif déborde largement le seul électoral socialiste, pour toucher celui du PCF (68 %), du Front national (17 %), de l'UDF (11 %) et du RPR (10 %).

Mais la critique la plus efficace, le point le plus faible du

candidat Mitterrand, est bien l'âge du capitaine, allié à la perspective d'un bail de deux fois sept ans.

Conscient sans doute de ce handicap, M. Mitterrand n'a pas mentionné, mardi soir sur Antenne 2, la durée de son mandat; il s'est contenté de parler d'une œuvre de cinq ans, et a précisé qu'il est « assez raisonnable » pour juger du moment où il devra passer le relais.

A cet argument qui touche la personne, il faut ajouter une faiblesse politique : il y a contradiction entre ce que veut une majorité relative de Français (une politique libérale) et ce que cette même majorité prête comme intention à M. François Mitterrand réélu (une politique social-démocrate); autant dire, dans cette hypothèse, que les difficultés commenceront pour M. Mitterrand le 9 mai ou, si l'on veut, que le choix du premier ministre reflétant la majorité présidentielle devra très clairement refléter une volonté d'ouverture et une couleur « social-libérale » plutôt que socialiste.

La difficulté politique est toutefois équitablement partagée. Car ce sondage fait apparaître une opinion de droite en désac-

cord avec ses propres leaders sur le terrain controversé de la cohabitation : 49 % des sympathisants RPR-UDF souhaitent qu'au lendemain du 8 mai une nouvelle cohabitation s'instaure entre M. Mitterrand et l'actuelle majorité.

Au total, M. Mitterrand tire sa force principale de son image personnelle et présidentielle plus que des arguments politiques qu'il utilise : les thèmes du rassemblement et de la recomposition du paysage politique ne sont pas déterminants, contrairement à ce qu'il semble croire, dans les motivations de vote en sa faveur.

Cette série de trois sondages sur les candidats à la présidence de la République nous a ainsi permis de mieux connaître la difficulté propre de chacun. Elle a montré que celle de M. Barre réside dans un désaccord politique avec son électoral, sur le jugement porté sur la cohabitation notamment; celle de M. Chirac tient davantage à lui-même (« agressivité ») et à son comportement (multiplication des promesses); celle de M. Mitterrand, enfin, tient à l'âge des ses arrières.

J.-M. C.

Les souhaits des Français pour l'après-mai

• Tout bien pesé, souhaitez-vous que François Mitterrand fasse un deuxième mandat ?

OUI	49
NON	44
SANS OPINION	7
% (1)	100

• Si François Mitterrand est réélu président de la République, souhaitez-vous...

	ensemble des Français	sympathisants de gauche	sympathisants de droite
... qu'il y ait à nouveau une cohabitation avec une majorité UDF-RPR	32	18	49
... ou que le président et le gouvernement appartiennent au même camp	60	76	43
Sans opinion	8	6	8
% (1)	100	100	100

• Souhaitez-vous que pour faire face à la crise on mène dans les prochaines années en France...

... une politique social-démocrate ou socialiste	40
... une politique libérale	45
Sans opinion	15
% (1)	100

• Croyez-vous que si François Mitterrand est réélu, on mènera en France dans les prochaines années...

... une politique social-démocrate ou socialiste	54
... ou une politique libérale	25
Sans opinion	21
% (1)	100

LA FICHE TECHNIQUE DE LA SOFRES

Sondage effectué pour : TF1 - Le Monde et RTL.
Date de réalisation : du 15 mars au 17 mars 1988.
Echantillon national de 1 000 personnes, représentatif de l'ensemble de la population âgée de dix-huit ans et plus.
Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par régions et par catégories d'agglomération.

REVISIONS VACANCES de PAQUES
Classes de 6^e à 1^{re} et BAC A, B, C, D. INSTITUTION PALISSY
INTERNAT - DEMI-PENSION école privée
48, av. du Pdt Wilson 94340 JOINVILLE (1) 48.86.01.22

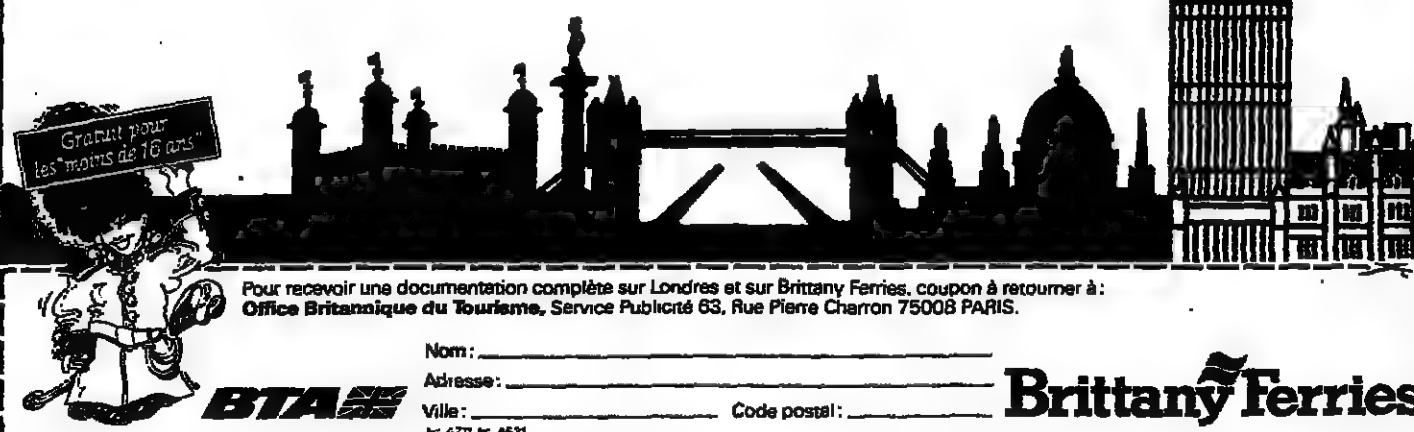
ALLONZALONDON

LONDRES EST GRATUIT POUR LES MOINS DE 16 ANS*

Aucune ville ne ressemble à Londres et Londres ne ressemble à aucune autre ville. Nulle part ailleurs on ne rencontre ce doux mélange de folie et de tradition. Londres c'est à la fois le musée

"Madame Tussaud" et le British Museum. C'est la relève de la garde et les sermons de Hyde Park. Ça ne s'explique pas, ça se vit. On a tellement envie que vous veniez à Londres que les bateaux de Brittany Ferries partent de trois ports diffé-

rents : Roscoff, Saint-Malo et Caen. On a tellement envie que vous veniez à Londres qu'on va être vraiment très gentil avec votre enfant : s'il a moins de 16 ans, il est invité, c'est gratuit. Renseignez-vous. Alors, c'est promis ? Vous viendrez ?



Pour recevoir une documentation complète sur Londres et sur Brittany Ferries, coupon à retourner à : Office Britannique du Tourisme, Service Publicité 63, Rue Pierre Charron 75008 PARIS.

Nom : _____
Adresse : _____
Ville : _____ Code postal : _____

Brittany Ferries

ALTERNATIVES ECONOMIQUES N° 55 mars

Michel Aglietta
Comment
réussir l'Europe

Le Monde

ÉLECTION sur minitel **PRÉSIDENTIELLE**

F. MITTERRAND CANDIDAT

Vos réactions

36.15 TAPEZ **LEMONDE**

مقداد من الاصل

Société

Le succès de l'expérience Hydra-VIII

Les six plongeurs changent d'air

MARSEILLE
de notre envoyée spéciale

Un soupir. Un instant de silence. Au fond du navire *Orelia* amarré sur le port de Marseille, le hublot d'un petit caisson gonflé s'entrouvre lentement. Murmures, coups de coude, regards tendus. « En bien, alors, ils ne veulent pas sortir ? » Quelques mèches bouclées apparaissent, un regard amusé, une main hésitante, une mine étonnée. Et puis deux et bientôt trois, quatre, cinq, six visages.

Les plongeurs de l'opération Hydra-VIII, qui viennent de passer trente jours sous une pression d'environ 50 atmosphères, reviennent lentement à l'air libre. Depuis le 26 février, ils n'ont quitté les caissons hyperbares installés à bord du navire que pour plonger dans la fosse de Cassidaigne à plus de 500 mètres de fond. Une première (le monde du 9 mars) et un record mondial de profondeur en plongée réelle.

Un peu perdus dans leur combinaison rouge, le regard abîmé par la lumière crue des néons du navire, ils enjambent un à un la porte de sortie, légèrement éberlués par le brouhaha et les applaudissements. A leur bras, un écusson brodé orné d'une sirène en or proclame fièrement : « Hydra-VIII 520 mètres ». Portés par la foule, ils passent de bras en bras, secoués par les bourrades énergiques de leurs camarades. « Une nouvelle fois, on vous l'a rendu en bon état, plaisante l'un des responsables en s'adressant à la femme d'un plongeur. Il va bien, non ? » Il va bien. Tout juste une petite douleur aux genoux, due au problème de décompression. C'est tout.

« Le mélange respiratoire Hydrox, fait d'hydrogène, d'hélium et d'oxygène, utilisé ici

pour la première fois, nous a beaucoup aidés, précise Patrick Raude, qui savoure lentement son premier whisky. Grâce à lui, nous avons pu respirer tout à fait normalement malgré des pressions énormes.

Les petits problèmes de fatigue ou d'éourdissement que nous ressentions avec les mélanges précédents ont disparu. Nous avons donc pu travailler dans des conditions de confort et de sécurité exceptionnelles.

Les six plongeurs, assaillis de questions, ont le regard absent et amusé de ceux qui reviennent de loin. Pourtant, durant ces trente jours, ils sont restés la plupart du temps à deux pas de ce salon d'accueil improvisé : en dehors des plongées quotidiennes qui ont parfois duré quatre heures, ils ont séjourné dans des caissons hyperbares installés à bord du navire. « Caissons-vie », immobiles, où règne la même pression que dans les eaux profondes où ils se préparent à évoluer. « Lors des plongées, nous quittons notre caisson-vie à bord du navire et nous prenons place dans une tour de descente qui nous descendait à 500 mètres de profondeur, explique Thierry Arnold. Au fond, il fait totalement noir, mais les projecteurs de la tour nous éclairent. Du coup, nous y voyons comme à 15 mètres de fond par temps clair ! Au bout de quelques heures de travail, en plongée libre, les gestes deviennent plus lents, et nous ressentons une petite fatigue. Nous remontons alors dans le caisson-vie pour nous reposer.

Comment passait-il son temps en dehors des heures de plongée quotidienne ? Le plus simplement du monde. « Nous avions amené beaucoup de musique (casse-tête) ; de plus, je notais tous les jours mes impressions sur une

espace de carnet. Nous avions aussi des walk-mans et la radio. Et bien sûr des livres. » Quelques titres ? « Nous lisions surtout pour nous détendre, précise Thierry Arnold. Quand on est enfermé vingt-quatre heures sur vingt-quatre dans un lieu clos pendant un mois, on n'a pas envie de se plonger dans Kafka. Nous préférons les parties de Scrabble ou de Trivial Pursuit. »

Objectifs atteints

« Nous avons atteint nos objectifs, conclut Guy Fleury, le directeur général de la Compagnie maritime d'expertises (Comex). Lors de leurs sorties en mer à plus de 500 mètres de fond, les plongeurs ont effectué des travaux qui sont très utiles sur les plates-formes pétrolières offshore. Cette opération élargit les possibilités de l'exploitation du pétrole en eaux profondes. Elle pourrait être appliquée sur certains sites, au Brésil, dans le golfe du Mexique ou dans les eaux norvégiennes.

Cette opération, financée pour moitié par le Fonds de soutien aux hydrocarbures, pourrait également servir à la recherche spatiale. L'entraînement des équipages de l'aviation spatiale, qui s'apparente parfois à celui des plongeurs — le milieu aquatique permet de simuler les conditions de l'espace — aura d'ailleurs lieu à Marseille : le Centre national d'études spatiales (CNES) vient en effet de choisir la Comex pour l'implantation du futur centre européen d'entraînement et de simulation aux activités extrêmes des programmes Hermès et Columbus.

ANNE CHEMIN.

Le ministère parle d'« amélioration », le défenseur conteste

Polémique sur l'état de santé des dirigeants d'Action directe

Le ministère de la justice a fait savoir mardi 22 mars que l'état de santé des quatre membres d'Action directe qui poursuivent une grève de la faim commença le 1^{er} décembre 1987 « s'améliore ». Les quatre détenus, Nathalie Ménigon, Joëlle Aubron, Jean-Marc Rouillan et Georges Cipriani, se trouvent toujours à l'hôpital des prisons de Fresnes, où ils sont placés sous perfusion, mais pas en permanence. Le ministère a fait savoir aussi que les analyses effectuées, après les plus récentes prises de sang des prisonniers, ont montré des résultats « satisfaisants », et que les ordres constatés sur certains d'entre eux « sont en train de régesser ».

Ces informations n'ont pas convaincu M. Bernard Ripert, l'avocat des quatre détenus. « Je conçois mal, a-t-il déclaré, que l'état de mes clients puisse s'améliorer après cent treize jours de grève de la faim. » Pour lui, il ne peut s'agir que d'une « amélioration passagère, car depuis deux semaines ils ont été mis de force sous perfusion ». Les quatre

membres d'Action directe ont écrit à leur défenseur qu'ils se sentent « de plus en plus fatigués » et n'ont « plus la force de soutenir longtemps leur attention ». Rappelons que Nathalie Ménigon et Joëlle Aubron ainsi que Rouillan et Cipriani ont été, après un premier procès correctionnel en janvier dernier pour association de malfaiteurs, renvoyés devant la cour d'assises de Paris siégeant sans jurés pour y répondre de l'assassinat de Georges Besse, alors PDG de la régie Renault, décision contre laquelle ils ont formé un pourvoi en cassation.

L'une des condamnées du procès de janvier, Dominique Porrié, trente-sept ans, a cessé de s'alimenter depuis le 16 février par solidarité avec les autres grévistes de la faim. Ces derniers, qui ont reçu le soutien de divers mouvements, associations ou personnalités qui n'en condamnent pas moins formellement leurs actions de terrorisme, demandent qu'il soit mis fin au régime d'isolement appliqué depuis leur arrestation, le 21 février 1987.

Trois membres du GAL devant les assises

Un commissaire de police espagnol de nouveau mis en cause

Dans sa déposition, mardi 22 mars, le commissaire régional Maurice Boslé, qui dirigeait en 1984 la police judiciaire de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), a apporté des précisions à la cour d'assises spéciale des Pyrénées-Atlantiques sur le mécanisme opérationnel du Groupe antiterroriste de libération (GAL), dont trois membres présumés sont jugés pour assassinats, tentative et complicité d'assassinats (le Monde du 23 mars).

M. Boslé a établi que les trois accusés — Jean-Philippe Labade, Patrick de Carvalho et Roland Sampietro — non seulement se connaissent bien, mais ont probablement participé de manières diverses à l'attentat à la moto piégée en juin 1984 à Biarritz (un mort, plusieurs blessés). « Tout incite à penser que de Carvalho est aussi celui qui, quelques mois plus tôt, avait tué par balles un réfugié basque espagnol dans une station-service de Biarritz », a ajouté M. Boslé.

Mais surtout, le commissaire régional a, de nouveau, clairement désigné un commissaire de police espagnol comme l'un des principaux commanditaires de l'organisation. L'enquête menée sous la direction du policier français a, en effet, permis d'établir que Jean-Philippe Labade était en relations régulières avec le commissaire de Bilbao, José Amado-Foucé, « Labade, au moment où il était au Portugal, entre la fin 1984 et son arrestation en 1986, était en contact régulier avec un dénommé « Ricardo », qui n'était autre que le commissaire Amado-Foucé, de Bilbao », a affirmé M. Boslé.

Selon le commissaire régional, Labade a aussi été en contact avec un dénommé Maurice Nicolas qui était marchand de fruits et légumes à Cambo-les-Bains (Pyrénées-Atlantiques), et qu'il avait chargé de recueillir des renseignements sur les réfugiés. Après l'arrestation de Labade, a ajouté le commissaire, Nicolas a été contacté à partir de septembre 1984 par un homme parlant français avec un accent espagnol, qui faisait référence à Labade. Selon une avocate de la partie civile, M. Christiane Fando, il pourrait s'agir d'un policier espagnol né en France.

Reprise du procès de Christian David

Le revenant des années 60

Le procès de Christian David, dit le « beau Serge », a recommencé mardi 22 mars devant la cour d'assises de Paris. L'affaire avait déjà été inscrite au rôle de cette juridiction le 25 janvier, mais elle doit être renvoyée après deux jours de débats à la suite d'un violent incident qui avait opposé l'un des experts psychiatriques à la défense et plus particulièrement à M. Henri Jurmy (le Monde du 29 janvier).

Christian David est accusé d'un crime vieux de vingt-deux ans : le meurtre, le 2 février 1966, rue d'Armaillé à Paris, d'un commissaire de la sûreté nationale Maurice Galibert, qui venait de l'interpellation dans un bar. Membre du milieu à l'époque, Christian David commettait un certain nombre de reprises de justice impliquées dans l'enlèvement de Mehdi Ben Barka, le leader de l'opposition marocaine, à Paris le 29 octobre 1965. Ces « truands » étaient notamment Roger Le Ny, Georges Figon et Georges Bouches, et c'est dans une propriété de ce dernier, dans la banlieue de Paris, qu'avait été conduit Ben Barka par ses ravisseurs. Après quoi nul ne le revit.

Pour sa part Christian David ne fut jamais mais en cause dans l'affaire Ben Barka. Après le meurtre du commissaire Galibert, qu'il a toujours nié, il gagna l'Amérique du Sud où il connut une période difficile. Mêlé au trafic de drogue de la « French Connection », arrêté au Brésil où il dit avoir été torturé, remis aux Américains, condamné à vingt ans de prison, il fut finalement extradé à la demande de la France. Le « beau Serge » n'est plus aujourd'hui qu'un sexagénaire, infirme et barbu. En raison de ce qu'il a vécu on lui prête l'intention de déclarations inédites...

Devant la dix-septième chambre correctionnelle

La réputation de M. Marchiani

La dix-septième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Jacqueline Clavry, se prononcera le 19 avril dans deux procès en diffamation intentés aux journaux *le Monde* et *Libération* par M. Jean-Charles Marchiani qui fut l'émis-saire du gouvernement dans les négociations pour la libération des otages français détenus au Liban.

Le Monde dans un article paru dans l'édition datée 28 novembre 1987 et *Libération* dans le numéro du 28 décembre 1987 avaient rappelé l'activité de M. Marchiani au SDECE jusqu'en 1970 en lui prêtant un rôle dans l'affaire Markovic et l'affaire Delouette. En outre, *Libération* avait évoqué les poursuites dont M. Marchiani avait été l'objet devant le tribunal de Pontaise sans préciser qu'il avait bénéficié d'un non-lieu partiel.

M. P.

Pour le millénaire du christianisme russe

Jean-Paul II n'ira pas en Union soviétique

ROME
de notre correspondant

Deux personnalités de la curie romaine, Mgr Pierre Duprey, secrétaire du secrétariat pour l'unité des chrétiens, et l'un des collaborateurs, le Père Salvatore Scribano, se sont rendus le 18 mars à Moscou pour présenter au patriarche orthodoxe la lettre apostolique de Jean-Paul II sur le « millénaire du baptême de la Rus de Kiev » (le Monde du 22 mars). Ils en sont revenus avec une invitation orale pour qu'une « délégation du Saint-Siège » participe aux dix journées de célébration de l'événement qui auront lieu en juin dans diverses villes de l'Union soviétique.

En donnant cette information le mardi 22 mars, à l'occasion de la présentation à la presse du document (« *Unitas in Mundum* »), le cardinal Johannès Willebrands, président du secrétariat pour l'unité des chrétiens, confirmait ce qu'il était acquis depuis plusieurs semaines : Jean-Paul II ne serait pas personnellement invité pour les cérémonies. Il ajoutait : « Un jubilé n'est sans doute pas le moment le plus opportun pour un voyage pastoral du pape. » Mais, a précisé Mgr Duprey, « le saint père a ouvert toutes portes... Celle-ci reste grande ouverte ».

C'est en tout cas le pape, a précisé le cardinal hollandais, qui décidera, le moment venu, de la composition de la délégation catholique pour le

Millénaire. Il s'agit, à l'évidence, d'éviter des réponses en ordre dispersé des conférences épiscopales qui reçoivent des invitations particulières de Moscou. Le cardinal Josef Glomp, primat de Pologne, n'avait-il pas récemment fait connaître sa disponibilité, se voyant ensuite infliger une sorte de rappel à l'ordre de la part de Rome ? Le candidat le plus vraisemblable pour conduire la délégation du Saint-Siège en Union soviétique, à la fin du printemps, demeure le cardinal Willebrands lui-même, l'homme qui, par fonction, incarne cette unité œcuménique imprégnant toute la lettre apostolique de Jean-Paul II.

Explicitant le document, le président du secrétariat pour l'unité des chrétiens est revenu sur le fait que la Russie chrétienne, aujourd'hui à majorité orthodoxe, est fille de l'« Eglise indivise » d'Orient et d'Occident. Le choix de Byzance par le prince Vladimir de Kiev n'était pas « un choix de fermeture à l'égard de Rome », a précisé le cardinal Willebrands.

Celui-ci a enfin annoncé la publication, « après Pâques », d'un autre message du pape, qui promet d'être moins agréable, tant pour le patriarche que pour le pape soviétique, adressé cette fois aux catholiques d'Ukraine, héritiers eux aussi du baptême de 988, dont on sait que, unis à Rome à la fin du seizième siècle, ils ont été rattachés en 1946 à l'Eglise orthodoxe.

JEAN-PIERRE CLERIC.

Le bilan de la municipalité

Paris ville verte

Depuis dix ans, la surface des espaces verts de Paris a augmenté autant qu'en un siècle. C'est ainsi que M. Jacques Chirac a résumé, le lundi 21 mars, à l'ouverture de la séance du conseil de Paris, la politique qui conduit dans la capitale depuis 1977 en matière d'environnement. Son objectif était : pas un Parisien à plus de 500 mètres d'un jardin ou d'un square.

Quatre-vingt hectares d'espaces verts publics ont été créés, affirmait-il, dans le parc Georges-Brassens, dans le quinzième arrondissement, et le parc de Belleville, dans le vingtième.

Deux autres grands parcs sont prévus au bord de la Seine, à Bercy (douzième arrondissement) et sur le terrain Citroën-Cévennes, dans le quinzième. Enfin, soixante-quinze jardins ou squares ont été ouverts.

Au cours de cette période 1977-1987, les crédits annuels d'investissement pour les parcs et jardins sont passés de 32 millions à 183 millions et les crédits d'entretien de 16,5 millions à 89 millions.

Les cent mille arbres plantés le long des rues, les arbres des cimetières, des squares (176 000 au total) et les 300 000 du bois de Vincennes et du bois de Boulogne vont être soignés. Ils sont menacés. Par la pollution atmosphérique, par le sel de déneigement. M^{me} Jacqueline Nebout, adjointe au maire de Paris et chargée de l'environnement, a présenté au conseil de Paris, le même lundi un plan de sauvegarde, une « politique de l'arbre ».

Les arbres d'alignement seront remplacés progressivement. Le renouvellement de 1 500 plants est prévu chaque année. Les ormes ont été déclassés : le chancre coloré des platanes, très répandu dans le Sud, gagne le Nord et pourrait ravager Paris : les espèces seront donc diversifiées. L'élagueur doux sera préféré à l'élagueur radical. L'usage du sel et de détergents sera proscrit sur les trottoirs. A terme, chaque arbre sera mis sur fiche, et la gestion sera informatisée.

Dans le bilan de l'effort pour l'environnement voulu par la municipalité de Paris, M. Jacques Chirac a également rappelé la construction de 30 000 mètres carrés de murs anti-bruit, l'isolation de 15 000 fenêtres, la « reconquête des trottoirs », les aménagements piétonniers, la rénovation des fontaines et la participation de la Ville de Paris à l'opération *Soleil propre* aux côtés de la région Ile-de-France.

Un bilan que conteste M. Georges Sarre, président du groupe socialiste au conseil de Paris. Selon lui, le maire de la capitale a « largement échoué » à améliorer la qualité de la vie.

Il en veut pour preuves le « slalom » auquel les pions parisiens sont condamnés sur des trottoirs envahis « par les voitures, les plots ou les déjections animales » ; le danger « permanent » qui pèse sur les « cyclistes » ; les embouteillages, où les automobilistes « perdent de nombreuses heures chaque année » ; l'« entassement » des autres usagers dans les transports en commun. Il estime que 9 500 arbres ont été perdus en 1986-1987 à cause du salage.

Le député socialiste de Paris pense que le projet, s'il est confirmé, d'un stade de 80 000 places vert et écologique dans le bois de Vincennes ruinerait « l'un des deux poumons de la capitale ». Aussi appelle-t-il les Parisiens à se mobiliser pour « empêcher un tel désastre ».

CHARLES VIAL.

La Ville de Paris achètera la caserne Duplex. — La Ville de Paris achètera au ministère de la défense les 4,6 hectares de la caserne Duplex dans le 15^e arrondissement de la capitale. Elle a reçu l'approbation du Conseil de Paris, le 21 mars, pour cette transaction dont le montant « ferme et non indexé » s'élève à 1,2 milliard de francs. Une opération d'« aménagement exemplaire » y sera réalisée. Avec l'accord de l'Etat, il a été décidé que 350 des 1 200 logements construits seront sociaux ou de type intermédiaire. Les bâtiments existants de bonne qualité seront conservés. Les immeubles nouveaux auront une « hauteur modérée ». La desserte du cœur de l'île sera améliorée par le percement de nouvelles voies. Les équipements de quartier et publics seront développés. Le ministère de la défense aura la jouissance du terrain jusqu'au 31 décembre 1989.

FAITS DIVERS

L'enlèvement et l'assassinat d'un jeune homme en Haute-Savoie

Les enquêteurs estiment qu'Hervé Tondou connaissait ses ravisseurs

Pratiquée mardi 22 mars à l'Institut médico-légal de Lyon, l'autopsie d'Hervé Tondou, dix-neuf ans, enlevé dimanche près d'Annemasse (Haute-Savoie) puis assassiné après le versement d'une rançon (le Monde du 22 mars), n'a pas permis de déterminer l'heure exacte de sa mort. Il a seulement été précisé que le jeune homme avait été tué de deux balles de petit calibre tirées à bout touchant dans la nuque.

De leur côté, les quarante policiers mobilisés pour l'enquête avancent, mardi, l'hypothèse que la victime connaissait ses agresseurs, probablement au nombre de deux. Le fait que les ravisseurs aient pu téléphoner au domicile de son père, M. Guy Tondou, pour lui demander de se rendre à la grande surface Intermarché dont il est le gérant à Gaillard, corrobore cette thèse. Le numéro de téléphone du domicile familial, inscrit sur la liste rouge ne figure pas, en effet, dans l'annuaire. Dans le cas contraire, les auteurs du rapt auraient dû bénéficier d'une complicité auprès des services de télécommunications ou faire parler le jeune homme pour obtenir le numéro de téléphone de sa famille.

En outre, ils connaissent bien, semble-t-il, le fonctionnement de l'Intermarché et les habitudes de la

victime. Ainsi, Hervé Tondou ne travaillait qu'un dimanche sur deux au rayon des liquides du magasin de son père. Ce jour-là, il avait passé sa matinée à établir sur ordinateur l'état des stocks. Les ravisseurs devaient aussi savoir que la recette du samedi est ramassée le soir même par des transporteurs de fonds alors que celle du dimanche reste dans les caisses jusqu'au lundi, ce qui avait permis au père d'Hervé Tondou de rassembler la rançon de 350 000 F.

Il a enfin été constaté que Hervé Tondou avait correctement garé sa voiture, en mettant son cignoyant, à l'endroit où il a été enlevé, à 500 mètres de son domicile, ce qui semble indiquer qu'il s'était arrêté de son plein gré.

Le SRPJ de Lyon devrait diffuser dès mercredi après-midi le portrait-robot d'un suspect à partir du témoignage de deux personnes dont l'attention avait été attirée, dimanche matin, par la présence prolongée d'un homme près du domicile de la famille Tondou à bord d'une R5 blanche immatriculée dans le Rhône. Cet homme, âgé de vingt-cinq ans environ, cheveux bruns, est resté près de trois heures à bord de son véhicule, fumant cigarette sur cigarette.

● Un suspect de meurtre tué par un gendarme à Marseille. — Un homme de quarante-deux ans, Jean-Jacques Amoureux, recherché pour le meurtre d'un propriétaire d'auberge et de cambriolage du Var, a été tué, mardi 22 mars, dans la banlieue de Marseille par un gendarme. Ce militaire, appartenant à la section de recherche d'Aix-en-Provence, avait reçu avec ses collègues une commission rogatoire d'un juge d'instruction de Toulon, M. Jean-Pierre Bernard, pour perquisitionner au domicile d'Amoureux. C'est au moment où le gendarme voulait interpellé le suspect qu'il fit usage de son arme de service, un pistolet automatique. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances dans lesquelles fut tiré le coup de feu.

● Un mort dans l'incendie d'une usine de pyrotechnie. — Un artificier de quarante-deux ans, Jacques Lavergne a été mortellement brûlé et deux autres employés M^{me} Claudine Piot et Marie-Louise Brun, l'on été gravement dans l'incendie d'un atelier de pyrotechnie de la société Berastegui et Rollet à Angoulême (Dordogne). L'accident a eu pour origine l'insufflation d'une poudre que Jacques Lavergne, employé depuis vingt ans dans l'établissement, tasset dans des fusées destinées à la confection de comètes rouges au magnésium.

ARTS ET SPECTACLES

« Cry Freedom », de Richard Attenborough

Le petit apartheid illustré

A PRES l'Inde et un Gandhi sanctifié, voici à nouveau Richard Attenborough, avec l'Afrique du Sud, et Stephen Biko, mort à trente-cinq ans, victime de l'apartheid. Il était beau, intelligent, mais Noir. Son histoire a été rapportée par un journaliste blanc, Donald Woods, qui a été son ami, dans deux livres, *« Vie et mort de Stephen Biko »* et *« Asking for Trouble »*, publiés en Angleterre où il a dû fuir. Il a été également conseiller sur le film.

Cry Freedom n'a évidemment pas été tourné en Afrique du Sud, mais dans le Zimbabwe limitrophe. Les paysages sont splendides, la nature paraît merveilleusement calme. Pendant la première partie, on voit comment Donald Woods (Kevin Kline) rencontre Stephen Biko (Denzel Washington), comment naît leur amitié. On suit l'engagement de l'homme blanc. Puis Biko est arrêté, et meurt dans des circonstances pour le moins troubles. A partir de là, c'est presque un autre film : Woods est frappé de bannissement, il doit fuir et on est pris par la suspense de la course contre la montre.

On connaît les lois et les effets de l'apartheid seulement par ce qu'on en voit à la télévision, c'est-à-dire les manifestations violentes. On se rend mal compte du quotidien, des humiliations, des relations complexes entre les communautés. Dans le film, tout paraît simple : il y a d'un côté les bons, c'est-à-dire les Noirs, héros sans peur et sans reproches, mais, solitaires, beaux, pleins d'humour. De l'autre, les Blancs, abrutis, félons, dégénérés. A l'exception du journaliste, intellectuel à lunettes (à qui l'on est censé s'identifier pour comprendre justement ce qui se passe là-bas), de sa femme et de son photographe.

On n'a pas forcément envie de s'identifier à l'acteur et on n'apprend pas grand-chose. Les paysages sont effectivement

splendides, les mouvements de foule exactement reconstitués, aussi impressionnants que les vrais, vus à la télévision. Mais la simplification rappelle fâcheusement les films de propagande.

Après tout, mieux vaut une propagande généreuse que haineuse.

COLETTE GODARD.

Cinéaste des grandes causes, Richard Attenborough dénonce l'apartheid à partir des livres de Donald Woods, Sud-Africain frappé de bannissement pour avoir aidé le leader noir Stephen Biko. Il a prêté une grande attention à l'exactitude des détails, moins à la vérité historique et le spectaculaire l'emporte.



Reconstitution de combats de rue.

Esthétique, bravo historique, zéro

C'EST souvent le travers des réalisateurs qui décident de s'engager pour une bonne cause, il faut qu'ils en rajoutent, c'est plus fort qu'eux. Richard Attenborough a voulu faire avec *Cry Freedom* deux films en un. Le premier, émouvant et superbement esthétique, est totalement réussi. Il raconte l'histoire édifiante d'une belle amitié entre deux intellectuels engagés, un Noir et un Blanc, dans un pays magnifique, l'Afrique du Sud, où ce genre de liaison n'est pas précisément monnaie courante. Peu importe à la limite que les amis et les héritiers politiques de Steve Biko, le Noir, crient aujourd'hui à la trahison et estiment qu'une part trop belle est faite à Donald Woods, le Blanc. Peu importe aussi que Sir Richard Attenborough, conseillé il est vrai par l'authentique Donald Woods, en ait un peu rajouté sur la profondeur de l'amitié qui unit ses deux personnages.

Le cinéma commercial — cela dit sans péjoration aucune — a ses règles, et Sir Richard, alerté par un sondage commandé par les producteurs, et selon lequel l'histoire de Biko seule ne ferait pas recette, les a suivies sans déformer outre mesure la réalité de fond.

Tourné au Zimbabwe voisin, dont le gouvernement a financé 18 % du budget, *Cry Freedom* restitue bien mieux que l'orgueilleuse beauté de ces confins africains, il en rend les parfums, le climat et même la dureté des hommes et de leurs accents. De cela, même les Afrikaners devront savoir gré à Sir Richard.

Là où le bât blesse, c'est dans le second film, historique. L'ambition documentaire du « maître » est soulignée par un avertissement

« tous les personnages et événements de ce film sont authentiques » — et de multiples arrêts sur image sur fond sonore de téléx et de déclenchement d'appareil photo. Artifices un peu classiques, certes, mais efficaces quand le film montre la destruction systématique d'une cité-bidonville occupée par des squatters noirs, « illégaux » aux termes de la loi d'apartheid. Pourquoi a-t-il fallu qu'Attenborough gâche la vérité criante de cette scène par l'image complaisante d'un policier blanc arrachant, bave aux lèvres, le chemisier d'une jeune Noire aux seins voluptueux ? Les flics sud-africains accomplissent généralement leur job avec une froide et méthodique détermination. Ils ne se conduisent pas, dans ce genre de circonstances tout au moins, comme des bords indisciplinées de paillards violents. Passons.

Le comble de l'excès, pour un film qui prétend à la vérité historique et qui avait presque touché son but, est atteint à la dernière scène. On y voit des policiers massacrer sauvagement à l'arme automatique des centaines de lycéens noirs qui manifestent pacifiquement à Soweto, le grand ghetto noir à la sortie de Johannesburg. Et là, sur l'image du carnage final, vient s'inscrire en surimpression une information coup de poing : « Le 16 juin 1976, sept cents lycéens furent tués à Soweto ».

La réalité, déjà bien assez cruelle, oblige à rappeler que ce jour-là, dans la grande township noire, il y eut vingt-cinq morts, dont deux civils blancs lynchés par la foule en colère. L'un des deux Blancs était d'ailleurs un sociologue opposé à l'apartheid et dévoué à l'amélioration du sort des Noirs. Voilà la vérité historique ! Le bilan de cette tuerie était d'ailleurs assez lourd, sans avoir besoin d'en rajouter, pour que la journée du 16 juin marque le début d'une série de soulèvements qui allaient ensanguiner pendant quatre mois toutes les townships noires du pays. Il y eut, au total, près de six cents morts, dont la plupart tombèrent sous les balles de la police.

Certains diront qu'Attenborough n'a fait, avec sa dernière scène, qu'un raccourci artistique qui ne nuit pas à la vérité historique globale. Ils auront tort. Sept cents morts en une journée dans un lieu unique n'égalent pas en cruauté imbécile six cents tués en quatre mois dans des dizaines de cités. En violant ne serait-ce qu'un peu la vérité, c'est autant de crédibilité que le réalisateur retire à l'ensemble de son œuvre.

C'est d'autant plus regrettable et incompréhensible que Richard Attenborough semble avoir tout fait, par ailleurs, pour échapper au manichéisme dont le thème qu'il a choisi est presque toujours l'objet. Pas de complaisance dans la description des tortures subies par Biko. Autant qu'on sache, c'est vraiment ainsi, victime de la cruauté et de l'incommensurable stupidité du système qu'il est mort. Des esthètes pointilleux pourraient reprocher au réalisateur d'avoir un peu forcé sur la sale gueule des flics qui torturent le héros du film. La réalité était presque pire. L'apartheid au quotidien avec son cortège d'humiliations et d'injustices, la toute-puissance de la Security Police, la misère, la fraternité et la violence qui sévissent dans les townships, tout cela sonne juste et fera mal à ceux qui connaissent !

Sir Richard a voulu déposer une bombe anti-apartheid sur les écrans du monde entier, et c'était œuvre utile. Dommage qu'il en ait adouci l'impact en grossissant l'effet...

PATRICE CLAUDE.

« Chouans », de Philippe de Broca

Les agités du bocage

Le premier film à célébrer le bicentenaire de la Révolution aborde sous forme de comédie la sanguinaire guerre de Vendée à travers l'histoire d'une famille. Une formule qui a fait ses preuves.

LE comte Savinien de Kerfédéc est un brave bourgeois de noblesse bretonne, troussant les filles, aimant la bonne chère et son château, qui se retrouve à la mort en couches de son épouse, avec trois enfants sur les bras, dont deux adoptifs, une fille et deux garçons. Libéral, tolérant, il est ouvert aux « Lumières » du siècle que l'histoire va se dépêcher d'obscurcir : il construit notamment des machines volantes de plus en plus perfectionnées et fantasistes, tirées par des chevaux, propulsées par de petits moteurs à bois, peu vraisemblables mais qui, à l'écran, valent un peu. Tout cela serait charmant dans le pur style de de Broca, manoir avec feu de bois et musique de chambre, si en 1793 le bon Capet, seigneur Louis de la bande, ne perdait brusquement la tête par un concours de circonstances dont le rude logicien méduse encore l'historien.

Il est choqué Savinien — encore que, tout cela est bien loin, à Paris... — mais c'est dans son milieu que les choses tournent vraiment au vinaigre. La République envoie ses chansons, ses grands principes, d'abord, ses sergents recruteurs ensuite, puis ses troupes. La noblesse bretonne, s'appuyant sur la pay-

sannerie (les « chouans », dont le cri de ralliement était le hululement de la chouette) prend les armes et le drame se noue fortement chez les Kerfédéc. Papa (Philippe Noiret) en est tout marié, il refuse de s'engager. C'est un homme pondéré et qui déteste les extrémismes, il estime qu'il y a de la folie et du bon sens en chacun de nous, que les torts sont partagés, que l'on doit s'entendre, et crie « Mes enfants, mes enfants ! » en partant contre sa progéniture partagée : la fille, Céline (Sophie Marceau) en républicaine modérée, belle plante, bonne pâte, Aurèle (Stéphane Freiss) en monarchiste insouciant et désinvolte, Tarquin (Lambert Wilson) en républicain féroce.

C'est lui qui, bien sûr, qui cause le plus de soucis. Il n'est jamais content, l'humour noir comme l'habit, la mine crispée sur une grosse colère, un malaise existentiel hystérique qui le pousse sans cesse au massacre. Et hop, une charrette, ça apaise les nerfs. Evidemment, ce n'est pas simple. Il est amoureux de sa presque sœur Céline, dont le décolleté plongeant et le teint clair sont sympathiques, mais cette sacrée petite coquine brûle d'amour pour son presque frère Aurèle, tellement joli garçon, tellement gai, c'est autre chose que le furibond Tarquin (et d'ailleurs, Tarquin n'a-t-il pas un faible secret qui le taraude au plus intime pour ce faux frère chamois ?). Bref, tout cela est extrêmement contraignant pour monsieur le comte, d'autant que ces chenapans finiront un de ces quatre par lui bousiller un de ses deltaplanes à vapeur.

On le voit, de Broca a choisi de traiter la grande Histoire à travers le destin d'une famille, selon un procédé qui a fait ses preuves. L'ennui, bien qu'on ait peine à le lui reprocher, c'est qu'il est resté fidèle à son tempérament, lucide et sensuel, léger, désabusé, épicurien, qui lui permet de si bien réussir les comédies et ne le porte pas forcément à maîtriser les fresques tragiques de l'histoire collective. Sans doute, il ne cherche pas à nous faire rire avec ses Chouans, mais on est loin du compte quand on sait combien les guerres de Vendée et de Bretagne furent véritablement atroces des deux côtés (et deux siècles plus tard, le souvenir en est encore bien vif). Ici, l'on n'y croit pas assez. Les carnages n'apportent pas, ni la guillotine. On se demande plutôt si Sophie Marceau va oui ou non nous montrer ses seins et à quel moment Lambert Wilson a encore trouvé le moyen de se repaître.

La volonté plus ou moins avouée de faire écho à certains aspects de notre époque autorise les personnages à citer, sans les nommer, Saint-Just ou Girard d'Estaing. La leçon du film rapportée au présent est d'ailleurs ambiguë : le couple de la républicaine et de l'aristocrate (l'union sacrée) tente de s'enfuir de prison à bord d'un de ces cerfs-volants dont l'écrasement imminent ne fait aucun doute. Quant au comte, qui veut rester au centre, écouter, cohabiter, rassembler, il se fait tirer comme un lapin. Hérotique, mais lapin. Donc, aux urnes, citoyens...

MICHEL BRAUDEAU.

PATHÉ MARIGNAN CONCORDE — GEORGE-V
14 JUILLET ODÉON — 14 JUILLET BEAUGRENELLE
14 JUILLET BASTILLE — 14 JUILLET PARNASSE
GAUMONT HALLES — SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS

SAMMY ROSIE s'envoient en l'air



UN FILM DE STEPHEN FREARS

هنا من الامم

CINÉMA

« La Bataille de Milagro »

Robert Redford et les chicanos

On en entendait parler depuis longtemps, sans pourtant rien voir venir. La Bataille de Milagro, film de Robert Redford, menaçait de rejoindre les derniers films d'Orson Welles au Panthéon des œuvres inachevées. L'affaire est maintenant résolue.

ATTENDU de pied ferme par Hollywood et la communauté de langue espagnole (pour des raisons différentes), *The Milagro Beanfield War*, film produit et réalisé par Redford, vient de sortir aux États-Unis.

L'objet est pour le moins inattendu. Déjà, l'affiche surprend : une silhouette dansante de clown mexicain (on suppose), une sorte de « violoniste sur le toit ». *Milagro* est une comédie à connotations surréalistes — deux des personnages principaux sont un ange et une truie.

Tiré d'un roman de John Nichols publié en 1974, *Milagro* (qui signifie « miracle » en espagnol) est une allégorie politique, une fable sur une communauté de fermiers du Nouveau Mexique privée d'eau par un groupe de gros propriétaires terriens, américains, riches et puissants, qui (avec l'appui du gouverneur) l'ont détournée à leur profit. Pour tenter de faire pousser quelques haricots sur son petit lopin de terre, Joe Mondragon s'empare de cette eau « à laquelle il n'a pas droit ». La guerre éclate...

La communauté « latine » s'inquiète. Les films qui parlent décentement des chicanos se comptent sur les doigts d'une main : *Le Ser de la terre* (1954), *Boulevard Nights* (1979), *Alarme* (1980), *El Norte* (1985), *la Ballade de Gregorio Cortez* — elle attend encore que Gabriel Garcia Marquez donne son accord pour *Cent ans de solitude*. La population latino aux États-Unis compte près de vingt millions d'âmes ; pour Hollywood, elle demeure cependant presque invisible, confinée dans les emplois d'immigrants clari-

destins ou de dealers de drogue. Mais John Nichols sait de quoi il parle : il vit depuis 1969 au sein de la communauté hispanique. Le livre est un succès, sa puissance dramatique attire les producteurs. Et son contenu politique leur fait mettre le projet en veilleuse.

Robert Redford n'a jamais caché son activisme pour la protection de l'environnement. De *Dowhill Racer aux Hommes du président* en passant par *Votez McKay*, il a souvent interprété (et coproduit) des films dont le thème n'est pas absent et qui, surprise, marchent. Donc, quand il parle, Hollywood l'écoute — et le suit, même quand il soutient que, pour lui, *Milagro* parle moins de politique que de culture.

Redford découvre *Milagro* pendant le tournage des *Hommes du président*. Lorsqu'en 1979 il y revient, les droits ne sont plus libres, acquis par un certain Moctezuma Esparza.

Esparza est un producteur chicano, activiste de longue date. Directeur des programmes d'une chaîne de télévision « latine », il produit des documentaires, milite pour l'égalité des droits civiques, contribue à la production de films ayant pour arrière-plan la culture et l'histoire chicanos. En particulier *la Ballade de Gregorio Cortez* — un projet qui, comme *El Norte*, avait commencé à prendre corps au Sundance Institute... fondé par Robert Redford.

Forcés de faire bon ménage, les deux hommes sont aujourd'hui coproducteurs. Esparza donne au projet une certaine crédibilité au sein de la communauté chicano ; Redford apporte l'aval de Hollywood.

La route sera longue entre le désir de faire le film et sa réalisation. Le livre est un lourd pavé de six cents pages imprimées serrées. Pour le ramener aux cent pages aérées que constitue le scénario d'un film de deux heures, il faudra plusieurs années et plusieurs scénaristes, dont l'auteur lui-même et David Ward (*l'Amateur*), qui trouvera la solution structurelle finale.

Des problèmes légaux et diplomatiques viennent se greffer. Un producteur intente un procès : il affirme détenir les droits exclusifs de l'histoire de la main même de Reyes Lopez Tejuna, fermier chicano dont le combat pour l'eau (qui a duré vingt ans) a fait de lui le héros des Mexicano-Américains. Curieusement, l'auteur, John Nichols, n'est pas cité en justice. Son livre, pourtant, est une transposition avouée de l'affaire.

Pour lieu de tournage, Redford choisit la petite bourgade de Chimayo. Réactions mitigées des habitants. Certains pensent que l'argent apporté par la production renforcerait bien les caisses de la municipalité. D'autres estiment le prix offert trop bas. Malgré l'intervention du gouverneur du Nouveau-Mexique, Redford est prié d'aller tourner ailleurs. Il va donc à 10 kilomètres de là. Le tournage sera long et difficile. Beaucoup de scènes ont lieu en extérieur, le temps s'avère capricieux, et la nature se refuse aux raccords. Le budget est largement dépassé.

Même si elle n'en fait pas état sur la place publique, la communauté chicano s'inquiète. Il y a peu de techniciens chicanos (surtout aux postes clés) et aucun acteur principal. Outre les Américains — Christopher Walken, John Heard, Melanie Griffith — les « latins » du film sont : panaméen (Ruben Blades, roi de la musique salsa etc.), diplômé de droit de l'université Harvard, brésilien (Sonia Braga, la femme éraignée au baiser de rêve), mexicain (Carlos Riquelme), portoricain (Julie Carmen, l'épouse du héros), Mieux (ois) encore, le rôle de Joe Mondragon est tenu par un Italo-Américain, Chick Vennera. Esparza calme les esprits, souligne que le pourcentage de techniciens chicanos sur *Milagro* est le plus élevé de toute l'histoire de la production hollywoodienne et qu'il ne s'agit pas de briser certaines barrières pour en ériger d'autres.

Pour Hollywood, les critères sont simples : le film fera de l'argent ou il en perdra.

HENRI BEHAR.

EXPOSITIONS

Bernard Faucon à l'Espace photo de Paris et chez Agathe Gaillard

Un alchimiste de rêve

Deux expositions et un livre retracent la genèse d'une œuvre personnelle, ludique et inventive qui compte parmi les plus rigoureuses de la photographie française.

CONÇUE comme le théâtre d'un seul instant, l'œuvre de Bernard Faucon a longtemps pris pour thème principal la « communauté fermée des enfants ». Mêlant fausses frayeurs et désirs vifs, l'euphorie de cet univers enchanté s'évertuait à traiter par l'illusion la mélancolie du bonheur impossible.

En douze années d'intense création, Bernard Faucon a su

Les adultes sont également bannis. C'est un monde enfantin qui est fixé une fois pour toutes.

Je ne réalise pas plus d'une dizaine de photographies par an. Chaque création est préparée longtemps à l'avance. La genèse est sensiblement toujours la même. Un courant d'émotions et de pensées se met en place. Il porte des images en embryon. L'évolution a lieu dans l'inconscient. Je tente ensuite de trouver une forme, d'imaginer la composition et la dramaturgie de la scène. Cela va de l'abstrait vers le concret. Les détails prépondérants n'arrivent souvent qu'à la toute fin.

Le walkman est un élément important de mon travail. Et depuis très longtemps. Lorsque je me promène, j'écoute de la musi-

leur réalisation doit s'évanouir à l'instant de la prise. C'est pour cela que je fais entièrement disparaître la scène une fois photographiée. Il m'est insupportable de la garder plus longtemps. Toute l'énergie de la création se concentre dans la perspective de l'enregistrement. Malgré le calcul et la fabrication, même la scène la plus construite doit avoir l'air instantanée. En ce sens, mon travail ne diffère pas du reportage. Il vise à saisir un instant strictement photographique.

Au début, la lumière était surtout un éclairage. Son rôle était d'ôter les ombres pour suggérer une sorte d'immanence. Elle devait donner l'impression de sortir des sujets. Petit à petit, elle a changé et est devenue un acteur. Je l'utilise à présent pour elle-



Bernard Faucon : « L'Automate ».

faire évoluer son travail. Gardant la vraisemblance comme principe créateur, ses tableaux photographiques, s'ils restent un moyen d'évasion idyllique, matérialisent ses sentiments en lumière et muent l'immanence fragile du souvenir en une durée indestructible.

Des premières scènes, jouées par des mannequins, à l'industrialité suggestive des « Chambres d'amour », d'où l'anecdote est bannie, Bernard Faucon poursuit à trente-huit ans son rêve de restaurer la mémoire et le temps. Exaltant une relation quasi mystique au paysage, ses dernières créations s'intitulent « Les chambres d'or ». Poudrées de spiritualité, on y sent souffler le vent absolu de la pureté.

C'est à cause des mannequins que je suis devenu photographe en 1976, dit Bernard Faucon. Cela s'est passé fortuitement. J'en ai d'abord vu dans une boutique, puis j'ai voulu en avoir d'autres et je me suis amusé à les collecter dans toute la France. J'ignorais alors leur destination. J'étais guidé par la fantaisie, le goût de la collection et même par le commerce, puisque je vendais ceux qui ne me plaisaient pas.

A cette époque, je faisais peu de photos car j'étais d'abord peintre. Soudain, j'ai eu conscience que les mannequins étaient un vrai sujet photographique. Tout a germé très vite, je sentais l'usage que je pouvais en faire et je me suis mis au travail en disposant d'emblée de tous les éléments.

L'importance de la musique

Les mannequins sont pour moi des personnages vivants. Mais ils n'ont de réalité qu'en photo. Sitôt la prise de vue terminée, ils redevennent des accessoires. Dès le début, je les ai mêlés à de vrais enfants. Mais le désir de rapprocher le vrai du faux a peu à peu disparu et j'en ai utilisé de moins en moins. Aujourd'hui, je pense que mes images les plus rigoureuses sont celles où ne figurent que les mannequins.

Mon univers est purement photographique. Il n'y a aucune petite fille sur mes photos. C'est un univers au masculin, de petits garçons. C'est mon univers à moi. Il s'agit d'un monde clos qui exclut toute idée d'engendrement.

que sacrée, des « tubes » ou des cassettes de variété. Cela m'aide à concrétiser les images. Je n'enregistre pas les morceaux entiers. Je les coupe pour qu'ils fassent rebondir l'émotion.

Je photographie uniquement durant les vacances d'été et dans les lieux où j'ai vécu mon enfance. Il s'agit du Lubéron. Le territoire est un composant décisif. Il assure la continuité des images. Longtemps j'ai cru ne pas pouvoir créer ailleurs, et ce n'est que tout récemment que j'ai réussi à étendre mon territoire. Je n'obéis jamais aux suggestions d'un paysage. L'idée de départ doit être claire mais indépendante du décor pour préserver sa pureté.

Mes images sont des fictions complètes. Elles n'ont de sens que parce qu'elles sont photographiées. Tout le travail qui précède

même. Dans les dernières séries, elle est même le sujet principal.

Parmi mes thèmes privilégiés, il y a le feu. Il correspond à un fantasme personnel de sublimation. La nourriture est une de mes autres obsessions. Elle participe d'une mise en scène gourmande de la vie. Il y a aussi la religion. Et bien sûr le rapport à l'âge et au temps. Cette obsession a aussi évolué. Au début, je représentais des instants très courts. Depuis quelques années, il s'agit d'instants prolongés. Ce sont des raccourcis d'existence qui figurent la durée.

En 1981, les mannequins ont été congédiés. Je croyais arrêter la photo en cessant de les utiliser. En fait, je leur donnais trop d'importance. Je suis passé aux paysages sans personnages et j'ai compris peu à peu que ce que je voulais montrer, c'était la présence. Par son rapport au réel, la photographie est un moyen idéal pour attester de ce qui a existé. Elle garde des traces. Pour moi, il s'agit de la présence de ce qu'on a aimé.

C'est ainsi que sont nées « Les chambres d'amour » (voir *Le Monde* du 30 juin 1986). Cette série s'est achevée toute seule. « Les chambres d'hiver » leur ont succédé. L'eau, la glace, la paille, les draps, en sont les matériaux essentiels. Il s'agit d'un jeu sur des éléments signifiants ainsi que sur l'espace et la lumière. Ensuite, « Les chambres d'or » sont arrivées.

Lors d'un voyage au Japon, la sensation de l'or m'a littéralement ébloui. Puis elle a suivi son chemin. J'y trouve la notion d'une certaine transfiguration. Plus l'avance, plus le choc entre le matériel et le spirituel est violent. Pourtant, beaucoup de ces images me semblent totalement païennes. Désormais je n'utilise plus d'accessoires, mais le rituel de création est identique.

Propos recueillis par PATRICK ROEGERS

★ Bernard Faucon, rétrospective, 70 photographies, grand format, tirées selon le procédé Fresson, Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des Halles, 4 à 8, Grande Galerie, jusqu'au 8 mai.

★ « Les chambres d'hiver », « Les chambres d'or », galerie Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe, Paris-4, jusqu'au 21 avril.

PARIS - PRAGUE

Arts et artistes vus à travers la médaille et la sculpture du XX^e siècle.
A LA MONNAIE DE PARIS
11, quai de Conti, PARIS-6^e - Tél. 40-46-58-40
Tous les jours de 13 h à 18 h (sauf lundi et les 3 et 4 avril)
DU 18 MARS AU 30 AVRIL

GALERIE 10

10, rue des Beaux-Arts, 75006 PARIS - Tél. : 43-25-10-72

MAGANA

Jusqu'au 20 avril

LE VILLAGE SUISSE

PARIS

150 ANTIQUAIRES

34 AVENUE DE LA MOTTE-PIQUET

75013 PARIS

DU VENDREDI 18 H 30 H

LES JEUDI, VENDREDI, SAMEDI, DIMANCHE ET LUNDI

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

A l'occasion de la présentation du livre consacré à

TONY AGOSTINI

et préfacé par

Roger Peyrefitte

Les auteurs

dédièrent leur ouvrage à

la Galerie

hélène prince

110, boulevard de Courcelles

75017 Paris

le jeudi 24 mars 1988

de 17 heures à 20 heures

23 RUE DU RENARD 75004 PARIS 42 71 20 50

Baselitz, Garouste

Marianne & Pierre

Nahon

23 RUE DU RENARD 75004 PARIS 42 71 20 50

jusqu'au 23 avril

relâche dim., lun., mer.

THEATRE

SONATE A JOHANNESBURG

de Charles VILLELONGE

Area Breziers... stop... 1^{er} vision Monaco...

Area Breziers... stop... 1^{er} vision Monaco...

Area Breziers... stop... 1^{er} vision Monaco...

Area Breziers... stop... 1^{er} vision Monaco...

Area Breziers... stop... 1^{er} vision Monaco...

Area Breziers... stop... 1^{er} vision Monaco...

Area Breziers... stop... 1^{er} vision Monaco...

Area Breziers... stop... 1^{er} vision Monaco...

Area Breziers... stop... 1^{er} vision Monaco...

Area Breziers... stop... 1^{er} vision Monaco...

Area Breziers... stop... 1^{er} vision Monaco...

Area Breziers... stop... 1^{er} vision Monaco...

Area Breziers... stop... 1^{er} vision Monaco...

Area Breziers... stop... 1^{er} vision Monaco...

Area Breziers... stop... 1^{er} vision Monaco...

Area Breziers... stop... 1^{er} vision Monaco...

Area Breziers... stop... 1^{er} vision Monaco...

Area Breziers... stop... 1^{er} vision Monaco...

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

BYM

THÉÂTRE

Alfredo Arias en Espagne

L'Arlequin et l'Argentin

Au royaume du Cid, le théâtre espagnol mène une nouvelle bataille : Valence inaugure son centre dramatique avec la Marquise Roselinde, de Valle Inclán, mise en scène par Alfredo Arias.

LES murs du théâtre tremblent. Il est 14 heures sur la place de l'Ayuntamiento — la mairie, — à Valence. Le soleil s'obscurcit. Des déflagrations terribles déchirent l'espace, de plus en plus violentes, rythmées. On se croirait sous un bombardement d'aviation. Mais c'est le spectacle de la mise en scène de la fable étrange, les *fallas*, la fête du feu. Un feu d'artifice, dont les couleurs importent peu. Seuls comptent le bruit, le rythme et la fumée dans le ciel bleu. Par cette tradition arabe — on dit « faire voler la poussière » — Valence, ancien royaume des Maures reconquis par le Cid Campeador, fête le printemps.

Le soir, le spectacle se déplace de l'autre côté de la place. On inaugure le Rialto, le nouveau Centre dramatique de la Généralité de Valence. C'est un ancien cinéma de l'architecture rationaliste des années 30. Ce soir-là on joue Valle Inclán en castillan, mis en scène par Alfredo Arias, le directeur du Centre dramatique national d'Aubervilliers.

La ville n'a pas lésiné sur les moyens pour rénover le Rialto : le marbre le dispute au velours, le mobilier est design. Mais le plateau de la grande salle (le théâtre en compte trois) est exigü et se rétrécit comme un entonnoir. Et l'équipe d'Alfredo Arias a dû essayer quelques platras, faire refaire, à l'étranger, des éléments du décor, et des costumes : sur place, les artistes ne suivent pas. Mais Roberto Platte a utilisé pour le sol de son décor la terre des arènes de Valence, la meilleure d'Espagne, dit-on, pour les corridos. On ne glisse pas dessus, elle ne marque pas les vêtements.

« Situer la Centre dramatique en plein centre de la ville relève d'une volonté politique mar-

quée », dit Antonio Diaz Zamora, le directeur. Le programme de la première saison du Rialto donne la mesure de la nouvelle ambition théâtrale de Valence : deux productions, trois coproductions.

Barcelone et la Catalogne sont les partenaires linguistiques privilégiés du nouveau centre dramatique valencien. Mais certaines de ses productions tourneront dans toute l'Espagne. Ainsi, la *Marquise Roselinde* partira notamment à Madrid.

C'est un spectacle violent et tendre, habité d'une magie fluidité. Sous-titrée *Farce sentimentale et grotesque* par son auteur, dont la longue barbe blanche est aussi légendaire en Espagne que les moustaches de Proust en France, la pièce se situe entre le symbolisme des *Comédies barbares* et l'expressionnisme postérieur de l'espagnol (1).

« La question d'un journaliste — « Que pensez-vous de notre théâtre contemporain ? » — Valle Inclán répondait avec superbe, en 1912 : « Je ne suis pas le mouvement théâtral parce que je suis obsédé par Shakespeare. Je crois que le théâtre doit être ce que démontre l'auteur d'*Hamlet* : trois exaltations : l'exaltation tragique d'*Hamlet* et du *Roi Lear*, l'exaltation grotesque de *Faust* et l'exaltation lyrique de presque toutes ses œuvres ».

La fantasmagorie du théâtre

La *Marquise Roselinde*, véritable patchwork des genres, est le reflet de cette préoccupation. La pièce conte les amours d'une marquise et d'un comédien italien, un Arlequin de commedia dell'arte, venu demander asile au marquis, ainsi que ses compagnons de route : Colombino, Pierrot, Polichinelle.

C'est tout à la fois une évocation galante du dix-huitième siècle, une féerie où chantent les fontaines, où tourbillonnent les roses exhalant de capiteuses fragrances. Et une farce ironique où Valle Inclán pourfend l'Espagne traditionnelle et provinciale. Pour finir, c'est un poème fabuleux sur la fantasmagorie du théâtre et de

la vie, thème cher à Alfredo Arias.

« C'est une pièce ample, dit-il, que j'ai voulu assier sur une réalité des corps, des personnages, à la limite du naturalisme, pour que les spectateurs puissent en écouter la poésie... Après vingt ans d'exil, certes volontaire, mais exil tout de même, c'est la première fois que je travaille dans ma langue maternelle, l'espagnol. Avec curiosité. Comme d'un instrument dont on n'aurait pas joué depuis longtemps. J'ai ouvert une trappe... Il en est sorti une bête un peu féroce, une démesure qui, peut-être, a plus à voir avec ce que j'étais hier. Même si, depuis, vingt années de travail ont passé ».

Cette démesure, Arias l'a domptée, avec maestria, sans en atténuer la violence. Il joue toutes les notes de la *Marquise Roselinde*. Grotesque, poétique et sentimentale. Il fait confiance aux comédiens, reléguant la fée à l'arrière-plan, derrière d'amples rideaux, qui ne s'entreouvrent que brièvement. L'essentiel de l'action se passe devant des grilles, réplique de celles des jardins d'Aranjuez et dessinées par Roberto Platte.

Secouant la poussière de la route, trébuchant valises, paniers et ours, la troupe de comédiens qui fait irruption dans le monde désuet de la marquise a la dégaîne familière de nos contemporains. En costume som-

bre, l'auteur apparaît sur scène. Il commente, tour à tour ironique, complice, l'action, souffle même parfois les rôles, lance des pétales de roses. Arias a ainsi préservé, sur la scène, les didascalies de Valle Inclán, qui sont de véritables poèmes, autonomes, aussi beaux et importants que les dialogues.

A une théâtralité survoltée, baroque — il a notamment inversé la distribution des rôles masculins et féminins pour quelques personnages typiquement espagnols, la duègne, l'abbé, la belle-mère — succèdent des moments d'intense et transparente émotion, déchirés soudain par la plus terrible cruauté.

Arlequin part seul, dans des vêtements de galopin désillu-

sionné. Il renonce à son masque. Pour lui, désormais, les moulins à vent ne seront jamais plus des géants déguisés.

Un lourd rideau de velours rouge s'abat du haut des cintres sur le rêve. Mais l'auteur s'avance encore, batteur élégant et souriant. Le théâtre, cette « illusion à laquelle on croit comme à un semblant de vie » — une profession de foi d'Alfredo Arias, — peut continuer, ailleurs, et la fontaine chanter.

ODILE QUIROT.

(1) Mot intraduisible qui désigne l'étonnement, la déviance vers la folie, l'absurde, le dérapage entre tragique et grotesque. Voir l'article de José Monleon dans notre supplément « Les auteurs européens du vingtième siècle ».

Molière à Parme



Giuseppe Bazzoli dans Tartuffe

que n'imposait pas aux entrepreneurs de spectacles des règles de sécurité, on imagine ce que certains metteurs en scène feraient d'un lieu si beau. Mais il y a le Teatro Regio et sa saison essentiellement lyrique et musicale. Il y a surtout

le Teatro Due, en pleine transformation, complexe moderne de trois salles mis par la ville à la disposition de la Compagnia del Collettivo.

Fondée en 1971, cette coopérative rassemblait depuis plus de dix ans déjà un groupe d'acteurs qui avaient traversé tous les courants des années 60. De 1968, le Collettivo avait aussi retenu, un goût marqué pour l'agit-prop et la satire du système politique italien et des rapports sociaux.

Puis, peu à peu, le Collettivo a alterné la création de ses propres textes avec celle d'œuvres choisies dans le répertoire classique et contemporain italien ou étranger. Il a présenté des pièces d'Eduardo de Filippo, Fernando Camon, Pasolini et aussi de Büchner, Brecht et Shakespeare (*Hamlet*, *Macbeth* et *Henri IV*). Naturellement, le Collettivo s'est intéressé au théâtre français, en adaptant des textes de René-Georges Plébe, Rabelais, Jules Verne et Jean Genet. Le mois dernier et pour la première fois, la compagnie a choisi de s'attaquer à Molière.

Dans deux des trois salles du Teatro Due, on pouvait donc assister à la présentation de *Dom Juan* et de *Tartuffe*. Deux mises en scène complètement différentes : celle de *Tartuffe*, à l'esthétique froide et élégante signée Walter Le Moli, et celle de *Dom Juan*, résolument italienne, entre le baroque religieux et le théâtre des faubourgs de Naples, due à Gigi Dall'Aglio.

Ce qui frappait le plus, dans l'une comme dans l'autre, était la liberté extrême que prenaient les comédiens surtout, les comédiennes étant plus « rigoureuses », avec le texte de Molière. La traduction les autorisait à des variations qu'aucun interprète en France n'oserait se permettre. Tout d'un coup, le *Tartuffe* de Renato Padoan, comédien mais

aussi professeur à l'université de Venise, devenait formidablement proche du cynisme contemporain que l'on croise dans le monde des affaires.

Cette liberté de l'interprétation était encore soulignée par celle de la lecture des deux textes et donc de la mise en scène. Molière n'a pas empêché le Collettivo de conserver son ton joyeux iconoclaste, sorte de précipité de désinvolture et de noirceur, d'humour et de gravité, de réalisme brutal et de poésie lyrique qui font la singularité d'une certaine humeur artistique italienne.

Après tant d'années de travail et tant d'expériences diverses, le Collettivo de Parme paraît être aujourd'hui arrivé à maturité. C'est peut-être la raison pour laquelle il organise chaque année au printemps un festival international de théâtre qui rassemble durant une semaine de très nombreux professionnels européens, attirés d'abord par la qualité d'un programme mais aussi par un état d'esprit d'ouverture et le goût de la réflexion et de la confrontation. Cette année, du 23 au 30 avril, le Teatro Due accueillera huit spectacles venus de cinq pays : la Mission, de Heiner Müller, par le théâtre Varia, de Bruxelles, l'Inspecteur, de Gogol, et les Trois Sœurs, de Tchekhov par le Katona Jozsef de Budapest, Ce qui reste d'un Rembrandt..., de Jean Genet, par la compagnie de Jean-Michel Rabreau, un spectacle Beckett et l'Hypothèse, de Robert Pinget, avec David Warlow, la Dernière Bande, de Beckett encore, avec Bernhard Minetti dirigé par Klaus Michael Gruber, et *Einfach Komplizen*, de Thomas Bernhard, autour du même Minetti.

OLIVIER SCHMITT.

* Compagnia del Collettivo. Teatro Due, Viale F. Baselli, 12/A. 43100 Parma. Tél. : (0521) 20.80.88.

La Foire d'art contemporain de Stockholm

Peintures baltiques

Pour la huitième fois, du 18 au 22 mars, Stockholm a réuni peintres et sculpteurs. C'était pour une foire à l'originalité très marquée.

En Suède, foire d'art se dit « konstmesse », et aucun adjectif ne précise que la « konstmesse » de Stockholm, qui se tient en fait dans une lointaine banlieue nommée Sollentuna, se veut internationale et soit réservée à l'art contemporain. Or elle est l'une et l'autre, résolument, et mieux peut-être que d'autres qui affichent leurs ambitions moins discrètement. Mais internationale et contemporaine à sa manière.

C'est une foire, tout simplement, c'est-à-dire un lieu où sont rassemblés pour plus de commodité et de diversité de choix les marchands et les acheteurs d'un type particulier de produits, d'art en la circonstance. Cette simplicité assure à elle seule son originalité. Nulle tentation muséale ici, à l'inverse de ce qui se pratique au Grand Palais. Pas de Picasso ou de Léger, pas de pièces hors ligne et hors de prix. Elles ne trouveraient pas acheteur dans un marché où prédominent prix « moyens » et amateurs « bourgeois » qui ne peuvent de toute évidence payer ces cotées « américaines ». Il n'y a donc pas de gloires new-yorkaises à Stockholm, ou tout juste des lithos de Johns et Rauschenberg, et encore moins de jeunes stars des années 80. Ni Basquiat, ni Schnabel, ni Kiefer, ni Gerouste ne sont présents, et l'on cherche en vain quelques-uns de ces peintres —

Brown ou Longo — accessibles aux seules fortunes de Wall Street et qui, passent d'ordinaire pour les valeurs les plus sûres de la mode. Trois Barcelos, apportés des Etats-Unis, ont été acrochés dans un recoin, loin des allées les plus fréquentées.

Et cependant, on vend, et mieux qu'ailleurs semble-t-il, dans les cent vingt stands de Sollentuna. Les marchands nordiques ou « étrangers » consentent à avouer qu'ils font des affaires. Les visiteurs ne se laissent décourager ni par l'éloignement ni par le peu d'agréments du bâtiment, d'un modernisme trivial. Ils viennent en abondance, regardant méthodiquement et repartent assez souvent un tableau sous le bras. Il a même fallu cette année inventer une annexe, une foire bis, séparée de la première par quelques mètres d'air bien glacé, afin d'accueillir convenablement les nouveaux venus : l'huile sur toile, l'aquarelle, la gravure, le verre de couleur, la sculpture, le mobilier peint, les lithos : tout est admis, tout a sa place à la « konstmesse ». Leif Stahlé, le directeur de la foire, peut se vanter à bon droit d'avoir suscité une institution florissante.

Ces succès, ce sont, pour l'essentiel, les galeries nordiques qui l'assurent : elles exposent des artistes nordiques à l'intention des amateurs nordiques. Il y a bien quelques stands allemands, un court bataillon de Français — provinciaux exclus de la FIAC pour certains — des Italiens venus de Vérone, des Espagnols de Saragosse et jusqu'à des Coréens. Il n'empêche : les Suédois de Stockholm, Malmö ou Göteborg

régnent en maîtres, accompagnés de quelques Danois, Finlandais et Norvégiens. La « konstmesse » tire sa cohérence et sa force de cette « nordicité ». Marché, géographie et sentiment d'un fonds commun font en la circonstance excellent ménage. La Foire de Madrid est moins méridionale, la FIAC bien plus française. A Stockholm, on est résolument et fièrement scandinave.

Que la visite s'ouvre sur des bronzes de l'indivisible Arman ne fait pas illusion longtemps : les vrais gloires ont des noms moins familiers. Roman Scheidl, Lars Erik Falk ou Karin Olsson. Le premier allie Chagall, le surréalisme, et un rien de transavantgarde à une inspiration très contée d'Andersen. La seconde construit des pièces métalliques d'une absolue rectitude, comme au plus beau temps du minimalisme. La troisième peint des paysages rougeoyants au naturalisme passablement déconcertant. Chacun dans son genre témoigne d'une des tendances de l'art nordique actuel. Et chacun concilie esthétiques « modernes » et traditions antiques.

Tolérance et éclectisme

On n'en veut pour exemples que ceux de fidèles qui se vantent aux yeux de qui compare les œuvres de la Foire à celles que renferment le Musée national et le Moderna Museet. L'amour de la nature suédoise a inspiré les paysagistes de la fin du dix-neuvième siècle : ceux-ci ont des successeurs aussi amoureux qu'eux du bois et du granit, qu'ils sculptent et polissent tendrement. Ces

mêmes paysagistes préféraient d'ordinaire les harmonies pâles, les tons coupés de blanc, les couleurs tendres : leurs lointains héritiers, fussent-ils abstraits et géométriques, les traitaient si peu qu'ils se laissent tenter par le monochrome blanc plus souvent qu'à leur tour. L'inspiration des mythes et légendes scandinaves n'est pas moins présente.

Tout ceci n'a que peu à voir avec l'art contemporain tel qu'on le conçoit à Soho ou à Paris. Que tel peintre confesse son admiration pour Newman, tel autre pour Bram van Velde, que l'abstraction lyrique des années 60 ait conservé à Stockholm tous ses défenseurs, et que d'autres, exposés tout à côté, excellent dans le bouquet à l'aquarelle ne gêne personne. La tolérance est de règle, et l'éclectisme de goût aussi, à en juger par les petits cercles rouges qui désignent les pièces vendues. Nulle exclusion, nulle polémique, du genre de celles qui agitent la FIAC. L'intérêt du marché impose la courtoisie comme il commande que soient tenues pour négligeables les questions d'anachronisme.

Il se peut qu'à cet égard la « konstmesse » réalise une sorte de perfection : celle de l'économie dans l'art. Offres et demandes étant merveilleusement adaptées les unes aux autres et toutes quelconques esthétiques barrières, le système fonctionne avec une admirable efficacité. Sans doute faut-il se rendre jusqu'à Stockholm pour observer dans sa forme la plus simple et la plus accomplie ce phénomène moderne : une vraie foire d'art.

PHILIPPE DAGEN.

NUIT D'AMOUR

Théâtre intimiste d'un genre tout à fait nouveau qui approche le cinéma au plus près. EMMANUELLE ESCOURROU étonnante dans son premier grand rôle. V.S.D.

De grands acteurs MICHEL VITOLD et son jeune partenaire PHILIPPE VOLTER...

La tradition de Mauriac et Sarraute actualisée par le langage d'aujourd'hui. PAN Bruxelles

DERNIERE LE 25 théâtre 13 Loc 45 88 16 30 MISE EN SCENE GABRIEL GARRAN

مكتبة ابن خلدون

THEATRE

SPECTACLES
NOUVEAUX

(Les jours de répétition et de première sont indiqués entre parenthèses) :
ENFIN BUREAU (42-64-35-90) (dim., lun., 19 h 30) (23).
L'UN DANS L'AUTRE Café de la Gare (42-78-52-51) (dim., lun., 19 h 30) (23).

LA PETITE CHATTE EST MORTUE Théâtre des Bouffes-Parisiens (42-96-60-24), 18 h (23).

22. VLA DU FRIC Théâtre de Dix-Heures (42-64-35-90), 22 h (23).

DIORAMA Roseau Théâtre (42-71-30-20), 20 h 30 (23).
LA DEMANDE EN MARIAGE, LE MARIAGE FORCÉ, LE PLAISIR DE ROMPRE Théâtre des Déchargeurs (42-36-00-02) (dim., lun., 21 h; dim. 17 h 23).

HOES PARIS
MONT-SAINT-AIGNAN Centre Marc Sangnier. Après Magritte, de Tom Stoppard, le 25 à 21 h; le 29 à 20 h, au Théâtre de l'Éclat-Ville du Havre.

LILLE Télescope. Création de W. Zborok. au Prato. Théâtre international de quinzaine, 62, rue Buffon (20-52-71-24), à 20 h 30, du 23 au 26 mars.

LYON Bella Lewitzky et sa compagnie. Maison de la danse. Place Joannès-Ambré (78-29-43-44), à 20 h 30, les 25, 26, 29, 30 mars; à 17 h le 27 mars.

De : Ne sont pas jouées le mercredi.
 O : Horaires irréguliers.

Les salles à Paris

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). L'Invité : 20 h 30. Rel. dim., lun.

ANTOINE - SIMONE-BERREAU (42-08-77-71). Les Cahiers tango : 20 h 30, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

ARCAÏNE (43-38-19-70). O Mille et un soirs de don Quichotte : 20 h 30 (Ven., sam., dim. dernière) 18 h.

ARLEQUIN (RESTAURANT-THÉÂTRE) (42-89-43-22). O Jura a Joke : 21 h (Jeu., ven., sam. dernière).

ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23). Le Malade imaginaire : 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

ATALANTE (46-06-11-90). Le Hibou : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim., lun.

ATELIER (46-06-49-24). Le Double inconstance : 21 h, sam. 15 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Suite C. Bernard. Celles : 20 h 30.

mar. 18 h 30. Rel. dim., lun. Salle Louis Jouvet. O Gertrude : 20 h 30 (Jeu., ven., sam. dernière).

BATACLAN (47-00-30-12). D. Match d'improvisation : lun. (dernière) 21 h.

BERRY (EX-ZÉBRE) (43-57-51-55). Polnès : 18 h 30. Rel. dim., lun. L'Éclat chère de la Bourse : 20 h 30. Rel. dim., lun.

BOUFFES-PARISIENS (42-96-60-24). Boches : 20 h 30, sam. 18 h et 21 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun. D. La petite chatte est morte : mar. 18 h.

BOUFFONS-THÉÂTRE DU XIXE (42-38-33-53). D. Les amants qui chassent : sam. 16 h 30.

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). D. La Grande Lagune. Gloria Alcora : dim. 17 h.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). D. Iphigénie : ven., sam., mar. 20 h 30, lun. (mardi du dim.) 19 h 30, 16 h. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE (42-36-36-36). D. Volpone ou le restant : jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.

ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). So-

maire à Johannesburg : 20 h 30. Rel. dim., lun., mar.

ESPACE KIRON (43-73-50-25). D. Alain Cony : mar. 20 h 30.

ESPACE MARAIS (42-71-10-19). O Le

Tempsand : 20 h 30 (Jeu., ven., sam.), dim. (dernière) 18 h 30.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. O. La Nuit du vérificateur :

20 h 30 (Jeu., ven., sam.), dim. (der-

nière) 17 h. Salle L. L'Empereur pen-

que : 21 h, dim. 17 h. Rel. dim., lun.

FONTAINE (48-74-74-40). Hors limite :

21 h, sam. 18 h. Rel. dim., lun.

GATE-MONTMARTRE (43-22-16-18). Je Egg : 20 h 45, sam. 18 h et

21 h 30, dim. 15 h. Rel. dim., lun.

GALERIE 55-THE ENGLISH THEA-

TRE OF PARIS (43-26-63-51). You're

good man Charles Brown : 20 h 30. Rel.

dim., lun.

GRAND HALL MONTORGUEIL (42-96-04-06). O Fando et Lâ : 20 h 30

(Jeu., ven., sam. dernière).

GUICHET MONTMARTRE (43-37-88-61). Lettre d'une inconnue : 18 h 45.

Rel. dim., lun. O Ne pas dépasser la dose

prescrite : 20 h 30 (Jeu., ven., sam. der-

nière). Double Je : 22 h 15. Rel. dim.,

lun.

GYMNASÉ MARIE-BELL (42-46-92-79). D. Mère et fils : 21 h, sam.

17 h 30, dim. 15 h. Rel. dim., lun.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Camar-

trice chère : 19 h 30. Rel. dim., lun. Le

Docteur Je suis tout : mar. 20 h 30. Rel.

dim., lun. O Ne pas dépasser la dose

prescrite : 20 h 30 (Jeu., ven., sam. der-

nière). Double Je : 22 h 15. Rel. dim.,

lun.

LA BASTILLE (43-57-42-14). Palais mas-

quée : 21 h, dim. 14 h 30. Rel. dim., lun.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Ce que voit

Fox (Fall) : 21 h, dim. 15 h. Rel. dim.,

lun.

LE BOURVIL (43-72-47-84). O A la res-

cousse de Marcel Proust : 20 h (Jeu.,

ven., sam. dernière).

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Pierre

Péchin : 21 h, dim. 15 h. Rel. dim.,

lun.

LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). La

Demande en mariage, le mariage forcé,

le plaisir de rompre : 21 h. Rel. dim.,

lun.

THÉÂTRE

CHATENAY-MALABRY (THÉÂTRE DU CAMPANON) (46-61-33-33). Le Chat botté, 30 h 30 (ven., sam. rep. le 12 avril).

CHATELAIN (THÉÂTRE DE CHATELAIN, PETITE SALLE) (46-57-22-11). La Dernière Bande, mar. 21 h.

COMBS-LA-VILLE (LA COUPOLE) (64-88-69-11). Offenbach, ven. 20 h 45.

ENGHIEN (THÉÂTRE MUNICIPAL DU CASINO) (34-12-90-00). La Comédie des erreurs, jeu., ven., sam. 20 h 45.

ERMONT (THÉÂTRE PIERRE FRESNAY) (34-15-06-88). Comme on regarde tomber les feuilles, dim. 16 h.

GENNEVILLIERS (THÉÂTRE DE GENNEVILLIERS) (47-93-26-30). L'Écluse, jeu., ven., sam. 20 h 45.

Hôpital, 20 h 30 (jeu., ven., sam., dim. dernière) 17 h.

LA COURNEUVE (CENTRE JEAN NOUDREMENT) (48-38-92-60). Le Bouc, jeu., ven., sam. 20 h 45, dim. dernière 16 h 30. Rel. mar.

LE VESINET (CENTRE DES ARTS ET DES LOISIRS) (39-76-33-75). La Femme sauvage, 21 h.

MALAKOFF (THÉÂTRE 71) (46-55-43-45). L'Écluse-Nous des pieds, 20 h 30 (jeu., ven., sam., dim. dernière) 18 h.

NANTERRE (THÉÂTRE DES AMANDIERS) (1-21-16-11). Grande salle, le Cœur d'hiver, 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun.

NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC) (46-24-03-31). Le Cabaret de l'œil, 20 h 30.

brisé, 20 h 30. Rel. dim., lun., mar.

NOISY-LE-GRAND (SALLE GÉRARD PHILIPPE) (43-04-15-07). Vire l'opéra, dim. 15 h.

ORLY (SALLE ARAGON-TRIOLET) (49-93-33-66). Le Fil des nuages, ven. 20 h 30.

ROSNY-SOUS-BOIS (THÉÂTRE DU PLATEAU) (48-94-86-02). La Fureur, jeu., ven., sam. 21 h, dim. dernière 17 h.

VERSAILLES (THÉÂTRE MONTANIER) (39-50-71-18). Les Femmes savantes, 15 h.

VITRY SUR SEINE (THÉÂTRE JEAN VILARI) (46-82-84-90). D'Audessus ou la révolte des femmes, jeu. 21 h.

YERRES (GYMNASSE DU C.E.C.) (69-49-38-06). Buffo, ven. 21 h.

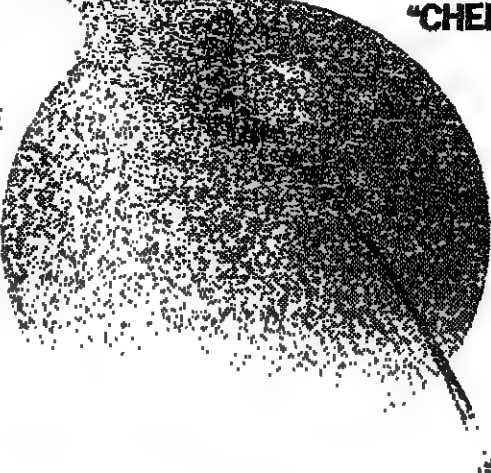
6 NOMINATIONS AUX OSCARS 88

"SUBLINE I" L'ESPRESSO

"MAÎTRISE TECHNIQUE PROPREMENT FABULEUSE DU CINÉASTE"

"EXTRAORDINAIRE SENS DE LA MISE EN SCÈNE"

"UNE VICTOIRE DE LA VIE, UNE PRODIGEUSE VIRTUOSITÉ"



Un Film de STEVEN SPIELBERG

EMPIRE DU SOLEIL

Pour survivre dans un monde en guerre, il lui faut une force supérieure à celle du feu qui l'environne.

"CHEF-D'ŒUVRE" STAR 94

"SUPERPRODUCTION FLAMBOYANTE, EMPIRE DU SOLEIL VOUS RAVIRA"

JOURNAL DU DIMANCHE

"ON NE PEUT QUE S'INCLINER DEVANT TANT DE MAÎTRISE"

TELE STAR

"IL EST DOUÉ, LE BOUGRE..."

LIBERATION

DOLBY STÉRÉO DANS LES SALLES ÉQUIPÉES

PARIS V.O. 70 mm : GAUMONT AMBASSADE - PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES - GAUMONT ALÉRIA

V.F. 70 mm : PARAMOUNT OPÉRA - BRETAGNE

V.O. : GAUMONT OPÉRA - GAUMONT PARNASSE - GAUMONT LES HALLES - PAGODE

PUBLICIS SAINT-GERMAIN - 14 JUILLET ODÉON - 14 JUILLET BEAUGRENIELLE

V.F. : GAUMONT CONVENTION - FAUVETTE - PATHÉ - CLICHY - REX - NATION

PÉRIPHÉRIE : ÉVRY GAUMONT - BOULOGNE GAUMONT OUEST - VERSAILLES CYRANO - ENGHEN FRANÇAIS

THIAIS PATHÉ - BELLE ÉPINE - VELIZY STUDIO - LA DÉFENSE 4 TEMPS - SAINT GERMAIN C2L

CRÉTEIL ARTEL - ASNIÈRES TRICYCLE

JAMES GANDHI LE NOUVEAU FILM DE RICHARD ATTENBOROUGH

CRY OF FREEDOM

(LE CRI DE LA LIBERTÉ)

Une amitié
qui a pour toile de fond
l'Afrique du Sud
et ses déchirements.



KEVIN SPACEY - JAMES GANDHI - RICHARD ATTENBOROUGH - CRY OF FREEDOM - LE CRI DE LA LIBERTÉ

Cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35). Devos existe, je l'ai rencontré, 20 h 30, sam. 19 h. Rel. dim. Huitième puca : 22 h 15. Rel. mar. D. Bane d'essai des jeunes : dim. 23 h 30.

AUTRIBULUM (42-36-01-01). Les Nouveaux Burlesques : 20 h 30.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84). Salle A. Area : MC 2 : 20 h 15. Rel. dim. Gaiety, quatre pièces en un acte : 21 h 30. Rel. dim. Crise de foi : 22 h 30. Rel. dim. Salle II. Les Scènes Mises : 20 h 15. Rel. dim. Bernadette culte-soi : 21 h 30. Rel. dim. Un ouvrage de dames : 22 h 30. Rel. dim.

CAFE PEDGAR (43-20-85-11). Tiers voix dans boudins : 20 h 15. Rel. dim. Manger des hommes : 21 h 30. Rel. dim. C'est plus show à deux : 22 h 30. Rel. dim.

CAFE DE LA GARE (43-78-52-51). L'un des ténors : 19 h 30. Rel. dim., lun. Les Filles du sale grec : 21 h 15. Rel. dim., lun.

CAVE DU CLOITRE (42-39-42-43). D. Nagai : jeu., ven., sam., mar. 20 h 30.

EDGAR III (43-20-85-11). Le Cabaret des chasseurs en exil : 20 h 15. Rel. dim. Le Chronomètre châtouilleux : 21 h 30. Rel. dim.

LE BEAU/BOURGEOIS (42-72-08-51). Claude Végé : 23 h 30. Rel. dim., lun.

LE GRENIER (43-80-63-01). En cas de bonheur : 22 h (jeu., ven., sam.).

MON PETIT CAFE-THÉÂTRE (43-22-78-70). A fond la caisse d'Impossible Mieux, fête douce : 20 h 15. D. Ding Dong : sam. 16 h 30.

PETIT CASINO (42-78-36-50). Les cils sont vaches : 21 h. Nous, on sème : 22 h.

POINT-VIRGULE (42-78-47-03). La Geste de Puitouk : 20 h. Nos dévils font desordres : 21 h 30. Accusé de déception : 22 h 45.

TAC STUDIO (43-73-74-77). Mes Histoires de cœur sont plus belles que vos histoires de cul : 21 h.

Région parisienne

CONFLANS SAINT-HONORINE (SALLE DES FÊTES) (39-72-57-19). Buffo IXe Festival de Conflans Saint-Honorine : 20 h 30. D. Nouveau Spectacle de Marie-Joliver IXe Festival de Conflans Saint-Honorine : jeu. 20 h 30. Odes à ma douce IXe Festival de Conflans Saint-Honorine : ven. 20 h 30. Dix leçons pour servir de roi IXe Festival de Conflans Saint-Honorine : sam. 20 h 30.

CONFLANS SAINT-HONORINE (PÉNICHE DE CONFLANS) (39-72-57-19). D. Conflans Saint-Honorine : jeu. 20 h 30. Odes à ma douce IXe Festival de Conflans Saint-Honorine : ven. 20 h 30. Dix leçons pour servir de roi IXe Festival de Conflans Saint-Honorine : sam. 15 h.

CONFLANS SAINT-HONORINE (L'ARTISTE) (39-72-57-19). D. Le Cirque de docteur Parodi IXe Festival de Conflans Saint-Honorine : 14 h 30, ven. 14 h 30, jeu. 10 h. D. Les Péricieuses IXe Festival de Conflans Saint-Honorine : 22 h 30. D. Crise de foi IXe Festival de Conflans Saint-Honorine : jeu. 23 h. Faussetin est dans la salle IXe Festival de Conflans Saint-Honorine : ven. 22 h 30.

CONFLANS SAINT-HONORINE (ÉCOLE GASTON-ROUSSET) (39-72-57-19). D. Parodi et Joliver IXe Festival de Conflans Saint-Honorine : jeu. 14 h 30, ven. 10 h et 14 h 30.

Chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-15-30). Et vous... la guitare... : 21 h, dim. 15 h 30.

DEUX ANES (46-06-10-26). D. Elyse... : 21 h, dim. 15 h 30.

Music Hall

BATACLAN (47-00-55-22). Jean Guidoni, jusqu'à 2 avril, 20 h 30, mer., jeu., ven., sam., dim.

CAFE DE LA DANSE (48-05-57-23). Brigitte Fontaine et Arezki, 20 h, ven., sam., dim., lun. Chanson française.

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-44-07). Cabaret de la chanson française, 21 h, mer., jeu., ven., sam., lun., mar. Chansons à la carte tous les soirs.

CENTRE CULTUREL SUISSE (42-71-44-50). La Lupa.

CITRHA (43-57-35-13). Franklin Aitall, 20 h 30, mer.

DEJAZET-TLP (42-74-20-50). Les Douvres.

ESPACE CHANSON (43-57-82-82). Catherine Mangano, 20 h 30, jeu. Chansons françaises.

LUCERNAIRE (45-44-57-34). Philippe Revel.

OLYMPIA (42-61-82-35). Catherine Lara, jusqu'au 27 mars, 20 h 30, mer., jeu., ven., sam. : 17 h, dim.

PALAIS DES SPORTS (48-38-40-90). Holiday on ice (série), jusqu'au 1er mai, 15 h, mer. : 14 h 15, sam., dim. : 17 h 30, sam., dim. Avec N. Schramm (vice-champion du monde), A. Bruck (RFA), R. Furrer et K. Barber (couple de danse sur glace), S. Jackson (GB), S. Pickavans (GB), S. Nelson (USA), Brackney et A. Legal (comédiens), les chœurs fous de Brackney et l'invité-vedette Snoopy : Holiday on ice (série), 20 h 30, ven., mar. : 21 h, sam.

PRIVILEGE (42-46-10-87). Clémentine Céran.

SANTIER DES HALLES (42-36-37-27). Sarah Edon, jusqu'au 31 mars, 22 h, mer., lun., mar.

TOURTOUR (48-87-82-48). De chutes types, jusqu'au 26 mars, 18 h, dim. : 20 h 30, lun. (dernière). Cinq garçons : un saxophoniste, un ingénieur du son, un auteur-compositeur, un comédien-acteur et un compositeur classique.

TROTTIERS DE BUENOS AIRES (42-35-58-37). Jean-Claude Vautier, jusqu'au 26 mars, 20 h 30, mer., jeu., ven., sam. (dernière). Piano solo, chansons françaises.

ZÉNITH (42-06-60-00). Serge Gainsbourg, jusqu'au 26 mars, 20 h, mer., jeu., ven., sam. (dernière).

Opérette

ELDORADO (42-49-60-27). Aventure à Tahiti, jusqu'à fin mai, 15 h, mer., sam. : 14 h, dim. Opérette de Francis Lopez, lyrics de D. Ringold, chor. de R. Hernandez, avec le grand orchestre de l'Eldorado dir. par G. Motta, les Ballets du Pacifique de Tahiti et M. Candido, J. R. Hingoyen, F. Linet, M. Deville et G. Blanches (2 h 45).

MUSIQUE

Les concerts

ATHÉNÉE-LOUX JOUVET (47-42-57-27). Rostand Ploeght, 20 h 30, lun. Avec Gruffey Parsons (piano). Œuvres de Schubert, Strauss, Verdi, Rachmaninov.

AUDITORIUM DES HALLES (45-25-96-19). Pro Musica, 20 h 30, mer. Avec Nancy Allen (harpe). Œuvres de Debussy, Haendel, C.P.E. Bach, Granjany, Riley, Hindemith, Grandos, Ponce, Jorg Demus, 20 h 30, jeu. Récital de piano forte. Œuvres de Haydn, Mozart, Beethoven. VII Festival des instruments anciens.

CAFE DE LA DANSE (43-57-05-35). Elise Caron, jusqu'au 24 mars, 22, mer., jeu. Accompagnée par Bruno Gillet au piano et à l'épinière. Œuvres de Guitaume de Macisout, Monteverdi, Purcell, Fauré, Stravinski, Satie.

Le Groupe vocal de France, 20 h, ven., dim. Sous la direction de Guy Renard, Chœurs de Valentin Bocchi, Luis de Pablo, Marc Kopelman, Giacinto Scelsi, « La mars musical du Café de la danse ». Patrick Scheyder, De 22 à 24 mars.

CENTRE CULTUREL SUISSE DE PARIS (42-71-44-50). La Lupa - L'Amor che si consuma, 20 h 30, car. jeu., ven., sam. 17 h, dim. (Chansons). Avec Walter Giger à la guitare. Salle des Arbaletriers.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-71-11-12). Quatuor Arditi, 20 h 30, mer. Grande salle. 1^{er} sous-sol. Œuvres de Lachmann, Kurig, Höller.

CIRQUE D'HIVER (43-96-48-48). Les St Chalmers Song Waves, 20 h 30, mer. Chœur mixte, synthétiseur, violon, percussions. Entrée libre. Réservations obligatoires.

ÉGLISE DE LA MADELEINE (39-61-12-03). Chœur et orchestre Bach, de Fürstfeldbruch, 20 h 30, lun. Dirigé par Horst Siegemann, avec Götz Schuchman, Markus Köber, Friederike Wagner, Barbara Müller, Otto Katschauer. « La Passion selon saint Jean » de Bach.

ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS (3, pl. St-Germain-des-Prés). Nouvel Orchestre philharmonique de Radio France, 20 h 30, mer. Dirigé par Gilbert Amy, avec le Nouvel Ensemble vocal. Œuvres de Gounod, Schütz, Stravinski.

ÉGLISE SAINT-GERMAIN-L'AUXERROIS (42-35-55-28). Orchestre de l'université de Poitiers (RFA), 20 h 30, ven. Avec les chœurs et les solistes de l'orchestre. « La Passion selon saint Jean » de Bach.

ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-LEZ (42-31-49-11). Alexandre Lagoya, 20 h 30, mer. Concerts pour guitare et orchestre avec l'ensemble orchestral Harmonia Nova dirigé par D. Bouteau. Œuvres de Vivaldi, Haendel, Purcell, Haydn. Dans le cadre du VII Festival international de guitare.

Josette Lespinaze-Ouël de Kerret, 20 h 30, lun., mar. (Soprano et contrebasse). Avec Philippe Sauvage à l'orgue. « François Couperin à Longchamps », trois leçons de séances pour le vendredi Saint. Dans le cadre du VII Festival international de la guitare.

Dans le cadre de MUSCORA au GRAND PALAIS (42-99-54-10). Kenneth Gilbert, 20 h 30, mer. Récital de claviers. Œuvres de Lœuff, Sire, Marchand, Daquin, Royer, Duphly, Grande salle. Concert des claviers, 15 h, mer. Avec l'ensemble Clément Janssens, C. Rosset (clav.), J. Gossiaux (piano), P. A. Valade (flûte). Œuvres de Janssens, Non Papa, de Bertrand, Boni, Couperin, Montanier. Grande salle.

Trio Clément, 18 h, mer. Grande salle. Œuvres de Schöenberg, Zoullid, Germaine Taillefer. Les solistes du NOP, 12 h 30, jeu. Grande salle. Œuvres de Reicha, Glazka, Hummel.

Quatuor Parodi, 15 h 30, jeu. Grande salle. Œuvres de Lœuff, Berio, Britten, François Duchabot-Paul Meyer, 18 h, jeu. Grande salle. Récital de piano et clarinette. Œuvres de Weber, Schumann, Poulenc, Bouc et Janssens. Concerto Armonico, 12 h 30, ven. Dirigé par Peter Seitz. Œuvres de Purcell, Eschiazzi, Haendel, Telemann.

Quintette à vent d'Alsace-Franco, 14 h, ven. Auditorium. Œuvres de Dand, Barber, Ligeti.

Dopo Emilio, 14 h 45, ven. Grande salle. (Chant, guitare baroque, luth). Œuvres de Gasoldi, Marini, Cassale, Ortiz, Quagliati.

Concert d'orgue, 17 h 30, ven. Auditorium. Avec V. Imbernon, G. Margheri.

Quatuor de Chertres, 18 h 30, ven. Auditorium. Œuvres de Haydn, Dvorak, Philippe Azoulay, 11 h, lun. Auditorium. Récital de guitare.

Ensemble Basavent, 14 h, sam. Auditorium. Œuvres de Monteverdi, Händel.

Vives voix, 14 h 30, sam. Auditorium. Avec S. Estelles (tromp.), P. Sauvage (orgue), G. de Derre (contre-ténor), J. Lespinaze (soprano). Œuvres de Telemann, Vivaldi, Bach, Couperin.

Williamijn van Gent-Mike Fentros, 16 h 45, sam. Auditorium. (Soprano et guitare baroque). Œuvres de Quagliati, Vilde, Stefani, Giuliani, Sor.

Les musiciens de l'Orchestre national de l'Opéra, 12 h 15, dim. Grande salle. Œuvres de Mozart père et fils.

Groupe vocal de France, 14 h, dim. Grande salle. Œuvres de Mozart, Barock, Dussipia, Murail, Sciarrino, Weber, Masson, Dutilleul, Kopelman.

Philippe Cassard, 17 h 15, dim. Grande salle. Récital de piano. Œuvres de Beethoven, Schubert, Liszt.

James Galway-Jacques Rouvier, 20 h 30, ven. (Flûte et piano). Œuvres de Schubert, Poulenc, Gauthier, Prokofiev, Big Band, 15 h, lun. Grande salle. Musique New Orleans des années trente.

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-16). Jeunes compositeurs de conservatoires de Paris, 20 h 30, mer. Entrée libre.

Concert lecture, 18 h 30, mar. Grand auditorium. Œuvres de Beethoven.

Entrée libre.

L'Univers non temporel, 22 h 30, mar. Musique baroque de l'Inde. Entrée libre.

Musique Ensembles, 20 h 30, mar. Grand auditorium. Par le quatuor Novelle, dirigé par G.-E. Occon. Œuvres de Berg, Janssens, Masson. Entrée libre.

NOTRE-DAME DE PARIS (entrée libre). Les chœurs de Grand et les chœurs d'enfants, 20 h 30, sam. Avec l'Orchestre Zecow-Orléans. « La Passion selon saint Matthieu » de Bach. Entrée libre.

OPÉRA-COMIQUE salle Favart (42-94-06-11). Quintette à vent de Prague, 20 h, jeu. Œuvres de Rajka, Forster, Krácl, Jastel.

SAINTE-CHAPELLE (46-61-55-41). L'Ensemble d'Archers français. Du 17 mars au 30 avril, 21 h, jeu., sam., lun., mar. « Les Quatre Saisons » de Vivaldi, dirigé par Jean-François Gossiaux. Avec Marie Tardieu (violin), Stéfania et 2. Concerto en la mineur pour deux violons. Avec Jean-François Gossiaux et Bruno Gierli (convenance des portes à 20 h).

SALLE CORTOT (45-23-18-25). Ichio Suzuki, 20 h 30, jeu. Duo guitare et flûte avec Maxime Larrès. Dans le cadre du VII Festival international de la guitare.

SALLE GAVEAU (45-43-20-30). Camerata de Venise, 20 h 30, mer. Dirigé par Anzures du Ciel. Avec Christian Debus (piano). Œuvres de Haydn, Mozart, Schreier.

Orléans et Salers, 20 h 30, jeu. Œuvres de Gershwin, Barock, Schubert, Millard, Bernstein.

SALLE PLEYEL (45-63-08-73). Laurent Chabasse, 20 h 30, mer. Salle Chopin. Récital de piano, œuvres de Schoplin, Rachmaninov, Prokofiev.

Ravi Shankar, 20 h 30, lun. Avec Kumar Bose (tabla), Vidya Basu, Jeevan Gowda (sitar).

Orchestre national de France, 20 h 30, mar. Dirigé par C. Poulenc, avec Mizuki Uchida au piano. Œuvres de Schubert, Mozart, Brahms.

Orchestre et chœur de conservatoire de France, 20 h 30, ven. Dirigé par Michel Fignemal. « Rhapsodie op. 53 » et « Chant du destin op. 54 » de Brahms.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-36-37). Orchestre national de France, 20 h 30, ven., sam. Avec le Chœur de Radio-France. Dirigé par Hans Graf, avec M. Marshall, K. Lewis, H. Scher, J. Tomlinson. Œuvres de Britten et Haydn. Théâtre Renaud-Savall (42-56-08-80). Mitsuko Uchida, 11 h, dim. (piano). Œuvres de Mozart, Chopin.

Avec Ann Howell, Stafford Dean, Thomas Moser, Dale Dunning. « L'enfance du Christ », de Berlioz.

Michael Rudy, 20 h 30, lun. Récital de piano. Œuvres de Beethoven, Schubert, Ravel, Odier N'Kama, 21 h, mar. Récital de piano. Renaissance du quatuor français, 15 h, sam. Avec les quatuors Fine Arts, Ysaye Parikh, Manfred.

V.O. : PATHÉ MARIGNAN CONCORDE • UGC BARBIZ • FORUM HORIZON
PATHÉ HAUTEUILLE • LES PARNASSIENS • 14 JUILLET BEAUGRENIELLE
V.F. : PATHÉ FRANÇAIS • PATHÉ MONT-PARNASSE

WILLIAM HURT ALBERT BROOKS HOLLY HUNTER

WASHINGTON

7 NOMINATIONS AUX OSCARS

COURS D'ARGENT DE LA MEILLEURE ACTRICE FESTIVAL DE BERLIN 88

BROADCAST NEWS

CINEMA

Georges Franju, la Tour Eiffel qui tue (1966) de M. de Ré et J.-R. Cidet. 14 h 30. Silence on tourne: le Grand Méliès (1952) de Georges Franju, le Silence est d'or (1947) de René Clair, 17 h. Annes folles: Entrée (1924) de René Clair, Bande annonce: Quartier des Acteurs, Gaumont, Pathebourg Montmartré (1931) de R. Bernard, 20 h. Mondaines et Laïques: 1880 (1963) de J. Clément, 19 (1978) de P. Prince, la Troisième République (1970) de D. Lander, 21 h.

Les exclusivités

LES AILES DU DESIR (Fr.-All., v.o.): Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-48-18); La Bastille, 11 (43-54-07-76).
L'AMI DE MON AMIE (Fr.): Locomotive, 6 (45-44-37-34).
L'ANE QUI A BU LA LUNE (Fr.): Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).
AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All., v.o.): Fauvette Bis, 19 (43-31-60-74); Forum Orient Express, 1 (43-23-32-26); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77); Gaumont Colisée, 8 (43-59-20-46); Le Galaxie, 12 (43-50-80-80); Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

AUX QUATRE CORN-COIN DU CANARD (Fr.): Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).
L'AVENTURE INTERIEURE (A., v.o.): Le Galaxie, 12 (43-50-80-80).

LES AVENTURES DE CHATRAIN (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Gaumont Colisée, 8 (43-59-20-46); Gaumont Aléa, 14 (43-27-52-37).

BABY BOOM (A., v.o.): Gaumont Ambassade, 10 (43-59-19-08); Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

BENJI LA MALICE (A., v.o.): Napoli, 13 (42-67-63-42).

BERNADETTE (Fr.): George V, 8 (45-62-41-46); Sept Paranaissiens, 14 (43-20-32-30).

LA BOHEME (Fr., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Odéon, 6 (43-25-59-53); Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77); UGC Opéra, 2 (47-42-60-33); Kinepanorama, 19 (43-50-80-80).

BROADCAST NEWS (A., v.o.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-33-74); Pathe Marignan-Concorde, 8 (43-59-20-46); UGC Biarritz, 9 (46-33-97-77); Sept Paranaissiens, 14 (43-20-32-30); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); v.o.: Pathe Français, 9 (47-70-33-88); Pathe Montparnasse, 14 (43-20-32-30).

CANDY MOUNTAIN (Fr.-Can., v.o.): Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

CHAMBRE AVEC VUE... (Br., v.o.): 14 Juillet Paranaissiens, 14 (43-20-32-30).

CINQUE (A., v.o.): Studio de la Harpe, 5 (46-34-25-32); UGC Rodeo, 6 (45-74-94-94); Gaumont Colisée, 8 (43-59-20-46); v.o.: UGC Opéra, 2 (47-42-60-33).

LA COMEDIE DU TRAVAIL (Fr.): Studio 43, 9 (47-04-63-40).

CROCODILE DUNDEE (Aust., v.o.): Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.): Forum Orient Express, 1 (43-23-32-26); Pathe Marignan-Concorde, 8 (43-59-20-46); Sept Paranaissiens, 14 (43-20-32-30); v.o.: Pathe Impérial, 2 (47-42-60-33).

ECLAIR DE LUNE (A., v.o.): Gaumont Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Odéon, 6 (43-25-59-53); George V, 8 (45-62-41-46); Bienvenue Montparnasse, 19 (45-45-02-01); v.o.: Mass Villars, 9 (47-70-72-88); Paramount

Opéra, 9 (47-42-60-33); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Odéon, 6 (43-25-59-53); Gaumont Ambassade, 10 (43-59-19-08); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Images, 18 (45-22-47-94).

EMPIRE DU SOLEIL (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Pathe Hauteville, 6 (46-33-97-77); UGC Odéon, 6 (43-25-59-53); George V, 8 (45-62-41-46); Pathe Marignan-Concorde, 8 (43-59-20-46); Max Linder Panorama, 4 (45-74-94-94); La Bastille, 11 (43-54-07-76); Gaumont Paranaissiens, 14 (43-20-32-30); Le Maillet, 17 (47-48-06-06); v.o.: Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-59-20-46); Paramount Opéra, 2 (47-42-60-33); Les Nations, 12 (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67); Fauvette, 19 (43-31-60-74); Gaumont Aléa, 14 (43-27-52-37); Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

ENGRENAGES (A., v.o.): Clichy Beauparc, 9 (42-71-52-36); UGC Rodeo, 6 (45-74-94-94); UGC Biarritz, 9 (46-33-97-77).

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.): Elysees Lincoln, 4 (43-59-36-14); Trois Paranaissiens, 14 (43-20-32-30).

LE GRAND CHEMIN (Fr.): Forum Orient Express, 1 (43-23-32-26); George V, 8 (45-62-41-46); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00).

HOPE AND GLORY (Brit., v.o.): 14 Juillet Paranaissiens, 14 (43-20-32-30).

L'INSOUTENABLE LÉGERÉTÉ DE L'ETRE (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 11 (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-53); La Saint-Germain, 14 (43-27-52-37); Gaumont Aléa, 14 (43-27-52-37); Gaumont Colisée, 8 (43-59-20-46); Gaumont Aléa, 14 (43-27-52-37).

BABY BOOM (A., v.o.): Gaumont Ambassade, 10 (43-59-19-08); Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

BENJI LA MALICE (A., v.o.): Napoli, 13 (42-67-63-42).

BERNADETTE (Fr.): George V, 8 (45-62-41-46); Sept Paranaissiens, 14 (43-20-32-30).

LA BOHEME (Fr., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Odéon, 6 (43-25-59-53); Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77); UGC Opéra, 2 (47-42-60-33); Kinepanorama, 19 (43-50-80-80).

BROADCAST NEWS (A., v.o.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-33-74); Pathe Marignan-Concorde, 8 (43-59-20-46); UGC Biarritz, 9 (46-33-97-77); Sept Paranaissiens, 14 (43-20-32-30); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); v.o.: Pathe Français, 9 (47-70-33-88); Pathe Montparnasse, 14 (43-20-32-30).

CANDY MOUNTAIN (Fr.-Can., v.o.): Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

CHAMBRE AVEC VUE... (Br., v.o.): 14 Juillet Paranaissiens, 14 (43-20-32-30).

CINQUE (A., v.o.): Studio de la Harpe, 5 (46-34-25-32); UGC Rodeo, 6 (45-74-94-94); Gaumont Colisée, 8 (43-59-20-46); v.o.: UGC Opéra, 2 (47-42-60-33).

LA COMEDIE DU TRAVAIL (Fr.): Studio 43, 9 (47-04-63-40).

CROCODILE DUNDEE (Aust., v.o.): Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.): Forum Orient Express, 1 (43-23-32-26); Pathe Marignan-Concorde, 8 (43-59-20-46); Sept Paranaissiens, 14 (43-20-32-30); v.o.: Pathe Impérial, 2 (47-42-60-33).

ECLAIR DE LUNE (A., v.o.): Gaumont Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Odéon, 6 (43-25-59-53); George V, 8 (45-62-41-46); Bienvenue Montparnasse, 19 (45-45-02-01); v.o.: Mass Villars, 9 (47-70-72-88); Paramount

Opéra, 9 (47-42-60-33); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Odéon, 6 (43-25-59-53); Gaumont Ambassade, 10 (43-59-19-08); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Images, 18 (45-22-47-94).

EMPIRE DU SOLEIL (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Pathe Hauteville, 6 (46-33-97-77); UGC Odéon, 6 (43-25-59-53); George V, 8 (45-62-41-46); Pathe Marignan-Concorde, 8 (43-59-20-46); Max Linder Panorama, 4 (45-74-94-94); La Bastille, 11 (43-54-07-76); Gaumont Paranaissiens, 14 (43-20-32-30); Le Maillet, 17 (47-48-06-06); v.o.: Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-59-20-46); Paramount Opéra, 2 (47-42-60-33); Les Nations, 12 (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67); Fauvette, 19 (43-31-60-74); Gaumont Aléa, 14 (43-27-52-37); Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

ENGRENAGES (A., v.o.): Clichy Beauparc, 9 (42-71-52-36); UGC Rodeo, 6 (45-74-94-94); UGC Biarritz, 9 (46-33-97-77).

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.): Elysees Lincoln, 4 (43-59-36-14); Trois Paranaissiens, 14 (43-20-32-30).

LE GRAND CHEMIN (Fr.): Forum Orient Express, 1 (43-23-32-26); George V, 8 (45-62-41-46); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00).

HOPE AND GLORY (Brit., v.o.): 14 Juillet Paranaissiens, 14 (43-20-32-30).

L'INSOUTENABLE LÉGERÉTÉ DE L'ETRE (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 11 (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-53); La Saint-Germain, 14 (43-27-52-37); Gaumont Aléa, 14 (43-27-52-37); Gaumont Colisée, 8 (43-59-20-46); Gaumont Aléa, 14 (43-27-52-37).

BABY BOOM (A., v.o.): Gaumont Ambassade, 10 (43-59-19-08); Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

BENJI LA MALICE (A., v.o.): Napoli, 13 (42-67-63-42).

BERNADETTE (Fr.): George V, 8 (45-62-41-46); Sept Paranaissiens, 14 (43-20-32-30).

LA BOHEME (Fr., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Odéon, 6 (43-25-59-53); Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77); UGC Opéra, 2 (47-42-60-33); Kinepanorama, 19 (43-50-80-80).

BROADCAST NEWS (A., v.o.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-33-74); Pathe Marignan-Concorde, 8 (43-59-20-46); UGC Biarritz, 9 (46-33-97-77); Sept Paranaissiens, 14 (43-20-32-30); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); v.o.: Pathe Français, 9 (47-70-33-88); Pathe Montparnasse, 14 (43-20-32-30).

CANDY MOUNTAIN (Fr.-Can., v.o.): Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

CHAMBRE AVEC VUE... (Br., v.o.): 14 Juillet Paranaissiens, 14 (43-20-32-30).

CINQUE (A., v.o.): Studio de la Harpe, 5 (46-34-25-32); UGC Rodeo, 6 (45-74-94-94); Gaumont Colisée, 8 (43-59-20-46); v.o.: UGC Opéra, 2 (47-42-60-33).

LA COMEDIE DU TRAVAIL (Fr.): Studio 43, 9 (47-04-63-40).

CROCODILE DUNDEE (Aust., v.o.): Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.): Forum Orient Express, 1 (43-23-32-26); Pathe Marignan-Concorde, 8 (43-59-20-46); Sept Paranaissiens, 14 (43-20-32-30); v.o.: Pathe Impérial, 2 (47-42-60-33).

ECLAIR DE LUNE (A., v.o.): Gaumont Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Odéon, 6 (43-25-59-53); George V, 8 (45-62-41-46); Bienvenue Montparnasse, 19 (45-45-02-01); v.o.: Mass Villars, 9 (47-70-72-88); Paramount

Opéra, 9 (47-42-60-33); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Odéon, 6 (43-25-59-53); Gaumont Ambassade, 10 (43-59-19-08); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Images, 18 (45-22-47-94).

EMPIRE DU SOLEIL (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Pathe Hauteville, 6 (46-33-97-77); UGC Odéon, 6 (43-25-59-53); George V, 8 (45-62-41-46); Pathe Marignan-Concorde, 8 (43-59-20-46); Max Linder Panorama, 4 (45-74-94-94); La Bastille, 11 (43-54-07-76); Gaumont Paranaissiens, 14 (43-20-32-30); Le Maillet, 17 (47-48-06-06); v.o.: Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-59-20-46); Paramount Opéra, 2 (47-42-60-33); Les Nations, 12 (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67); Fauvette, 19 (43-31-60-74); Gaumont Aléa, 14 (43-27-52-37); Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

ENGRENAGES (A., v.o.): Clichy Beauparc, 9 (42-71-52-36); UGC Rodeo, 6 (45-74-94-94); UGC Biarritz, 9 (46-33-97-77).

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.): Elysees Lincoln, 4 (43-59-36-14); Trois Paranaissiens, 14 (43-20-32-30).

LE GRAND CHEMIN (Fr.): Forum Orient Express, 1 (43-23-32-26); George V, 8 (45-62-41-46); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00).

HOPE AND GLORY (Brit., v.o.): 14 Juillet Paranaissiens, 14 (43-20-32-30).

L'INSOUTENABLE LÉGERÉTÉ DE L'ETRE (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 11 (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-53); La Saint-Germain, 14 (43-27-52-37); Gaumont Aléa, 14 (43-27-52-37); Gaumont Colisée, 8 (43-59-20-46); Gaumont Aléa, 14 (43-27-52-37).

BABY BOOM (A., v.o.): Gaumont Ambassade, 10 (43-59-19-08); Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

BENJI LA MALICE (A., v.o.): Napoli, 13 (42-67-63-42).

BERNADETTE (Fr.): George V, 8 (45-62-41-46); Sept Paranaissiens, 14 (43-20-32-30).

LA BOHEME (Fr., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Odéon, 6 (43-25-59-53); Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77); UGC Opéra, 2 (47-42-60-33); Kinepanorama, 19 (43-50-80-80).

BROADCAST NEWS (A., v.o.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-33-74); Pathe Marignan-Concorde, 8 (43-59-20-46); UGC Biarritz, 9 (46-33-97-77); Sept Paranaissiens, 14 (43-20-32-30); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); v.o.: Pathe Français, 9 (47-70-33-88); Pathe Montparnasse, 14 (43-20-32-30).

CANDY MOUNTAIN (Fr.-Can., v.o.): Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

CHAMBRE AVEC VUE... (Br., v.o.): 14 Juillet Paranaissiens, 14 (43-20-32-30).

CINQUE (A., v.o.): Studio de la Harpe, 5 (46-34-25-32); UGC Rodeo, 6 (45-74-94-94); Gaumont Colisée, 8 (43-59-20-46); v.o.: UGC Opéra, 2 (47-42-60-33).

LA COMEDIE DU TRAVAIL (Fr.): Studio 43, 9 (47-04-63-40).

CROCODILE DUNDEE (Aust., v.o.): Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.): Forum Orient Express, 1 (43-23-32-26); Pathe Marignan-Concorde, 8 (43-59-20-46); Sept Paranaissiens, 14 (43-20-32-30); v.o.: Pathe Impérial, 2 (47-42-60-33).

ECLAIR DE LUNE (A., v.o.): Gaumont Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Odéon, 6 (43-25-59-53); George V, 8 (45-62-41-46); Bienvenue Montparnasse, 19 (45-45-02-01); v.o.: Mass Villars, 9 (47-70-72-88); Paramount

Opéra, 9 (47-42-60-33); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Odéon, 6 (43-25-59-53); Gaumont Ambassade, 10 (43-59-19-08); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Images, 18 (45-22-47-94).

EMPIRE DU SOLEIL (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Pathe Hauteville, 6 (46-33-97-77); UGC Odéon, 6 (43-25-59-53); George V, 8 (45-62-41-46); Pathe Marignan-Concorde, 8 (43-59-20-46); Max Linder Panorama, 4 (45-74-94-94); La Bastille, 11 (43-54-07-76); Gaumont Paranaissiens, 14 (43-20-32-30); Le Maillet, 17 (47-48-06-06); v.o.: Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-59-20-46); Paramount Opéra, 2 (47-42-60-33); Les Nations, 12 (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67); Fauvette, 19 (43-31-60-74); Gaumont Aléa, 14 (43-27-52-37); Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

ENGRENAGES (A., v.o.): Clichy Beauparc, 9 (42-71-52-36); UGC Rodeo, 6 (45-74-94-94); UGC Biarritz, 9 (46-33-97-77).

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.): Elysees Lincoln, 4 (43-59-36-14); Trois Paranaissiens, 14 (43-20-32-30).

LE GRAND CHEMIN (Fr.): Forum Orient Express, 1 (43-23-32-26); George V, 8 (45-62-41-46); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00).

HOPE AND GLORY (Brit., v.o.): 14 Juillet Paranaissiens, 14 (43-20-32-30).

L'INSOUTENABLE LÉGERÉTÉ DE L'ETRE (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 11 (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-53); La Saint-Germain, 14 (43-27-52-37); Gaumont Aléa, 14 (43-27-52-37); Gaumont Colisée, 8 (43-59-20-46); Gaumont Aléa, 14 (43-27-52-37).

BABY BOOM (A., v.o.): Gaumont Ambassade, 10 (43-59-19-08); Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

BENJI LA MALICE (A., v.o.): Napoli, 13 (42-67-63-42).

BERNADETTE (Fr.): George V, 8 (45-62-41-46); Sept Paranaissiens, 14 (43-20-32-30).

LA BOHEME (Fr., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Odéon, 6 (43-25-59-53); Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77); UGC Opéra, 2 (47-42-60-33); Kinepanorama, 19 (43-50-80-80).

BROADCAST NEWS (A., v.o.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-33-74); Pathe Marignan-Concorde, 8 (43-59-20-46); UGC Biarritz, 9 (46-33-97-77); Sept Paranaissiens, 14 (43-20-32-30); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); v.o.: Pathe Français, 9 (47-70-33-88); Pathe Montparnasse, 14 (43-20-32-30).

CANDY MOUNTAIN (Fr.-Can., v.o.): Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

CHAMBRE AVEC VUE... (Br., v.o.): 14 Juillet Paranaissiens, 14 (43-20-32-30).

CINQUE (A., v.o.): Studio de la Harpe, 5 (46-34-25-32); UGC Rodeo, 6 (45-74-94-94); Gaumont Colisée, 8 (43-59-20-46); v.o.: UGC Opéra, 2 (47-42-60-33).

LA COMEDIE DU TRAVAIL (Fr.): Studio 43, 9 (47-04-63-40).

CROCODILE DUNDEE (Aust., v.o.): Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.): Forum Orient Express, 1 (43-23-32-26); Pathe Marignan-Concorde, 8 (43-59-20-46); Sept Paranaissiens, 14 (43-20-32-30); v.o.: Pathe Impérial, 2 (47-42-60-33).

ECLAIR DE LUNE (A., v.o.): Gaumont Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Odéon, 6 (43-25-59-53); George V, 8 (45-62-41-46); Bienvenue Montparnasse, 19 (45-45

Enquête

L'application du traité de non-prolifération

Le nucléaire, convoité et maudit

par BRUNO DETHOMAS

Signé le 1^{er} juillet 1968, le traité de non-prolifération nucléaire a été ratifié par cent trente-sept pays. Comment fonctionne le système de contrôle qu'il a instauré, et quelle est son efficacité ?

C'est vrai, les Pakistanais s'agitent beaucoup. Dans le groupe fermé des pays fournisseurs d'équipements nucléaires — un club où règne la discrétion — ce n'est pas pour personne. Des pays jugés par la communauté scientifique comme les plus près de disposer de la bombe atomique, le Pakistan est le plus actif. Pour ne prendre que des exemples récents, en juillet dernier un Canadien d'origine pakistanaise, Arshad Z. Pervez, était arrêté à Philadelphie pour avoir essayé d'acheter à la société Carpentier vingt-deux tonnes d'acier spéciaux (managing 350) capables d'être utilisés dans des usines d'enrichissement d'uranium. Cet acier devait être livré à Islamabad.

Quinze jours plus tard, un général pakistanais à la retraite, Inam-ul-Haq, domicilié à Lahore, était inculpé par la Chambre fédérale d'accusation américaine pour avoir été l'inspirateur de cet achat.

Quelques semaines plus tôt, à Cologne, une enquête avait été ouverte à l'encontre de la société Leybold Heraeus, suspectée d'avoir vendu à Islamabad des plans qui lui auraient permis de construire une usine d'enrichissement d'uranium. Leybold Heraeus, qui emploie cinq mille personnes en Allemagne de l'Ouest, est l'un des contractants d'Urenco, consortium européen (composé d'Allemands, de Néerlandais et de Britanniques) qui travaille sur l'enrichissement par centrifugation.

Rien d'étonnant dès lors que fleurisse la saga d'Abdul Qadir Khan, cet ingénieur métallurgiste pakistanais, marié à une Néerlandaise, qui travaillait pour Urenco au début des années 70 avant de rejoindre son pays en 1975 avec les plans de la centrifugation. Il aurait scotché en 1977 à un industriel allemand, Albrecht Migule, une installation de conversion de l'uranium en hexafluorure d'uranium qui lui aurait été livrée par un convoi de cinquante-deux camions, les quels auraient rallié Islamabad depuis Francfort sans problème.

C'est ensuite la quête aux équipements et matériaux destinés à faire exploser la première « bombe islamique », aux Etats-Unis, au Canada, en Allemagne fédérale, en Suisse, aux Pays-Bas, en France même, un grand marché dont l'achat d'alliages spéciaux à Philadelphie serait la dernière péripétie connue. On comprend pourquoi les Américains ont jadis fait pression sur la France pour l'empêcher de livrer au Pakistan une usine de retraitement clés en main.

La reconnaissance, en mars 1987, par le président Mohammed Zia-ul-Haq que son pays avait la capacité de construire l'arme nucléaire a d'ailleurs relancé la polémique aux Etats-Unis. Ceux-ci, dit-il, est vrai, censés ne pas fournir d'aide aux pays qui rompent les règles de la non-prolifération. Mais, présence soviétique en Afghanistan oblige, les Américains ont été

contraints de fermer les yeux sur les espoirs nucléaires d'un « allié » géopolitiquement si important aux marches de l'Iran, de la Chine, de l'Inde et de l'Afghanistan.

Comme on ne prête qu'aux actifs, les Pakistanais sont désormais cités dans chaque « affaire » nucléaire. Ainsi, pour Transnuclear, cette firme de transport quasi-allemande spécialisée dans le nucléaire accusée d'avoir soudoyé une centaine d'industriels et de responsables de centrales électriques — pour 80 millions de francs en cinq ans — afin que leurs déchets faiblement radioactifs (filtres, outils, gants, etc.) soient transportés et traités au centre belge de Mol, près d'Anvers. « C'est bien la preuve, dit-on à Paris, que lorsqu'on refuse de traiter la question des déchets sur un plan national on s'expose à des problèmes. » De fait, le site de Gorleben, en Basse-Saxe, chargé d'accueillir provisoirement les fûts de déchets faiblement radioactifs, n'a jamais eu l'activité escomptée du fait de l'action des écologistes. Et le site d'accueil permanent n'a été désigné. Les coûts prohibitifs du stockage en Allemagne fédérale ont donc poussé les industriels à faire traiter leurs déchets à Mol, où ils bénéficient de prix très bas.

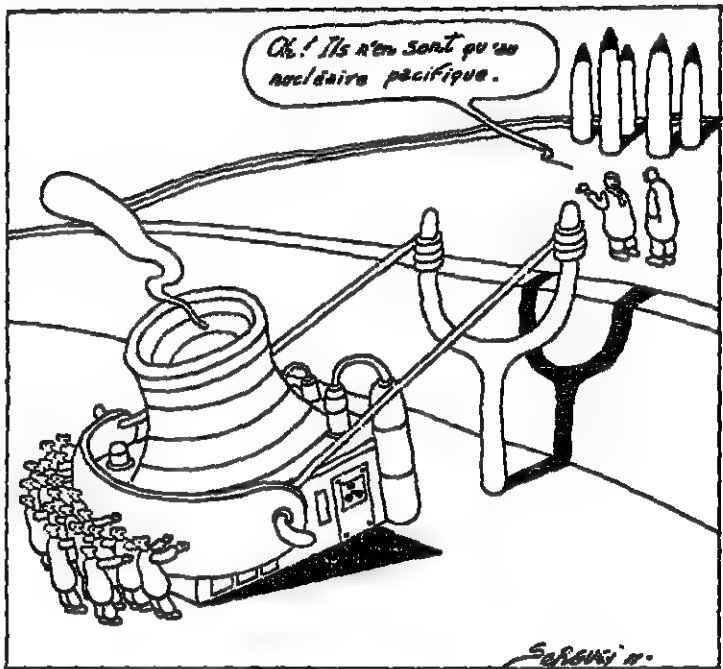
Somplesse belge

« Ce qu'il y a d'inadmissible, c'est que les procédures et les normes n'ont pas été respectées », ajoute l'un des actionnaires de Transnuclear (filiale à 33 % de Transnuclear, société française). Mais cette affaire, qui a surtout — dans l'état actuel des enquêtes de l'Agence de Vienne comme d'Euratom — montré la misère du nucléaire en Allemagne et l'extrême « souplesse », pour ne pas dire plus, du centre nucléaire de Mol, dont le directeur du département « déchets », Norbert Van de Voorde, a été licencié, a eu d'autres conséquences. Non seulement elle a renforcé la suspicion à l'égard de l'industrie nucléaire ouest-allemande d'une manière plus grave encore que l'accident de Tchernobyl (le chancelier Kohl lui-même avouant avoir « des doutes massifs » sur « l'ensemble du système de sécurité » et 92 % des Allemands étant désormais favorables à l'abandon de l'énergie nucléaire) ; mais, devant l'ampleur des pots-de-casse et le suicide d'un responsable de Transnuclear, la presse ouest-allemande a dénoncé l'envoi, à l'occasion de ce trafic, de matières sensibles au Pakistan et à la Libye (une accusation fondée sur la perte de deux fûts de déchets en 1984 et sur le fait que quelques-uns des fûts renvoyés en Allemagne fédérale après traitement à Mol contenaient de faibles traces de plutonium et de cobalt 60). Les démentis de tous les organismes de contrôle — en attendant les résultats d'une commission parlementaire allemande — n'y changeront rien. On continue d'affirmer sans preuve que le Pakistan est derrière tout cela.

D'autres ont raconté naguère le rôle-clé joué par la France dans le développement d'une expérience nucléaire en Israël, ou encore l'aide apportée par des entreprises allemandes, américaines, françaises et suisses à l'Afrique du Sud, l'un des premiers producteurs mondiaux d'uranium, et l'expérience d'explosion qu'aurait effectuée ce pays le 22 septembre 1979 sur l'île de Prince-Edward, au large de l'Antarctique (une explosion

certaines, françaises et suisses à l'Afrique du Sud, l'un des premiers producteurs mondiaux d'uranium, et l'expérience d'explosion qu'aurait effectuée ce pays le 22 septembre 1979 sur l'île de Prince-Edward, au large de l'Antarctique (une explosion

Cela ne signifie pas pour autant qu'il n'y ait aucune crainte à avoir, le Pakistan est là pour le prouver. Ne serait-ce que parce que les pays dits du seuil (Israël, l'Afrique du Sud, le Pakistan, le Brésil et l'Argentine) n'ont, pour aucun d'entre eux, signé le TNP.



mais aussi parce que le contexte nucléaire a profondément changé depuis quelques mois. D'abord, pour la première fois, les deux grandes puissances ont amorcé une solution concernant l'un de leurs principaux engagements du TNP, celui qui leur imposait de négocier de bonne foi un « désarmement général et complet ». Le démantèlement des missiles intermédiaires fait un pas dans cette voie. Mais, selon les responsables français, cela risque de renforcer les pressions contre le commerce nucléaire. « Les Etats-Unis et l'URSS n'aiment pas le nucléaire chez les autres », dit-on à Paris (1).

Pour la France, qui a toujours critiqué la doctrine américaine du *fullscope safeguard*, ou contrôle intégral, consistant à ne vendre matières et matériels sensibles qu'aux pays acceptant de mettre l'ensemble de leurs installations nucléaires sous contrôle international — une règle imposée par le président Carter et peu modifiée sous Ronald Reagan, — une accentuation des contrôles serait contreproductive.

Les acrobaties qu'ont dû faire l'Inde, pour alimenter en uranium enrichi la centrale de Tarapur, et l'Afrique du Sud, pour trouver le combustible nécessaire aux deux réacteurs de Koeberg, du fait de la politique américaine, illustrent bien les dangers d'une politique excessive en matière de contrôle. Mais la zizanie qui règne entre les fournisseurs de matières et de matériels nucléaires sur les moyens de la non-prolifération risque de s'accroître encore avec l'arrivée sur le marché de nouveaux vendeurs non signataires du TNP et non membres du Club de Londres.

La fourniture par l'Argentine d'un réacteur de recherche à l'Algérie — placé il est vrai sous le contrôle de l'AIEA — en est un

exemple. La Chine, qui vend de l'uranium et qui, disposant d'un vaste territoire, pourrait proposer des sites de stockage (on a parlé de négociations dans ce sens avec la KWL ouest-allemande), en est un autre. Le Brésil, qui coopère avec l'Argentine et auquel on a attribué des discussions avec l'Irak, ou encore l'Inde sont aussi des vendeurs potentiels de technologie nucléaire. « Il y a actuellement une réflexion confidentielle sur le thème : comment rendre ces pays responsables. Mais vous allez voir que celle-ci va se développer », souligne ainsi un haut fonctionnaire français.

L'après Tchernobyl

L'accident de Tchernobyl et ses conséquences sur les opinions publiques risquent enfin de mettre à mal la clé de voûte du TNP qu'est son article 4, lequel reconnaît « le droit inaliénable de toutes les parties du traité à développer la recherche, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques ». Toute la philosophie de la non-prolifération consistait en effet à profiter des bénéfices de l'atome (son formidable pouvoir énergétique) tout en refusant la tâche originelle de la destruction. Or on ne saurait oublier qu'aucun réacteur n'a été commandé aux Etats-Unis depuis 1978 ; que l'attention continue de prévaloir en Finlande, en Autriche et en Espagne ; que la Suède a annoncé l'arrêt de ses deux premiers réacteurs nucléaires pour 1995 ; qu'en Allemagne fédérale les hommes politiques de tout bord ont pour seul souci de ménager une opinion publique très réservée à l'égard du nucléaire ; qu'en Italie le référendum du 8 novembre dernier a porté un nouveau coup au programme nucléaire ; qu'en Union soviétique même, si l'on en croit la *Komsomolskaja Pravda*, les autorités ont renoncé à construire un réacteur près de la ville de Krasnodar, non loin de la mer Noire, sous la pression des populations locales.

Certes, on ne peut sous-estimer le fait que les Etats-Unis poursui-

vent leurs recherches, que le Japon, la France, la Corée du Sud, l'URSS, malgré ce récent recul, et la Grande-Bretagne, au moins au niveau des intentions, ainsi que pratiquement tous les organismes internationaux énergétiques continuent de croire en l'avenir de l'électricité nucléaire. Et l'on ne peut ignorer l'utilisation même par les Soviétiques de l'accident de Tchernobyl contre le nucléaire civil en Europe (« moins on construira de centrales, plus on dépendra du gaz sibérien », clament les nucléocrates).

Mais il faut bien avouer que l'atome civil en a pris un coup. Car s'il n'est qu'une leçon à tirer de cet accident soviétique — défaut de conception mais surtout multiplication de défaillances humaines, — c'est qu'il est irresponsable de livrer des réacteurs à des pays dont le niveau technique et d'organisation ne permet pas le pilotage des réacteurs en toute sécurité. Voilà qui exclut à peu près tous les pays du tiers-monde. C'est donc au Nord que se joue l'avenir du nucléaire, et de la non-prolifération, avec la contestation de la légitimité de la dissuasion et la mise en cause de l'électricité d'origine nucléaire. Le risque n'est pas négligeable de voir l'ensemble du commerce nucléaire devenir « suspect » alors même que, tous les experts le reconnaissent, « il n'y a aucun verrou technique à la prolifération », et qu'il est donc « impossible d'empêcher l'accès d'un pays donné à l'arme nucléaire dès lors que celui-ci dispose de la volonté politique de s'en doter, des moyens financiers et techniques, enfin du facteur temps ». La France n'en a-t-elle pas été le plus bel exemple ? Une telle évolution pourrait conduire à des développements autonomes, hors du consensus international, qui a jusqu'à présent évité le pire.

(1) Le pré récent par Moscou à New-Delhi d'un accord à propulsion nucléaire apparaît dans ces conditions surprenant. « Que s'en va-t-il dit, souligne-t-on à Paris, si un tel pré était venu de la France ? »

Le traité de non-prolifération

SIGNÉ le 1^{er} juillet 1968, le TNP est l'instrument juridique majeur destiné à éviter les risques de prolifération. Il établit une distinction entre les puissances nucléaires militaires (celles qui ont procédé à une explosion atomique avant le 1^{er} janvier 1967, c'est-à-dire les Etats-Unis, l'URSS, la Grande-Bretagne, la France et la Chine) et les autres.

Les cinq puissances nucléaires militaires s'engagent à n'aider en aucune façon les puissances non nucléaires à se doter de l'arme atomique. Mais elles conservent pour elles-mêmes — et elles ne s'en sont pas privées, — toute liberté pour développer leur armement nucléaire puisqu'elles ne sont soumises à aucune obligation de contrôle.

Les puissances non militaires renoncent quant à elles à

acquiescer ou à fabriquer les armes nucléaires ou tout autre dispositif nucléaire explosif et s'engagent à refuser aux pays « non militaires » non signataires des matières ou des équipements s'ils ne sont pas contrôlés par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). En contrepartie de l'abandon de l'option nucléaire militaire, ces pays obtiennent en revanche l'accès sans discrimination aux utilisations pacifiques de l'énergie atomique.

Le traité de non-prolifération a été ratifié par cent trente-sept pays (y compris les trois pays dépositaires). Mais parmi ceux qui ne l'ont pas signé figurent notamment la Chine, la France, le Brésil, l'Argentine, l'Inde, le Pakistan, Israël, l'Algérie et l'Afrique du Sud, qui s'est toutefois engagée à le ratifier avant septembre 1988.

PROFESSION: MANAGER

MANAGEZ VOTRE TEMPS. MANAGEZ VOTRE ROUTE. VOICI LA NOUVELLE ÉDITION LIMITÉE RENAULT 25 "MANAGER" • AUTORADIO STÉRÉO K7 4 HAUTS PARLEURS AVEC CODAGE ANTIVOL ET SATELLITE DE COMMANDES SOUS LE VOLANT • PEINTURE MÉTALLISÉE (ARGENT, BRUN ARABICA, GRIS TUNGSTEN) • VITRES TEINTÉES • COMMANDE A INFRAROUGE D'OUVERTURE DES PORTES ET DU COFFRE • ESSUIE-GLACE ARRIÈRE • 4 VERSIONS A PARTIR DE 110 800 F. GTS: 1995 CM³ 9 CV. TX: 1995 CM³ INJECTION ÉLECTRONIQUE, 9 CV. GTD: 2068 CM³ DIESEL, 7 CV. TURBO D: 2068 CM³ TURBO DIESEL, 6 CV.

MODÈLE PRÉSENTÉ: RENAULT 25 GTS MANAGER. PRIX CLÉS EN MAIN 110 800 F. TARIF MARS 88. MILLÉSIMÉ 88. GARANTIE ANTI-CORROSION RENAULT 3 ANS. DUC: VOTRE FINANCEMENT.

ÉDITION LIMITÉE

RENAULT présente eif

Enquête

vingt ans après sa signature

Les « succès » de l'Agence de Vienne

« **P**LUS le désarmement sera complet, plus grand sera l'espoir pour la non-prolifération nucléaire. » Pour M. Hans Blix, directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de Vienne (Autriche), le traité sur le démantèlement des missiles intermédiaires, signé en décembre 1987 par les États-Unis et l'URSS, de même que les discussions que les Deux Grands mènent actuellement sur les armes stratégiques, ne peut en effet que « renforcer le traité de non-prolifération nucléaire » (TNP). Ce « pas important » devrait « fournir de nouvelles raisons aux pays non possesseurs de l'arme atomique de ne pas l'acquiescer » et faciliter ainsi la tâche de l'AIEA, chargée de vérifier la bonne application du TNP. M. Blix a d'ailleurs « attiré l'attention de MM. Ronald Reagan et Mikhail Gorbatchev » sur l'expérience acquise par l'Agence de Vienne dans le contrôle des installations nucléaires civiles, et il a déjà reçu du second une réponse « exprimant l'intérêt de l'Union soviétique pour cette proposition (mais que contrôlerait-on dès lors que les charges ne seront pas détruites ?) ».

Une compétence inégale

L'AIEA a, en effet, une compétence solide et inégale en la matière. Chargée, dès sa création en 1957, d'une double mission — promouvoir mais aussi contrôler le développement de l'énergie nucléaire dans le monde — l'Agence de Vienne a réalisé, dès 1962, sa première inspection sur le site d'un réacteur de recherche norvégien. Le traité de non-prolifération nucléaire, signé en 1968 et entré en vigueur deux ans plus tard, a encore accru le rôle de l'Agence qui s'est vu confier la vérification de la non-dissémination des matières ou équipements nucléaires à des fins

militaires. Aujourd'hui, l'AIEA exerce ses activités dans les cent trente-quatre pays qui ont adhéré au TNP ainsi que dans les trente-huit autres qui ont signé avec elle des « accords de garanties ».

Une mission que l'AIEA a jusqu'ici menée avec « grand succès », à en croire son directeur général.

Mais les réussites dont se félicite M. Blix ne sauraient cacher les limites intrinsèques du TNP et, par là, du rôle de l'AIEA, laquelle n'a aucun pouvoir d'intervention dans les pays non signataires du traité. Or, parmi ces derniers se trouvent deux puissances nucléaires, la Chine et la France — laquelle, il est vrai, « respecte scrupuleusement l'esprit du traité » selon M. Jon Jenekens, responsable du département des garanties à l'AIEA. Parmi les non-signataires figurent aussi des pays dont on estime qu'ils pourraient se doter de l'arme atomique, s'ils ne l'ont déjà fait. C'est le cas de l'Inde — qui a procédé en 1974 à une explosion pacifique restée unique, — du Pakistan, d'Israël, de l'Argentine, du Brésil et de l'Afrique du Sud. Ce pays africain a d'ailleurs tout particulièrement attiré l'attention des participants à la deuxième conférence de révision du TNP, en 1985, qui avaient exigé de lui qu'il renonce clairement à l'arme nucléaire en se joignant au traité. Aujourd'hui, le gouvernement de Johannesburg « considère activement » la possibilité de répondre à cette demande, dit M. Jenekens, qui se déclare persuadé qu'il finira par adhérer au traité, puisque tel est, selon lui, « l'intérêt, politique et économique, à long terme » de ce pays grand producteur d'uranium.

Avec l'accroissement constant du nombre des pays signataires du TNP, le nombre d'installations à inspecter augmente sans cesse, d'autant que les équipements convertis par le TNP concernent l'ensemble du cycle du combustible (de la mine d'uranium au

retraitement des combustibles irradiés, en passant par les réacteurs de recherche et de puissance, les dépôts, l'enrichissement de l'uranium etc.). Actuellement, cela représente plus de neuf cents installations dans le monde et, pour l'Agence, plus de deux mille contrôles à effectuer par an. A ce rythme, les quatre cent soixante-seize personnes employées en 1988 par le département des garanties ne suffiront bientôt plus à la tâche, et le budget affecté à cette mission qui, depuis 1985, est de 49,5 millions de dollars (297 millions de francs) — environ le tiers du budget total de l'AIEA — risque de se révéler insuffisant.

« Climat de détente »

D'autant que les méthodes de mesure utilisées par les inspecteurs (qui vérifient notamment les flux de matières nucléaires à l'aide de caméras ou d'analyses d'échantillons, faites sur place ou dans des laboratoires agréés) doivent suivre l'évolution technique, allant vers une complexité, toujours plus grande des installations contrôlées. Ces dernières, de plus en plus automatisées, deviennent parfois « de véritables boîtes closes auxquelles il est de plus en plus difficile d'accéder », souligne un expert de l'Agence, et il faut maintenant envisager d'intégrer les appareils de contrôle dans la construction des nouvelles installations. Les progrès réalisés dans les procédés nucléaires nécessiteront donc que les États-membres de l'AIEA — comme certains, la France en particulier, le font déjà — fassent bénéficier de leurs compétences techniques. Mais il faudra aussi, comme le réclame M. Blix, qu'ils acceptent d'augmenter les ressources financières de l'AIEA.

Quoi qu'il en soit, M. Blix se déclare « optimiste » pour l'avenir du TNP et envisage avec confiance les deux prochaines conférences des pays signataires qui se tiendront en 1990 et en 1995 — date à laquelle le renouvellement du traité sera discuté. Les tensions qui avaient pesé sur les précédentes réunions devaient en effet être apaisées par les accords entre les deux grandes puissances, puisque telle était l'une des principales réclamations des pays non nucléaires. Dans « le climat de détente » qui règne actuellement, M. Blix voit d'autres raisons d'espérer. La poursuite des discussions entre les Deux Grands, dit-il, ne peut qu'être bénéfique aux institutions internationales puisqu'elle devrait permettre aux grandes puissances de « redécouvrir l'intérêt de ces instruments de coopération ». Et même si l'AIEA, forte du soutien des États-Unis et de l'Union soviétique, n'a pas connu les déboires qu'ont eus certaines instances des Nations unies, même si elle a « beaucoup moins souffert que d'autres », elle aura certainement tout à gagner de cette évolution.

ELISABETH GORDON.

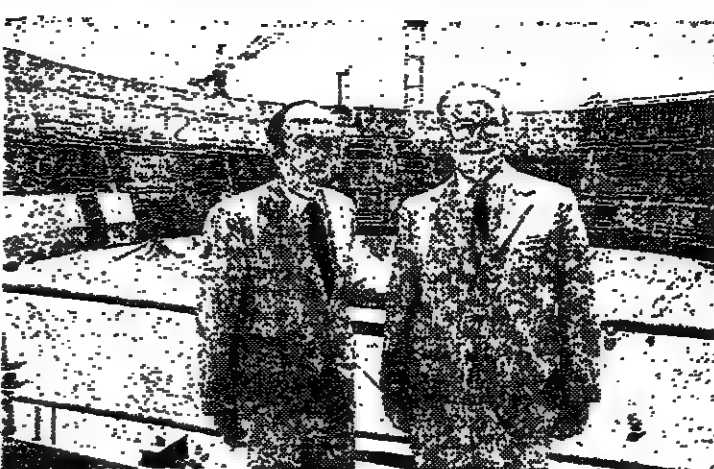
Argentine : l'ambition d'un nouveau fournisseur

EN décembre 1981, le magazine britannique *New Scientist* écrivait : « L'Argentine gâchera la course pour produire la première bombe atomique sud-américaine avant la fin de 1982 », reprenant en cela des propos tenus cette année-là par l'amiral argentino Castro Madero, ancien président de la Commission nationale de l'énergie atomique (CNEA). Six ans ont passé, et la bombe attendue n'a toujours pas explosé. La dette extérieure, les difficultés économiques, les conséquences de la guerre des Malouines et les aléas de la politique ne sont pas étrangers au fait que le gouvernement de M. Raúl Alfonsín ne dispose toujours pas de l'arme nucléaire.

Mais il ne faut pas s'y tromper. Même si la Commission nationale argentine de l'énergie atomique n'est plus l'enfant chéri du gouvernement, même si la rigueur budgétaire l'a frappée (1) au point que son président, M. Alberto Constantini, a démissionné en mai 1987, non sans avoir affirmé que le programme nucléaire argentin allait prendre six ans de retard, l'Argentine paraît capable techniquement de construire un engin nucléaire. Elle dispose pour cela, malgré une « fuite des cerveaux » trop souvent avancée par les responsables argentins, de chercheurs de très bon niveau, sans doute les meilleurs de l'Amérique latine, et d'une industrie nucléaire solide, bien que confrontée aujourd'hui à un certain déclin des programmes, et d'une série d'installations nucléaires que beaucoup lui envient.

L'Argentine, il est vrai, a déployé pendant longtemps des efforts considérables pour à la fois maîtriser la construction des centrales nucléaires civiles édifiées en association avec les industriels allemands et canadiens et contrôler l'ensemble du cycle du combustible. C'est ainsi que ce pays dispose actuellement de deux centrales nucléaires de moyenne puissance, Atucha-1 (335 mégawatts) et Embalse (600 mégawatts) auxquelles devrait s'ajouter une troisième, Atucha-2 (600 mégawatts) dont la construction prend du retard, mais devrait être assurée en dépit de la crise économique. Ces trois tranches sont issues d'une filière nucléaire (uranium naturel-eau lourde) qui présente, aux yeux de nombreux spécialistes de la prolifération, l'inconvénient de produire facilement du plutonium, matière première essentielle à la fabrication des armes nucléaires.

L'affaire serait de peu d'importance si Buenos-Aires ne s'était en plus lancée dans la construction d'installations sensibles, comme le retraitement des combustibles irradiés et l'enrichissement de l'uranium, avec l'intention aujourd'hui avérée de ne pas les soumettre au contrôle des inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de



Hans Blix, directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (à droite sur la photo), et le vice-amiral Castro Madero, alors président de la Commission argentine de l'énergie atomique, visitant en 1983 le chantier de la centrale nucléaire Atucha-1.

Vienne (Autriche). Ainsi en va-t-il de l'installation pilote de retraitement d'Ezeiza, dans la banlieue de Buenos-Aires, et de l'unité d'enrichissement de l'uranium par diffusion gazeuse de Pilcaniyeu installée dans le Sud, le long de la frontière chilienne (2). D'autres installations font en revanche l'objet de contrôles internationaux comme les centrales civiles, certains réacteurs de recherche ou l'usine de production d'eau lourde que la société suisse Salzer achève de construire à Arroyito, dans le sud-ouest du pays.

Compensations

Au vu de ce portrait, certes incomplet mais révélateur, on ne peut s'étonner des propos que le directeur général de l'AIEA, M. Hans Blix, avait tenus en 1983 après sa visite à Pilcaniyeu, en n'excluant pas la possibilité que l'Argentine fasse exploser un engin nucléaire. Buenos-Aires n'ayant de plus ni signé le traité de non-prolifération nucléaire (TNP), ni ratifié le traité de Tlatelolco relatif à la dénucléarisation de l'Amérique latine, ni accepté le contrôle de ses installations sensibles et des matières nucléaires non importées produites sur son territoire, on comprend mieux l'émot d'un certain nombre de pays inquiets des exportations d'équipements nucléaires que l'Argentine pourrait consentir.

De fait, l'exportation nucléaire n'est plus le lot de quelques « happy few » comme la France, les États-Unis, la République fédérale d'Allemagne, la Grande-Bretagne ou l'Union soviétique. Confrontée à la rigueur budgétaire et à la réduction de son ambitieux programme nucléaire, l'Argentine a fortement poussé son industrie nucléaire à trouver des compensations à l'étranger et ce dans tous les secteurs de l'énergie atomique. Cette attitude n'est pas nouvelle, mais elle s'est amplifiée ces dernières années. Les exemples ne manquent pas. Ainsi en va-t-il de l'accord spectaculaire

(5,5 millions de dollars) passé au printemps 1987 pour la fourniture à l'Iran, sous contrôle, il est vrai, de l'AIEA, d'uranium enrichi à 20 % pour un réacteur de recherche américain livré du temps du shah. Ainsi en va-t-il encore de la création d'un consortium tripartite regroupant l'allemand KWU, l'espagnol Empresarios Agrupados et l'Enace argentin destiné à permettre l'achèvement de la centrale nucléaire civile iranienne de Bushehr (1 300 mégawatts).

Nul doute que de tels accords ne fassent grincer les plus sourcilieux qui craignent que la vente d'équipements plus sensibles encore n'échappe aux contrôles internationaux. Certes, le gouvernement argentin a fait savoir qu'il n'accepterait de céder de tels produits que dans le cadre d'un programme couvert par les garanties de l'AIEA. A suivre donc, tout en sachant que l'Argentine ne ménage pas ses efforts vers d'autres pays. Avec la Chine et le Japon ; avec la Roumanie pour la fourniture de matériel destiné à la fabrication de combustible nucléaire civil ; avec l'Algérie pour celle d'un réacteur de recherche et d'une unité de production de radio-isotopes ; avec Cuba pour aider ses techniciens à se préparer à l'exploitation de leurs futurs réacteurs ; avec le Pérou pour achever la construction du centre d'études nucléaires d'Huarangual, près de Lima ; avec le Brésil enfin (inspections réciproques des installations dépassant le cadre trop étroit du traité de Tlatelolco) dont les ambitions nucléaires étaient, il y a peu, encore égales à celles des Argentins.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Le nouveau président de la CNEA, Mme Emma Pérez Ferrelra, spécialiste de la physique des particules, avait réussi à obtenir pour 1987 un budget d'environ 700 millions de dollars.

(2) Le taux d'enrichissement prévu pour l'uranium ne devrait pas en principe dépasser 20 %. Pour une arme nucléaire, un taux de plus de 90 % est requis, mais la filière plutonium, plus facile, permet de s'affranchir de ces exigences.

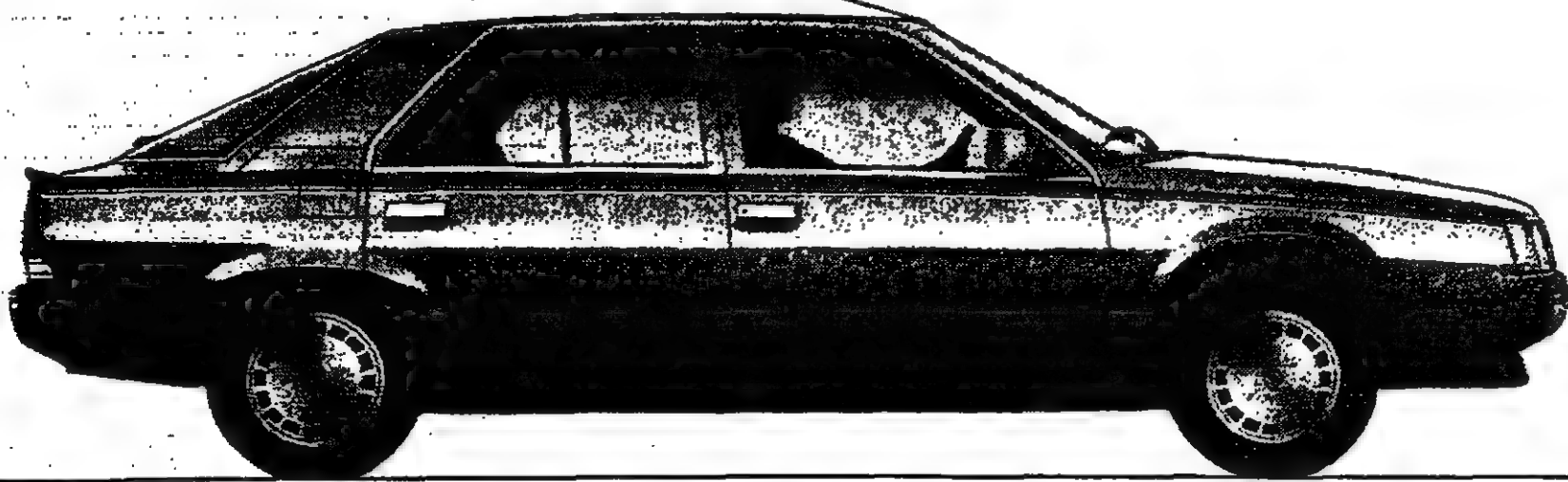
Les directives de Londres

L'EXPLOSION nucléaire indienne de 1974, en démontrant l'insuffisance du système de contrôle né du TNP, a amené les pays fournisseurs à élaborer un code de bonne conduite des exportateurs nucléaires. En 1976, les sept pays industriels les plus avancés dans le domaine du nucléaire (États-Unis, URSS, Canada, Grande-Bretagne, France, Allemagne fédérale et Japon) se réunirent dans ce but à Londres.

Elargi à treize membres, ce club est parvenu à élaborer et à publier fin 1977 un document connu sous le nom de directives de Londres qui complètent les dispositions du TNP en restreignant la liberté de circulation des techniques et équipements.

Ces directives se présentent comme une liste de matières et de matériels dont l'exportation est soumise à des garanties de contrôle et d'usage pacifique. Elles s'appliquent, pour ce qui concerne les pays destinataires, à tous les pays non nucléaires, qu'ils aient ou non signé le TNP.

Elles reprennent certaines obligations du TNP : les matières et les matériels figurant sur une liste identique — à une adjonction près — à celle qui a été établie en application du TNP ne peuvent être exportés sans être soumis aux contrôles de l'AIEA et sans que l'acheteur ait pris à leur égard un engagement d'utilisation pacifique et non explosive.



RENAULT 25 MANAGER

RENAULT
DES VOITURES
À VIVRE

هتدا من الامل

هكذا من الإقليم

Éducation

Comment punir les enfants...

Le martinet, le pain sec et le cabinet noir n'ont pas fini de faire parler d'eux. Un colloque réunissant, à Paris, psychiatres, enseignants et psychologues autour du thème : « Quand et comment punir les enfants ? », a montré que les châtiments infligés aux enfants par des adultes couronnés n'ont décidément pas disparu de la scène familiale et scolaire. Décrites, approuvées ou simplement tolérées, les punitions demeurent un élément-clé du conflit de pouvoir qui oppose les enfants aux éducateurs.

Dans les années qui suivirent mai 68, une telle réunion eût fait frémir plus d'un adepte des principes d'éducation libérale qui fleurissaient alors. Aujourd'hui encore, certains se sont indignés du titre volontiers provocateur choisi par les responsables du centre de guidance infantile de l'Institut de psychiatrie de Paris, qui organisait cette journée scientifique. Il est vrai que la punition, et particulièrement le châtiment corporel, sont des sujets délicats, voire tabous. Mais l'affluence des participants à ce colloque montre aussi que les principes éducatifs font l'objet de doutes et de recherches. « Beaucoup de gens ne savent plus où ils en sont et s'il leur faut punir ou pas », constate M. Jean Ormezzano, psycho-sociologue et conseiller en psychologie à l'École des parents et des éducateurs.

Dans les faits, de nombreux adultes mettent en pratique les vieilles méthodes coercitives qui laissent des souvenirs enlisés aux bambins turbulents. Les fessées viennent toujours pimenter la vie familiale et la menace, plus ou moins exécutée selon les cas, demeure une arme de choix pour parents exaspérés. Aux privations de dessert, évoquées avec gourmandise par la comtesse de Ségur, ont succédé des privations de télévision, nettement plus modernes, sinon plus diaboliques. Bref, il n'est plus tout à fait interdit d'interdire et certains parents tiennent une comptabilité serrée des châtiments, amnisties et remises de peine. L'héritage de 1968 semble parfois se limiter à la mau-

Fessées, martinet, pensum, mises au piquet... les punitions n'ont pas disparu de l'univers familial et scolaire.

vaïse conscience que provoque, chez les parents, le fait de punir.

Le martinet lui-même, extension cinglante du bras parental, ne semble pas avoir terminé sa carrière. « Le martinet figure en évidence dans de nombreux foyers et je l'ai vu repaître dans plusieurs maga-

l'université Paris-V-Descartes. 232 questionnaires remplis par des maîtres d'écoles maternelles et primaires indiquent que les enseignants n'ont pas assisté à l'agonie de la punition, même si beaucoup s'accrochent à la condamner. 73 % d'entre eux estiment que les maîtres privent



«...», signale une assistante sociale parisienne. Selon une enquête menée par M. Ormezzano, 300 000 martinet sont vendus en France chaque année, soit autant qu'en 1962. Les acheteurs pourtant n'ont pas toujours la conscience tranquille et affirment souvent que l'objet doit servir à corriger leur

Enfin, les punitions n'ont pas déserté l'école, comme le montre une étude réalisée en 1982 par M. Bernard Douet, enseignant à

couramment leurs élèves de récréation, 48 % qu'ils utilisent la mise au piquet et 44 % qu'ils ont parfois recours à la fessée. Interrogés, certains enfants rapportent même les cas de mise à l'index pour le moins insolites, le maître suspendant l'élève à un porte-manteau ou le perchait au sommet d'une armoire. Les pensums, quant à eux, n'ont pas perdu de leur pouvoir. « Dès qu'un enfant a un acquis scolaire, souligne M. Douet, le maître s'en sert paradoxalement pour le punir en lui

demandant des lignes à copier ou des verbes à conjuguer. »

Pourquoi donc, malgré leurs doutes et leur sentiment de culpabilité, les éducateurs continuent-ils d'avoir la sanction si facile ? Sûrement d'abord pour parvenir à maîtriser des situations conflictuelles et pour gérer les tensions qui les opposent aux enfants dont ils ont la charge. « Je ne peux tout de même pas leur laisser faire cela ! », s'exclament-ils, désespérés. Mais les psychologues voient aussi dans la punition des motivations plus profondes et moins avouables. Selon eux, la taloche soulage bien des

parents en leur permettant de décharger leur agressivité et leur besoin de domination sur plus petit qu'eux. « Punir, c'est récupérer narcissiquement son emprise sur l'enfant », constate M. Jean Bergevin, psychiâtre et professeur à l'université Lyon-II.

Eracer les mauvais penchants

La sanction peut être aussi un moyen de se venger des punitions subies durant l'enfance, et les bambins eux-mêmes affirment souvent qu'ils châtieraient durement leurs propres rejetons. D'autre part, les adultes succombent parfois à la tentation de corriger chez l'enfant, et notamment chez l'enfant psychotique, « la mauvaise partie d'eux-mêmes », comme le fait remarquer M. Bernard Golse, spécialiste de psychiatrie infantile. Enfin, la punition relève d'une « conviction idéologique », selon l'expression de M^{me} Colette Chiland, professeur de psychologie clinique à l'université Paris-V et psychiatre au centre Alfred-Bisot : l'enfant serait, pour certains parents, un être entaché du péché originel qu'il s'agit de faire souffrir pour le débarrasser de ses mauvais penchants.

Ces différentes réactions et les résultats qu'elles provoquent chez les enfants ne sont guère positifs. Les spécialistes de l'enfance estiment, dans l'ensemble, que les abus de pouvoir perpétrés par les adultes engendrent trop souvent haine et désir de destruction de la part des enfants qui les subissent. La gifle administrée sous le coup de la colère est pardonnable, mais la punition longuement calculée, ritualisée et érigée en système, s'avère nocive et probablement dépourvue de vertus éducatives. « Les enseignants eux-mêmes admettent que les enfants punis n'améliorent ni leurs performances ni leur conduite », souligne M. Douet. Si la discipline et l'établissement de limites sont nécessaires - sous peine de provoquer des syndromes graves de carence d'autorité, le châtiment pur et simple devrait être supprimé au profit de solutions négociées. A l'équilibre de la terreur succéderait ainsi celui de la compréhension.

RAPHAËLE RÉROLLE.

LES AUTEURS DANS LE THÉÂTRE EUROPÉEN DU XX^e SIÈCLE

SARTRE
BRECHT
BECKETT
JONESCO
GIRAUDOUX
PIRANDELLO
GARCIA LORCA
JOHN OSBORNE
NOEL COWARD
JEAN VAUTHIER
BOTHO STRAUSS
HAROLD PINTER
ARMAND GATTI
THOMAS BERNHARD
NATHALIE SARRAUTE
MARGUERITE DURAS
EDUARDO DE FILIPPO
VALLE INCLAN
GEORGE BERNARD SHAW

le répertoire dramatique du XX^e siècle choisi, présenté et raconté par ceux qui l'ont écrit, par ceux qui le jouent et le perpétuent.

Le Monde
numéro spécial
hors série

36 pages
Format « le Monde »
36 F

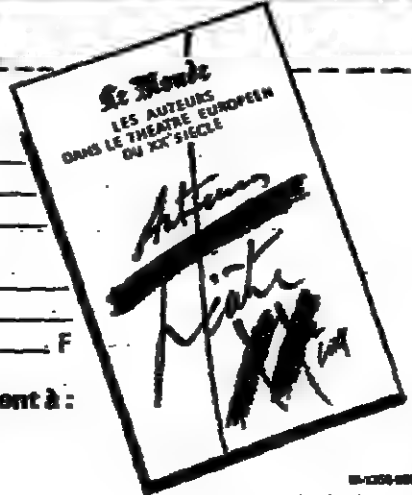
Chez votre marchand de journaux

Egalement disponible par correspondance

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____

Nbre d'exemplaires : _____ X 38 F (frais de port inclus) = _____ F

Commande à faire parvenir avec votre règlement à :
Le Monde - services des ventes au numéro
7, rue des Italiens, 75427 Paris - Cedex 09



Journaux lycéens en finale

Voici la liste des journaux lycéens sélectionnés lors des épreuves régionales qui s'affronteront les 26 et 27 mars à Paris pour la finale nationale. Les conditions d'organisation de cette finale ont été publiées dans la rubrique « Campus » du Monde du 18 mars. Rappelons que ce concours est organisé par le CDIL (Centre de documentation et d'information lycéens), avec le soutien d'Okapi, de l'Étudiant, du Monde et de la Mutuelle nationale des étudiants de France. La finale des journaux lycéens aura lieu le samedi 26 à la Cité universitaire et celle des journaux lycéens et des fanzines, le samedi et le dimanche, au Salon de l'étudiant, à la grande halle de La Villette.

- RÉGION CENTRE-OUEST (Poitou-Charentes, Limousin, Centre)
LYCÉES : H2504 (lycée Camille-Séverin, Poitiers).
COLLÈGES : Palouquet (CES Jardin des Plantes, Poitiers); le Marge (collège Célestin-Froinat, Sainte-Maure).
FANZINES : Vauvite (Chasseneuil).
● RÉGION LYON (Rhône, Alpes, Auvergne)
LYCÉES : Dées Émirte (lycée Saint-Euphrasie, Lyon).
COLLÈGES : Contact (ZEP Chambon-Fauriolles); Aïko (collège de Port-d'Ain).
● RÉGION PARIS-ÎLE-DE-FRANCE (Centre)
LYCÉES (ex aequo) : le Mur (LP Jean-Guhenno, Saint-Amand-Montrond); le Caster déchaîné (LP Gaudier-Breake, Saint-Jean-de-Braye).
FANZINES (ex aequo) : Quid Novi (Sainte-Geneviève-des-Bois); J'ai peur (Paris-9).
COLLÈGES : Banzel (75020 Paris); le Griffon (collège des Louvrais, Pontoise). Mention spéciale : les Nouveaux du Logis (enseignement spécialisé).
● RÉGION OUEST (Bretagne, Haute-Normandie, Basse-Normandie)
LYCÉES : le Léopard (Brest).
FANZINES : le Vifain Petit Canard (Caen).
COLLÈGES : le Fouineur (Mortagne-au-Perche); Info Cadré (Rouen).
● RÉGION NORD-PICARDIE (Nord, Pas-de-Calais, Flandre)
LYCÉES : Eh Beh Alors ! (Lille).
FANZINES : Néliche (Angers).
● RÉGION SUD-EST (Corse, Languedoc-Roussillon, Provence, Alpes-Côte d'Azur)
LYCÉES : Débandade (La Salvetat-sur-Agout); Sautre dans tous les coins (La Salvetat-sur-Agout).
COLLÈGES : Canard 4 (Toulon).
FANZINES : Skyzoofan (Montpellier).
● RÉGION EST (Alsace, Bourgogne, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Lorraine)
LYCÉES : le Mouton-Gros (LP Les Marais-d'Or, Dijon); Franche démenche (lycée H-Mack de Molsheim, Bachofenheim).
COLLÈGES : Karayako (CES Bachelard, 21000 Dijon); Journal de Wissembourg (67000 Wissembourg).
● RÉGION SUD-OUEST (Aquitaine, Midi-Pyrénées)
LYCÉES : The Mouton (Libourne).
FANZINES : Zap Zine (Lormont).
COLLÈGES : Contre vents et marées (collège de Peyrehorade); Grain de sel (collège de Riscle).
● RÉGION PAYS DE LA LOIRE (Mayenne, Maine-et-Loire, Sarthe, Vendée, Loire-Atlantique)
LYCÉES : Le Calman (lycée Sainte-Marie, Cholet).
COLLÈGES : Mixture (collège Raymond-Queneau, Machecoul); Bref'an d'information (collège Jacques-Brel, Guérande).
FANZINES : Néliche (Angers).

JUSQU'AU 26 MARS
LA QUINZAINE DE L'ORIENTATION
AVEC « LE MONDE DE L'ÉDUCATION »
ET L'ONISEP

Quelles sections ? Quelles options ? Quels établissements ? Quelle orientation ? Si vous avez des enfants au collège ou au lycée et que vous vous posez des questions, appelez, du 14 au 26 mars, vingt-quatre heures sur vingt-quatre :

3615 LEMONDE ou 3615 ONISEP
SUR MINITEL

(Publicité)
École technique privée LACENNE
94170 LE PERREUX
RENTREES 88-89
Comptabilité - Informatique - Commerce - Bureautique
BEP - BAC G1, 2, 3
Renseignements : 43-34-31-30 - Minitel : 48-72-12-72

ANGLAIS • FRANÇAIS • ALLEMAND
COURS INDIVIDUELS ET EN GROUPE
DANS NOS CENTRES EN FRANCE, ANGLETERRE
ÉTATS-UNIS, ESPAGNE ET ALLEMAGNE
□ Stages professionnels intensifs / certifiants
□ Formation en place □ Stages de perfectionnement
□ Préparation aux concours □ Cours de conversation anglaise
Documentation sur demande à :
LANGUAGE STUDIES INTERNATIONAL
350, rue Saint-Honoré - 75001 Paris
Tél. : 42-60-53-70
ITALIEN • ESPAGNOL

La réforme du droit en délibéré

Le projet de réforme des études de droit que le gouvernement souhaitait faire aboutir rapidement (*le Monde* du 1^{er} mars) a-t-il des chances de voir le jour avant l'élection présidentielle ? Rien n'est moins évident. Devant le peu d'enthousiasme suscité par son projet parmi les juristes, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche semble battre prudemment en retraite.

Lors d'une réunion des présidents d'universités juridiques et des « doyens » de droit, qui s'est tenue à l'université d'Aix-Marseille-III le 19 mars, les représentants du ministère se sont efforcés de décrire le débat, et de prendre en compte les réserves de uns et des autres. Ils ont pris acte de l'hostilité assez générale au projet d'arrêter sur la licence de droit, jugée trop stricte et rigide.

Quant au DEUG, ils ont suggéré qu'il serait possible de retoucher leur texte sur plusieurs points. Ainsi, au lieu de passer uniformément de neuf cents à mille cinquante heures d'enseignement, une fourchette de neuf cents à mille cent ou mille deux cents heures permettrait aux universités de conserver une bonne marge d'autonomie pédagogique. La part des travaux dirigés pourrait être accrue et des amendements relatifs à l'organisation des examens ne seraient pas exclus.

Le projet de réforme des études juridiques préparé par le ministère soulève de nombreuses critiques. Il pourrait bien être reporté sine die.

Ces modifications — parmi d'autres — supposent une réécriture du projet et l'on peut douter que le temps soit suffisant pour la mener à bien, d'ici la fin du mois d'avril.

Cette volonté de calmer le jeu n'est pas vraiment surprenante, tant les critiques d'une partie de la communauté universitaire ont été nettes à l'égard de cette réforme des études de droit. Les universitaires spécialistes de science politique, en particulier, ont estimé que l'enseignement de leur discipline risquait d'être sérieusement menacé par les modifications envisagées : recentrage sur les matières strictement juridiques et réduction sensible des matières à option pendant les deux années du Diplôme d'études universitaires générales (DEUG) et pendant l'année de licence.

Ainsi la quatrième section « science politique » du Conseil national des universités (CNU) a exprimé à l'unanimité son « opposition complète » à la réforme projetée par le ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur. Dans un texte très sévère, les membres du CNU dénoncent une réforme « régressive » qui va à l'encontre de « la tendance irréversible depuis cent cinquante ans à l'élargissement du contenu des études de droit ». Cette conception « étroite et frileuse » ne peut que réduire, selon les auteurs de la motion, les débouchés traditionnels des études juridiques, en particulier les concours administratifs. Ils déplorent, d'autre part, le caractère « antipédagogique » de cette réforme qui, en réduisant la part relative des travaux dirigés au profit des cours magistraux, « s'oppose à un mouvement de

longue durée tendant au développement du travail personnel des étudiants dans le cadre d'enseignements appliqués dispensés en petits groupes ».

Troisième critique : la réforme est « irréaliste », puisque la spécialisation juridique intervient avant l'acquisition et la maîtrise d'une formation générale. Cette conception « n'aura même pas pour effet de garantir une meilleure insertion professionnelle », car, insistent les auteurs de cette sévère condamnation, « il n'y a pas de débouchés pour une formation étroitement juridique ». Enfin, l'incohérence du projet de réforme est accentuée par « sa prétention centralisée à régenter et à uniformiser le fonctionnement de facultés de droit réparties sur elles-mêmes. En imposant un carcan rigide à toutes les universités, le projet met fin à toutes les expériences de rénovation en cours et décourage les innovations ».

« Influence occulte »

De leur côté, cinq agrégés de droit public qui ont présidé les cinq derniers concours d'agrégation de science politique (MM. Jean Léca, Marcel Merle, Albert Mabilleau, Georges Lavan et Jean-Louis Seurin) viennent d'adresser à M. Jacques Valade, ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, une lettre pour lui indiquer que la réforme envisagée ne leur paraît « pas acceptable ». Contraire à l'autonomie des universités et au principe de la pluridisciplinarité, le projet du ministère « menace à terme l'existence de la discipline des sciences politiques ».

Mais c'est surtout, précisent les cinq signataires, « le sort des

futurs étudiants qui nous inquiète : le succès des instituts d'études politiques et des grandes écoles témoigne que les employeurs du secteur public et du secteur privé ont besoin de cadres bénéficiant d'une large formation de base. En favorisant délibérément l'enseignement du droit au détriment des autres modes de formation, les pouvoirs publics prennent le risque de décevoir à terme une génération d'étudiants ». Et cela, conclut sèchement la lettre, « sous l'action conjuguée du bon plaisir administratif et de l'influence occulte d'un groupe de pression ».

Transparente allusion à la commission sectorielle constituée par le ministère pour concevoir cette réforme. Ce groupe de travail est-il l'émancipation de l'Association nationale des présidents d'universités juridiques et des doyens de droit ? Le président de cette association, M. Louis Favoreu, s'en défend : « Nous avons été tenus au courant des projets du ministère, indique-t-il, mais nous n'avons ni initié, ni d'ailleurs dénoncé la réforme ».

De son côté, le ministère justifiait son projet de réforme par la nécessité de « toiletter » les formations de droit, souvent trop dispersées, et d'harmoniser le DEUG de droit avec les DEUG de lettres ou de sciences dont le volume d'enseignement représente quelque mille deux cents heures contre neuf cents heures en droit. D'autre part, l'on n'est pas loin de penser que la levée de bouillottes des spécialistes de science politique relève de la querelle de chapeauté par « le lobby des politistes » furieux de voir ainsi leur territoire rogné par les juristes. C'est toutefois oublier que le président de la section science politique du CNU, M. Claude Emei, comme les cinq signataires de la lettre ouverte, sont tous des agrégés des facultés de droit.

GÉRARD COURTOIS.

Avec les anciens du 22 mars

Vingt ans après la première occupation de l'université de Nanterre les baroudeurs de 68 rencontrent les étudiants de 88.

NANTERRE, 22 mars 1988. 22 mars 1988 dans les universités parisiennes : on s'arrachait, mardi, les anciens socialistes.

L'état-major le plus gélone s'était donné rendez-vous à l'université de Saint-Denis, tapissée sans vergogne d'affiches socialistes : le frano-tireur Régis Debray, dont la moustache conquérante s'est voilée avec les ans, quelques généraux des armées gauchistes en déroute, qui ont depuis rejoint le gros des troupes socialistes (Alain Geismar et Henri Weber), sans oublier ceux qui forment tour à tour l'avant ou l'arrière-garde, comme Bernard Kouchner, animateur de Médecins du monde et Michel-Antoine Burnier, rédacteur en chef d'Actuel. Bref, tout ce que les deux dernières décennies ont compté d'utopies, de romantisme et de désillusion : le mythe de Guevara et celui du « grand soir », la musique pop et les beat people.

Inépuisable Robin des Bois, roi du pavé parisien il y a vingt ans, militant « alternatif » aujourd'hui en Allemagne, Daniel Cohn-Bendit, était sur tous les fronts : à Nanterre à midi dans un amphithéâtre, à Jussieu quelques heures plus tard, assis entre Pierre Juquin et David Assouline. Belle affiche : trois générations de révolte, drapeaux rouges, noirs et verts côte à côte.

Bref, derrière les cérémonies commémoratives du 22 mars 1968, la campagne électorale battait son plein. Et les étudiants de 1988 avaient quelque mal à faire entendre leur différence. « Il y a eu un moment où vous exploitiez d'anciens combattants. C'est la génération de 1968 qui est aujourd'hui aux affaires et nous on gère », devait lancer la salle à Nanterre. « Vous êtes des vieux baroudeurs et vous ne

manquez pas de culot de vouloir nous faire vibrer devant le drapeau rose au nom de 1968 », explosait une étudiante de Saint-Denis.

« Vieux baroudeurs... ce n'était pas mal vu, tant il est vrai que de Debray à Geismar, de Weber à Kouchner, tous ont vécu leur culte. Il vaut mieux être réformiste tous les jours et révolutionnaire quand c'est possible », lâchait l'un. « L'utopie d'une société parfaite est une utopie meurtrière », ponctuait l'autre. A quoi une étudiante répondait : « Vous vivez dans votre nostalgie. Est-ce qu'on pourrait parler du futur ? »

Du futur, on en a parlé le soir à Jussieu. Provocateur et percutant comme à ses plus belles heures, Dany le Vert n'était pas venu faire de la figuration. Pierre Juquin a bien essayé de le prendre par les sentiments : « J'ai rencontré Dany, il y a vingt ans... » La réponse est partie du tac au tac, dans un grand sourire : « Des tas de copains me demandent d'apporter mon appui à Pierre Juquin. Ce n'est pas demain la veille ! Je n'ai rien contre sa candidature, mais je n'arrive pas à sentir la réalité sociale du mouvement naissant qu'il revendique. Le problème de fond est simple. Derrière les communistes réformateurs et les groupes gauchistes, y a-t-il un vrai mouvement alternatif ? Des tas de gens comme moi sont dans l'expectative. » Conclusion personnelle : « Les gens me disent : Juquin c'est mieux que rien. Je ne suis tout de même pas aussi gâté ! »

Si ses anciens compagnons de route ont accepté sans déplaisir de se laisser emprisonner dans le « génération Mitterrand », Cohn-Bendit n'est toujours l'otage de personne. Rendez-vous en 2008 !

G. C.

An AMERICAN UNIVERSITY in PARIS
MBA Diplôme de Master in Business Administration
COURS DU JOUR ET DU SOIR
UNIVERSITY OF HARTFORD BUSINESS SCHOOL
15, av. de la Grande Armée - 75016 Paris
Tél. (1) 45.00.98.29
SALON ETUDIANT, STAND H 10

UNIVERSITE DE LILLE I - I.A.E
INSTITUT EUROPEEN DU MARKETING DIRECT
MAGISTERE de Marketing* Direct

LE DIPLOME DES MANAGERS EUROPEENS DU MARKETING DIRECT ET DE LA V.P.C.

UN ENSEIGNEMENT ADAPTE AUX REALITES DE L'ENTREPRISE

- 3 ans de formation de haut niveau.
- dont 8 mois de stage dans des entreprises européennes.

UN DIPLOME EUROPEEN PRESTIGIEUX

- 1 correspondant universitaire et 1 correspondant professionnel dans chaque pays du Marché commun.
- Equivalence en fin de 2^e année avec la Maîtrise de science de gestion.
- Possibilité de correspondance en fin de 3^e année avec un 3^e cycle de Marketing Direct.

DES DEBOUCHES EUROPEENS CONSIDERABLES

- Pour la France : plus de 2500 entreprises concernées par le Marketing Direct.
- En Europe : les plus grandes sociétés de Marketing Direct et de vente par correspondance, françaises et européennes, associées à la création et à l'enseignement du Magistère de Marketing Direct.

LE MARKETING DIRECT AU CŒUR DE L'EUROPE

Ensemble des techniques de communication et de vente permettant de s'adresser directement et personnellement aux consommateurs (particulier ou entreprise), le Marketing Direct, longtemps limité à la seule Vente par Correspondance, concerne aujourd'hui toutes les entreprises.

Pour la France seule, on dénombre plus de 2500 sociétés utilisant le Marketing Direct.

L'Université de Lille, au cœur de l'Europe et au cœur du 1^{er} Centre européen de la Vente par Correspondance, Pôle d'Excellence du Marketing Direct, se désigne naturellement pour la création du 1^{er} Magistère Européen de Marketing Direct en 1987.

UN ENSEIGNEMENT DE HAUT NIVEAU - UN DIPLOME EUROPEEN PRESTIGIEUX

Le Magistère, formation de trois années accessible après le BAC + 2, est directement en prise sur les réalités de l'entreprise. Son programme intègre très largement les stages professionnels ou cours des 3 années. La présence au sein du Conseil Scientifique et du Corps professoral d'universitaires éminents et de Professionnels Leaders du Marketing Direct et de la Vente par Correspondance Européens, confère à cette formation une capacité de débouchés tout à fait exceptionnelle pour des carrières de managers. A vocation européenne, le Magistère de Marketing Direct de l'Université de LILLE-FLANDRES-ARTOIS recense des étudiants de tous les pays du Marché Commun, où des correspondants Universitaires et Professionnels assurent la coordination et la préparation des stages.

À QUI S'ADRESSE LE MAGISTÈRE ?

Les candidatures sont ouvertes :

- aux titulaires d'un diplôme universitaire du 1^{er} cycle D.E.U.G., D.E.J.S.T., I.U.T. de sciences de gestion, de droit, d'économie et de langues;
- aux titulaires de B.T.S. (gestion, commercialisation, informatique, sciences et technologie);
- aux candidats des Grandes Ecoles de Commerce;
- aux diplômés européens équivalents.

DEMANDE DE DOSSIER DE CANDIDATURE A ADRESSER A :

Université de LILLE-FLANDRES-ARTOIS, Magistère de Marketing Direct
1 bis, rue Georges-Lefèvre - 59043 LILLE CEDEX
Tél. (33) 20.52.32.56 - Tél. 136.239F - Téléc. (33) 20.43.49.95

DEMANDE DE DOSSIER DE CANDIDATURE

☐ Adressez-moi le dossier de candidature ainsi que le programme d'études du Magistère de Marketing Direct

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____

N° de téléphone : _____

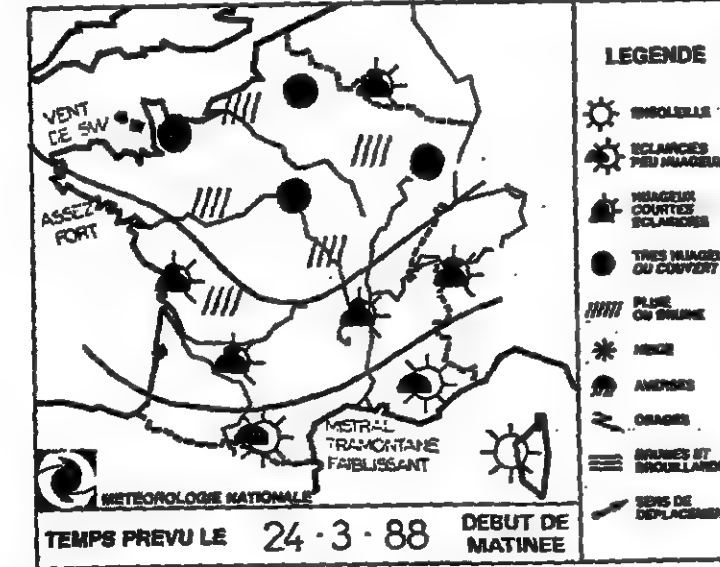
Dernier diplôme obtenu : _____

DATE LIMITE DES CANDIDATURES : 16 mai 1988

MAGISTÈRE DE MARKETING DIRECT
1 bis, rue Georges-Lefèvre - 59043 LILLE CEDEX
Tél. 20.52.32.56.

مقداد من الاميل

Décès



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé										
Valeurs extrêmes relevées entre le 22-3-1988 à 5 heures TU et le 24-3-1988 à 6 heures TU										
FRANCE					ÉTRANGER					
AMACCO	19	11	A	TOURS	12	5	D	LOS ANGELES	39	12
BARCEL	19	11	A	TOULOUSE	15	6	P	LUXEMBOURG	39	14
BRANDT	15	8	B	PORT-AU-PRINCE	20	22	D	MARRAKECH	22	11
BOULOGNE	13	3	D	ALGER	10	13	P	MEXICO	25	11
BREST	13	7	C	AMSTERDAM	10	6	D	NAGAR	11	9
CAEN	13	6	C	ATHENS	14	8	B	NASSAU	26	16
CLERMONT	17	7	P	ATLANTA	18	9	P	NEW-YORK	6	-4
CLERMONT-FERR	21	6	P	BANGKOK	36	28	B	OSLO	2	-3
COCHIN	15	3	A	BERLIN	19	9	P	PARIS-REIMS	21	10
CRISTIANOVA	22	7	P	BRISBANE	4	-1	P	PERTH	3	-1
GENOÈVE-SHAR	22	7	P	BRUXELLES	11	7	P	RIO-DE-JANEIRO	29	22
LYON	12	6	C	LA CAPE	17	7	P	ROME	17	12
MARSEILLE-MAR	17	10	P	DARAR	25	-2	D	SINGAPOUR	31	25
NANTES	14	7	P	DELHI	29	15	D	STOCKHOLM	13	2
NICE	16	12	P	DIENBA	27	15	B	SYDNEY	26	20
PARIS-MONTM	12	8	A	GUANGZHOU	26	19	P	TOKYO	8	5
PANAMA	16	10	D	ISTANBUL	8	3	P	TUNIS	26	13
RENNES	14	5	N	ISRAELIEN	9	6	P	VARSOWIE	3	-4
STRASBOURG	22	6	F	LESORNE	17	10	N	YENIN	12	4
STAVROPOUL	15	7	C	LYONS	14	3	N	YUENNE	12	4

A

C

D

N

O

P

T

*

averse

ciel couvert

ciel dégagé

ciel nuageux

pluie

tempête

neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



ORGANISATION DES NATIONS UNIES CONCOURS DE RECRUTEMENT D'INTERPRÈTES DE LANGUE FRANÇAISE

UN concours de recrutement d'interprètes de langue française aura lieu en juin 1988 à New-York, Genève et Paris, ainsi que dans d'autres centres, en fonction du nombre de candidats admis à se présenter et de la disponibilité du matériel nécessaire. Ce concours doit permettre de dresser une liste de lauréats à qui il sera fait appel pour pourvoir les postes d'interprètes de langue française qui sont ou deviendront vacants. Les candidats reçus seront normalement nommés à des postes vacants à New-York. Par la suite, ils pourront être affectés à d'autres bureaux de l'Organisation en Afrique, en Amérique latine, en Asie ou en Europe. Les interprètes sont censés accomplir au moins cinq années de service à un poste linguistique. L'engagement initial pouvant déboucher sur une nomination à titre définitif, l'ONU cherche à recruter des candidats disposés à rester à son service pendant de nombreuses années.

Les candidats doivent :

a) Avoir le français comme langue principale (le terme « langue principale » s'entend de la langue dans laquelle un candidat s'estime le plus apte à interpréter) ;

b) Avoir une parfaite maîtrise du français et une connaissance approfondie de l'anglais et de l'espagnol ou du russe. La connaissance approfondie de l'anglais et de l'espagnol ou du russe doit être attestée soit par la photocopie d'un diplôme ou certificat délivré par une école de langues, soit par des informations précises, qui seront fournies sous la rubrique 31 de la formule du C.V. (formule F. 11), sur la manière dont cette connaissance a été acquise ;

c) Être titulaires d'un diplôme délivré par une université ou un établissement équivalent où le français est la langue d'enseignement, ou d'un diplôme d'enseignement supérieur délivré par une école d'interprètes dont la réputation est bien établie ;

d) Avoir à leur actif 200 journées de travail en tant qu'interprètes de conférence.

Les interprètes sont normalement recrutés à la classe P-2 pour une période initiale de deux ans. Si leurs services ont donné satisfaction pendant ces deux ans, ils peuvent être promus à la classe P-3 pour une période confirmative.

Le traitement de base brut de début est de 27 608 \$ par an, s'y ajoutent une indemnité de poste dont le montant peut varier (il est actuellement de 8 069 \$ par an, sur une base nette) et des prestations familiales.

Pour obtenir de plus amples informations et se procurer des formulaires de candidature, prière d'écrire à l'une des adresses suivantes :
Division du recrutement et des affectations
(concours de recrutement d'interprètes de langue française)
bureau de la gestion des ressources humaines
bureau S-2455F
Organisation des Nations unies
New-York, N.Y. 10017

ou

Section de recrutement du secrétariat
(concours de recrutement d'interprètes de langue française)
bureau 247
Office des Nations unies à Genève
CH-1211 10 (Suisse).

Les formulaires de candidature doivent parvenir à l'une de ces deux adresses le 15 avril 1988 au plus tard.

ECONOMISTES

La SFI, société internationale de financement du développement basée à Washington, D.C., et affiliée à la Banque mondiale, souhaite engager des économistes hautement qualifiés pour son Département de l'économie et pour ses départements régionaux d'investissements. La SFI est la plus grande des institutions multilatérales fournissant, sous la forme de prêts et de prises de participation et sans garanties de l'Etat, une assistance financière au secteur privé des pays en développement.

Les candidats devront justifier d'une formation universitaire de haut niveau en économie et d'une solide expérience professionnelle, acquise de préférence dans des pays en développement, des grands sous-secteurs industriels/financiers.

Les économistes affectés aux Départements régionaux des investissements suivront l'évolution de la situation économique des pays en développement, définiront des stratégies pour un pays, une région ou un secteur, et organiseront des activités promotionnelles pour les pays de la région. Ils participeront en outre à l'évaluation

des propositions d'investissement et notamment de leur contribution potentielle au développement de l'économie.

Les économistes affectés au Département de l'économie analyseront les tendances économiques et financières mondiales, les politiques économiques des pays développés et en développement et leur impact sur les résultats, les perspectives et les possibilités du secteur privé. Il est essentiel qu'ils soient capables d'établir des rapports concis en anglais.

Tous les candidats devront être prêts à voyager dans le monde entier. La connaissance du français et/ou de l'espagnol serait appréciée.

Les rémunérations offertes comprennent un ensemble compétitif de prestations.

Les candidatures (totale discrétion assurée) doivent être envoyées, en anglais, à l'adresse suivante :

Katherine Louthood, Recruitment Officer,
International Finance Corporation, 1818 H St.,
N.W., Room 1-2001, Washington, D.C. 20433

IFC International Finance Corporation

Assistant Field Director

Foster Parents Plan International (FPPI) is a non-profit, non-religious development organization that seeks to help children and their families by improving the environment in which they live.

FPPI currently has programs in countries in Asia, Africa and Latin America. By conducting small-scale community-based projects, FPPI promotes an integrated approach to village development.

FPPI is a growing organization that is seeking assistant field directors to help the program activities in various field offices — primarily in francophone Africa.

Responsibilities include supervision, training and motivation of local field staff, maintaining contacts with local government authorities, reporting to FPPI headquarters and administrative duties.

Minimum requirements for the position include two years development work experience in a developing nation, plus two years experience in management and administration, fluency in English and another language appropriate to FPPI's locations, and a sincere desire and commitment to work full-time in a developing country.

Applicants must be interested in long-term employment; not merely one or two years experience abroad.

Qualified candidates are kindly requested to send a letter and curriculum vitae in English to: Ann Kerrigan-Amara, Personnel manager, Foster Parents Plan International, P.O. Box 804, East Greenwich, Rhode Island, 02818 USA.



FOSTER PARENTS PLAN INTERNATIONAL



Termineaux et systèmes d'impression

Leader européen dans la fabrication de
SYSTEMES ET TERMINEAUX D'IMPRESSION

Société en progression constante du CA depuis 10 ans
avec un résultat net supérieur à 5% depuis 8 ans, IER recherche un

ingénieur technico-commercial

Pour le support de notre filiale et de nos clients
Nord-Américains

Diplômé d'une école d'ingénieurs (ENI ou équivalent). Formation électronique ou électro-mécanique souhaitée.

Sous la responsabilité du Directeur des Affaires Internationales, ses fonctions consisteront :

• à assurer la liaison entre nos clients, notre filiale aux USA et les différents services techniques de la société (Recherche, Développement, Production) ; à prendre en charge tout le suivi logistique (administration, commerciale, livraison etc.) ;

Débutant ou ayant une première expérience le candidat devra : • avoir le sens des contacts et de la négociation dans une large autonomie ; parler parfaitement l'anglais ; accepter de se déplacer (25% environ du temps) ;

Merci d'adresser votre Curriculum-Vitae, photo et prétentions accompagnées d'une lettre manuscrite, sous référence LM/TC-2303, Service du Personnel - 1889 - 12, rue de Sébastopol - 92400 Courbevoie.

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE DE LAUSANNE

met au concours un poste de

PROFESSEUR DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

Début d'inscription : 31 MAI 1988.

Entrée en fonctions : A CONVENIR.

Renseignements complémentaires auprès du professeur
B. Ischener, chef du département des matériaux, 34, ch.
de Bellivue, CH-1007 Lausanne.

Les personnes intéressées voudront bien demander le dossier relatif à ce poste au :

Secrétariat général de l'École polytechnique fédérale
de Lausanne, CH-Ecublens, 1015 Lausanne, Suisse.

L'Université de Lausanne
ouvre une inscription pour la
poursuite d'un poste de prof.
certifié de langue et de
culture anglaises à la Faculté
des lettres pour le 1^{er} sept.
1988. La titulaire de ce
poste sera appelée à enseigner
la littérature anglaise du
XVI^e au XIX^e siècle et à
participer à l'enseignement
de l'anglais contemporain.
Un intérêt pour les rapports
entre les études littéraires et
linguistiques est souhaitable.
Titres exigés : doctorat en let-
tres, diplôme d'état, Ph.D.
ou titre équivalent. Les lettres de
recommandation doivent parve-
nir avant le 15 mai 1988, au
doyen de la Faculté des let-
tres, BPSH 2, CH, 1015 Lau-
sanne. Des renseignements supplé-
mentaires peuvent être obtenus
auprès du président de la
section d'anglais, même
adresse (tel. 021/44-45-49
ou 46-46-11).

AFRIQUE STES EUROP.

recherche pers. qual.
pour postes vacants
ADRIEN, 13770 VENELLES.

VACANCIES IN SAUDI ARABIA

THE INSTITUTE OF PUBLIC ADMINISTRATION

has the following vacancies :

LECTURERS IN COMPUTER SCIENCE
(M.Sc. with 2 yrs teaching/programming experience).

ANALYSTS/PROGRAMMERS
(M.Sc. with 2 yrs or B.Sc. with 5 yrs experience).

VTAM COMMUNICATION SYSTEMS PROGRAMMERS
(B.Sc. in Communications/Computer Science with 2 yrs experience).

SENIOR SYSTEMS ANALYSTS
(M.Sc. or B.Sc. with 3 yrs experience).

EXPERTS IN STANDARDS AND PROCEDURES
(M.Sc. or B.Sc. with 3 yrs experience).

MVS SYSTEMS PROGRAMMERS
(B.Sc. with 4 yrs experience).

Previous work experience on large IBM Systems is essential
for the above positions.

Vacancies are also in the following faculties :
ACCOUNTING, PROJECT MANAGEMENT, STATISTICS AND MATHEMATICS
(Ph.D./M.A./M.Sc. with 3 yrs experience).

Apply to :

The Director General (Administrative & Financial Affairs)
Institute of Public Administration
P.O. Box 205, Riyadh 11141 (Saudi Arabia).

Afrique stes europ. recher-
chant pers. qual. Eor. Adresse
13770 Venelles.

ÉCOLE FRANÇAISE 2
AURANGZEB ROAD NEW-
DEH, INDE RECRUTE EN-
TIRES BE, AG DU PSC, LICEN-
CE PHYS. SCI. NAT. TECHN.
ENVOYER C.V.

LYCÉE FRANÇAIS
San Sebastian
Établissement public
recrute septembre 1988
P.E.G.C. maths, physique
notions basic.
Salaires français.
Envoyer C.V.
B.P. 65
64700 Hendaye.

Septembre 1988, ingénieur
général, agronomie,
hydraulique ou formation
équivalente confirmée.
Pour recherche et enseigne-
ment hydrologie, irrigation,
aménagement, conservation
des eaux et des sols.
Esp. pays en développement
souhaités.
Envoyer urgence lettre candi-
dature min., C.V. détaillé,
photo, exemple d'écrits ou de
publication récente à l'École
Inter-États d'ingénieurs de
l'Équipement Rural, B.P. 7023,
Ouagadougou, Burkina-Faso.
Tél. 52606 BF.

L'UNIVERSITÉ DE LAU-
SANNÉ ouvre une inscrip-
tion pour la poursuite en
fonction des SSP d'un poste
de PROFESSEUR ORDI-
NAIRE DE METHODOLOGIE
en sciences sociales chargé
d'un enseignement de
méthodologie centrée sur la
recherche et la réflexion
théorique et épistémologi-
que en sciences sociales.
Entrée en fonction : 1^{er} sept.
1988. Titres requis : doctorat
en sciences sociales ou titre
équivalent. Le cahier des
charges peut être obtenu
auprès de la faculté des
SSP, BPSH 2, 1015 Lau-
sanne (Suisse). Tél. 021-45-
46-57. Les candidatures (en-
c. v. et public. en 2 ex.) doi-
vent parvenir au 10 avril
1988 à la même adresse.

MOTIVE pour L'EXPORTATION... ?

Groupe des FROMAGERIES BEL
5 Milliards de C.A. de Fromages de
Marques dont 50 % à l'étranger
recrute pour sa
Division BEL INTERNATIONAL

CHEF DE MARCHÉ EXPORT CONFIRME

Votre formation commerciale supérieure (HEC, ESSEC,
ESCP...) a été complétée par :

• une expérience de 2 ans minimum comme chef de
produit dans l'une des sociétés leaders du marketing
produits de grande consommation,
• une expérience de 2 à 5 ans dans la vente et le
marketing à l'exportation de produits de marque.

Si, à ces 2 expériences qui ont fait de vous un prati-
cien confirmé dans la vente et le marketing à l'exporta-
tion, vous pouvez ajouter les qualités personnelles
que requiert ce poste :

• contact, sens de la vente
• dynamisme
• capacité d'autonomie
• sens des responsabilités
• rigueur, efficacité dans la gestion du temps et de
l'argent investis.

Alors, vous êtes proche du profil recherché.

Il vous faut de plus parler couramment anglais et être
disponible pour des déplacements à l'étranger (1/3 du
temps) à partir de notre siège parisien.

La zone de vos responsabilités (Caraïbes - Canada)
ouvre un champ d'action diversifiée et un réel potentiel
de développement au sein d'une Division Internatio-
nale dynamique.

Adressez votre C.V. détaillé, photo,
rémunération actuelle à la Direction
du Personnel sous la référence
J.R/OCC - 4, rue d'Anjou 75008 PARIS.

CONFESSE

قرا من الامل

SOMMAIRE

■ Dans un entretien accordé au *Monde*, M. Michel Noir, ministre délégué au commerce extérieur, souligne que les Européens doivent prendre la décision de construire un nouvel avion en commun sans tenir compte des pressions américaines (lire ci-dessous).

■ Afin d'étendre ses ressources d'hydrocarbures et de développer ses activités d'exploration et de production, Total achète pour 612 millions de dollars la compagnie américaine CSX Oil and Gas (lire page 36).

■ Le gouvernement ouest-allemand a adopté, le 22 mars, un projet de loi fiscale prévoyant une simplification et une diminution des taux des impôts directs (lire page 36).

■ La Banque de l'entreprise, proche des milieux du bâtiment et des travaux publics, a subi des pertes importantes sur le MATIF (lire page 38).

Forte surenchère

Schneider propose de racheter tous les titres de Télémechanique à 5 400 F

Le dossier Télémechanique vient de prendre un tournant décisif : Schneider a modifié, le mardi 22 mars, les termes de son offre publique d'achat (OPA) pour la faire porter sur la totalité du capital de l'entreprise à 5 400 F l'action. Auparavant, il proposait 5 500 F pour moins de la moitié seulement des titres.

Le président de Schneider, M. Didier Pinesau-Valencienne, marque ainsi un point sur son adversaire, Framatome, dont la dernière offre (4 500 F par action) apparaît nettement moins alléchante. Mais il faut porter sur la totalité du capital de l'entreprise à 5 400 F l'action. Auparavant, il proposait 5 500 F pour moins de la moitié seulement des titres.

A 5 400 F l'action, Télémechanique vaut 8,8 milliards de francs. Mais M. Pinesau-Valencienne, qui a déjà en main officiellement 24,7 %

(et plus si l'on tient compte des titres détenus par des « amis »), n'aura plus à déboursier que 6,4 milliards environ pour acquérir ce qui lui manque. A condition que tous les actionnaires vendent : Framatome et ses alliés possèdent environ 24,2 % du capital de Télémechanique, si l'on en croit cette entreprise.

Cette folle surenchère pose un certain nombre de questions. Si l'on tient compte des sommes déjà dépensées pour racheter 24,7 % du capital de Télémechanique et celles qu'il s'apprête à mettre sur la table, Schneider aura consacré quelque 8 milliards de francs à cette opération.

Où trouvera-t-il l'argent ? Ces fonds ne pouvaient-ils pas être utilisés à meilleur escient ? D'autant que M. Pinesau-Valencienne prend le risque de se rendre maître d'une entreprise démolitionnée, qui ne veut pas de lui. On sera vite fixé sur la réaction des Télémechaniciens : déjà, plusieurs milliers — sept mille, selon les organisateurs — d'entre eux, ont manifesté, mercredi 23 mars, à Paris. En fin de matinée, une délégation de trois salariés avait été reçue à l'Élysée.

F.V.

Société générale de Belgique

M. De Benedetti détiendrait moins de 50 % des parts

détiennent les deux camps dans la Générale de Belgique.

Le groupe Cerus de M. Carlo De Benedetti a annoncé, mardi 22 mars, avoir acquis 1 887 418 parts de réserve de la Société générale de Belgique (SGB) au terme de son OPA réalisée du 15 février au 18 mars. Le volume de ces actions représente 3,9 % du capital de la SGB qui compte au total 28 millions d'actions. Toutefois, ces actions nouvelles ne s'ajoutent pas avec les 47,01 % d'actions SGB déjà détenues par Cerus, l'un de ses auteurs, dont on ignore l'identité, ayant choisi de se retirer et de vendre ses parts par le biais de l'OPA.

« Nous sommes toujours en dessous des 50 % », a reconnu M. Alain Minc, directeur général du Cerus. Sa part devrait être de 48,9 %, alors que le groupe franco-belgo-luxembourgeois mené par Suez, affirme avoir fait passer par huis-clos, dès le 7 mars, qu'il en détenait 50,9 %.

Dans un entretien accordé à la télévision italienne, mardi, M. De Benedetti a suggéré que les parties en présence s'accorderont pour un partage des tâches : Suez gèrera la partie financière de SGB, tandis que Cerus s'occuperait des intérêts industriels du holding belge. Il apparaît maintenant que seule l'assemblée générale convoquée pour le 14 avril permettra de déterminer avec exactitude les parts que

EN BREF

■ **Bataille autour de Christian Lacroix.** — Le groupe financier Agache vient de faire appel d'un jugement du tribunal de commerce de Paris le condamnant à payer 10 millions de francs de dommages à Patou. Rendu le 18 février, le jugement donnait raison à Patou qui s'était plaint de la débauche de Christian Lacroix qui créait sa propre maison de couture sous l'égide de la Financière Agache, accusant le couturier de « concurrence déloyale ».

■ **Airbus au COCOM.** — Airbus demandera au Comité de coordination multilatéral des exportations (COCOM) l'autorisation de vendre deux bi-réacteurs A-300 à la compagnie est-allemande Interflug. Le COCOM, qui regroupe les pays de l'OTAN, sauf l'Islande, ainsi que le Japon, est chargé de contrôler les exportations de technologies avancées vers les pays de l'Est. Les moteurs et l'avionique des avions de ligne entrent dans cette catégorie. Pour leur part, les constructeurs américains Boeing et McDonnell Douglas ont livré des jets à la Chine et négocient actuellement à ce sujet avec la Pologne et la Roumanie.

■ **Ducellier : onze relaxés, neuf condamnations de syndics.** — Inculpés après de violents incidents qui s'étaient produits dans l'usine Ducellier d'Issou (Puy-de-Dôme) lors de l'annonce de licenciements en septembre par le groupe Valeo (*Le Monde* des 2 et 4 octobre 1985), vingt militants CGT étaient jugés, le 22 mars, par le tribunal de grande instance du Puy-en-Velay (Haute-Loire). Onze de ces syndicalistes ont été relaxés. Les huit autres ont été condamnés, dont sept à des peines d'amende avec sursis de 1 000 F à 3 000 F, et un seul à une peine d'un mois de prison, également avec sursis. Partie civile, la direction a obtenu 12 421 F de dommages et intérêts et la caisse d'assurance-maladie 932,80 F.

Réserves de change
Augmentation
en France

Les avoirs officiels de change de la France ont augmenté en février de 4,7 milliards de francs pour atteindre, à la fin du mois dernier, 392,1 milliards de francs contre 387,4 milliards fin janvier.

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS.

Derrière les bons résultats de 1987

Renault a besoin d'argent et d'un souffle commercial

« Nous devons utiliser nos ressources pour construire l'avenir et non plus seulement pour effacer le passé. » Cette déclaration de M. Raymond Lévy, le PDG de Renault, lors de l'annonce des comptes du constructeur nationalisé, le 22 mars, résume assez bien le double défi financier et commercial auquel est confrontée la Régie au-delà de ses brillants résultats de 1987.

Côté ressources, l'état-major de Renault est conscient que la formidable amélioration de 1987 de près de 10 milliards de francs ne se reproduira pas les années suivantes. Les progrès réalisés sur la gestion des stocks, les besoins en fonds de roulement, ont atteint un certain « seuil de résistance ». Tout comme les économies enregistrées sur les achats (2 milliards de francs en 1987) ou le rattrapage sur les prix de vente. En évoluant plus vite que l'inflation, ceux-ci ont permis d'engranger 1,5 milliard l'an dernier, mais il sera désormais d'autant plus difficile de tenir le rythme que les hausses de tarifs sont désormais de plus en plus compensées par des pratiques commerciales coûteuses de rabais divers et de facilités de crédit.

Si les caisses de trésorerie permettent d'espérer encore quelques rentrées d'argent (elles ont rapporté pour 2 milliards en 1987), le principal fardeau de Renault demeure son endettement. Réduit de 9,3 milliards de francs l'an dernier, il s'élève encore à 46,3 milliards de francs, somme considérable, imposant au groupe des charges financières (4,2 milliards) représentant 2,8 % du chiffre d'affaires. Un handicap sérieux quand on voit que les concurrents de Renault, les favoris de Renault sont, eux, libres de tous frais financiers.

Quels que soient les efforts déployés par le groupe automobile, la résolution de ce problème passe par un injectable apport de son actionnaire, l'État. La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça. Les concurrents de Renault, les favoris de Renault sont, eux, libres de tous frais financiers.

Quels que soient les efforts déployés par le groupe automobile, la résolution de ce problème passe par un injectable apport de son actionnaire, l'État.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-motiv de statut est la condition qui doit aider pour obtenir cet argent, M. Lévy l'accepte. Mais il n'est pas si simple que ça.

La « recapitalisation » (11,4 milliards de francs de fonds propres pour la Régie, 7,3 pour le groupe) est le leit-m

Économie

MARCHÉ COMMUN

Mise en place de l'Europe de 1993

Les Douze adoptent une législation nouvelle pour les marchés publics de fournitures

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Les ministres de la CEE responsables de l'achèvement du marché intérieur européen d'ici à la fin de 1992 ont définitivement adopté mardi 22 mars la nouvelle législation communautaire portant sur la libération des marchés publics de fournitures. La directive des Douze entrera en vigueur au 1^{er} janvier 1989.

C'est la deuxième tentative de la Communauté pour ouvrir à la concurrence les commandes des administrations nationales. La réglementation adoptée en 1976 a été un échec. A telle enseigne que, aujourd'hui, 2 % à 3 % seulement des fournitures sont attribuées à des entreprises établies dans un autre Etat membre que celui du donneur d'ordres.

Les futures règles du jeu, élaborées en décembre 1986 et examinées entre-temps par le Parlement européen, ont pour but d'établir une véritable transparence. A cette fin, elles prévoient une meilleure information des fournisseurs, la rationalisation des modalités de publication des appels d'offres, une limitation des procédures de gré à gré et la promotion des normes techniques européennes. Tous les marchés supé-

rieurs à un montant de 200 000 ECU (1,4 million de francs) sont visés par la directive.

M. Bernard Bosson, ministre français chargé des affaires européennes, a toutefois quitté Bruxelles sans être totalement satisfait. Ses onze partenaires et la Commission européenne lui ont en effet imposé une clause qui favorise les entreprises établies dans les régions les moins développées de la CEE. Pour M. Bosson, « il s'agit là d'un fâcheux précédent qui risque de couper en deux le marché unique ».

D'autant plus fâcheux que les Douze doivent prendre à bref délai une décision sur l'ouverture des marchés publics de travaux. Là aussi, il existe une législation communautaire qui date de 1971, mais dont les résultats sont tout aussi décevants. Au total, les commandes des administrations et les marchés conclus par les entreprises publiques sont estimés à 400 milliards d'ECU par an (2 800 milliards de francs) soit 10 % à 12 % du PNB de la CEE.

Très vite aussi, le conseil des ministres sera conduit à se prononcer sur la libération des marchés dans les secteurs de la télécommunication, des transports, de l'énergie, et du traitement et de la distribution d'eau.

MARCEL SCOTTO.

ÉTRANGER

Le projet de réforme fiscale adopté en RFA

BONN
de notre correspondant

Le gouvernement dirigé par le chancelier Kohl a adopté, mardi 22 mars, le projet de réforme fiscale élaboré par le ministre des finances, M. Gerhard Stoltenberg. Qualifié d'« œuvre du siècle » par ses promoteurs et de manifestation de la « folie des grands » par ses détracteurs, cette réforme a été placée au centre du débat public depuis l'entrée en fonctions du nouveau gouvernement de coalition issu des élections au Bundestag du mois de janvier 1987.

La promesse d'une diminution de l'impôt direct avait alors contribué à

assurer la victoire des chrétiens-démocrates et de leurs alliés, et la reconduction du chancelier Kohl. Cette réforme fiscale a néanmoins été plus difficile à mettre au point qu'on ne pouvait s'y attendre : il n'aurait pas fallu moins d'un an pour que M. Stoltenberg puisse présenter un texte qui soit accepté par ses collègues. S'il est facile, en effet, d'entendre sur les allègements fiscaux qui seront accordés aux personnes physiques et aux entreprises, il était beaucoup moins simple de faire admettre le financement de cette réforme par une nouvelle répartition des charges.

Prévu pour être appliquée progressivement jusqu'en 1990, la

réforme aboutit à une diminution des recettes fiscales de 40 milliards de deutschemarks (136 milliards de francs). La moitié de cette somme, selon les calculs du ministère des finances, serait compensée par une moindre croissance des dépenses publiques, les 20 milliards restant devant être trouvés dans une restructuration de l'ensemble du système fiscal, par des transferts de charges qui sont, on s'en doute, fort peu appréciés par ceux qui vont être amenés à les supporter.

Les principaux points de friction concernaient l'établissement d'une retenue de 10 % à la source pour les revenus de l'épargne et les dividendes. Malgré une réforme qui favorisait sur ce nouvel impôt qu'ils auront la charge de recouvrer, le ministre des finances a tenu bon sur ce point, de même qu'il n'a pas cédé sur la question très controversée de l'intégration dans le revenu imposable d'avantages en nature, comme les réductions accordées par les constructeurs automobiles à leurs salariés pour une voiture par an. M. Lorenz, ministre fédéral du Travail, avait très vivement critiqué cette mesure qui pénalise les ouvriers de chez Mercedes qui détiennent 20 % du marché des véhicules d'occasion grâce à cette mesure.

Mal « vendu »

Plus généralement, on reproche à M. Stoltenberg d'avoir mal « vendu » à l'opinion une réforme qui devrait aboutir dans trois ans à des allègements sensibles d'impôts pour la très grande majorité des contribuables. Pour l'instant, le sentiment domine dans l'opinion que l'Etat cherche à reprendre d'une main ce qu'il donne de l'autre. L'opposition social-démocrate critique vivement une réforme qui favorise essentiellement, à ses yeux, les détenteurs des revenus les plus élevés. Le taux maximum d'imposition a été en effet ramené de 56 % à 53 %.

M. Stoltenberg a manifesté le souhait de voir sa réforme adoptée par le Parlement avant l'été. La course d'obstacles parlementaires va donc commencer après les congés de Pâques. Elle ne devrait pas être de tout repos pour le ministre des finances. Le Bundestag, la deuxième Chambre du Parlement qui réunit les représentants des Länder, entend bien faire entendre sa voix dans le débat et obtenir du gouvernement des compensations au manque à gagner que va provoquer cette réforme fiscale pour les régions et pour les communes.

L'annonce du projet de réforme fiscale a provoqué une réaction immédiate d'un syndicat particulièrement touché par les nouvelles mesures prévues : le Syndicat du livre qui s'est mis en grève dans la région de Mannheim, empêchant les journaux régionaux de paraître. Les ouvriers imprimeurs protestent contre l'intégration dans le revenu imposable des primes de travail de nuit et de jours fériés.

LUC ROSENZWEIG.

CONJONCTURE

Le rapport du Conseil économique et social

Les allègements d'impôts sur le revenu « ne vont pas dans le bon sens »

Le rapport de conjoncture du Conseil économique et social (CES) pour le premier semestre 1988 a fait apparaître, mardi 22 mars, des divergences importantes, surtout en matière de fiscalité, entre les conseillers du palais d'Elysée et le ministre de l'économie, M. Edouard Balladur.

Le projet d'avis élaboré par le CES économique prend en effet à contre-pied les thèses de M. Balladur sur la réduction du déficit budgétaire, l'impôt sur le revenu et l'aide à l'investissement.

« Dans la situation actuelle et au vu des perspectives pour 1988, un objectif de réduction du déficit budgétaire ne paraît pas de mise », affirme ainsi le rapporteur du projet, M. Jean-Pierre Vignat, qui ajoute : « Il serait dommageable de réduire le déficit budgétaire à marche forcée. Il y a d'autres priorités ».

Les auteurs du rapport expliquent que le déficit budgétaire de la France pour 1988 (2,7 % du produit intérieur brut) est comparable à ceux des grands pays industrialisés.

Le rapport souligne également que les allègements d'impôts sur le revenu intervenus ces dernières années « ne vont pas dans le bon sens », à l'heure où la France doit harmoniser l'ensemble de sa fiscalité avec celle des autres pays de la CEE dans la perspective du marché unique de 1993. La France a en effet

l'une des TVA les plus lourdes alors que son impôt sur le revenu est l'un des plus faibles de toute la CEE, a souligné M. Vignat.

Présent lors des débats, mardi après-midi, M. Balladur a affirmé son désaccord avec ces thèses. « La poursuite de la réduction du déficit budgétaire est un objectif essentiel, a-t-il répété. Il faut parvenir à un déficit de l'ordre de 70 milliards de francs en 1991, soit une réduction de 15 milliards par an environ ».

Cette réduction du déficit « devra s'accompagner d'une baisse des impôts de l'ordre d'un quinquain de milliards de FF par an environ », a ajouté le ministre.

Pour M. Balladur, la baisse des impôts pour les prochaines années devrait surtout se concentrer sur la diminution de l'impôt sur les sociétés et l'abaissement de certains taux de TVA « en fonction de leur importance pour la compétitivité de notre économie ».

Il n'est donc pas question pour M. Balladur de songer à des « incitations sélectives et temporaires » à l'investissement. Le rapport propose au contraire « une aide fiscale à l'investissement sous forme de baisse de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réinvestis », une idée semblable à celle développée par l'ancien ministre socialiste de l'économie Pierre Bérégovoy.

ENERGIE

Pour 3,5 milliards de francs

Total rachète une compagnie pétrolière américaine

Total CFP a finalement signé le pas. Après deux années de recherches infructueuses, la compagnie pétrolière française est finalement parvenue à acquérir le domaine minier qu'elle convoitait outre-Atlantique afin de mieux répartir et diversifier ses réserves, jusqu'ici concentrées en mer du Nord, au Moyen-Orient et en Indonésie. Le groupe a en effet conclu le 22 mars un accord avec la compagnie américaine CSX, spécialisée dans les transports (chemins de fer, bateaux, camions, oléoducs, etc.) pour racheter à cette dernière sa division pétrolière et gaz, CSX Oil and Gas, pour une somme de 612 millions de dollars (3,46 milliards de francs environ).

Cette acquisition majeure pour Total, puisqu'elle équivaut grosso modo à un tiers des investissements annuels totaux du groupe, correspond à une stratégie longuement préparée par le président, M. François-Xavier Ortoli, depuis sa nomination. « Il convient de faire des progrès décisifs pour le développement de notre position en Amérique du Nord », déclarait-il dès le printemps 1985, précisant que l'objectif était d'y réaliser environ un cinquième de la marge brute d'auto-financement — cash flow en anglais — du secteur exploration-production (4 à 5 milliards de francs).

Traditionnellement implantée dans des pays comme Abu-Dhabi, au Moyen-Orient, ou l'Indonésie, en Extrême-Orient, où la marge laissée aux compagnies est extrêmement

faible, les Etats producteurs empochant l'essentiel de la « rente », la compagnie tirait en effet le plus gros de ses ressources (plus de la moitié) de ses champs de mer du Nord, au premier rang desquels Frigg, dont les réserves, limitées, sont menacées d'épuisement.

Il était donc vital pour Total, non seulement d'accroître ses réserves, mais aussi et surtout de trouver de nouvelles sources de cash flow pour assurer le relais. L'acquisition de CSX Oil and Gas répond à ce souci en lui donnant accès à une production fort rentable en terme de marge d'environ 25 000 barils/jour, soit 1,25 million de tonnes/an de pétrole et de gaz.

Succédant à une série d'opérations plus modestes (rachat des sociétés Lear, Typco et AMR pour un total d'environ 300 millions de dollars en 1986 et 1987), cette nouvelle opération permettra au groupe de réaliser environ un cinquième de son cash flow en amont (1 milliard de francs) en Amérique du Nord.

CSX Oil and Gas qui produit surtout du gaz, à 95 % aux Etats-Unis (Texas et Louisiane), possède en outre un domaine minier et des réserves « en terre » non négligeables situées pour les trois quarts aux Etats-Unis, et pour le reste en mer du Nord, avec des participations dans les champs de « Forties » et de « Claymore », ainsi qu'en Australie, en Afrique, et... dans le Bassin parisien.

V. M.

SOCIAL

Retraite complémentaire des cadres supérieurs

Question d'équilibre

Sauf rebondissement de dernière minute, l'accord sur l'extension des retraites complémentaires des cadres supérieurs (régimes dits T3) et leur intégration dans l'Association générale des institutions de retraite des cadres (AGIRC) sera signé le jeudi 24 mars. Au CNFP, on rappelle que la décision a été entérinée par une large majorité du conseil exécutif. Cependant, la crise ouverte avec la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA), dont le président M. Jacques Lallemand est aussi président de la commission économique de l'organisation patronale, risque de rebondir très vite.

Si l'accord est signé, M. Lallemand pourrait démissionner rapidement de ses fonctions au sein du CNFP « anticiper son départ », comme on dit pudiquement au patronat en rappelant que cette hypothèse avait été évoquée avant l'apparition du différend, mais il y a plus grave : une sortie de la FFSA de l'organisation patronale n'était toujours pas considérée comme exclue le 22 mars. Cette hypothèse est d'autant moins à écarter que le débat risque de rebondir à l'ARRCO (Association des régimes de retraites complémentaires, pour les non-cadres) où un projet d'intégration par le conseil d'administration le 16 décembre 1987 a mis au point des règles permettant aux entreprises de passer la barre du taux minimal de cotisation obligatoire de 4 % (avec une limite de 8 %) afin d'offrir, moyennant cotisations facultatives, des retraites supplémentaires. Il pourrait être bientôt ratifié.

La FFSA, en s'opposant à de tels projets, se défend de mener un combat « corporatiste » ou de relancer une querelle de personnes au sein du CNFP. M. Lallemand s'inspire des « dévies » qu'il constate. La FFSA assure qu'elle ne s'oppose pas à la retraite par répartition mais elle regrette que le rapport soit en France de 90 pour la répartition et de 10 pour la capitalisation alors qu'il est de 70-30 en RFA. Inutile d'étendre encore la répartition, ajoute-t-elle, alors que la branche d'assurance-vieillesse doit affronter de graves difficultés de financement.

La CFDT a récusé un tel procès, estimant le 22 mars par la voix de M. Spaeth, secrétaire national, que la retraite par répartition a « un rendement double à celui du système par capitalisation ». M. Lallemand juge aussi impossible de donner sa caution à un alourdissement des charges des entreprises alors qu'il se bat en permanence pour leur allègement. Sur le fond, la FFSA conteste le poids de fédérations d'industries traditionnelles, comme celle de la métallurgie, pour la conduite de la politique sociale, jugeant que l'évolution de l'économie et de l'emploi imposent peut-être un autre équilibre.

MICHEL NOBLECOURT.

REPÈRES

Biens durables

Baisse de 1,8 % des commandes aux Etats-Unis

Les commandes de biens durables aux Etats-Unis (plus de trois ans) ont fléchi de 1,8 % aux Etats-Unis pour le mois de février, comme elles l'avaient fait au mois de janvier. C'est la première fois depuis le printemps 1986 qu'un fléchissement de ces commandes est observé deux mois de suite. Il a surpris les analystes, qui tablent sur un renversement de la tendance, la contraction du mois de janvier ayant été le fait, principalement, des commandes d'équipement. En février, seules les commandes d'équipement de transport (véhicules et automobiles) ont progressé (+ 3,5 %). Les commandes émanant des entreprises, considérées comme un bon indicateur de l'activité économique, ont diminué de 5,9 %, ce qui pourrait conduire à un ralentissement de l'expansion au premier trimestre 1988.

Chômage

Aggravation en janvier en Europe

Les douze pays de la Communauté européenne ont enregistré une forte hausse du chômage en janvier, puisque celui-ci touche 421 000 personnes supplémentaires (+ 2,8 %). Au total, il y avait 16,7 millions de demandeurs d'emploi, soit 2,5 % de moins toutefois que l'an dernier. L'aggravation est surtout due à la situation allemande, où le chômage a augmenté de 9,1 % (210 000 personnes supplémentaires), et à l'évolution défavorable en Italie (84 000 chômeurs supplémentaires, soit + 2,4 %). En données corrigées des variations saisonnières, le taux de chômage correspond à 10,4 % de la population active, la France affichant un résultat équivalent à la moyenne européenne. Hormis pour la Grèce, dont les statistiques ne sont pas connues, le classement s'établit de la façon suivante : Espagne (21 %), Irlande (18,9 %), Italie et Belgique (11,1 %), France (10,4 %), Pays-Bas (9,9 %), Grande-Bretagne (9,4 %), République fédérale d'Allemagne et Portugal (8,6 %), Danemark (5,8 %) et Luxembourg (3,1 %).

Défaillances d'entreprises

Le Limousin et la Corse en tête

Le nombre des défaillances d'entreprises a beaucoup augmenté en 1987 (+ 10,7 %), mais cette progression est inégalement répartie selon les régions. L'INSEE indique que l'augmentation a été de 64,4 % dans le Limousin, 61 % en Corse, 35,5 % en Lorraine et seulement 0,4 % en Ile-de-France. Mais, en Champagne-Ardenne (- 23 %), Basse-Normandie (- 6 %) et Alsace (- 16,7 %), il y a eu au moins de défaillances en 1987 qu'en 1986. En valeur

absolue, c'est en Provence-Alpes-Côte d'Azur qu'on recense le plus de défaillances (est appelée « défaillants » une entreprise qui fait l'objet d'un jugement d'ouverture de redressement judiciaire).

Dettes

Réaménagement « recommandé » pour le Gabon

Le Club de Paris a décidé de « recommander » à ses pays membres un réaménagement important de la dette extérieure de la République gabonaise, afin de « faciliter le redressement de son économie ». A l'indépendance, le 17 août 1960, le gouvernement gabonais a contracté une dette de 1,5 milliard de francs. Cette dette a augmenté de façon constante jusqu'à atteindre 8 milliards de francs en 1986. Le réaménagement s'applique aux paiements dus au titre des prêts et crédits garantis accordés par les pays créanciers. La dette globale du Gabon est estimée à environ 8 milliards de francs.

France

Les PME optimistes malgré le krach boursier

Les dirigeants des petites et moyennes entreprises françaises sont optimistes pour 1988, mais 30 % d'entre eux, néanmoins, redoutent les conséquences néfastes du krach boursier de l'automne dernier, révèle une enquête du Cofre d'équipement aux PME. En 1987, deux PME sur trois ont enregistré une baisse de leur activité et ont créé des emplois. Cette situation devrait se prolonger en 1988. La tendance est la même pour l'investissement (huit PME sur dix ont investi) : En ce qui concerne le krach, il devrait avoir des répercussions sur l'activité et la rentabilité des entreprises pour 30 % des sondés (10 % dans l'immédiat, 20 % à terme). En revanche, 5 % seulement des PME envisageraient de différer des investissements, 10 % renonçant à une augmentation de leur capital.

Informatique

Mauvaise année pour la France

Le chiffre d'affaires de l'industrie informatique française a progressé de 2,1 % en 1987, pour s'établir à 64,5 milliards de francs, selon les chiffres du Syndicat national des fabricants d'ensembles informatiques, de bureautique et de leurs applications télématiques (SNIB). Cette croissance, « la plus faible de celles enregistrées par notre profession », n'est due qu'au développement des exportations (+ 4,4 %), les livraisons en France ayant stagné (+ 0,8 %). Toutefois, les importations de 5 % : En conséquence, le déficit commercial s'est légèrement accru (à 9,6 milliards contre 8,53 milliards en 1986). A noter la forte croissance (+ 2 milliards) des arrivages en provenance des pays d'Asie.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ESD
ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

L'ACTION EST COTÉE AU RÈGLEMENT MENSUEL
MARCHÉ OFFICIEL DE LA BOURSE DE PARIS
A PARTIR DU JEUDI 24 MARS 1988

L'action ESD était cotée depuis le 10 mai 1985 sur le second marché de la Bourse de Paris.

La Commission des opérations de Bourse (COB) a prononcé l'admission du titre ESD à la cote officielle de la Bourse de Paris et a approuvé son visa n° 88-41 sur la note d'information ESD tenue à la disposition du public (1) à l'occasion du passage au règlement mensuel.

La Chambre syndicale des agents de change a décidé la cotation du titre ESD au marché à Règlement mensuel (RM) en continu informatisé (CAC), par quotités de 25 actions et multiples.

L'action ESD sera donc cotée au Règlement mensuel (2), Marché en continu, à partir du 24 mars 1988.

(1) La note d'information ESD (visa COB n° 88-41) du 15 mars 1988 est tenue à la disposition du public par la Banque nationale de Paris (BNP) et par la Banque Industrielle et Commerciale du Maroc (BICM) et peut être obtenue sur simple demande au siège de la société Electronique Serge Dassault, 55, quai Marcel-Dassault, 92214 Saint-Cloud cedex (France).

(2) Nouveau numéro de code SICOVAM : 12.543.

S'entendre sur les prix,
c'est pas beau.
S'entendre sur les prix
des cartes bancaires,
c'est quoi ?



C. L. M. & H. B. B. D. A.

E. LECLERC



DEMANDEZ A VOTRE BANQUIER CE QU'IL EN PENSE.

مقتضى العمل

Règlement mensuel

Composi- tion	VALUES	Cross product	Premier cross	Demic cross	% +/-
133	Chas. Mich.	146 20	147 10	147 10	+ 0.62
135	De Beers	61 36	61 28	61 15	- 0.21
140	Dussanier Bank	1435	1650	1460	+ 3.68
170	Grassie Bros.	31 20	32 20	32 20	- 0.43
483	Drydenstone Cat	67 60	67	68 20	- 2.07
490	De Pons-Num.	498 50	495	496	+ 0.98
240	Eastman Kodak	242	240	240	- 0.08
250	East River	25 50	25	25 20	- 0.20
210	Electrochem	234	231	227	- 1.29
189	Edison	218 80	220	219	+ 0.09
245	Encon Corp.	263	247 80	247 50	- 2.17
250	Flint Motors	250 50	250 50	250 50	+ 0.05
250	Flint Motors	25 50	25	25	+ 0.07
88	Ganor	96 30	96 80	96 80	+ 1.68
280	Gen. Electr.	280 20	248 50	248	- 1
780	Gen. Belgique	1320	1319	1319	- 0.08
114	Gen. Electric	114	114	114	- 0.01
94	Goldfields	97 50	96 50	96 60	- 0.92
45	Gulfstream	52 50	51 80	52	- 0.86
62	Harnisch	62 80	63 50	63 50	+ 1.36
68	Harnisch	48 70	48 50	48 50	+ 0.83
780	Hercules	780	780	780	+ 0.00
107	Imp. Chemical	110	110	110	- 0.00
855	IBM	648	648	646	- 0.46
270	ITT	272 30	268	267	- 1.95
189	Ito-Yokado	189 30	187 80	187 60	+ 2.06
910	Itt	910 30	912	912	+ 0.22
910	Itt	912	924	924	+ 1.32
260	Minnesota M.	260	359 30	358 30	- 0.19
280	Mobil Corp.	258	280	280 50	+ 0.88
260	Mogul L.P.	260 10	184	184	- 0.56
15200	Mogul L.P.	15200	15600	15600	+ 0.55
165	Monk Hydro	172 20	176	176	+ 0.48
154	Obal	154 50	155	155	+ 0.32
1780	Palatin	1822	1825	1820	- 0.48
520	Petrol Mtns.	542	538	533	- 1.68
30	Petrol Mtns.	30 40	30	30	- 0.00
98	Pleaser Dome	72 50	73 70	72 50	+ 1.38
345	Quilme	349 50	340	340	- 2.72
455	Randolph	455	474	476	- 0.42
695	Royal Dutch	698	684	681	- 0.73
34	Sacramento	34 40	34	35 50	- 0.78
62	St. Helena Co.	63 20	62 50	63	- 0.38
200	Stamberg	207	206 40	205 50	- 0.72
104	Shell Transp.	116	113 70	113 70	- 1.48
1280	Siemens A.L.	1330	1352	1349	+ 1.93
211	Sony	226 20	226	226	- 0.00
218	T.D.	227 50	207 50	205	+ 1.06
336	Tribune Corp.	36 30	36 35	36 35	+ 0.08
336	Unilever	363	382	382	- 0.28
220	Unit. Techs.	227	232 20	232 20	+ 0.91
560	Vad Refs.	545	530	530	- 2.75
295	Vad Refs.	295	336	336	+ 1.67
228	Vad Refs.	228 60	222 80	222	- 1.76
325	Vad Corp.	326	327 80	327 80	+ 0.65
1355	Zarabaz Corp.	1 38	1 38	1 37	- 0.72

SICAV (selection)

22/3

Emission Franchise Inc.	Rachet net	VALEURS	Emission Franchise Inc.	Rachet net
1389 51	1389 51	Pachon Renoir	94 80	93 86
28 10	25 48	Pachon-Venit	1065 08	1064 02
316 54	331 98	Pachon-Venit-Renault	1885 26	1881 62
50690 18	10060 18	Pachon-Venit-Renault	837 22	837 22
243 93	259 50	Pachon-Venit-Renault	259 50	258 29
856 08	847 08	Pachon-Venit-Renault	854 78	855 07
230 03	227 03	Pachon-Venit-Renault	797 47	797 47
86234 48	86096 97	Pachon-Venit-Renault	74452 10	74452 10
587 66	574 86	Pachon-Venit-Renault	57473 93	57473 93
11069 83	11424 60	Pachon-Venit-Renault	56110 40	56110 40
9 98	1053 58	Pachon-Venit-Renault	10837 86	10830 38
110922 16	86233 08	Pachon-Venit-Renault	10375 89	10827 86
144 28	141 21	Pachon-Venit-Renault	10553 85	103 04
603 33	578 97	Pachon-Venit-Renault	1025 10	102 42
1354 24	1257 94	Pd/Association	21776 72	21776 72
1287 49	1346 49	Pachon-Venit-Renault	427 87	401 88
2012 34	1440 74	Quartz	108 18	105 08
205 32	1958 48	Quartz-Quartz	1 01	1 01
808 35	778 13	Renault	181 82	159 13
1329 75	1278	Renault-Thomson	5354 55	5409 85
458 45	1430 78	Renault-Venit	1183 71	1152 69
1035 85	1005 48	Rivoli Pk	1107 87	1057 44
1243 25	14576 20	St-Honore-Alexandre	5884 67	5821 49
377 48	368 54	St-Honore-Alexandre	708 82	708 82
1445 84	14464 56	St-Honore-Alexandre	1040 07	1011 21
17801 55	17805 02	St-Honore P.M.E.	409 28	380 70
78 28	127 27	St-Honore P.M.E.	17714 84	17728 03
237 18	233 85	St-Honore-Renault	11888 21	11779 21
241 78	230 82	St-Honore-Renault	417 37	439 59
237 77	227	St-Honore-Renault	891 85	892 29
280 72	238 35	St-Honore-Renault	13454 78	13464 78
273 75	261 44	St-Honore-Vale	11984 43	11377 05
273 75	311 94	Silence	10378 10	10378 10
157 19	311 94	Silence	409 28	380 70
144 48	127 13	Silence-Clavier	723 58	712 90
2183 24	304 91	Silence-Clavier (P)	1459 10	1453 92
365 81	338 68	Silence-Clavier (P)	554 48	548 88
11132 23	11132 23	S.L.F. inc. et al.	397 38	299 33
138771 64	138771 64	S.L.F. inc. et al.	397 38	299 33
222583 80	222583 80	S.L.F. inc. et al.	397 38	299 33
780 71	743 28	St-Honore	488 82	487 34
388 67	378 13	St-Honore	391 85	381 67
605 31	887 38	St-Honore	403 18	398 71
151 81	143 99	St-Honore	1125 14	1086 25
2876 85	2876 85	St-Honore	360 39	327 73
409 48	387 03	St-Honore	285 34	821 57
6786 02	6786 02	St-Honore	1273 82	1215 87
3251 19	3251 19	St-Honore	435 41	435 41
128 48	122 30	St-Honore	1085 34	1080 86
9403 12	9403 12	St-Honore	1077 28	1045 90
14110 80	13871 15	St-Honore	5709 15	5490 28
9082 84	9082 84	St-Honore	3224 48	5171 78
1212 30	1179 85	St-Honore	379 64	385 82
531 77	517 54	St-Honore	110 82	110 82
1289 97	1236 01	St-Honore	401 38	363 36
63896 44	63896 44	St-Honore	109 10	1057 25
1041 05	1030 74	St-Honore	1286 68	1281 44
5780 30	5780 30	St-Honore	1077 28	1045 90
128 48	122 30	St-Honore	5709 15	5490 28
9403 12	9403 12	St-Honore	3224 48	5171 78
14110 80	13871 15	St-Honore	379 64	385 82
9082 84	9082 84	St-Honore	110 82	110 82
1212 30	1179 85	St-Honore	401 38	363 36
531 77	517 54	St-Honore	109 10	1057 25
1289 97	1236 01	St-Honore	1286 68	1281 44
63896 44	63896 44	St-Honore	1077 28	1045 90
1041 05	1030 74	St-Honore	5709 15	5490 28
5780 30	5780 30	St-Honore	3224 48	5171 78
128 48	122 30	St-Honore	379 64	385 82
9403 12	9403 12	St-Honore	110 82	110 82
14110 80	13871 15	St-Honore	401 38	363 36
9082 84	9082 84	St-Honore	109 10	1057 25
1212 30	1179 85	St-Honore	1286 68	1281 44
531 77	517 54	St-Honore	1077 28	1045 90
1289 97	1236 01	St-Honore	5709 15	5490 28
63896 44	63896 44	St-Honore	3224 48	5171 78
1041 05	1030 74	St-Honore	379 64	385 82
5780 30	5780 30	St-Honore	110 82	110 82
128 48	122 30	St-Honore	401 38	363 36
9403 12	9403 12	St-Honore	109 10	1057 25
14110 80	13871 15	St-Honore	1286 68	1281 44
9082 84	9082 84	St-Honore	1077 28	1045 90
1212 30	1179 85	St-Honore	5709 15	5490 28
531 77	517 54	St-Honore	3224 48	5171 78
1289 97	1236 01	St-Honore	379 64	385 82
63896 44	63896 44	St-Honore	110 82	110 82
1041 05	1030 74	St-Honore	401 38	363 36
5780 30	5780 30	St-Honore	109 10	1057 25
128 48	122 30	St-Honore	1286 68	1281 44
9403 12	9403 12	St-Honore	1077 28	1045 90
14110 80	13871 15	St-Honore	5709 15	5490 28
9082 84	9082 84	St-Honore	3224 48	5171 78
1212 30	1179 85	St-Honore	379 64	385 82
531 77	517 54	St-Honore	110 82	110 82
1289 97	1236 01	St-Honore	401 38	363 36
63896 44	63896 44	St-Honore	109 10	1057 25
1041 05	1030 74	St-Honore	1286 68	1281 44
5780 30	5780 30	St-Honore	1077 28	1045 90
128 48	122 30	St-Honore	5709 15	5490 28
9403 12	9403 12	St-Honore	3224 48	5171 78
14110 80	13871 15	St-Honore	379 64	385 82
9082 84	9082 84	St-Honore	110 82	110 82
1212 30	1179 85	St-Honore	401 38	363 36
531 77	517 54	St-Honore	109 10	1057 25
1289 97	1236 01	St-Honore	1286 68	1281 44
63896 44	63896 44	St-Honore	1077 28	1045 90
1041 05	1030 74	St-Honore	5709 15	5490 28
5780 30	5780 30	St-Honore	3224 48	5171 78
128 48	122 30	St-Honore	379 64	385 82
9403 12	9403 12	St-Honore	110 82	110 82
14110 80	13871 15	St-Honore	401 38	363 36
9082 84	9082 84	St-Honore	109 10	1057 25
1212 30	1179 85	St-Honore	1286 68	1281 44
531 77	517 54	St-Honore	1077 28	1045 90
1289 97	1236 01	St-Honore	5709 15	5490 28
63896 44	63896 44	St-Honore	3224 48	5171 78
1041 05	1030 74	St-Honore	379 64	385 82
5780 30	5780 30	St-Honore	110 82	110 82
128 48	122 30	St-Honore	401 38	363 36
9403 12	9403 12	St-Honore	109 10	1057 25
14110 80	13871 15	St-Honore	1286 68	1281 44
9082 84	9082 84	St-Honore	1077 28	1045 90
1212 30	1179 85	St-Honore	5709 15	5490 28
531 77	517 54	St-Honore	3224 48	5171 78
1289 97	1236 01	St-Honore	379 64	385 82
63896 44	63896 44	St-Honore	110 82	110 82
1041 05	1030 74	St-Honore	401 38	363 36
5780 30	5780 30	St-Honore	109 10	1057 25
128 48	122 30	St-Honore	1286 68	1281 44
9403 12	9403 12	St-Honore	1077 28	1045 90
14110 80	13871 15	St-Honore	5709 15	5490 28
9082 84	9082 84	St-Honore	3224 48	5171 78
1212 30	1179 85	St-Honore	379 64	385 82
531 77	517 54	St-Honore	110 82	110 82
1289 97	1236 01	St-Honore	401 38	363 36
63896 44	63896 44	St-Honore	109 10	1057 25
1041 05	1030 74	St-Honore	1286 68	1281 44
5780 30	5780 30	St-Honore	1077 28	1045 90
128 48	122 30	St-Honore	5709 15	5490 28
9403 12	9403 12	St-Honore	3224 48	5171 78
14110 80	13871 15	St-Honore	379 64	385 82
9082 84	9082 84	St-Honore	110 82	110 82
1212 30	1179 85	St-Honore	401 38	363 36
531 77	517 54	St-Honore	109 10	1057 25
1289 97	1236 01	St-Honore	1286 68	1281 44
63896 44	63896 44	St-Honore	1077 28	1045 90
1041 05	1030 74	St-Honore	5709 15	5490 28
5780 30	5780 30	St-Honore	3224 48	5171 78
128 48	122 30	St-Honore	379 64	385 82
9403 12	9403 12	St-Honore	110 82	110 82
14110 80	13871 15	St-Honore	401 38	363 36
9082 84	9082 84	St-Honore	109 10	1057 25
1212 30	1179 85	St-Honore	1286 68	1281 44
531 77	517 54	St-Honore	1077 28	1045 90
1289 97	1236 01	St-Honore	5709 15	5490 28
63896 44	63896 44	St-Honore	3224 48	5171 78
1041 05	1030 74	St-Honore	379 64	385 82
5780 30	5780 30	St-Honore	110 82	110 82
128 48	122 30	St-Honore	401 38	363 36
9403 12	9403 12	St-Honore	109 10	1057 25
14110 80	13871 15	St-Honore	1286 68	1281 44
9082 84	9082 84	St-Honore	1077 28	1045 90
1212 30	1179 85	St-Honore	5709 15	5490 28
531 77	517 54	St-Honore	3224 48	5171 78
1289 97	1236 01	St-Honore	379 64	385 82
63896 44	63896 44	St-Honore	110 82	110 82
1041 05	1030 74	St-Honore	401 38	363 36
5780 30	5780 30	St-Honore	109 10	1057 25
128 48	122 30	St-Honore	1286 68	1281 44
9403 12	9403 12	St-Honore	1077 28	1045 90
14110 80	13871 15	St-Honore	5709 15	5490 28
9082 84	9082 84	St-Honore	3224 48	5171 78
1212 30	1179 85	St-Honore	379 64	385 82
531 77	517 54	St-Honore	110 82	110 82
1289 97	1236 01	St-Honore	401 38	363 36
63896 44	63896 44	St-Honore	109 10	1057 25
1041 05	1030 74	St-Honore	1286 68	1281 44
5780 30	5780 30	St-Honore	1077 28	1045 90
128 48	122 30	St-Honore	5709 15	5490 28
9403 12	9403 12	St-Honore	3224 48	5171 78
14110 80	13871 15	St-Honore	379 64	385 82
9082 84	9082 84	St-Honore	110 82	110 82
1212 30	1179 85	St-Honore	401 38	363 36
531 77	517 54	St-Honore	109 10	1057 25
1289 97	1236 01	St-Honore	1286 68	1281 44
63896 44	63896 44	St-Honore	1077 28	1045 90
1041 05	1030 74	St-Honore	5709 15	5490 28
5780 30	5780 30	St-Honore	3224 48	5171 78
128 48	122 30	St-Honore	379 64	385 82
9403 12	9403 12	St-Honore	110 82	110 82
14110 80	13871 15	St-Honore	401 38	363 36
9082 84	9082 84	St-Honore	109 10	1057 25
1212 30	1179 85	St-Honore	1286 68	1281 44
531 77	517 54	St-Honore	1077 28	1045 90
1289 97	1236 01	St-Honore	5709 15	5490 28
63896 44	63896 44	St-Honore	3224 48	5171 78
1041 05	1030 74			

Marché libre de l'or

2209 22	0057 97	Uniser	180 45	180 45
2209 22	1236 76	Johnson-Alexis	4019 35	805 35
1221 85	12462 70	Univers-Oligochous	1536 58	1458 45
1085 18	1058 16	Valeuron	472 40	450 52
280 70	372 58	Vallang	1542 38	1540 82
1084 11	1053 87	Vallang	5069 60	5010 06
174 03	149 78			
1127 87	1039 78			
5637 76	6337 62			
525 07	505 84			
739 15	705 63			
562 35	538 42			
16258 58	16184 13			
81 85	78 25			
100 78	97 85			
601 31	480 97			

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
5-55-81-82, poste 4330

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINTEL
3 Panama : la grève illimitée. — L'attitude ambiguë des autorités soviétiques entretient l'agitation en Arménie. 6 La révolte dans les territoires occupés. 7 Sénégal : la réélection avancée du désert.	9 à 17 Après l'annonce de la candidature de M. François Mitterrand. DÉBATS 2 « Rôle de l'État : consensus et divergences », par Raphaël Hadas-Lebel : « Excellence... ou Jeanne d'Arc », par Pierre Sudreau.	18 La fin de l'expérience de plongée Hydra VII. — La grève de la faim des membres d'Action directe. — Les espaces verts à Paris. 27 Des professeurs de médecine interpellent les candidats à la présidence.	19 Cry Freedom, de Richard Attenborough : Chouans, de Philippe de Broca. 20 Bernard Faucon à l'Espece photo de Paris et chez Agathe Gaillard. 21 L'inauguration du centre dramatique de Valence en Espagne.	35 Un entretien avec le ministre du commerce extérieur. — Renault a besoin d'argent et d'un souffle commercial. 36 Les allégements d'impôts sur le revenu « ne vont pas dans le bon sens », estime le CES. 38-39 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées ... 33-34 Carnet 82 Météorologie 32 Mots croisés 32 Radio-télévision 27 Expositions 22 Spectacles 23 à 26	● Chaque matin, 10 h 30, le mini-journal de la rédaction, JOUR Actualité, International, Bourse, Abonnements, Campus, Télématel. 3615 Taper LEMONDE

ÉTATS-UNIS : un revers pour M. Reagan, un handicap pour M. Bush

Le Congrès fait fi d'un veto présidentiel sur les droits civiques

WASHINGTON
de notre correspondant

Le président Reagan a subi, mardi 22 mars, un sérieux revers au Congrès, mais c'est M. George Bush qui va devoir payer, pendant toute sa campagne électorale, le prix de cette défaite.

L'affaire touche un sujet sensible entre tous, celui des droits civiques. Et si elle semble assez complexe sur le fond, l'enjeu en est tout à fait simple en termes d'image et de symbole : M. Reagan a tenté, en vain, de s'opposer au vote d'une loi qui contraindrait toutes les écoles bénéficiaires de fonds fédéraux à respecter strictement les règles de non-discrimination, protégeant aussi bien les femmes, les minorités raciales que les handicapés que d'autres groupes particuliers.

En fait, la loi existait depuis longtemps, mais en 1984 la Cour suprême en avait donné une interprétation « étroite », statuant qu'elle devait s'appliquer non à l'ensemble de l'institution scolaire, mais aux seuls départements recevant une aide fédérale. Le Congrès per une loi dite de « restauration des droits civiques », a voulu réimposer une interprétation plus large. Le président Reagan a alors opposé son veto, faisant valoir que cette loi, loin de promouvoir les droits civiques, permettrait surtout « aux bureaucrates de Washington » de s'ingérer dans la vie des écoles, des écoles religieuses en particulier, qui pourraient désormais être traitées en justice, pour un oui ou pour un non. Étant donnée la passion des Américains pour les procès en tout genre, cette crainte n'est peut-être pas tout à fait infondée. Pourtant, en année électorale, paraît-il vouloir aller à rebours de la lutte séculaire pour l'extension des droits civiques était de toute évidence impossible.

Ni le Sénat ni la Chambre des représentants n'ont donc suivi M. Reagan. Il s'est trouvé, mardi, plus des deux tiers des élus (et donc un bon nombre de républicains) pour décider de passer outre au veto présidentiel, lequel avait reçu, la veille, l'approbation du vice-président George Bush. Une appro-

Décès du batteur américain
Danny Richmond

Le batteur américain Danny Richmond est mort le 16 mars à New-York d'une crise cardiaque. Il était âgé de cinquante-deux ans.

[Né le 15 décembre 1935 à New-York, Danny Richmond d'abord élu saxo ténor, C'est Charlie Mingus qui le poussa à passer à la batterie. Ils travaillèrent ensemble de 1956 à 1970. Puis il s'associa avec le saxophoniste George Adams et le pianiste Don Pullen. Il est mort à la veille de partir pour Milan, où il devait jouer avec le Mingus Dynasty, un ensemble qu'il avait fondé en 1979, à la mort de Charlie Mingus.]

● Le prix Jean-Vigo 1988 a été attribué, le 21 mars, à la Comédie du travail, de Luc Moullet, un réalisateur « marginal » du cinéma français. Le prix du court métrage a été décerné à Elle et Lui, de François Margolin.

Le numéro du « Monde » daté 23 mars 1988 a été tiré à 545 756 exemplaires

bation embarrassée, circonstanciée, mais une approbation quand même. L'épisode est particulièrement inopportun pour celui qui est pratiquement assuré d'obtenir l'investiture républicaine, mais doit, pour gagner l'élection présidentielle, élargir encore son audience.

Sur les traces
de Jesse Jackson

M. Bush s'y emploie pourtant activement. Le jour même où il approuvait du bout des lèvres la décision de M. Reagan, le « vice-président-candidat » avait lancé une opération de séduction en direction de l'électorat noir.

Cela se passait lundi, dans un grand hôtel de Washington : cinq cents membres de l'establishment noir de la capitale avaient payé 150 dollars chacun pour participer à un dîner destiné à collecter des fonds pour la campagne de M. Bush. Le vieux Lionel Hampton, qui « chauffe » la salle avec un peu de jazz et quelques grosses blagues : M. Bush qui rit très fort et serre quantité de mains : l'atmosphère en

moins, et quelque chose d'un peu artificiel en plus, on se serait presque cru à une réunion électorale de Jesse Jackson.

Un pasteur noir, conseiller politique du vice-président, est venu vanter les mérites de M. George Bush. Il a évoqué sa sensibilité au problème noir, sa visite à des fermiers du Maryland, récemment immigrés d'Afrique, que le Klu Klux Klan avait voulu intimider en brûlant une croix dans leur cour. D'autres anecdotes, d'autres épisodes tendent à prouver que M. George Bush a su braver parfois un environnement politique hostile, notamment au Texas, pour faire appliquer des décisions favorables aux Noirs.

Pendant ce temps, un membre de l'équipe Bush vient expliquer à la presse qu'être Noir et républicain n'est nullement une aberration, et que le « Grand Old Party a les bras grands ouverts » : on sait bien que la plupart des Noirs voteront Jackson pendant toute la durée des premières élections, mais il s'agit précisément de les accueillir, « après ».

Le vice-président, lui-même, annonce sous les applaudissements que la protection des droits civiques

sera l'une de ses priorités. Surtout, il laisse entendre, aussi clairement qu'il le peut, qu'une administration Bush ferait plus pour les minorités que ne l'a fait celle de M. Reagan.

Quand enfin il évoque — parce qu'il faut bien le faire — la loi à laquelle le président a opposé son veto, il commence par dire que cette loi est imparfaite, et que donc elle doit être corrigée. Mais c'est pour ajouter aussitôt : « Le gouvernement fédéral doit exiger que les institutions qui reçoivent l'argent des contribuables respectent les lois sur les droits civiques : c'est fondamental ».

Le public, debout, lui fait une ovation. Mais a-t-il bien compris ? Quelques heures plus tôt, M. Bush avait aussi déclaré : « Je ne vais pas commencer à faire maintenant ce que je n'ai pas fait pendant sept ans et demi ». C'est-à-dire désapprouver l'action du président. Résultat, le New York Times et le Washington Post titrent sur le thème : « Bush soutient le veto aux droits civiques ». Le vice-président n'a pas fini de payer le prix de la fidélité.

JAN KRAUZE.

La campagne présidentielle

M. Mitterrand chahuté
au Salon de l'Étudiant

M. François Mitterrand a été chahuté, le mercredi 23 mars, en fin de matinée, lors de sa visite au Salon de l'étudiant à la Halle de La Villette, à Paris. Plusieurs dizaines de jeunes parisiens de M. Jacques Chirac, organisés par M. Eric Raoult, député (RPR) de la Seine-Saint-Denis, ont lancé des papillons favorables au premier ministre et crié, à l'intention du président de la République, « Mitterrand, fous le camp ! Mitterrand à Latcha ».

Des partisans du chef de l'Etat ont répondu à ces cris en scandant à leur tour : « Mitterrand président ! ». « Tous ceux qui m'aiment beaucoup », a dit M. Mitterrand. Les gens commencent à s'en aller. Moi aussi, d'ailleurs.

Le TGV Paris-Londres
pourrait transiter
par Amiens

Un communiqué des services du premier ministre a annoncé, le 23 mars, que le futur TGV Paris-Londres passera par Amiens.

« La possibilité de réaliser une liaison TGV directe supplémentaire de Paris vers le tunnel sous la Manche, via Amiens, a été prise en considération, en raison des gains de temps appréciables d'une telle ligne sur les relations Paris-Londres (...). Ainsi, Amiens sera située sur cette ligne nouvelle à grande vitesse », déclare le communiqué.

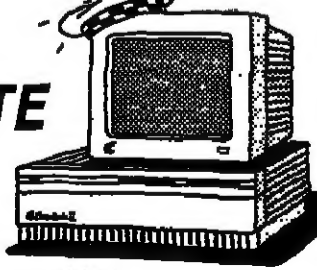
[Les Amiénois, qui se réjouissent de voir satisfait leur vœu ancestral d'accueillir le TGV, devront se garder d'un enthousiasme excessif. Il n'est pas sûr du tout que la ligne la plus directe vers la Grande-Bretagne, octroyée aujourd'hui par M. Chirac, soit choisie avant la fin de l'été. La SNCF ne pourra réaliser et rentabiliser en même temps la ligne déjà décidée vers Lille et qui passera à 40 km à l'est d'Amiens. A moins que le futur président de la République et son gouvernement ne trouvent les milliards de francs de subventions nécessaires. — A.F.]

M. Barre dénonce « l'étrange situation »
qui voit s'affronter le président
et le premier ministre

M. Raymond Barre a réagi, mercredi 23 mars à sa permanence parisienne, à l'annonce par M. François Mitterrand de sa candidature : « Comment ne pas constater dès l'abord l'étrange situation que connaît maintenant la France : deux candidats à l'élection présidentielle qui exercent les responsabilités les plus élevées au sommet de l'Etat vont s'affronter [...] pour la conquête du pouvoir ? Qui gardera l'Etat ? ».

L'ancien premier ministre a contesté à M. Mitterrand le droit de se présenter comme le rassembleur du pays et le garant de la paix civile. Il a rappelé que, en 1981, le nouveau président s'était présenté comme l'« homme d'une fraction des Français contre l'autre [...] ». « Désavoué par les élections législatives de 1986 [...] François Mitterrand a couru son impuissance du manteau souverain de l'arbitrage national. Il a édifié sur les ruines de son pouvoir une théorie de la limitation de la fonction présidentielle désormais confiée à la critique de la politique du gouvernement plus qu'à l'orientation de l'action de l'Etat [...] ». L'homme de parti qu'il fut à l'Elysée explicitement ou implicitement peut-il devenir demain l'homme de la nation ? », s'est interrogé M. Barre.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRESMACINTOSH II,
C'EST LA PLUS FORTE TÊTE
DU CLAN MACINTOSH.

46 900 F HT

Macintosh II 1M.o., disque dur interne 40 M.o.
1 lecteur interne, clavier étendu
+ écran DIMENSION 19 pouces monochrome
+ carte vidéo haute résolution IC Products.

INTERNATIONAL
COMPUTER

La micro sans frontières

26, rue du Renard Paris 4^e • 42.72.26.26
64, av. du Prado Marseille 6^e • 51.37.25.03

Sur le vif

Révélation

Vous m'auriez vu, hier soir, devant le poste à Bernardette à Lourdes. A l'apparition sur l'écran lucarne d'un Mimi auréolé de lumière et de gloire, saint Georges terrassant le dragon des clans, des partis, des factions, je suis tombée à genoux, les bras en croix : Alléluia ! Le sauveur est revenu parmi nous. Merci, mon Dieu ! Merci, mon Mimi !

J'étais là, prosternée d'admiration et de reconnaissance, c'est vrai, il aurait pu nous laisser languir jusqu'à vendredi, jour de l'Annonciation. Et qu'est-ce que j'entends ? Un horrible couac, un son déplacé, mélo, Paul Anka, le journaliste de service, le serviteur du culte qui se prend pour le serviteur de l'opinion. Et je te donne du M. Mitterrand, en oubliant une fois sur deux qu'il s'adresse à Sa Majesté le Président. Et j'y vais de mes questions indiscrettes, inconvenantes, du genre : Et alors, votre programme ? Vous avez soixante et onze ans, est-ce que vous ne pensez pas que... ? Vous croyez vraiment que la démocratie est menacée dans ce pays ?

Oh là là ! Stupéfaite, cramponnée à la moquette, j'ai relevé prudemment la tête et, par le poste, est parue, souveraine, outragée, foudroyant l'impertinent. Lui reprochant de forcer la note, cette note qui lui chauffe les oreilles, à mon Mimi, et dont il s'étonne de retrouver l'écho dans la bouche irrespectueuse et maintenalement d'un porte-miroir qui oublie de jouer les porte-parole.

Il a bien raison. Il est fou à lier, le collègue. Raide dingue. Non, mais où c'est qu'il croit qu'il est ? Aux Etats-Unis ? En Angleterre ? A qui il croit qu'il parle ? A Reagan ? A Thatcher ? Il s'oublie, ma parole ! J'aspire qu'il se le tiendra pour dit. Et tous les confères avec lui. Il ferait beau voir qu'un cours de la campagne il se permettent, encore un coup, de faire, pour reprendre les termes indignés de mon Mimi, les commissions des autres. Quels autres ? Ben, vous, moi, tous ceux qui peuvent pas s'adresser directement à Sa Divinité et qui espèrent bêtement trouver dans la presse et les médias des intermédiaires.

CLAUDE SARRAUTE.

Les fausses factures
de la Caisse des Français de l'étrangerM. Jean-Pierre Pierre-Bloch
proteste contre son inculpation

M. Jean-Pierre Pierre-Bloch, ancien député UDF, maire adjoint de Paris et directeur de France-Soir, a été inculpé le 21 mars de « complicité de faux en écritures de commerce et usage », et placé sous contrôle judiciaire par M. Serge Portelli, juge d'instruction à Melun (Seine-et-Marne), chargé du dossier des fausses factures de la Caisse de sécurité sociale des Français à l'étranger (CFE). Quelques jours plus tôt, le directeur de cette caisse, M. Serge Billon, et trois dirigeants de sociétés d'informaticiens (le

Médo du 22 mars) avaient été inculpés de trafic d'influence, faux en écritures privées et usage, et placés sous mandat de dépôt après qu'on eut constaté des irrégularités dans la passation d'un marché important de matériel informatique et dans sa facturation, deux fois trop élevée.

M. Jean-Pierre Pierre-Bloch a vivement protesté, dans un communiqué à l'AFP, contre cette inculpation et « les conditions dans lesquelles elle est intervenue ». « Je n'ai rien à voir, a-t-il ajouté, ni de près ni de loin dans l'affaire des fausses factures de la Caisse des Français à l'étranger. » M. Jean-Pierre Pierre-Bloch « voit mal quel acte de complicité pourrait lui être reproché dans ce dossier dont il ignore tout ». Il n'a jamais fait partie du conseil d'administration de la CFE, comme nous l'a confirmé le président, M. Jean-Pierre Cantegrit, sénateur des Français établis hors de France (Gauche démocratique), qui

a été à l'origine de l'enquête. M. Jean-Pierre Pierre-Bloch conteste en outre la régularité de son inculpation, « intervenant en violation de la loi puisque cette méconnaissance de la procédure a suivi à l'égard des maires et maires adjoints. A l'évidence, cette inculpation n'est qu'un coup politique ».

En réalité, l'article 687 du code de procédure pénale prévoit que le procureur de la République — lorsqu'un officier de police judiciaire, ou un maire, ou ses adjoints sont susceptibles d'être inculpés — présente sans délai une requête en désignation de juridiction à la chambre criminelle de la Cour de cassation. Cette requête a bien été transmise le 20 mars : elle doit auparavant transiter par la cour d'appel. L'article 688 prévoit que, jusqu'à la désignation de la juridiction compétente, « la procédure est suivie conformément aux règles de compétence du droit commun ».

Le juge d'instruction, considérant qu'il y avait urgence, a donc décidé d'inculper M. Jean-Pierre Pierre-Bloch au lendemain de l'envoi de la requête. Dans sa jurisprudence, la Cour de cassation considère en effet que en attendant la décision de la chambre criminelle, seuls les actes urgents peuvent être accomplis.

Four les avocats de M. Jean-Pierre Pierre-Bloch, M. Jean-Marie Varaut et Jean Nèret, le seul fondement de l'inculpation aurait été la mise en cause de leur client par l'une des personnes déjà inculpées. Celle-ci aurait affirmé que au cours d'une précédente campagne électorale, M. Jean-Pierre Pierre-Bloch, avec qui elle était en relation, lui aurait indirectement donné l'idée de faire des fausses factures.

M. Jean-Pierre Pierre-Bloch avait déjà été inculpé d'infraction au code électoral le 17 février dernier par M. Claude Grollier, juge d'instruction à Paris (Le Monde du 19 février).

Double élection jeudi
à l'Académie française

L'Académie française doit procéder, jeudi 24 mars, au remplacement de deux de ses membres décédés, le duc de Broglie et Georges Duménil.

Au fauteuil du duc de Broglie, M. Michel Debré, seul candidat sérieux, devrait être élu sans problème, encore que certains académiciens soient hostiles à une candidature pratiquement unique et d'autres à une politisation croissante de la Compagnie.

Au fauteuil de Duménil, M. José Cabanis, qui ne se présente pas pour la première fois, est en concurrence avec M. Jacques Ruffié, biologiste éminent, généticien, professeur au Collège de France, et avec M. Vladimir Volkoff, qui avait obtenu le Grand Prix du roman 1982 de l'Académie.

A B C D F G H